AU CŒUR DE LA PRÉFECTURE DE POLICE : DE LA RÉSISTANCE À LA LIBÉRATION



2^E PARTIE

LA PRÉFECTURE DE POLICE : UNE RÉSISTANCE OUBLIÉE

1940 -1944





REMERCIEMENTS

Comme en 2009, nos remerciements vont à ceux sans qui rien n'aurait pu être :

Préfecture de Police

service de la mémoire et des affaires culturelles

Jean-Marc GENTIL, conseiller du Préfet de Police, chef du service
Françoise GICQUEL, adjointe au chef de service, chargée du département « patrimoine »
Serge SOUSSAN, secrétaire général
Isabelle ASTRUC, conservateur du Musée de la Préfecture de Police
Grégory AUDA, responsable de la section audiovisuel du SMAC
Malik BEN MILOUD, archiviste au SMAC
Michel GRAUR, assistant de conservation au SMAC

service de la communication

Xavier CASTAING, chef du service de la communication
Marlène LOIZON, chargée de communication au service de la communication

brigade de sapeurs-pompiers de Paris

Emmanuel RANVOISY, capitaine, conservateur du musée de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris

direction opérationnelle des services techniques et logistiques

Thierry DELVILLE, directeur Giovanni FIORI, responsable du bureau technique des moyens d'impression Marie-Pierre LORDONNOIS, assistante du directeur

direction des ressources humaines

Eric BODIN, archiviste

réservistes de la Police Nationale

Michel CASTILLAN, brigadier-major e.r. Philippe GESRET, commandant e.f. / e.r.

Ministère de l'Intérieur

Frédéric PECHENARD, directeur général de la Police Nationale Catherine ASHWORTH, chef du service d'information et de communication de la Police Nationale Pierre-Frédéric GARRETT, chef du service historique de la Police Nationale François CAZORLA, capitaine de police au service d'information et de communication de la Police Nationale

Ministère de la Défense

Le Contrôleur Général des Armées Christian PIOTRE, secrétaire général pour l'administration
Le Contrôleur Général des Armées Eric LUCAS, directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives
Le Général Gilles ROBERT, chef du service historique de la Défense
Catherine OUDIN, conservatrice générale du patrimoine, chef du centre historique de Vincennes
Nathalie GENET-ROUFFIAC, conservatrice en chef du patrimoine, chef du département interarmées, ministériel et interministériel
Le Capitaine Stéphane LONGUET, chef du bureau Résistance et ses collaborateurs
Christian LE MARCHAND, chef du bureau des archives des victimes des conflits contemporains

Ministère de la Culture

Patricia GILLET, conservateur en chef du patrimoine aux Archives Nationales

Mairie de Paris

Catherine VIEU-CHARRIER, adjointe au Maire de Paris, adjointe chargée de la mémoire et du monde combattant Philippe LAMY, conseiller au cabinet du Maire, prévention, sécurité, mémoire, droits de l'homme, affaires militaires, anciens combattants Christine LEVISSE-TOUZE, directrice du Mémorial du Maréchal LECLERC et du musée Jean MOULIN

Mémorial de la Shoah

Eric DE ROTHSCHILD, président du Mémorial de la Shoah Jacques FREDJ, directeur du Mémorial de la Shoah Caroline DIDI, service des archives photographiques

Comité français pour Yad Vashem

Paul SCHAFFER, président Corinne MELLOUL, secrétaire générale

Office national des anciens combattants

Rémy ENFRUN, Préfet, directeur général de l'office national des anciens combattants

AU CŒUR DE LA PRÉFECTURE DE POLICE : DE LA RÉSISTANCE À LA LIBÉRATION

2^E PARTIE

LA PRÉFECTURE DE POLICE : UNE RÉSISTANCE OUBLIÉE

1940 -1944

SOMMAIRE

Préface par M. Michel Gaudin, Préfet de Police	5
Avant-propos par Rémy Kauffer, Membre du Comité éditorial d'Historia	6
Une Résistance oubliée par Luc Rudolph	8
Prologue	13
Quelques résistants symboliques	15
De l'Armée Volontaire-Groupe Valmy à L'Honneur de la Police	47
De LibéNord Police à Police et Patrie	59
De France Combattante au Front National de la Police et de la Gendarmerie	63
Béarn, Patriam Recuperare et les BS	79
Ajax-Zadig	93
Turma-Vengeance/Ceux de la Libération	101
Autres réseaux	109
Les Justes	121
Conclusion provisoire	125
Le régiment de sapeurs-pompiers de Paris et l'Organisation civile et militaire par Emmanuel Ranvoisy, conservateur du musée de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris	128



Voici venu le temps d'une deuxième publication consacrée à la Résistance dans la Police Parisienne.

Les premières recherches engagées au cours de l'année 2009 avaient permis de mettre en lumière l'engagement courageux de certains fonctionnaires, à la personnalité forte, et les prémices des groupes de Résistance « Police et Patrie » et « Honneur de la Police ».

Le travail poursuivi, au long de l'année 2010, sous la direction de Luc RUDOLPH, directeur des services actifs honoraire, en étroite liaison avec le service de la mémoire et des affaires culturelles et ses homologues des ministères de la Défense et de l'Intérieur, a révélé une multitude d'actes individuels ou collectifs de résistance au caractère souvent exceptionnel.

Prés de deux mille quatre cents dossiers personnels de fonctionnaires de la Préfecture de Police et du Service Historique de la Défense, les archives des brigades spéciales, celles des grands réseaux nationaux et trois cents affaires d'épuration ont été minutieusement explorés.

Cette démarche a aussi mis en lumière la diversité des engagements et des origines de celles et ceux qui ont choisi de contrecarrer l'esprit d'abandon et de renoncement.

Au fur et à mesure des investigations, des structures méconnues sont apparues, témoignant de la complexité des liens tissés.

Par ailleurs, la publication qui vous est proposée cette année vise à présenter l'une des structures majeures de la Résistance Policière Parisienne « le Front National de la Police et de la Gendarmerie » que l'on croyait connaître, mais que les récentes recherches révèlent mieux encore.

Cette deuxième étape d'un « travail d'Histoire », sans précédent, témoigne de la richesse du thème abordé et démontre l'utilité d'en poursuivre l'effort.

En 2011, l'accent sera mis sur la préparation et l'accomplissement du soulèvement ultime qui constitua l'une des contributions majeures à la Libération de Paris. Cette étape permettra en outre, une investigation complémentaire de la Résistance intermédiaire, dont l'étude a été largement engagée cette année.

Au terme de ces trois fructueuses années, le devoir de mémoire à l'égard de la Résistance Policière aura été satisfait.

Un coffret regroupera en 2012, les trois brochures des années 2009, 2010 et 2011, complétées et assorties d'une postface, afin de constituer le premier ouvrage général consacré à une thématique jusqu'alors inexplorée et d'en tirer les leçons pour l'Histoire.







Par définition, tout policier sert l'Etat. Mais que faire quand par renoncement, par idéologie, cet Etat cesse de défendre la nation pour se plier aux ordres d'un occupant étranger ? Que faire, pire encore, si cet occupant est nazi ?

Tout policier sert l'ordre public. Mais quelle attitude adopter quand cet ordre cesse d'être l'ordre public républicain pour se transformer en machine à traquer les jeunes réfractaires au Travail obligatoire en Allemagne, les patriotes, les juifs ? Comment se comporter quand le secrétariat général à l'Intérieur devient une entreprise de quasi guerre civile sous la houlette d'un futur Sturmbannführer SS, Joseph Darnand ?

Ces dilemmes, les policiers français eurent à les trancher entre 1940 et 1944.

Leur parcours dans la fonction publique ne les y avait guère préparés. Pour des hommes élevés dans le respect de la hiérarchie et l'admiration du maréchal Pétain, vainqueur de Verdun, le choix de la Résistance était tout sauf facile. Or par une injustice supplémentaire de l'Histoire, si la mémoire collective, volontiers masochiste, perpétue voire amplifie le souvenir des policiers collaborateurs, elle ne s'attarde guère sur leurs collègues qui, du simple gardien de la paix au commissaire, surent trouver, seuls ou en groupe, le chemin du vrai devoir : celui de la lutte contre l'occupant, donc de la désobéissance à Vichy.

Il n'était pas semé de roses, ce chemin. Sachant d'expérience l'efficacité des méthodes policières, les «flics» résistants devaient se montrer plus prudents que les autres patriotes encore. Qu'on apprenne que quelqu'un « de la maison » avait rejoint l'armée des ombres, et la chasse au dissident s'engageait aussitôt, périlleuse voire meurtrière. Alors oui, il fallait ruser toujours, et parfois, jouer double jeu. Ce double jeu qui, comme le rappelle le travail minutieux et précis de Luc Rudolph, pouvait vous conduire après-guerre devant une commission d'épuration pas toujours objective en ces temps troublés.

Dans ces conditions, le miracle n'est pas qu'il y ait eu des policiers résistants, mais qu'il y en ait eu autant – une proportion significative du corps, Police Nationale comme Préfecture de Police de Paris.

Comment le démontrent les pages qui suivent, nourries de détails collectés par un tenace travail d'archive, la Résistance policière fut, par nature, multiforme. Un spectre très large qui allait de la fourniture de faux papiers au sabotage des enquêtes en cours, des avertissements avant rafles aux perquisitions « bâclées », du saut individuel dans la clandestinité à la participation, l'arme à la main, au combat des *Forces françaises libres* ou des *Forces françaises de l'Intérieur*, les *FFI*.

Contraints à une véritable schizophrénie professionnelle par l'exceptionnelle dureté de l'époque, les policiers patriotes devaient à la fois fermer les yeux sur la situation des personnes en cavale et les ouvrir derrière le dos de l'occupant et de Vichy pour mieux renseigner la Résistance. Mais c'est cette dureté même qui allait faire éclore en eux d'extraordinaires qualités humaines. Tel fonctionnaire aux allures de « père tranquille » conduisit son groupe, son réseau d'une main de fer. Tel autre, s'affichant comme un maniaque du « J'veux pas l'savoir », savait tout, au contraire, et en réservait l'usage à ceux qui avaient à craindre de l'occupant...

Les risques ? Considérables puisqu'en tant que «flic», on avait plus volontiers droit au «traitement de faveur» nazi qu'à l'indulgence. Comment s'étonner, dès lors, que ce fascicule prenne parfois les allures d'un martyrologue ? En ces temps-là, il fallait avoir le cœur bien accroché. Celui qui battait sous l'uniforme des centaines de policiers dont vous trouverez plus bas les noms et les itinéraires - quelques lignes parfois tant le moindre détail individuel devait être arraché aux dossiers, 70 ans après.

Le jeu en valait certes la chandelle. Au fil des pages, le lecteur découvrira des structures de résistance policière aussi différentes que le *groupe Valmy* de l'*Armée volontaire* (un des premiers mouvements, l'un des plus mal connus, et nombre d'historiens pourront faire leur miel des informations collectées sur lui par Luc Rudolph) ; l'*Honneur de la Police* ; *LibéNord Police* puis *Police et Patrie* ; *France Combattante*, ébauche du *Front national de*

la Police. Et d'autres encore, organisés en groupes plus petits ou «travaillant» seuls.

A propos du *Front national de la Police*, lié au Parti communiste français, les mêmes historiens, ou leurs collègues, mesureront à sa juste valeur l'apport de ces pages. L'obsession communiste de la centralisation rapproche en effet la chute de Pierre Brossard (*Philibert* ou *PH*), le «responsable national aux cadres» du PCF clandestin, arrêté début mars 1943 par la BS1, l'une des deux brigades spéciales anticommunistes des RG vichyssois et celle, un an plus tard exactement, des 34 membres de la direction clandestine du FN police - à commencer par ses chefs, le cheminot Arthur Airaud, futur président de la commission d'épuration, et de son supérieur hiérarchique, l'ancien fonctionnaire des impôts Alfred Michaud.

Que le PCF ait jugé bon de confier le contrôle de « sa » résistance policière à des non-policiers peut s'expliquer par la défiance de rigueur au sein de ce parti. Mais pourquoi diable le responsable aux cadres, structure 100% interne mi-police politique, mi-service de sélection du personnel, se trouvait-il en contact direct non seulement avec le FN police mais aussi avec des éléments extérieurs au parti comme le réseau *Béarn* d'Henri Ulver, le colonel Manhès, ami et collaborateur de Jean Moulin ou plus surprenant encore, un policier au moins de la BS2 ? Un mépris des règles sacro-saintes de cloisonnement si inhabituel qu'on peut sans doute y voir une des facettes encore inexplorées de l'univers communiste sous l'Occupation.

Ne faisons pas pour autant de Luc Rudolph un «chasseur de lièvres» historiques. Mené comme une bonne enquête de police appliquée à l'Histoire avec priorité absolue aux faits, son travail ne vise qu'à rendre plus palpable le rôle ignoré, parfois volontairement, des policiers dans la lutte de libération nationale du peuple français. Un objectif pleinement atteint, le lecteur pourra en juger.

Dans un numéro récent d'Historia, Georgette Elgey rappelait à quel point elle fut frappée, le 19 mai 1999, par la joie des jeunes policiers parisiens fiers de découvrir à l'occasion de la pose d'une plaque commémorative qu'un de leurs grands anciens, le chef du commissariat du quartier de Chaillot, Edmond Cottin, s'était comporté en héros anonyme, sauvant (entre autres) la future historienne, sa mère et sa grand-mère des nazis.

Or des Cottin, répétons-le, il y en eut beaucoup, et c'est tant mieux.

Pour qu'une police républicaine, instruite par le terrible exemple de l'Occupation, poursuive sans errements sa tâche au service des citoyens, il était bon que cela fût rappelé.

Rémi Kauffer Membre du Comité éditorial d'Historia

Une Résistance oubliée

Luc RUDOLPH

Les archives réservent de nombreuses surprises. Celles relatives à la 2° Guerre Mondiale ne dérogent pas à cette règle. Même si l'étude de cette période intermédiaire recouvrant grosso modo le créneau qui va de 1941 au début de 1944 n'a pas pu être aussi exhaustive que souhaité, il n'en est pas moins vrai qu'elle fait apparaître la Résistance à la Préfecture de Police sous un jour bien différent de celui qui prévaut d'ordinaire.

Le premier fascicule de 2009 battait déjà en brèche une première idée reçue : les policiers auraient, au mieux, été des résistants de la 23^e heure. L'édition 2010 confirme l'éclosion d'une activité anti-collaborationniste souvent précoce et largement au-delà d'un phénomène accidentel. Beaucoup de policiers sont révoqués de la PP déjà en juin 1940 pour s'être engagés dans l'Armée sans autorisation : ceux qui sont réintégrés doivent attendre entre avril et juin 1941. La plongée dans les documents montre que le creux des années de guerre a amené plusieurs centaines1 de policiers de la Préfecture de Police à lutter acti-vement contre la collaboration. Cela n'a pas empêché l'institution de fonctionner vaille que vaille dans le sens de l'Etat de Vichy, lequel, avec les Allemands, se plaignait sans cesse de l'inefficacité chronique et de la passivité des policiers et gendarmes qu'il engageait dans sa politique. Le parallèle avec l'attitude combative des agents de la SNCF, qui n'a malheureusement pas pu empêcher les trains de déportés d'arriver à destination est tentant : sur 709 convois² entre mars 1942 et août 1944, ce fut le cas pour un seul. On ne tient pas pour autant les cheminots pour responsables de cette régularité... L'épuration ne les a guère frappés, et la considération les entoure. Reste que plus de 2500 noms de policiers parisiens apparaissent ainsi dans les tablettes de la Résistance³ à Vincennes. Il est vrai que leur recrutement était devenu une priorité pour de nombreux organismes de résistance, même si, le plus souvent, cela s'est fait à travers des groupes spécifiquement policiers, dont plusieurs apparaissent ci-après.

La détection des policiers dans les dossiers des réseaux nationaux relève cependant de la mission impossible. Dans sa volonté unificatrice d'après-guerre, l'Armée ne reconnaît les résistants que par leur grade d'assimilation en son sein. Peu d'organisations indiquent l'origine socioprofessionnelle de leurs agents. Neuf fois sur dix on a à faire à des caporaux, sergents, sous-lieutenants, capitaines : nulle trace du métier qui souvent a conduit au recrutement, sauf pour la Gendarmerie, heureuse bénéficiaire de son statut militaire. Là où, par contre, la qualité de policier ne fut pas oubliée, c'est dans les structures de détention qui les ont accueillis. Que ce soit en déportation ou lors des interrogatoires, les geôliers et les enquêteurs témoignaient d'une particulière animosité à l'égard de ceux qui leur apparaissaient comme des « traîtres ». De nombreux témoignages de non-policiers confirment le « traitement spécial » qui était souvent réservé aux membres des forces de l'ordre résistants.

¹ A ce stade des recherches, on peut estimer le chiffre des « actifs » au-delà de 1000.

² Hors ceux au départ de l'Alsace-Lorraine.

³ Même si dans cette masse certains n'ont eu qu'un rôle marginal, il a néanmoins été difficile de choisir parmi tant d'agents ceux qui devaient figurer dans cette esquisse de « Mémorial ».

Cette surprise d'une résistance assez foisonnante, multiforme quoique discrète - mais c'est en principe le propre de la Résistance -, fut déjà celle de l'immédiat après-guerre : quelle incrédulité quand, au sein d'une même unité on découvrait comme vrais « patriotes » des policiers qui semblaient être de fervents collaborateurs! Certains ne se relèveront pas de cette suspicion qui a parfois arrangé la carrière d'autres... Travaillant dans un milieu où le soupçon était de règle et où les terrifiantes failles dans la sécurité des réseaux traditionnels apparaissaient sans fards, les agents de la PP avaient recherché le salut dans la discrétion et l'image du conformisme. Cela ne signifie pas l'inefficacité. Combien de personnes ont dû la vie à l'information subrepticement glissée ? Aux documents compromettants transférés sous le tas des dossiers en attente ? Aux documents et rapports détruits? Aux objets ignorés lors d'une perquisition? Aux contrôles « négatifs » lors de barrages ? Aux faux-documents fournis ? Cela n'est pas quantifiable. Mais à l'inverse de l'inaction, les résultats de l'action policière, le sont. Ce sont bien sûr ceux-là que l'on connaît et qui sont mis en relief. Les dossiers consultés foisonnent autant de témoignages de reconnaissance pour certains policiers que du constat affligé de l'efficacité d'autres. Ceux qui ont résisté ont d'autant plus de mérite que les risques étaient démultipliés : les Allemands avaient installé des bureaux au sein même de la PP, et pouvaient choisir d'accompagner les policiers à tout moment sur une affaire.

La plongée dans les cartons de l'épuration est, curieusement, particulièrement révélatrice de l'activité résistante au sein de l'institution policière autant que de ses dérives. De nombreux « collègues » soupçonnés de collaboration produisaient alors d'édifiants témoignages de ceux qu'ils avaient sauvés. De grands résistants étrangers à l'institution venaient défendre les policiers qui leur avaient fourni pendant ces années sombres des informations, des papiers, les avaient cachés, voire pris part à des coups de main. Même des personnages à l'image uniformément noire comme les commissaires David, Rottée ou Tissot, ou des inspecteurs collaborationnistes comme Barrachin ou Sadosky avaient leurs « bonnes œuvres »4. Il n'est en effet pas rare que les policiers au blason le plus terni aient, à l'occasion, sauvé telle de leurs relations ou l'ami d'un ami. Dans certains cas - nous verrons ceux du commissaire Labaume ou de quelques autres – la surprise fut grande de voir de purs résistants venir en masse défendre ceux dont on ne connaissait que la face obscure. La particularité de cette époque difficile c'est que rien n'y était linéaire ni simple. Ceux qui avaient parfois été des tortionnaires avérés risquaient, pour un acte de bonté⁵, l'envoi en camp de concentration ou le peloton d'exécution aux côtés des résistants les plus purs. Sauf que la mort pour des bonnes causes occasionnelles n'occulta jamais leurs errances.

Autre fait frappant dans ces investigations : nombreux sont les agents à la discrétion handicapante. Ils apparaissent en silhouettes dans de multiples dossiers, mais les leurs⁶ – quand ils existent⁷– ne reflètent que la modestie. Impossible d'en extraire un matériel biographique : ceux-là risquent donc de rester injustement les oubliés de l'Histoire. A l'inverse certains résistants cachent aussi des



Henri Bergeret

- 4 Cela est vrai jusque dans les rangs de la « Gestapo française » de la rue Lauriston, par ex. pour Chamberlain et Clavié.
- ⁵ Rarement isolé, il est vrai...
- ⁶ A titre d'exemple, le cas d'Henri Bergeret –le collègue de Lejeune, cf le fascicule de 2009 -, né le 19 juin 1909 à Thorey-sur-Ouche (Côte d'Or). Gardien en juin 1939, il est agent de liaison entre Paris et Dijon pour les FTPF, il est arrêté avec son camarade le 13 mars 1943, puis révoqué et déporté vers Buchenwald-Dora après Fresnes, Dijon et Compiègne. Il est libéré le 1^{er} mai 1945 dans le Harz, invalide à cent pour cent. Il a pris sa retraite d'officier de police adjoint en juillet 1964.
- ⁷ Beaucoup de dossiers individuels font défaut. Bien des résistants n'ont rien demandé et restent inconnus du *Bureau Résistance* de Vincennes (Arthur Perrin par ex). Et de réelles victimes restent ignorées des importantes archives du BAVCC de Caen.

tartarins, qui auraient tout fait ou presque. Les recoupements permettent le plus souvent d'éliminer ces scories. Il est parfois difficile par ailleurs d'identifier clairement des actes de résistance, du fait que leurs auteurs ne sont pas nécessairement des membres répertoriés d'un organisme de la Résistance⁸ ou que la leur fut individuelle voire occasionnelle. Mais le danger qu'ils couraient était toujours réel.

Sur l'efficacité des forces de l'ordre, affirmée par nombre d'auteurs, qui parfois en ont personnellement subi les conséquences, une question s'impose : connaissant la qualité des fichiers détenus par les services de police que ce soit dans le domaine des juifs ou dans celui du Parti communiste, un acharnement policier généralisé aurait-il rendu possible que les trois quarts des juifs répertoriés et une forte proportion de communistes échappent à l'interpellation? Pour la « grande rafle » le chiffre des arrestations prévues était de 22 000 juifs : le fichier Tulard⁹ était précis et complet. Seuls - mais c'est encore bien trop - un peu moins de 13 000¹⁰ ont été interpellés : un échec aux yeux de Vichy comme des Allemands. Cette mise en perspective des chiffres ne saurait faire pardonner la tragique « rafle du Vél d'Hiv » ou d'autres : mais elle conduit à relativiser l'implication des forces de police dans nombre de dossiers chers à Vichy¹¹. Les travaux de Robert Paxton ou ceux de Limore Yagil ont d'ailleurs mis ce fait en relief, même s'ils sont restés sans échos dans la plupart des études françaises ultérieures¹². D'ailleurs, quel eut été l'intérêt de l'Etat Français à créer des « polices » à sa botte (Service d'Ordre Légionnaire, Milice, Service des Sociétés Secrètes, Service de Police Anti-Communiste, Service de Répression des Menées Anti-Natinonales, Police aux Questions Juives : des missions de police étaient même exécutées par des structures « parallèles » telles la Ligue des Volontaires Français ou le Parti Franciste...) si la Gendarmerie et la Police avaient été unanimement en parfaite conformité avec ses attentes ?

D'autres points peuvent interpeller : d'abord le nombre très élevé de policiers qui revendiquent avoir délivré quantité de faux-papiers. Le lecteur peu informé s'en étonnera, mettant peut-être systématiquement ces assertions en doute. Il aura tort. Pour les centaines de milliers de résistants, de réfractaires, de juifs, d'évadés, de parachutistes alliés, il fallait effectivement établir à chacun un jeu de fauxpapiers : une demi-douzaine de documents différents, destinés à asseoir la solidité de leur «légende¹³». Et ce «jeu» était à renouveler, pour des raisons de sécurité, souvent plusieurs fois par an! Dans cette activité illicite et dangereuse les services de police et les municipalités étaient alors en première ligne... Second fait notable : le nombre important de « résistants » revendiqués par les organisations patriotiques. Sur ce point, nulle surprise : le problème est le même dans toute la France et pour tous les réseaux. Il existe aussi pour la police, avec plus ou moins d'acuité. Si certaines structures ont « gonflé » les chiffres jusqu'au risible pour souligner leur propre importance, la plupart a pâti du fait que nombre d'agents répertoriés, membres de plusieurs groupes simultanément, les servaient tous. Dès lors, tous revendiquaient en toute bonne foi leur appartenance. Ce fut le cas également pour la police, où l'on voit apparaître de

⁸ Cf les cas des gardiens Fernand Robin, Louis Billey ou Pierre Maucourant arrêtés pour « trafic de cartes de ravitaillement ».

⁹ André Tulard, né le 23 juin 1898 à Nérondes (Cher) termine sa carrière longtemps après la fin de la guerre en avril 1959, promu directeur et décoré de la Légion d'Honneur.

¹⁰ Un tiers des interpellés est parqué non au Vél d'Hiv mais à Drancy.

^{11 75} pour cent des juifs de France ont survécu : un des « meilleurs » chiffres d'Europe.

¹² A l'exception notable de Jean-Marc Berlière.

¹³ Eléments de la fausse identité.

nombreux « multicartes » : par goût de l'activité, parce qu'ils ont temporairement été coupés de leur structure d'origine, parce qu'ils voulaient couvrir un champ résistant plus large, parce qu'ils souhaitaient ménager l'avenir... Mais les risques d'un effet dominos en cas d'arrestation étaient ainsi démultipliés.

Enfin il est intéressant de souligner que, dès l'Occupation, les frontières entre Préfecture de Police et Police Nationale s'avéraient ténues : la Résistance policière a transcendé les clivages de l'ancienne « guerre des polices ». Aux côtés des résistants de la PP, des hommes de la « grande maison » se sont battus, ont souvent souffert et parfois sont morts pour la même cause : l'inspecteur général Mondanel aux côtés du commissaire Louit, le commissaire Porte avec le commissaire Dubent, le commissaire Jouhanneau avec l'inspecteur Bourgeon, le commissaire Pateau avec l'inspecteur Quillent, le commissaire Albouy avec l'inspecteur Dumaine, le secrétaire de police Marchand avec l'inspecteur Chabot, le gardien Straumann avec le gardien Lamblé, le rédacteur Pouliquen avec le commissaire Peretti, le gardien Riou avec le gardien Noutour, le gardien Guillot avec l'inspecteur Mouzillat, le commissaire Gobin avec le commissaire Biget, et bien d'autres.

Reste le sujet de la commission d'épuration et du sort qu'elle a réservé à des cas controversés. Rappelons déjà que les commissaires ont tous été suspendus, sans enquête préalable : leur seul grade suffisait pour justifier la mesure. Beaucoup d'agents de tous grades ont été emprisonnés, suspects à priori. Le tri n'est intervenu parfois que longtemps après. Quand elles sont prises après audition impartiale du mis en cause, les décisions de la commission sont dans la majorité des cas conformes au bon sens. Subsiste néanmoins une forte minorité de sentences qui paraissent aujourd'hui peu équitables. Des cas comme celui de Brianza en sont le reflet. Les rancunes politiques et personnelles sont souvent passées par là. Or, tous les mis en cause n'ont pas eu la pugnacité d'un Quillent pour amener l'administration à résipiscence. La Justice d'après 1945 a su le plus souvent se montrer mesurée et équitable, rétablissant les « victimes » de verdicts expéditifs dans leurs droits. Car on avait vu fréquemment des policiers récompensés par la Croix de guerre, voire par la Médaille de la Résistance, pour leur comportement résistant et simultanément leur exclusion – temporaire ou définitive – des rangs de la police. Souvent aussi, la commission, longtemps dominée par le PC, a fait payer aux policiers¹⁴ qui ont lutté contre lui les arrestations auxquelles ils ont procédé jusqu'à l'invasion de l'URSS par les Nazis en juin 1941, alors que l'appareil du Parti et le Komintern restaient à l'écart de la lutte contre l'Occupant, quand ils ne cherchaient pas un terrain d'entente avec lui... Il faut attendre les combats de la Libération et l'apparition de la personnalité charismatique d'Henri Rol-Tanguy pour susciter une union sans arrière-pensées.

Beaucoup d'incertitudes demeurent, faute d'un agenda de ses actes tenu par chaque résistant durant ces années sombres... Si l'articulation entre l'Armée Volontaires-Groupe Valmy et L'Honneur de la Police est assez limpide, malgré des homologations d'ancienneté parfois trop « optimistes », le cheminement



de France Combattante au Front National de la Police révèle la frontière floue quant à la date de création des premiers groupes dans l'orbite communiste. Dans ce dernier cas, le fait que presque toutes les notices des dossiers des agents du FNP ont été rédigées d'une même main donne sûrement une homogénéité aux déclarations, mais conduit en même temps à s'interroger sur leur fiabilité.

Le fruit de ces investigations, abondant, permet de brosser, même s'il reste incomplet, un tableau de la Résistance à la PP. Bien des incertitudes resteront pourtant à lever, d'inéluctables oublis à réparer¹⁵, et sans doute des corrections à apporter au fil des découvertes que réserveront de nouvelles explorations.

vant même d'envahir la France, la Gestapo avait dans ses projets des Fahndungsbriefe¹⁶, qui visaient un certain nombre de policiers français. Ex-responsables du contre-espionnage, anciens occupants de la Sarre ou policiers « ennemis » présumés du Reich ont été arrêtés dès l'arrivée des troupes allemandes à la mi-juin de 1940. C'est le cas partout en France et à Paris pour les commissaires Challier, Clomburger, Collombet, Danty, Desveaux, Detrey, Farinet, mais aussi Louit, traité à part. La plupart de ces fonctionnaires sont interpellés immédiatement et déportés en Allemagne pendant quelques semaines ou quelques mois, malgré les protestations du préfet Langeron. Ceux-ci subissent dans les geôles germaniques des interrogatoires, puis sont ramenés en France. Ils continuent le plus souvent leur carrière, qui connaît pour certains une accélération foudroyante à la Libération: même si aucun d'entre eux ne fut un « grand » résistant, presque tous ont eu un comportement respectable pendant la guerre, aidant avec opiniâtreté et discrétion les résistants et les opprimés : chacun avait été éprouvé par leur séjour outre-Rhin. Les brillantes carrières ultérieures de Challier, Danty, Desveaux attestent de leur honorabilité, d'ailleurs reconnue dès la Libération. Pour illustrer cet aspect particulier, nous avons cependant choisi le cas plus modeste du commissaire Collombet. Né le 27 juin 1886 à Paris, officier de réserve, Georges Victor Emile Collombet est alors à la Préfecture de Police depuis 30 ans. Le 21 juin 1940 à 13 heures, les policiers allemands l'arrêtent à son domicile et le conduisent à la prison du Cherche-Midi. Il est déporté à bord d'un autobus fortement gardé, avec plusieurs collègues parisiens et provinciaux, après une étape par la maison d'arrêt Saint-Gilles de Bruxelles, vers la prison de Munster. Ses interrogatoires achevés, il est reconduit à Paris le 21 juillet 1940, où il reprend brièvement ses fonctions. En novembre 1941 Collombet demande sa mise à la retraite anticipée, car il refuse de travailler sous les ordres directs des Allemands. On lui propose un commissariat de quartier où il se trouve davantage à l'abri d'un tel risque : il est prolongé dans ses fonctions. Son dossier présente des attestations élogieuses sur son comportement durant l'occupation telles des soustractions de patriotes aux Allemands. Ce policier se distingue par ailleurs lors de la libération de Paris, en ouvrant les deux commissariats dont il a la charge¹⁷ aux combattants de la Résistance. Il prend sa retraite de commissaire principal en avril 1949. Pupille de la Nation, engagé volontaire en 1917, Christian Jules Louit est né le 10 décembre 1899 à Alger. Il intègre la Préfecture de Police comme secrétaire de police en 1923. Promu commissaire en juillet 1935, puis principal, à l'approche de la guerre il est en charge de la Section Spéciale de Recherches qui contrôle les étrangers de la région parisienne. Responsable en particulier de la surveillance des Allemands et de la détection des membres de la 5^e Colonne, il arrête nombre d'agents d'Abetz¹⁸ jusqu'au 13 juin 1940. Son action vigilante et énergique le fait parfois accuser de harceler de pauvres réfugiés, au risque d'oublier que de vrais nazis infiltrés figuraient parmi eux. Ces derniers ne se trompent pas sur l'efficacité de son action : à peine arrivés dans la capitale, ils arrêtent Louit le 17 juin 1940. Vers 18 heures, le capitaine Retseckt se présente au directeur des Renseignements Généraux, Simon, et lui ordonne de l'accompagner avec Louit pour une « conférence » à l'Hôtel Edouard VII. Sur place, il se fait remettre l'arme de service du commissaire et libère son chef. Jusqu'au 4 juillet, Louit est emprisonné au Cherche-Midi. Et pour cause :



Georges Collombet



Christian Louit

- 16 Avis de recherches.
- ¹⁷ Saint-Vincent-de-Paul et Porte Saint-Denis.
- ¹⁸ Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne en France.

Proloque



Christian Louit : document allemand relatif à son "aryanité"

- ¹⁹ En mars 1941, il est nommé au commissariat des Ternes, l'ancien fief du Cog Gaulois.
- $^{\rm 20}$ Dont il avait fait écrouer les administrateurs Charles Lesca et Alain Laubreaux.
- 21 Il est arrêté en même temps que l'inspecteur collaborateur Louis Sadosky.
- ²² Un informateur polonais de sa section.
- ²³ Il est plusieurs fois autorisé à sortir en ville et à prendre des repas au restaurant avec Sadosky, sous la surveillance d'inspecteurs allemands.
- ²⁴ Reichssicherheitshauptamt, l'organisme nazi tentaculaire de répression, qui chapeautait, entre autres, le Sicherheitsdienst, service secret SS, habilité à opérer en France où on le connaissait familièrement mais improprement comme la « Gestapo ». Or celle-ci n'avait autorité qu'en Allemagne ou dans les territoires considérés comme allemands (Alsace-torraine).

avec l'Inspecteur Général Antoine Mondanel de la Sûreté Nationale, il avait été de ceux qui obtinrent avant la guerre l'expulsion de Karl Boemelburg, le responsable de la Gestapo pour la France. Louit s'était aussi débarrassé dans la Seine, pour les soustraire au Reich, d'une partie importante des dossiers d'informateurs de sa section qui n'avaient pas pu être éloignés de Paris. Pour satisfaire aux exigences allemandes, le préfet Roger Langeron le déplace des Renseignements Généraux vers la Police Judiciaire à la fin de 1940¹⁹. Christian Louit se trouve alors en butte à une violente campagne de presse des journaux collaborationnistes Je suis Partout²⁰ et France-Allemagne, qu'il suivait avec vigilance et dont il reste une des bêtes noires. Affecté à la Brigade Mondaine, il continue à surveiller les Allemands, se faisant un plaisir de les prendre dans des situations compromettantes. Il trouve sur eux de nombreuses informations : révoqué fin 1941 car suspect aux autorités d'occupation, il est à nouveau arrêté le 2 avril 1942²¹ à 6 heures du matin à son domicile, par le capitaine Muller assisté d'un inspecteur français, dans le cadre de l'affaire Olpinski²². On l'incarcère à Berlin, dans la prison « policière » de l'Alexanderplatz, où on essaie de lui faire livrer ses informateurs, au cours d'une détention moyennement éprouvante²³, mais ponctuée de multiples interrogatoires. Guère loquace, Louit ne donne des informations que sur des personnes déjà compromises et finit par être ramené en France le 8 mai 1942. Pour peu de temps : le voici à nouveau arrêté huit jours plus tard et renvoyé à Berlin, après avoir encore été deux fois interrogé par les services allemands. Il revient dans sa prison. Gravement malade, on lui accorde plus tard la « faveur » de l'astreindre à des travaux forcés au sein de l'entreprise berlinoise de travaux publics Christophe. Obstiné, il réussit à monter en 1944 dans l'établissement de détention, avec l'aide de la Croix-Rouge, un Comité d'Action, pour aider les Français détenus politiques. Puis Louit parvient à convaincre les représentants du RSHA²⁴ de l'élargir au début de 1945 pour se consacrer à son Comité et il obtient la libération de prisonniers importants, français, russes ou polonais. Pendant la bataille de Berlin, il crée avec un camarade le 21 avril 1945, un Comité d'Action pour la Subsistance et le Rapatriement des Prisonniers et Ouvriers Français en Allemagne au champ de compétence plus large : ce sera la seule structure étrangère reconnue par les Russes à leur arrivée, le 3 mai 1945. Patronné par la Croix-Rouge, le Comité se substitue aux services de l'Etat Français, qui lui remettent leurs pouvoirs. A la demande de l'ambassadeur de France à Varsovie, il finit par traiter aussi des membres de pays tiers : belges, luxembourgeois... A l'arrivée des représentants nommés par le général de Gaulle, Louit reste sur place quelques semaines pour les assister. Revanche du sort : il devient en août 1945 le chef de la section « Information » du futur Gouvernement Militaire Français de Berlin. Christian Louit revient en France fin septembre, amaigri de 40 kilos, handicapé après les maltraitances subies, invalide à 90 pour cent : il est guéri du typhus et d'une angine de poitrine, mais atteint de surdité, ses poumons et sa vue sont affaiblis, de nombreuses dents lui ont été brisées à coups de matraque. Fait chevalier de la Légion d'Honneur et homologué dans le grade de commandant, il reprend ses fonctions à la PP fin février 1947 après une difficile convalescence. Il prend sa retraite en 1957 comme sous-directeur à la Police Judiciaire et obtient en Justice une reconstitution d'une carrière qu'il poursuit encore quelque temps comme directeur des services extérieurs de la Banque de France. Il est mort en 1977.





Robert Jobez : diplôme de 1^{re} classe des armées chinoises



Robert Jobez: acte d'engagement dans les FFL

- 25 Diplômé major de l'Ecole des Langues Orientales en 1931, il a traduit de nombreux textes juridiques ou techniques chinois, dont le « Manuel du parfait détective » destiné aux enquêteurs chinois.
- 26 Il y mène, de 1929 à 1931 une rude lutte contre les cellules communistes chinoises qui apparaissent.
- Le directeur était un militaire du grade de commandant, Louis Fabre, qui était à la tête de plus 2300 agents de la Garde Municipale. La police avait, dans la concession, un rôle bien plus étendu que sur le sol métropolitain. Robert Jobez en assure l'intérim pendant près d'un an.
- ²⁸ Plusieurs meurtres sont imputés à leur équipe.
- ²⁹ Président de la République de Chine.
- $^{\rm 30}$ Le service change de dénomination en 1936 et devient la « Police du plus grand Shanghai ».
- 31 Sa femme Thérèse Choisnard, enceinte du 4e enfant, qui naît en août – un cinquième naîtra à Accra –, reste sur place et prend une part active à la Résistance locale.
- 32 Sept seront tués pendant les hostilités.

Il a paru intéressant de feuilleter les cas de quelques dizaines de résistants qui symbolisent la Résistance au sein de la PP dans toute sa diversité, en les déclinant à partir de leur date d'entrée en action. Ces cas permettent d'évoquer quelques agents de la Préfecture de Police relevant de réseaux, mais aussi de nombreux autres, à la démarche plus individuelle.

Robert JOBEZ

Moins d'un mois après l'arrestation de Louit, l'inspecteur Robert Edouard Jobez, un ancien engagé volontaire de 1917 à 1921, entre dans une résistance précoce. Né le 28 juin 1898 à Paris, orphelin à dix-sept ans, il est nommé inspecteur à la PP en avril 1921, et affecté à la Police Judiciaire. En février 1925, il est mis à la disposition des Affaires Etrangères. Brillant linguiste en anglais et en chinois, il devient vite un sinologue averti²⁵. Il est successivement en fonctions à Tien-Tsin comme inspecteur, puis chef de la Sûreté et plus tard sous-chef à la



Garde Municipale²⁶, puis en 1933 à Shanghaï en tant que directeur-adjoint des services politiques et de Sûreté de la Concession française²⁷, où l'effectif qu'il dirige compte des Français, des Chinois, des Tonkinois mais aussi des Russes... Il y traite plusieurs affaires très sensibles. Il a ainsi à connaître des suites de l'affaire « Hilaire Noulens » traitée en 1931 : deux agents du Komintern arrêtés en raison de leurs agissements²⁸. Très politisée grâce au savoir-faire soviétique qui fait des agitateurs des victimes, jusqu'à faire intervenir des célébrités aussi éminentes qu'Albert Einstein, Clara Zetkin, madame Sun-Yat-Sen ou Henri Barbusse. L'affaire révèle des personnages complexes, puisque les deux protagonistes répondent aussi aux noms de Paul et Gertrude Ruegg, puis après un complément d'enquête, ils deviennent Yakov Rudnik et Tatiana Moissenko. Jobez est aussi en charge des investigations sur l'assassinat, dans la concession française, le 25 décembre 1935, de Tang-Yu-Jen, le vice-ministre en charge des communications de Tchang-Kai-chek²⁹ soupçonné d'être à la solde des Japonais. Il devient un des artisans de la réorganisation de la police³⁰ : création d'une Identité Judiciaire, d'un service juridique, de cours pour les recrues... Il mène une lutte énergique tant contre les mafias locales que, à nouveau, contre le Parti Communiste émergent ou contre le terrorisme japonais. A la tête de la Police Spéciale, il est chargé, en cas d'évènements graves, de la sécurité intérieure de la Concession : il dispose à cette fin de réservistes régulièrement formés et de véhicules blindés. Le 12 juillet 1940, il envoie sa lettre de démission pour « aller servir son pays ». Le 14 juillet³¹, ce père de trois enfants rejoint les Forces Françaises *Libres* via le Canada avec vingt-sept agents de son effectif³², reçus par de Gaulle. L'acte d'engagement de Jobez dans la Légion Etrangère date du 11 août 1940 et celui dans les FFL du 14 septembre. Il crée et devient responsable du service de sécurité du général de Gaulle, sous les ordres du colonel Passy et s'installe dans les locaux de la Sûreté aux Armées du QG d'Old Dean Common près de

Londres. Il est peu après victime d'une manipulation d'un de ses collaborateurs, Meffre, qui avait déjà dans le passé été impliqué dans des affaires litigieuses. «L'affaire Howard» consistait en l'occurrence en un faux dossier monté contre l'Amiral Muselier³³: exploitée contre de Gaulle par les services anglais, elle coûte son poste à Jobez, qui part en Afrique, au Moyen-Congo, le 16 avril 1941, où il doit réorganiser les services de police. Le 25 juin il rejoint la mission des FFL dans la Gold Coast³⁴: depuis Accra, celle-ci couvre toute l'Afrique anglaise, il y est en charge du Renseignement. Jobez est aussi chargé à la radio d'émissions de propagande gaulliste³⁵ qu'il assure lui-même. Proposé pour devenir le chef de la police de Dakar, où il avait été condamné à mort dès 1941, la démarche reste sans suite. En février 1943 il est capitaine, chef-adjoint de la Mission Militaire Française à Chung-King et il est nommé un peu plus tard à Alger. Il rejoint les cadres du quai d'Orsay en exil en septembre 1943, mais Jobez n'est rayé des listes de la Préfecture de Police que dix ans plus tard. Homologué lieutenant, nommé entre-temps Consul de France à Colombo³⁶ puis à Hong-Kong en 1946, il quitte l'affectation en juin 1951 à bord du paquebot « Félix Roussel³⁷ ». Il devient alors sous-directeur au Ministère des Affaires Etrangères. Dans le creux des années 50, on le trouve conseiller à l'Ambassade de France à Kaboul, puis à Karachi. Il termine sa carrière en 1963, consul général à Saïgon et Ministre plénipotentiaire. Robert Jobez est co-fondateur de la collection « Le droit chinois moderne » et il est l'auteur de plusieurs livres sur la Chine dont certains sous le pseudonyme de Robert Magnenoz : «L'expertise en écriture des documents chinois », « Histoire politique et criminelle de Shanghai », « Organisation du gouvernement nationaliste d'après les textes législatifs », «L'expérience communiste en Chine » et «De Confucius à Lénine. La montée au pouvoir du Parti Communiste Chinois »³⁸. Il meurt en janvier 1980 après s'être retiré à Meudon, officier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Médaille de la Résistance avec rosette et de nombreuses décorations étrangères.

Daniel UNGEMACH

Arrêté huit fois, la destinée du rédacteur Daniel Léonce Ungemach, répondant

aux pseudos de *Pierre Bénédite*³⁹, Danny, Marcel Corblet, est sans doute une des plus atypiques de la Seconde Guerre Mondiale. Ungemach est né allemand, le 27 janvier 1912 à Strasbourg en Alsace annexée. Il adhère tôt à la « Gauche Révolutionnaire », puis au Parti Socialiste Ouvrier et Paysan à sa création en 1938. La guerre le trouve en 1939 rédacteur au secrétariat particulier du cabinet du préfet de police. Mobilisé, le voilà pris dans la tourmente de la retraite de l'Armée française : il embarque à la nage sur un navire anglais



à Dunkerque. Arrivé en Angleterre la Mission Française de Liaison le rapatrie de force vers la métropole : il battra en retraite avec son unité jusque dans le Larzac. Il décide de ne pas reprendre son poste à Paris, se fait mettre en disponibilité et trouve refuge à Marseille. Cherchant toujours l'occasion de lutter contre les

³³ Le controversé chef des Forces Navales Françaises Libres

³⁴ Où sa famille le rejoint.

^{35 «} Un officier des Forces Françaises combattantes parle à ses camarades d'Afrique » : ses causeries figurent dans les Archives du Ministère des Affaires Etrangères, auxquelles cette notice doit beaucoup.

³⁶ Où siégeait l'Etat-Major des Forces Françaises d'Extrême-Orient.

³⁷ Un bateau décoré de la Croix de guerre pour ses « services » pendant le conflit.

³⁸ Il travailla après-guerre sur le cas de Richard Sorge, l'espion soviétique au Japon qui avait annoncé l'opération Barbarossa. Sorge avait été mêlé au cas Noulens, ayant beaucoup contribué à la médiatisation du dossier.

³⁹ Le nom de jeune fille de sa mère.

⁴⁰ Journaliste américain envoyé par l'*Emergency Rescue Comittee* pour

ennemis, à l'appel de son amie Mary Jayne Gold, Ungemach intègre en octobre 1940, comme secrétaire, le Comité Américain de Secours dirigé par le journaliste US engagé Varian Fry⁴⁰, et devient rapidement le trésorier de l'organisation et le bras droit de son directeur. Il aide donc de nombreux juifs, Alsaciens-Lorrains fuyant l'incorporation forcée, intellectuels et opposants allemands à quitter la France via l'Espagne, parfois sous le couvert diplomatique américain. Lors de la visite du Maréchal Pétain à Marseille, Ungemach est interné préventivement comme suspect à partir du 3 décembre 1940 pendant trois jours sur le paquebot Sinaïa. En février 1941, il est à nouveau arrêté près d'Ax-les-Thermes, en cours de reconnaissance d'une filière d'évasion vers l'Espagne : des douaniers patriotes le relâchent. En mai 1941, Daniel Ungemach est une fois de plus arrêté à Marseille alors qu'il échange des dollars pour le Comité : incarcéré à la prison Chave, on le relâche au bout de neuf jours. Nouvelle interpellation en juillet 1941, quand Bénédite essaie avec sa femme et complice d'origine anglaise, Theodora Prins, d'entrer en Espagne. Gardé trois jours à la gendarmerie de Banyuls, il est libéré grâce à un commissaire de police résistant. Quand Fry doit se retirer, reconduit à la frontière par l'inspecteur de police Garandel, qui aide largement le CAS, c'est donc Ungemach qui, toujours sous le nom de Pierre Bénédite, lui succède. Il monte avec les Américains un réseau de renseignements, dont l'activité s'interrompt à la rupture des relations diplomatiques entre la France et les Etats-Unis. En juin 1942, énième arrestation : Ungemach est enfermé deux jours au château Saint-Loup à Marseille. Là s'achève l'activité légale du *Comité* : en moins de trois ans d'existence, il a organisé le départ de 1200 « indésirables », dont Pierre Dac⁴¹. En septembre 1942 Bénédite adhère à Franc-Tireur, et multiplie les passages vers la Suisse et vers l'Espagne jusqu'en mai 1944. En novembre 1942 il rejoint successivement le réseau Tartare, BIR-A et l'AS-MUR⁴². Recherché par les services de Vichy, ce personnage hors normes se réfugie à Antibes, puis au chantier charbonnier de Chateaudouble, de décembre 1942 à juin 1943. En août de cette année, il est arrêté une fois de plus par la gendarmerie des Basses-Alpes, s'échappe et devient définitivement Pierre Bénédite. Devant se cacher des Allemands qui le recherchent, il part dans le Var, y crée le maquis de Pelenq à Régusse, qu'il organise militairement en juin 1943, sous le couvert d'un chantier forestier. Intégré à l'ORA⁴³, le groupe rassemble juifs et réfractaires au STO⁴⁴, que Bénédite arme grâce à un parachutage reçu le 10 mai 1944. Le maquis, dénoncé, est dispersé par l'armée allemande huit jours plus tard⁴⁵, et Daniel Ungemach est arrêté par le Sicherheitsdienst de Draguignan pour...détention de faux-papiers. Il est emprisonné aux Baumettes à Marseille, jusqu'à la libération de la ville, le 16 août 1944. Libre, il traverse les lignes à pied, pour revenir vers Régusse, après avoir été arrêté une nouvelle fois durant 25 heures par les Allemands et menacé d'être fusillé. Arrivé le 19 août en territoire libéré, il devient alors l'adjoint au commandant départemental des FFI46 à Draguignan. Revenu à Paris il y recrée un CAS à l'image de celui qu'il avait animé à Marseille. Administrateur du journal Franc-Tireur, il devient aussi un des responsables du « Rassemblement démocratique révolutionnaire » en 1948. Ungemach, entré à la Préfecture de Police en tant qu'auxiliaire en janvier 1933, était devenu rédacteur en mars 1938. Il sera rayé des cadres le 15 février 1946. Au long de sa carrière de résistant, il aura connu,

⁴¹ Humoriste, futur chroniqueur de Radio-Londres.

⁴² Armée Secrète – Mouvements Unis de Résistance.

⁴³ Organisation de Résistance de l'Armée.

⁴⁴ Service du Travail Obligatoire.

⁴⁵ Elle est reconstituée par le lieutenant Abiven et participe aux combats de la Libération.

⁴⁶ Forces Françaises de l'Intérieur.

en tout, huit arrestations, mais, aidé par la chance, cet homme grand et mince (1 m 79) d'un remarquable sang-froid s'en tirera sain et sauf. Daniel Ungemach-Bénédite est homologué comme lieutenant. Il était alors père de deux enfants. Il a rédigé un livre de Mémoires en 1984 : « La Filière marseillaise. Un chemin vers la liberté pendant l'occupation » ainsi que plusieurs ouvrages sur les révoltes à travers les siècles. Malade, Daniel Ungemach se donne la mort le 15 octobre 1990.

Pierre BOURGOIN

Pierre Bourgoin, né le 21 avril 1912 à Fontainebleau, devient secrétaire de police (commissaire adjoint) à la Préfecture de Police en 1938. Lieutenant de réserve, il est mobilisé comme chef de corps franc et reçoit la Croix de Guerre. Son régiment capitule à Sarrebourg : Bourgoin refuse d'être prisonnier, s'évade en capturant un soldat allemand qu'il doit relâcher et gagne la zone non occupée à 400 km, où il se fait démobiliser. Il revient en fonctions à la PP, mais veut gagner l'Angleterre. S'étant fait établir une carte d'identité le 16 janvier 1941, il abandonne son poste le 27 janvier, pendant un congé, laissant sa femme



avec un enfant de deux ans, et fait croire, afin de retarder les recherches, qu'il a été arrêté par les Allemands et transféré en Allemagne pour avoir inscrit « Vive de Gaulle » sur une vitre de son wagon entre Bécon-les-Bruyères et Paris. Il a méticuleusement organisé sa fuite avec son épouse, Gabrielle Devaux, lui faisant envoyer une lettre depuis Chalons-sur-Marne, comme si cette missive avait été jetée d'un train vers la frontière allemande. Il passe à Marseille et à Perpignan pour tenter, sans succès, de rejoindre l'Afrique du Nord. Pour survivre, il organise des franchissements de la ligne de démarcation. Arrêté lors d'un passage sous une fausse identité par les Allemands, Bourgoin est emprisonné à Bourges durant six semaines. Libéré, ce patriote au caractère bien trempé va à Narbonne et passe en Espagne au début de 1941. Interné jusqu'en janvier 1942 au camp de Miranda, il gagne à sa libération Gibraltar et l'Angleterre. Il s'engage dans les FFL le 29 janvier 1942, passe par le Levant et intègre la 13^e demi-brigade de Légion Etrangère. Il fait la campagne de Lybie avec Koenig⁴⁷, en tant que chef de la section de pionniers de la compagnie lourde du 2^e BLE. Cité lors de la sortie de Bir-Hakeim dans la nuit du 10 au 11 juin 1942, pour avoir fait personnellement trois prisonniers, il l'est de nouveau à El Alamein, puis en Italie, où il ramène sous le feu un de ses sous-officiers gravement blessé. Promu capitaine en juin 1944, Bourgoin dirige la compagnie lourde de son ancien patron, le futur général Jean Simon. Il est blessé par une mine en septembre 1944 à Courchaton dans les Vosges. Puis il l'est de nouveau par une balle deux jours plus tard, à Onans en essayant de détruire un char. Hospitalisé, il reprend la tête de sa compagnie en janvier 1945 en Alsace, se distingue encore en traversant une rivière à la nage pour ramener le corps d'un officier mortellement atteint. Remarqué aux combats d'Elsenheim, Pierre Bourgoin est blessé une 3e fois lors de l'attaque



Pierre Bourgoin: avis de recherches

⁴⁷ Pierre-Marie Koenig, général français, qui a arrêté le général allemand Rommel et ses troupes en Lybie.



Maurice Dechy: certificat de validation des services

- 48 Ultérieurement condamné pour crimes contre l'Humanité.
- 49 Novautage des Administrations Publiques
- 50 Il aurait été franc-macon.
- L'opération a été réalisée par les FTP-MOI le 28 septembre 1943 rue

du fort de la Déa dans les Alpes, le 13 avril 1945. Réintégré dans la police, il est nommé commissaire divisionnaire à la Libération. Cassé de son grade suite à l'arrêt Dides, comme la plupart de ses camarades, il y est rétabli en 1954. Lors de l'affaire de Charonne, le 8 février 1962, il se positionne, en tenue, entre les manifestants algériens et son unité, dans l'espoir d'empêcher les violences. Il est démis de ses fonctions par le préfet de police Papon⁴⁸, pour avoir - courageusement – refusé d'exécuter des instructions qu'il réprouve. Il perd son poste de commissaire du 12^e arrondissement, pour se trouver rétrogradé à la tête d'un modeste commissariat de quartier. Compagnon de la Libération, Commandeur de la Légion d'Honneur, décoré de la Silver Star Américaine, titulaire de la Croix de guerre avec sept citations, Pierre Bourgoin met fin à ses jours le 23 juin 1966.

Georges BACHMANN

Né le 12 mai 1912, auxiliaire de bureau recruté par la PP en mars 1936, Georges Bachmann est suspendu de ses fonctions le 7 janvier 1941. Mobilisé comme lieutenant, il a été fait prisonnier par les Allemands, s'est « évadé » sur un « congé professionnel », et refuse de réintégrer le camp de Rennes. Il rejoint la zone non-occupée, où il trouve un emploi en détachement à la sous-préfecture de Confolens. Il milite rapidement dans les rangs de la Résistance, jusqu'à devenir le responsable départemental



du NAP49, et chef de secteur de l'Armée Secrète. Georges Bachmann est arrêté par les services de sécurité allemands de Limoges le 13 décembre 1943 dans son bureau de la sous-préfecture de Confolens, écroué à Limoges, puis transféré à Compiègne et déporté à Mauthausen, où il meurt le 21 avril 1944, après un passage à Buchenwald.

Maurice DECHY



Pupille de la Nation, le gardien de la paix Maurice Elisée Dechy est né le 8 avril 1906 à Neuilly-sur-Seine. Entré à la Préfecture de Police en 1933, il est révoqué le 15 avril 1941 pour « abandon de poste »50. Membre de l'Armée Volontaire, des Bataillons de la Mort, d'Alibi-Maurice (sous le pseudo AL 102), puis brièvement de L'Honneur de la Police, Maurice Dechy part pour Londres, puis gagne le maquis. Arrêté le 5 avril 1943 par les Allemands et emprisonné à Moulins, il est transféré au Fort de Romainville le 30 septembre 1943, puis fusillé comme otage au Mont

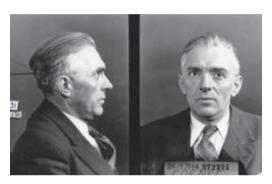
Valérien à Suresnes, en représailles à l'exécution du général SS allemand Julius Ritter⁵¹. Il sera réintégré à titre posthume en tant que brigadier.

Dominique GIANVITI

Avant-guerre, le commissaire Gianviti est en charge du contre-espionnage au sein de la PP. Né le 6 juin 1889 à Bastia, il devient inspecteur de police en juillet 1912, et brigadier-chef en juillet 1926. Promu inspecteur principal trois ans plus tard, il gagne les galons de commissaire en 1933 au service des affaires indigènes et nord-africaines, avant de se diriger vers le contre-espionnage. En février 1941, il est arrêté par des policiers de Vichy et livré aux Allemands. Relâché, mais connaissant l'hostilité de ceux-ci à son égard, Dominique Marie Gianviti prend une retraite anticipée en novembre 1941. Recruté par les services du colonel Paillole, il intègre le réseau *Action Corse* sur l'île en mai 1941. Il sera ainsi amené à organiser la mission de Fred Scamaroni. Directeur de la police corse après le débarquement, le 1^{er} avril 1943, il termine sa carrière comme directeur du service de Sûreté de la Présidence de la République en février 1950. Il est chevalier de la Légion d'Honneur et titulaire de la Croix de guerre.

René CORNEC

Au début des hostilités, le commissaire de police René Cornec se trouve en poste à Clichy. Né le 9 juin 1906 à Montreuil, secrétaire de police à la PP depuis juin 1923, le voici commissaire dix ans plus tard. Dès 1940, il sauve deux de ses gardiens qui n'ont pas salué des officiers allemands. Dans son

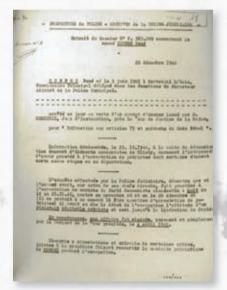


commissariat, il œuvre tôt pour la Résistance : associant son action à celle de Dhalenne⁵² et de Gaget, il aide des évadés et fournit des renseignements et des faux-documents pour le groupe dirigé pour Turma-Vengeance par le commandant Fillol de La Rochelle. Secondé par le secrétaire René Bazangette⁵³, Cornec devient rapidement un des principaux responsables pour la région parisienne du service d'information, de renseignements et de propagande de France au Combat, recruté par l'imprimeur Longueville qu'il avait prévenu d'une proche perquisition allemande. Celle-ci échoue : Cornec installe la nuit précédente un dispositif de barrages autour de l'imprimerie qui permet de déménager de celleci tout élément suspect. En septembre 1941, il prend la tête du commissariat du 18e arrondissement de Paris. Ce même mois, convoqué à l'IGS, il est mis en garde contre ses sympathies alliées. Cornec devient définitivement suspect en mettant judiciairement en cause des agents de la rue Lauriston, afin d'identifier les membres de l'équipe. Le 9 octobre à 6 heures, il est arrêté à son domicile de Clichy par les services allemands et fait l'objet d'une perquisition, sur dénonciation pour propagande pro-anglaise et gaulliste. Suspendu, il est incarcéré à Fresnes et déporté successivement à Cologne, Dusseldorf, Trèves, Hagen et au camp de Hinzert. Malgré de nombreux sévices, il ne parle pas. Rapatrié via la Belgique le 16 août 1942, en mauvaise santé, il doit attendre trois mois l'autorisation allemande de reprendre son travail. Cornec renoue alors avec son activité au profit de la Résistance : de novembre 1943 à août 1944, sur huit mille fiches de recherches, il ne fait arrêter que trente-six réfractaires, insusceptibles d'aller en Allemagne (commerçants, Algériens que les nazis ménagent aux fins de propagande dans l'espoir le plus souvent vain de les retourner contre la France ou tuberculeux). Il fait également relâcher des prisonniers évadés et des réfrac-

Quelques résistants symboliques



Dominique Gianviti: promotion dans la Légion d'Honneur



René Cornec : les causes de son arrestation à la demande de la commission d'épuration

⁵² Celui-ci le cite dans son émouvante lettre d'adieux : voir le fascicule 2009.

⁵³ Né le 2 février 1912 à Tourane (Annam): secrétaire de police en mai 1937, commissaire divisionnaire en 1956, il termine sa carrière comme directeur de la Police Générale en octobre 1974. Membre de La France au Combat depuis juin 1941, il se distingue aussi à la Libération où il traverse les lignes lors des combats de la caserne du Prince Eugène pour ravitailler les résistants en munitions. Il est décoré de la Légion d'Honneur.



Bernard Boulage : rapport relatant son activité dans la Résistance

taires pris dans des rafles. Du coup ses relations avec les Allemands sont froides d'autant qu'il leur montre son animosité. Il sauve aussi deux de ses gardiens menacés par un membre de la « Gestapo française », Lucien Morin. Son courage est souligné après-guerre avec reconnaissance par ses collaborateurs. En octobre 1944, la rancune d'Arthur Airaud⁵⁴ conduit à sa suspension et provoque sans doute sa mort le 17 juin 1945. Airaud, ancien syndicaliste cheminot CGT, était alors directeur de l'Inspection Générale des Services de la PP et se vengeait à la fois de l'arrestation de communistes en 1940 et de la perquisition effectuée par Cornec à son domicile en son absence, le 24 août 1941. Arrêté au printemps 1940, Airaud avait en effet été élargi le 1er mai 1941. L'ordre de perquisitionner chez lui à Clichy était descendu de la PP : reçu par madame Airaud en l'absence de son époux, Cornec avait alors recommandé à celle-ci de faire disparaître des documents compromettants trouvés dans la cave... Le drame, c'est que, entretemps, Airaud avait été habiter sous un autre toit : l'aspect vie privée se mêlait à l'aspect politique de l'affaire. René Cornec fut promu directeur-adjoint et décoré de la Légion d'Honneur.

Henri PONGE

Né à Saint-Fargeau dans l'Yonne le 25 octobre 1913, le gardien de la paix Henri Albert Ponge est devenu policier en décembre 1936. Affecté au commissariat du 7º arrondissement, il est arrêté par les Allemands le 22 décembre 1942 à son domicile suite à une dénonciation. Il avait en effet détourné pour la Résistance des armes confisquées lors d'un transport par un car Police-secours entre le commissariat des Invalides et le Parc d'armement de Vincennes au printemps de 1941. D'abord interné dans la prison du Cherche-Midi, il est transféré à Romainville, puis déporté et employé comme ouvrier d'usine à Gustlov. Il est libéré le 11 avril 1945.

Bernard BOULAGE

Le gardien Bernard Boulage, Bir 23, Hubert, Paul Laporte, Bernard Laporte, Jean Berthier, est né le 2 janvier 1912 à Ligny-le-Ribault (Loiret). Il est entré en fonctions en janvier 1936 à la Préfecture de Police. Affecté au commissariat de Vincennes, il ne rejoint pas son travail le 31 août 1941, sans prévenir personne. Il est aussitôt révoqué, le 1er septembre 1941. Son ami Rodolphe Jovet et lui contractent un engagement au sein de l'Armée d'Armistice et demandent à aller en Afrique. N'y parvenant pas, ils désertent et sont arrêtés et incarcérés quelques mois. Libérés en décembre 1941, les deux hommes réussissent à rejoindre l'Espagne en bateau. On y retrouve la trace de Boulage : il est arrêté, à Bascarat, le 16 mars 1942, après avoir essayé de rejoindre l'Afrique du Nord via Marseille. Il passe six mois dans les geôles locales, successivement à Gérone, Figueras, Barcelone, Saragosse, puis Miranda. Il rejoint Gibraltar le 6 juillet 1942. Il embarque quelques jours plus tard sur le Lanstephan Castle, et se retrouve à Greenock le 1er août. Il subit le traditionnel passage par Patriotic School⁵⁵, et rejoint le BCRA⁵⁶, toujours avec Jovet. Après plusieurs mois de formation, il est parachuté en France en avril 1943 avec son compagnon, à Pressy, près de Saint-Bonnet-de-Joux (Saône-et-Loire) en liaison avec le maquis local. Chargé

⁵⁴ Cf fascicule 2009 et infra.

⁵⁵ Lieu où un « criblage » de sécurité était effectué sur les Français arrivant sur le sol britannique.

⁵⁶ Bureau Central de Renseignements et d'Action.

de mission par le Réseau Action 1, il est responsable de la Mission Bir. L'objectif qui lui est assigné: la centralisation du renseignement dans la région, en créant un centre de recueil à Lyon. Dans ce contexte, il accomplit de nombreuses missions : mise en place de liaisons radio, organisation de parachutages, sabotages de voies ferrées. A la fin du mois de mai, il peut passer quelques jours avec sa femme à Rodez, puis à Fontenay-sous-Bois et à Ligny. Dans sa ville natale, il retrouve un chef local de la Résistance, M. Masson, policier de la PP retraité, qui remplit des missions de renseignement pour lui. En charge d'un sousréseau, Bernard Boulage repart en opérations à Mâcon, Dijon, Nice, Cannes et Marseille. Le 18 août 1943, victime de la dénonciation d'une voisine, les Allemands l'arrêtent à Lyon au domicile d'un agent local, Léon Verdier. Incarcéré successivement à Montluc, puis à Fresnes, déporté en Allemagne le 17 février 1944, il meurt à Mauthausen le 29 avril 1945, laissant une orpheline de dix ans. Il sera réintégré rétroactivement dans ses fonctions, le 10 septembre 1944, et promu brigadier-chef. L'Armée le reconnaît comme chargé de mission de 3^e classe (sous-lieutenant). Pour sa part, Rodolphe Jovet survit à la guerre et travaille dans les services du 2^e Bureau, boulevard Lannes à Paris.

Paul MATHIEU



L'inspecteur de police Paul Mathieu est né le 20 septembre 1891 à Chazeuil (Côte-d'Or). Il rejoint les Renseignements Généraux de la Préfecture de Police en juillet 1915, devient brigadier-chef d'inspecteurs en 1932 puis inspecteur principal technique en 1942. A son retour de captivité, en septembre 1941, il jette les bases d'un corps-franc dans sa direction, qu'il étend à la Police Judiciaire. Cette unité travaille prioritairement sur les activités de la « Gestapo française » de la rue Lauriston, dont elle identifie les

membres. De nombreux renseignements militaires sont aussi fournis. L'activité de Mathieu est soutenue par sa femme. Celle-ci est arrêtée par les Allemands en août 1941 et tuée le 19 août 1944. Le *corps-franc Mathieu* se distingue particulièrement au cours des combats pour la libération de Paris⁵⁷.

Henri BASTIDE

Henri Louis Bastide est né le 1er novembre 1909 à Huanini (Tahiti) : il rejoint la Préfecture de Police comme rédacteur en août 1938. Mobilisé, il est gravement blessé à la colonne vertébrale en décembre 1939. Quoique réformé, il s'engage à nouveau et il est fait prisonnier en juin 1940 au col du Haut-Jacques dans les Vosges. Il est libéré et rapatrié en mars 1941 après s'être prêté à une expérience médicale tentée par un médecin français, laquelle a permis par subterfuge le rapatriement de plusieurs centaines de prisonniers français. Ce dévouement vaut à Bastide la Croix de guerre. A peine rentré, il est le co-créateur







Maurice Pierre

- 58 Né le 20 février 1899 à Saint-Léger-les Domart (Somme), nommé gardien de la paix en juin 1921, révoqué en décembre 1940.
- ⁵⁹ Qui fit 950 victimes.
- 60 Né le 3 juillet 1895 à Rozoy-le-Vieil (Loiret).

des Centres d'entraide aux prisonniers des 1^{er} et 2^e arrondissements de Paris. Ces structures assistent certes les prisonniers mais deviennent aussi rapidement des filières qui conduisent les évadés vers la zone libre. Recherché par les Allemands, il quitte l'emploi qu'il avait retrouvé à la PP et part dans la Creuse, où il crée le Centre d'entraide de Guéret : il génère les autres centres qui se constituent dans le département. Ils permettent surtout de camoufler évadés et réfractaires au STO. Adhérent de *LibéNord* en mars 1943, il rejoint Paris en octobre de cette même année. Il doit s'enfuir à nouveau en février 1944 : il rejoint les *FFI* de la Creuse où il fait office d'agent de liaison. C'est à l'occasion d'une liaison à Paris qu'il est à nouveau blessé. Revenu en Creuse, il y remplit après la Libération du département la fonction de substitut à la cour martiale avec le grade de capitaine. Sommé de regagner la PP, il retrouve son poste en novembre 1944. Il est réformé en raison des séquelles de la guerre en 1964, après une carrière chaotique où il a souvent fait primer son intérêt pour des organismes d'anciens prisonniers sur son activité professionnelle. Il est décoré de la médaille de la Résistance.

Le Groupe « FABAS » - Émile FABAS, Camille LANGRY, Auguste VALLAUD, Maurice PIERRE, Jean HILTY

Émile Mathieu Jean Fabas est né la 4 septembre 1900 à Blajan (Haute-Garonne). Il devient gardien de la paix en novembre 1925, et sera reclassé brigadier rétroactivement à compter du 10 octobre 1941. Cette date correspond à celle de son arrestation par les services allemands, sur son lieu de travail, au commissariat du 10^e arrondissement. Fabas avait été dénoncé par un de ses « collègues » passé au service des nazis, l'ex-gardien Edouard Laigre⁵⁸, pour avoir recruté au profit de la Résistance parmi les policiers et tenu des propos anti-allemands. Lors de la perquisition, une photo du général de Gaulle est trouvée à son domicile. Conduit au siège de la police d'occupation à l'Hôtel Edouard VII, il est ensuite interné à Fresnes, puis déporté. Il meurt au camp d'Oranienbourg, kommando de Spers, le 30 avril 1945, non de la tuberculose qu'il avait contractée, mais sans doute tué par un bombardement aérien de l'aviation soviétique⁵⁹. Il laissait deux enfants dont un de onze ans. Fabas fait partie des policiers qui avaient été approchés par la France Combattante, l'ancêtre du Front National de la Police. Sergent à titre posthume, il est titulaire de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre. Plusieurs collègues de Fabas, recrutés par lui, sont arrêtés dans le même laps de temps. Le gardien cycliste Maurice Albert Pierre a 46 ans⁶⁰ quand il est interpellé, le 9 octobre, lui aussi sur son lieu de travail. Son périple et celui de Fabas croisent ceux des gardiens Camille Langry et Auguste Vallaud. Pierre meurt, également à Oranienbourg, le 10 janvier 1943. Il avait commis plusieurs actes individuels de résistance, aidant des juifs et prévenant des personnes menacées. Auguste Ernest Vallaud, né le 23 avril 1899 à Vitry-sur-Seine (Seine), est arrêté le 10 octobre 1941 vers 18h30 pour propagande anti-allemande. Il suit l'itinéraire de Fabas, avant la dislocation du groupe à Hagen où il arrive le 13 décembre 1942. Condamné à cinq ans de travaux forcés par le Tribunal Spécial de Breslau pour distribution de tracts, il est finalement transféré à Brieg puis à Flossenburg. L'armée américaine le libère le 19 mai 1945. Il est hospitalisé à Paris pour des problèmes pulmonaires et les séquelles de coups de baïonnette reçus de ses geôliers SS: il meurt peu après, le 30 mai 1947, nommé inspecteur principal adjoint, et décoré de la Croix de guerre. Il était père de quatre enfants. Vallaud travaillait pour la Résistance aussi avec d'autres gardiens: Maurice Trollé, Louis Roeygens et Francis Bogeat⁶¹. Le gardien de la paix Camille André Langry, né le 20 avril 1903 à Landreville (Aube), est devenu policier en février 1926. Son sort sera analogue à celui de ses collègues Vallaud et Fabas, mais scellé plus prématurément, puisqu'il meurt à Oranienburg-Sachsenhausen dès le 26 octobre 1942, laissant deux jumeaux de treize ans. Ses « crimes » : assistance aux juifs et aux résistants, et propagande gaulliste. Il est homologué dans le grade d'adjudant. Arrêté aussi, le gardien-interprète « Jean » Hilty⁶² échappe à la déportation.

Julien BEAU

Julien Gabriel Beau constitue un exceptionnel cas de double jeu, dont il finit par être la victime, commission d'épuration aidant! Né le 30 mai 1908 à Blida (Algérie), il est en 1940 inspecteur à la Police Judiciaire de la PP. Le 20 janvier 1942, la Felgendarmerie l'arrête pour corruption de fonctionnaires et extorsion de fonds. Le voilà suspendu. Il avait en effet escroqué une équipe de collaborateurs, dont un appartenait aux services de sécurité allemands, de plus de deux millions de francs, en phase – semble-t-il – avec le réseau auquel il appartenait. De plus, au cours d'une perquisition, une arme non-administrative fut trouvée à son domicile... Les Allemands transfèrent néanmoins son dossier à la Iustice française. Il est alors incarcéré le 23 février à la prison du Cherche-Midi. En octobre 1942, Beau est condamné à trois ans de prison, peine supprimée en appel ce qui mène à sa libération. Il entre alors en relations avec le traître Masuy sur la demande de son chef dans le réseau Rafale, le commissaire Louis Davous de la Police Economique. Il fournit de nombreux renseignements sur l'activité des collaborateurs et sur les troupes allemandes. Pour ce faire, rien de mieux que de fréquenter abondamment l'hôtel Lutétia⁶³, ce qui lui vaudra les foudres de certains résistants à la Libération. Chargé d'exécuter Masuy, il n'y parvient pas, n'éliminant qu'un second couteau, le traître Deligne lors d'un guetapens boulevard Bineau à Neuilly, le 10 août 1944. Transporteur d'armes pour Rafale, travaillant aussi pour L'Alliance, Beau fournit des informations essentielles sur l'arrestation de membres importants du réseau Vermillon, après que les Allemands aient « craqué » son code. Le fait d'armes majeur qui lui serait attribuable : avoir fourni au groupe Leborgne grâce à un agent⁶⁴ de la SNCF avec lequel il travaillait le plan de mouvement, les codes et les indicatifs pour les convois de deux Panzerdivisionen entre Sète et Salon-de-Provence les 30 et 31 juillet 1944. La première est stoppée à Béziers et la seconde, d'abord ralentie, se voit arrêtée à Villeneuve-Saint-Georges, par les bombardements aériens qu'il a provoqués. Blessé pendant les combats de la Libération, Beau est arrêté, mais vite libéré sur l'intervention de Davous. Appréhendé à nouveau, car soupçonné d'avoir contribué pendant les hostilités au démantèlement du groupe de résistance Leborgne et à la déportation de six agents du groupe Marcel Vop, il est disculpé par les rescapés du groupe, comme par son chef dans L'Alliance. En 1948, on le retrouve néanmoins encore en prison, pour être révoqué en octobre 1949. Ses activités résistantes sont homologuées à compter de fin 1940.

⁶¹ Évoqués infra.

⁶² Hans Hilty, né le 4 décembre 1898, ce gardien de 1929 prend sa retraite en janvier 1954. On ne sait s'il a fait partie des internés.

⁶³ Le siège de l'Abwehr, le service allemand de renseignement militaire.

⁶⁴ M. Cadel.

Noël RIOU

Quand, en 1940, le SGP (Syndicat Général de la Police) est dissout, son secrétaire général, le gardien de la paix Noël Riou, entre dans la clandestinité, avec les autres membres de l'appareil syndical⁶⁵. Militant de la SFIO, il fera partie des créateurs, tant du *groupe Valmy* de l'*Armée Volontaire* d'Arsène Poncey que du mouvement Patriam Recuperare. Contact de l'Intelligence Service, il lui transmet des renseignements. Il met également en place une filière d'évasion de prisonniers vers l'Espagne et le Portugal, en liaison avec Natalis Dumez et le brigadier de police Jules Noutour de Lille, les créateurs de la Voix du Nord. Contraint à la retraite pour « raisons de santé » en octobre 1941, Riou gagne la Bretagne. Il y organise un groupe qui avait déjà aidé madame de Gaulle à rejoindre son mari en Grande-Bretagne. Livré par son officier de liaison, il est arrêté par les Allemands le 8 mai 1942 dans le Finistère, à Beg-Meil-en-Fouesnant. Maltraité, il est déporté en Allemagne, non sans avoir été condamné à mort sans comparution. Il séjourne à Hinzert et à Wittlich, pour être libéré par les Alliés en 1945, à Rollwald. A son retour de détention, il devient directeur-adjoint de la Police Municipale de la PP. Homologué chef de mission de 1^{re} classe (lieutenantcolonel), décoré de la Légion d'Honneur, Riou est fait Compagnon de la Libération « pour avoir organisé le premier mouvement de résistance à la Préfecture de Police »66 ! Noël Riou67, Jean Picard ou Jean Damien, était né le 5 février 1898 à Plomelin (Finistère). Il est mort en juillet 1964.

Robert BARBIER

Le gardien de la paix Robert Léon Barbier, né à Paris le 13 mars 1910, entre en fonctions en juillet 1933. En congé dans le Loiret, à Cépoy, il décide de ne pas rejoindre son service le 11 juillet 1942. Mis en demeure de reprendre son emploi, il dépose personnellement sa démission au commissariat du 19^e arrondissement, attitude qui lui vaut sa révocation le 18 août. Le 21 juillet, Robert Barbier est arrêté à Azay-sur-Cher, à l'hôtel Dupont, avec les dixsept juifs qu'il avait pris en charge pour leur faire passer clandestinement la ligne de démarcation. Il est condamné par le Tribunal militaire allemand de Tours à trois ans de travaux forcés.



De l'enquête, il résulte que Barbier avait déjà fait plusieurs fois passer la ligne à des groupes de juifs, sans rétribution : il avait d'ailleurs déjà été dénoncé pour avoir « aidé et hébergé » des israélites et pour les avoir ravitaillés au camp de Drancy. Il passe par la prison de Tours, puis est déporté à Rheinbach. Il meurt du typhus à Siegburg le 27 mars 1945. Il avait une fillette de cinq ans. Robert Barbier était membre du *Coq Gaulois*⁶⁸.

⁶⁵ Le gardien Félix Amardeil né le 24 mai 1899 à Baulou (Ariège), chargé de la garde des locaux syndicaux, il y héberge des soldats évadés. Il prend sa retraite en novembre 1962.

⁶⁶ Ce qui est faux : voir le fascicule 2009.

⁶⁷ Parmi ses proches collaborateurs, l'inspecteur spécial Jean Crespiat, né le 30 juin 1905 à Thenon (Dordogne), a aussi appartenu à Vengeance, à l'Armée Volontaire puis à L'Alliance. Agent de liaison, il fournit aussi des faux-documents et des renseignements – en particulier les messages reçus par la PP – et transporte les équipements radio, dont il recharge les accus aux Services Techniques.

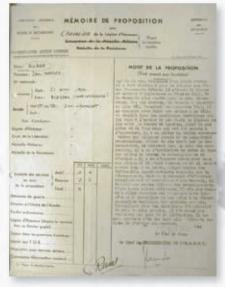
⁶⁸ Voir le fascicule 2009.

Jean-Baptiste ALLARD

Le 5 février 1943, Jean-Baptiste Allard se trouve à Carantec avec trois autres agents, tous membres de L'Alliance pour être transférés vers l'Angleterre. Ils embarquent sur l'Yvonne et rejoignent la Grande-Bretagne à Salcombe le 7 février, non sans avoir essuyé une forte tempête. Ils séjournent à Patriotic School pour le traditionnel criblage de sécurité jusqu'au 8 mars. L'aventure d'Allard commence alors vraiment. Né le 25 avril 1904 à Avessac en Loire-Inférieure, il est entré à la Préfecture de Police comme gardien de la paix en mars 1928. Allard rejoint la Résistance, qu'il sert à plein temps, comme agent P2 dès mai 1942 : il est révoqué de ses fonctions le 22 février 1943. Arrivé en Angleterre, le voici membre des FFL, devenu



Jean Alliot. Volontaire pour retourner en France, il rejoint le BCRA le 22 mars, suit l'instruction radio et l'entraînement de parachutiste. Dans la nuit du 13 au 14 septembre 1943 il est largué près de Tours comme opérateur radio, indicatif Indou. Il rejoint alors progressivement le maquis Robert Leblanc dans l'Eure, y coordonne les sabotages sur les arrières de la 7° Armée allemande, créant un réseau de renseignements et d'action. Devenu le radio du délégué militaire de la région Bretagne-Normandie, ne disposant que d'un poste, il doit sans cesse se déplacer, émettant le jour et recevant la nuit. Le 15 décembre 1943, Allard reçoit un parachutage et peut réorganiser son réseau. En février 1944, il se rapproche de La Loupe en Eure-et-Loir, où il poursuit son action. Dix jours avant le 6 juin, il doit déplacer son matériel de 130 kilomètres. Il se joint au maquis de l'Eure avec lequel il coordonne son action en fonction des instructions de Londres. Il poursuit son travail pendant les combats menés par le maquis, puis doit rejoindre le Bec-Hellouin en Normandie : c'est alors le seul radio pour l'Eure, le Calvados, la Seine-Inférieure et l'Orne. Allard renseigne sa centrale sur le trafic fluvial, routier et ferroviaire et obtient le bombardement d'objectifs militaires. Il organise la coupure de la ligne Evreux-Montfort, et le plastiquage du château d'eau de Pont-Authou, puis fait bombarder la gare de Montfort. S'installant alors dans une petite gare de campagne, il renseigne sur les bacs sur la Seine et leur chargement, obtient des bombardements et empêche le transfert des restes de la 7e Armée. Lors d'un dernier déménagement de son matériel, sa voiture est attaquée et son assistant tué. Le policier résistant doit alors se réfugier dans un bois, à l'intérieur des lignes d'où il continue son travail de radio, protégé seulement par trois hommes armés de mitraillettes. Allard est successivement promu sergent-chef, puis aspirant. Sa mission se termine le 27 août 1944, par son retour vers Londres. Il est alors considéré comme « un des huit plus méritants radios de l'action clandestine». Il rejoint les nouveaux



Jean-Baptiste Allard : proposition pour la Légion d'Honneur

services secrets, la *DGER*, en octobre 1944, puis gagne Paris le 20 février 1945. Volontaire pour l'Extrême-Orient, Allard est dirigé sur Calcutta où il arrive le 5 mai, avec une nomination de chargé de mission de 2^e classe. Il est alors parachuté au Laos, près de Luang-Prabang, le 23 septembre. Mission accomplie, il revient à Saïgon le 6 février 1946, et à Paris fin avril de la même année. Il est démobilisé le 3 mai et rejoint son poste à la Préfecture de Police, réintégré comme inspecteur principal. Jean-Baptiste Allard est chevalier de la Légion d'Honneur et décoré de la Croix de guerre. Il prend sa retraite en juin 1946.

Roger FORGET

Le gardien de la paix Roger Paul Forget est né le 9 février 1920 à Paris. Recruté par la Préfecture de Police en octobre 1942, il est encore à l'école de formation lors de son arrestation. Le 6 janvier 1943, vers 17 heures, il se présente en compagnie d'un ami coiffeur⁶⁹ au garage des établissements Caudron à Issy-les-Moulineaux. Sachant tous deux piloter, ils ont formé le projet de dérober un avion. Forget présente sa carte professionnelle pour accéder aux lieux, en prétextant aller voir un collègue de garde de l'autre côté du terrain. Un bimoteur *Goéland*, ils



le savaient, se trouvait sur place à l'atelier de peinture. Son rayon d'action leur permettrait de rallier l'Angleterre. Forget et son complice déplombent la porte du fuselage et se cachent dans la carlingue en attendant l'ouverture du portail du hangar. L'avion est bien amené sur la piste au matin, mais les deux amis sont découverts par un contrôleur qui a remarqué le déplombage. Forget ne se sert pas de son arme. Tous deux sont arrêtés et remis à la *Feldgendarmerie* de Montrouge. Condamnés à mort le 5 juillet 1943 par le tribunal militaire aéronautique allemand, les deux amis seront fusillés le 7. Roger Forget va être titularisé dans son emploi à titre posthume à la Libération.

Pierre BOISSON

Né le 18 décembre 1897 à Guérigny (Nièvre), le brigadier Pierre Georges Boisson est, en 1943 affecté sur des fonctions d'inspecteur au commissariat de Vincennes. Le 9 juillet, ses « collègues » des Brigades Spéciales des Renseignements Généraux de la Préfecture de Police l'arrêtent au service. Il a été dénoncé par deux juifs étrangers arrêtés qui travaillaient dans un réseau communiste, pour leur avoir délivré deux vraies-fausses cartes d'identité. La perquisition effectuée par les BS au commissariat permet la découverte, dans les affaires de Boisson, de plusieurs documents contrefaits pour des juifs. A son domicile, on saisit aussi un nécessaire rudimentaire pour la prise des empreintes digitales. Ultérieurement, libéré, Boisson s'engage dans les *FFI* où il sera adjudant-chef. Titulaire de la Croix de guerre 14-18, il avait été recruté à la PP comme gardien de la paix en avril 1928. Suspendu, révoqué le 10 juillet 1943, puis réintégré comme inspecteur spécial en mai 1945, il prend sa retraite en tant qu'officier de police principal en juillet 1960.



Marc LANTEAUME

Le 25 août 1942, successeur du commissaire Louit emprisonné pour son attitude antiallemande, le commissaire Marc Emilien Lanteaume des Renseignements Généraux-PP fait remettre en liberté des officiers du Service de Renseignements belge et des juifs. Dénoncé, il est arrêté par les services allemands le 2 septembre à son domicile et écroué à Fresnes. Condamné à mort, il est déporté le 28 décembre en Allemagne, à Sonnenburg, puis le 7 décembre 1943 au camp d'Oranienbourg, d'où il revient le 21 mai 1945. Pour sauver l'inspecteur principal Martz, qui, impliqué avec lui, l'accusera mais poursuivra son œuvre, il a pris toute la « faute » sur lui, Suspendu de ses fonctions en janvier 1943, Lanteaume est réintégré en mars 1945 et homologué lieutenant pour son activité résistante. Il est né le 7 juin 1903 à Marseille d'un père notaire et maire du Fuveau. Secrétaire de police en 1926, il devient commissaire de la ville de Paris dix ans plus tard. Il est membre du réseau Shelburn dès sa création. Les motifs portés sur sa condamnation à mort par le Tribunal Militaire allemand siégeant rue Boissy d'Anglas, sont «complicité d'espionnage, aide à l'ennemi, évasion de détenus, assistance aux prisonniers, abus de pouvoir ». Il a aussi refusé d'établir en 1941 des listes d'otages juifs à fusiller. Il termine sa carrière successivement comme directeur des RG-PP (1950) puis de la Police Economique (1960). Invalide à 60 pour cent, il prend sa retraite en 1963, décoré de la Légion d'Honneur et chevalier de l'Ordre de Léopold.

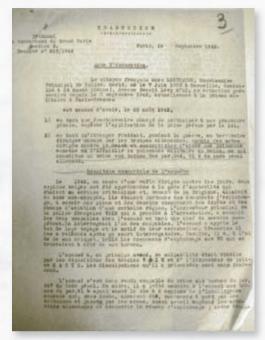
Pierre BRULEY

Pierre Alexandre Bruley est né le 1^{er} janvier 1909 à Annay-sur-Serein (Yonne). Ancien de la Garde mobile à cheval et de la police d'Alger, il intègre la Préfecture de Police comme gardien de la paix en mai 1937. Bien que son chef territorial, le commissaire divisionnaire Silvestri, n'aie demandé à son encontre que cinq jours de mise à pied, il est relevé de ses fonctions le 16 avril 1943 par le préfet de police pour avoir refusé de se mettre en civil afin d'arrêter des réfractaires au STO. Bruley rejoint le maquis Alliot-Vanduyt de Verneuil et s'engage dans les *FFI* de l'Yonne. Le 14 juin 1944, au retour d'une mission de sabotage, il tombe à Annay



avec son groupe dans une embuscade tendue par une compagnie de l'armée Vlassov⁷⁰, au cours de laquelle il est blessé, mais parvient à s'esquiver. Puis, suite à une dénonciation, le cantonnement des douze hommes que commande le sergent Bruley est pris d'assaut le 18 juin vers 6h30 à la ferme du Deffroy, à Vireaux. Il est fait prisonnier avec quatre camarades après un rude combat. Tous sont fusillés le soir même vers 20 heures. Homologué dans le grade de sergent, Pierre Bruley est aussi réintégré dans les rangs de la PP.

Ouelques résistants symboliques



Acte d'accusation de Marc Lanteaume





Inventaire des affaires trouvées sur Serge Cantal



Serge CANTAL, Ali SEBTI

L'inspecteur de la Police Judiciaire Serge René Cantal est né le 24 janvier 1922 à Charenton. Fils d'une commissaire de police, il est recruté à la PP comme auxiliaire en janvier 1943. En août, il quitte ses fonctions en signalant dans un courrier, jouant sur les recrutements pour le STO : « je pars tout d'abord pour Berlin... je dois être affecté dans une usine de la banlieue », et rend son arme. Il est aussitôt licencié. Le 17 août 1943, vers une heure du matin, au col des Moines à Laruns, dans les Basses-Pyrénées, les douaniers allemands abattent Serge Cantal, qui cherchait à passer en Espagne pour rejoindre la France Libre. A la même époque, l'inspecteur de la Brigade nord-africaine Ali Smaïl Sebti, né le 31 juillet 1895 à El-Milia (Algérie), est arrêté, et détenu 75 jours par les Allemands pour avoir conduit des Nord-Africains et des prisonniers vers la ligne de démarcation. Nommé gardien de la paix en novembre 1923, Sebti avait été suspendu le 11 octobre 1941, et réintégré en décembre. Il prend sa retraite comme officier de police principal en juillet 1954 et meurt en septembre de la même année.

Joubert BERGMANN, Fernand MOREAU



Le 1^{er} mai 1900, nait à Coudekerque (Nord) Joubert Georges Bergmann. Il opte en 1939 pour une carrière de gardien de la paix et rejoint la Préfecture de Police, au commissariat du 15^e arrondissement. Parlant couramment la langue de Goethe, Bergmann est, lors de l'occupation, détaché auprès du service allemand en charge de la délivrance des laissez-passer. Confronté quotidiennement au désarroi des solliciteurs wet à la nécessité de demandes répondant à une forme parfaite, il décide d'aider ceux qui souvent ne

peuvent espérer obtenir le document salvateur. Il installe dans un bistrot voisin une jeune femme de ses amies, bonne secrétaire, équipée d'une machine à écrire. Celle-ci sera rémunérée avec les contributions des récipiendaires des faux-papiers parfaits, nantis de tous les cachets, qu'il établissait ainsi. Quand le système est découvert, Bergmann réussit à s'enfuir avec d'autres camarades concernés : il avait adhéré quelques semaines plus tôt à *L'Honneur de la Police*. Arrêté à la frontière espagnole le 17 août 1943 par les services allemands, interné à Compiègne, déporté le 19 septembre à Weimar, puis à Buchenwald, il meurt à Dora des mauvais traitements subis, le 27 janvier 1944. Révoqué de la

police le 9 juin 1943, date de sa disparition, il sera réintégré comme brigadier à titre posthume. Il a été homologué dans le grade d'adjudant au titre de la Résistance, et décoré de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre. Bergmann était père d'un enfant. En même temps que lui est arrêté sur la frontière le gardien-interprète Maurice Anatole Moreau, du 7^e arrondissement, né à Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir) le 3 avril 1913. Gardien en décembre 1938, Moreau est révoqué en août 1943.



Il suit alors Bergmann dans les déplacements imposés par leurs geôliers. Début août 1944, les gardiens SS de Dora l'accusent de trafic de soupe et de cigarettes : il a en fait reçu une cigarette d'un contremaître de son *kommando*, qui, surpris, soutient que Moreau l'a volée dans l'étui. Résultat : 60 coups de schlague. Chargé de distribuer le linge des détenus, il se trouve en déficit de quelques chaussettes et caleçons. Dénoncé par un cadre français, Moreau est à nouveau condamné à 25 coups de câble électrique sur le derrière. Hospitalisé vingt jours à l'infirmerie de Buchenwald il s'en tire. Libéré le 25 mai 1945, invalide à cent pour cent, Moreau est réintégré et nommé inspecteur. Il prendra sa retraite comme officier de police adjoint en avril 1968.

Paul DURRENBERGER, René MANN

Paul Frédéric Durrenberger⁷¹ est interprète à la Préfecture de Police. De fait, né le 2 mai 1920 à Kutzenhausen (Bas-Rhin), il pratique parfaitement l'allemand. Ses exploits les plus notoires au profit de la Résistance l'ont amené à voler des tenues de soldats de la Wehrmacht dans des piscines. Il en revêtait à l'occasion lui-même pour infiltrer l'occupant, voire pour faire libérer des détenus. Ayant participé le 27 août 1943 à l'attaque d'un centre de ravitaillement, il est dénoncé par un inspecteur des Renseignements Généraux, arrêté par les collègues de celui-ci, et livré aux Allemands. Durement torturé, il reste silencieux. Le 3 mars 1944, le voici condamné à mort par le Tribunal allemand de Paris siégeant rue Boissy d'Anglas. Le sursis lui est accordé onze jours plus tard, sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité. Durrenberger est d'abord détenu à Fresnes, puis déporté à la prison de Sonnenburg. Il meurt du typhus après l'évacuation du camp de Sachsenhausen, à Prague, le 21 mai 1945. Paul Durrenberger avait adhéré à Turma-Vengeance en janvier 1943, devenant membre de ses Sections Spéciales d'Action Immédiate. Il a été décoré de la Croix de guerre, et homologué comme chargé de mission de 3^e classe (sous-lieutenant). Son compatriote alsacien René André Mann est aussi interprète. Né à Strasbourg le 4 mai 1922, il est recruté par la PP en octobre 1940. Rapidement intégré en 1942 à Turma-Vengeance et au SR Kléber, Mann fournit de nombreuses informations qu'il glane dans ses fonctions, principalement sur les opérations allemandes, aidé par madame Teyssandier et sa collègue Lafleur et par un autre agent administratif, Robert Corrover⁷², du cabinet du Préfet. Il procure aussi des documents aux résistants et crée un véritable laboratoire de faux-papiers. En juin 1943, son activité est détectée, et il doit entrer dans la clandestinité, devenant agent P2. Il est alors désigné pour prendre la direction du secteur ouest de Kléber, et fournit chaque semaine des courriers sur le stationnement des troupes et sur les étatsmajors allemands. Il livre aussi de nombreux plans des fortifications côtières et de matériels aéronautiques. Interpellé par Masuy⁷³ le 1^{er} octobre 1943, Mann s'évade le 22 janvier 1944 près de Chalons-sur-Marne du train qui l'emmène en déportation. Il rentre à Paris, où il établit un intéressant rapport sur l'équipe Masuy. Il est à nouveau arrêté le 7 juillet près de Belfort et parvient une fois de plus à s'évader le 15 juillet, recommençant à œuvrer pour la Résistance. René Mann est licencié par la PP en septembre 1944. Il termine la guerre homologué commandant, et décoré de la Légion d'Honneur, de la Croix de guerre et de la Médaille des Evadés.



Baraquement de l'ancien camp de Sachsenhausen, vue d'un mirador, Allemagne après-guerre

⁷¹ Qui apparaît parfois sous le nom de Durand-Berger.

 $^{^{72}}$ Né le 27 avril 1889, il est commis en février 1922 et prend sa retraite en janvier 1950.

⁷³ Georges Delfanne, collaborateur belge, agent des services de sécurité allemands.



Mont-Valérien

René MORIN

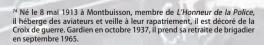
Affecté au commissariat de Sceaux René Théophile Morin, né le 8 janvier 1913 à Paris, est nommé à la Préfecture de Police en juin 1938. Mis en disponibilité d'office de 1940 à 1942, il rejoint l'Armée Volontaire en novembre 1942. Son activité résistante fut soutenue, débutant par sa participation, avec trois camarades, au cambriolage d'un débit de tabac. Ultérieurement, il organise et participe à l'attaque du centre de ravitaillement de Nogent-sur-Marne en septembre 1943. Morin donne aussi asile à deux « terroristes d'un groupe spécial d'exécutions » : ce sont ceux-ci qui, arrêtés et torturés, le livrent. Il est alors interpellé par les Renseignements Généraux dans le bureau de son chef de service au commissariat de Sceaux. Au cours de son audition, il revendique courageusement sa qualité de « gaulliste », et son appartenance à un « groupe terroriste ». Livré aux Allemands, ce père d'une fillette de deux ans écrit à son commissaire pour lui demander d'accorder protection pour sa femme enceinte de huit mois. René Morin est fusillé au Mont Valérien le 24 mars 1944. Il sera décoré à titre posthume de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre. Deux de ses collègues gardiens de la paix de Sceaux, Lucien Ganeval⁷⁴ et Charles Dubut⁷⁵, tous deux FTPF⁷⁶, ont participé à certaines de ses actions, dont celle de Nogent.

Georges TOUZÉ

Le refus de Georges Henri Touzé d'accepter la présence des Allemands en France s'est traduit de façon précoce. Né le 13 mai 1914 à Neuilly-sur-Seine, il est devenu gardien de la paix à la Préfecture de Police en janvier 1938. Refusant de garder des hôtels occupés par les Allemands, il présente sa démission en décembre 1941. Son départ n'est pas accepté : il quitte alors sa fonction le 28 janvier 1942 et réalise son désir : se trouver révoqué. Touzé devient alors vélo-taxi, avant d'être requis pour le STO, ce qui l'incite à partir pour le Morbihan rejoindre l'*Armée Secrète* en octobre 1943. Il participe sous le pseudonyme de *Wevel* au maquis de Sérent. Il organise des parachutages d'armes à La Nouée, et monte un coup de main avec son escouade sur la voie ferrée Malestroit-Ploërmel. Il participe à l'attaque du Moulin de la Béraudaie. Au camp de Saint-Marcel, en juin 1944 il fait partie du 8^e bataillon. Décoré de la Médaille de la Résistance, il est invalide à 110 pour cent et il ne rejoint pas son emploi à la fin des hostilités.

André CAYET

Le gardien de la paix stagiaire André Prudent Cayet n'a passé que quelques mois au sein de la Préfecture de Police. Né le 24 mars 1922 à Paris, il entame sa scolarité de policier en mai 1943. L'administration met fin à son stage dès septembre de la même année. Le 13 avril 1944, il est en effet arrêté place des Ternes comme réfractaire au STO et poursuivi dans le cadre d'une affaire de « trafic » de titres de rationnement. Interné à Fresnes jusqu'en juillet 1944, il est transféré au camp de la Folie à Nanterre, d'où il s'évade le 15 août pour rejoindre ses amis FFI qui combattent dans le $20^{\rm e}$ arrondissement de Paris. Il poursuit la guerre au sein de l'Armée, sans réintégrer la PP.



^{75 1908-1970.} Gardien de la paix en décembre 1942, retraité en 1966.

⁷⁶ Francs-Tireurs et Partisans Français.

L'affaire Perrin

Fin janvier-début février 1944, le gardien de la paix **Arthur Perrin** accueille à son domicile trois FTPF, dont son neveu, qui avaient été délogés de la maison qu'ils occupaient à Clamart rue Ferdinand Buisson lors d'une attaque des Allemands, accompagnés de gardiens cyclistes (dont un a été blessé dans l'assaut) le 25 de ce mois. Il les loge dans un pavillon voisin dont il a la garde. Deux résistants ayant été arrêtés à Clamart, trois s'étaient enfuis et avaient trouvé refuge à Issyles-Moulineaux, puis à Montrouge, chez des « marraines » des FTPF, et donc chez Perrin, d'où ils repartent deux jours après, continuant leur périple d'abri précaire en abri précaire, entre autres au domicile de la sœur de Perrin. Le lendemain de l'attaque, un autre FTP avait été arrêté à Arcueil, où un car PS croisé avait ouvert le feu et blessé un des résistants. Le 29 février vers 8h50, l'équipe de FTPF roule vers Châtillon. Elle doit simuler l'agression d'un encaisseur de la SNCF complice, pour s'emparer de son argent. Chemin faisant, le groupe attaque un débit de tabac route de Chevreuse à Clamart en menaçant le patron d'une mitraillette et récupère cigares et cigarettes. Puis, à l'occasion d'un incident de la circulation avec un véhicule de nettoiement qui contraint leur auto à monter sur le trottoir, au carrefour des Eaux à Châtillon, les FTP sont confrontés à un agent de police, Martin Bernard, du commissariat de Vanves, assisté d'un gardien auxiliaire, Victor Jobert. Bernard les siffle, les stoppe, et demande leurs papiers aux occupants de la voiture, une Citroën traction avant volée le même jour. Quand ils lui disent être de la Résistance, le policier refuse de les laisser passer. Un occupant de la voiture, Victor Courias Armand, descend et suit le gardien dans un abri des transports en commun, car il neige. Quand Armand revient vers la traction et signifie le refus du gardien, un autre occupant tire à la mitraillette par une portière entrebâillée. Deux ou trois de ses camarades l'imitent : Bernard se couche, puis se relève aussitôt, l'arme à la main, au milieu du carrefour. C'est à ce moment qu'il est abattu : son arme de service dérobée. Jobert, non-armé, a été blessé sans gravité dès le premier échange. Vingt-sept douilles seront retrouvées sur place, et les coups de feu qui ont tué le gardien ont été tirés d'un revolver : au total six armes différentes ont été employées. Les FTPF doivent pousser leur voiture pour la faire démarrer, un pneu crevé par les tirs du policier. Deux gendarmes, Moreau et Charron, font les frais de l'affaire : se trouvant dans un bus au carrefour lors de l'affrontement, ils se sont gardés d'intervenir, ce qui leur vaudra la révocation. Les résistants abandonnent leur véhicule près de l'octroi de Montrouge et se replient vers leurs cachettes. Informés par leur protecteur Arthur Perrin des recherches dont ils font l'objet, ils vont de refuge en refuge. Entre-temps, les membres du groupe lui avouent leur mécontentement du dysfonctionnement de l'organisation communiste, leur dénuement et l'obligation dans laquelle ils se trouvent de se livrer à des délits de droit commun pour subsister⁷⁷. Au cours d'une de ces actions, à Saint-Rémy-les-Chevreuse, dans la nuit du 17 au 18 décembre 1943, un échange de coups de feu avec une patrouille allemande leur avait permis de récupérer une mitraillette. Perrin les convainc de rejoindre le groupe de l'AS dont il fait partie et auquel il fournit des renseignements, Police-Résistance. Les jeunes gens font ainsi la connaissance d'un nommé Robert, Robert Courtault, qui serait un

 $^{^{\}prime\prime}$ Ils ont été mis en cause dans de nombreuses agressions violentes antérieures : ce genre de comportements montre l'ambiguité dans laquelle vivaient les policiers les mieux intentionnés, quand ils intervenaient sur une affaire de prime abord crapuleuse. Il en est à qui cela a coûté cher en commission d'épuration.

policier⁷⁸ révoqué et chef du groupe, condamné à vingt ans de forteresse pour s'être battu avec des Allemands. Ils attaquent la mairie de Chilly-Mazarin avec le groupe commandé par Robert et y récupèrent des titres de ravitaillement. Raymond Arrufat, un des fugitifs, réfractaire au STO, bien qu'armé de deux pistolets, est arrêté le 24 mai par la Brigade Criminelle⁷⁹ de la Police Judiciaire et conduit à la BS2 dans le cadre des recherches sur les auteurs du meurtre du gardien de la paix Bernard. Arrufat, maltraité, livre le gardien Mathey qui l'a hébergé et indique à ses interrogateurs qu'un inspecteur du service l'a approché pour lui dire que le gardien de la paix Arthur Perrin, oncle de Charles Tronquit, complice d'Arrufat, sera prévenu par ses soins de l'arrestation. Cet inspecteur sympathisant est identifié comme étant Henri Masse, informateur de Perrin. Le gardien Arthur Maxime Perrin, né le 25 juin 1903 à Paris, gardien en janvier 1928, sert alors au commissariat de Gentilly. Arrêté, il refuse de livrer ses contacts, mais un papier roulé est trouvé dans le canon de son pistolet : la liste de ses collègues de brigade avec une cote de confiance. Il prend sa retraite en mai 1950. Son interpellation est concomitante de celle de ses deux camarades dans la Résistance. Quand il est arrêté par la BS2 le 26 mai 1944 à son domicile, pour avoir hébergé les francs-tireurs en janvier-février Louis Céleste Jean Mathey, né le 3 janvier 1915 à Cachan, est gardien de la paix à Montrouge, membre du FNP et des FTPF depuis juin 1943, chargé de la liaison inter-groupes. Lors de la perquisition, les BS découvrent des documents avec des noms et des adresses et deux femmes recherchées, cachées dans une chambre fermée à clé. L'une possède une fausse carte d'identité et elle est liée au meurtre. C'est aussi la maîtresse de Mathey et l'épouse du neveu de Perrin. L'autre, membre du PC, a hébergé les fuyards. Louis Mathey est emprisonné à la Santé et libéré le 18 août 1944.

Il est nommé inspecteur à la Libération. Henri Joseph Masse est inspecteur aux RG quand il est arrêté. Il était précédemment en poste à Gentilly. Il est né à Yssingeaux dans la Haute-Loire le 1^{er} mai 1913. Il est alors père de deux enfants, tout comme Perrin. Il reconnaît être allé effectivement au commissariat de Gentilly informer son ancien collègue de l'arrestation d'Arrufat. Gardien de la paix en mars 1938, il est inspecteur spécial en mai 1943. Suspendu le 25 mai 1944, il est réintégré à la Libération et prend sa retraite en février 1965.



Charles SCHNEIDER

Charles Benjamin Schneider est né le 21 mai 1908 à Luzancy (Seine-et-Marne) et devient gardien de la paix à la Préfecture de Police en 1932. Dénoncé comme communiste (il était en fait membre de *L'Honneur de la Police*), il est pris dans la même affaire que le comte et la comtesse du Périer de Larsan. Il est arrêté début juin 1944 à son domicile par six Allemands vers 1h30 du matin. La perquisition faite dans un garage loué rue Julie semble lui avoir été fatale, puisqu'on y trouve un dépôt d'armes et d'explosifs. Le policier-résistant est d'abord écroué à Fresnes, où il laisse une trace de son passage. On retrouve en effet sur un mur de sa cellule

⁷⁹ Dirigée par le commissaire divisionnaire Massu.

cette inscription : « Schneider Charles, gardien de la paix du 14°, brigadier du 7°, arrêté pour dépôt d'armes et résistance dans la police. Le 5.6.44 ». Il est ensuite transféré à Compiègne, puis déporté en août à Buchenwald. Il travaille dans un kommando à Wolfsleben, d'où il rentre chaque soir exténué. Début février 1945 il entre au *revier*⁸⁰ à Ellrich, où il meurt le 20 mars. Il était père d'un enfant.

Jean REDON et Jacques BEUGIN

Redon et Beugin apparaissent un peu comme les « pères tranquilles » de la Résistance : en contrepoint de trop d'autres, leur rôle a pourtant été symbolique de nombre de comportements de policiers. Jean Léon Redon est né le 18 janvier 1904 à Paris : gardien en janvier 1936, il est inspecteur spécial en mai 1943. Ce père de six enfants prend sa retraite comme officier de police principal en février 1961. Son jeune collègue Jacques Beugin nait le 22 juillet 1921 à Paris, et intègre la PP comme employé aux écritures en décembre



1942 : il devient inspecteur en avril 1943. Travaillant tous deux en équipe, ils ont trouvé une parade pour impunément prévenir les Juifs de leur arrestation imminente. Le matin, ils prennent connaissance des listes d'israélites à arrêter, qu'ils filent prévenir, pour rentrer le plus souvent bredouilles l'après-midi... Ils inondent ensuite leur service de fausses dénonciations pour en réduire l'efficacité et passer inaperçus. Beugin prend dans son groupe de résistance une juive qu'il a ainsi sauvée, mademoiselle Lévy-Bruhl : avec elle et Clergeot, il participe à des coups de main organisés par *LibéNord*. Il avait adhéré au groupe en prêtant serment dans le sous-sol d'un café sis 48 boulevard Sébastopol, et signé un engagement de fidélité au général de Gaulle. En mars et mai 1944, Beugin fait partie de l'équipe qui investit la gare d'Orsay, où elle dérobe des stocks de ravitaillement. Le 10 avril 1944, c'est à la gare d'Argenteuil qu'ils s'emparent du contenu d'un wagon d'armes et de munitions. Il prendra sa retraite d'inspecteur divisionnaire en 1976.

L'affaire Fittamant

Dans les premiers jours de mars 1944, l'inspecteur de police François Benion,

du commissariat de Montrouge, est sollicité par une commerçante de la ville. Il s'agit d'obtenir une carte d'identité pour un « officier français évadé de l'Oflag 3D » qu'elle a recueilli à son domicile. Benion rencontre cet « officier » et sans prendre de réelles mesures de sécurité le met en relations avec Simone Coffinet demeurant 6 rue Albert Sorel, qui était une des responsables du groupe dit *Centre Albert Sorel*, du nom de sa propre adresse où se réunissaient les membres. Par ce canal,

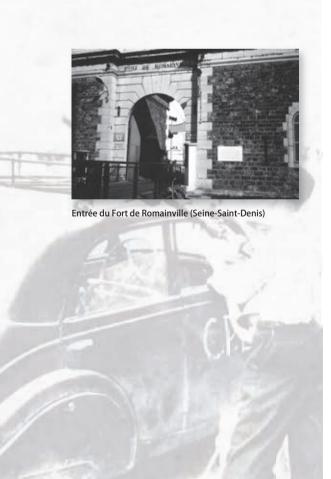




Ouelques résistants symboliques



Avis d'arrestation de Robert Tellier par le Sonderkommando de Paris



le pseudo-officier entre en contact le 15 mars 1944 avec une partie des patriotes, dont le brigadier de police **Robert Tellier**. Celui-ci vérifie ses papiers, au nom de Fittamant, né à Savenay en Loire-Inférieure. Or ce dernier est en fait un agent provocateur infiltré par les Allemands. Devant celui qui passe encore pour un évadé, on évoque imprudemment tant le poste émetteur que doit recevoir le groupe que de futurs contacts avec un agent de l'Intelligence Service. Fittamant sort de l'immeuble avant les résistants, et, épaulé par deux complices, les prend en filature. Il identifie ainsi d'autres membres du Centre. Tellier avait cependant engagé des vérifications sur le prétendu évadé auprès du Groupement des prisonniers implanté 6 place de la Madeleine : quoique filé lui aussi, cette démarche devait sauver l'essentiel de l'équipe, car elle précipita l'action du traître avant que celui-ci ait pu identifier tous les membres. Le 17 mars vers 9h30, Tellier se présente au domicile de Simone Coffinet, dont la porte lui est ouverte par Fittamant. Lequel invite à entrer son « cher ami », qu'il arrête aussitôt, brandissant le revolver qu'il cachait derrière son dos, en criant «Haut les mains, police allemande». Tellier voit surgir d'une pièce quatre autres agents. Il se retrouve fouillé et déshabillé. Fittamant provoque ainsi l'arrestation par le Sicherheitsdienst de tous les membres de la structure qu'il a pu identifier. Ceux-ci retrouvent leur accusateur quelques heures plus tard comme interrogateur dans les locaux de la rue des Saussaies, un des sièges du SD. Vers 22 heures tous les détenus sont descendus dans le hall de cet immeuble, sous la surveillance de SS armés de mitraillettes, puis conduits à la prison de Fresnes, où Tellier et Simone Coffinet peuvent discrètement se concerter. Plusieurs interrogatoires des uns et des autres ne produisent pas de résultats : grâce à une relation haut placée auprès de la Wehrmacht, Tellier est libéré le dimanche de Pâques 9 avril 1944 vers 12 heures, et réintégré dans ses fonctions le lendemain. Mais les trois femmes membres du groupe, Mmes Coffinet, Joslin et Boisset vont être interpellées, conduites au fort de Romainville et déportées. Le 19 mars, le gardien André Bourny, un camarade de résistance de Tellier, se présente au Centre. Il y voit Fittamant, et l'identifie comme étant un espion qui agit sous le pseudo de Charly. Il passe le mot largement dans le monde résistant, permettant ainsi d'éviter à d'autres de devenir victimes du traître. De l'enquête conduite à la Libération, il résulte que Fittamant aurait été un dénommé Chester Ladd, Français élevé en Amérique, et envoyé par les Allemands à Londres. Là il n'aurait pas été dépisté, mais recruté par les Alliés et parachuté près de Nice avec deux autres officiers qu'il fit arrêter. Les policiers du groupe sont presque tous membres de L'Honneur de la Police. L'inspecteur François Raoul Benion est né à Genneteil (Maine-et-Loire) le 4 août 1897. Il dépend de Louis Aman, membre du Comité directeur de l'organisation. Benion camoufle des armes dès le début de la guerre, qu'il remet ultérieurement à Aman. Membre du groupe Service Français depuis décembre 1942, il fournit aussi des documents d'identité pour des juifs. Ce fait connu dans son environnement le fit solliciter pour Fittamant. Benion est inclus dans la rafle qui débute par Tellier : il est arrêté lui aussi le 17 mars 1944, vers 21 heures à son domicile. Bénéficiant également de la décision allemande de faire traiter ce dossier par la Justice de Vichy, remis en liberté, il participera aux combats pour la Libération au cimetière de Bagneux et à la mairie de Montrouge. Comme son collègue

Tellier, il est inquiété dans les derniers mois de 1944, leur libération paraissant alors suspecte, avant leur mise hors de cause. L'inspecteur des Renseignements Généraux Armand Marcel Eychenne est un des premiers à avoir été mis en contact avec Fittamant par l'entremise de Benion. Né le 9 janvier 1895 à Baulon (Ariège) il est gardien de la paix en avril 1931. Révoqué en juin 1940, il retrouve sa place un an plus tard. Devenu un des principaux agents de liaison de l'important résistant que fut le gardien Ours Luciani, il fait partie de ceux que les Allemands arrêtent ce 17 mars à domicile. Il sera lui aussi libéré à la surprise générale. Eychenne, nommé inspecteur spécial en août 1944, prend sa retraite quinze ans plus tard, décoré de la Croix de guerre. Le personnage clé du groupe est, aux côtés de Simone Coffinet, le brigadier de police Robert Joseph Tellier, Norbert, né à Etréchy (Seine-et-Oise) le 24 décembre 1900. Gardien de la paix en octobre 1922, révoqué puis réintégré en mars et avril 1944, il devient inspecteur principal à la Libération. C'est un résistant précoce, recruté à la fin de 1940 par Arsène Poncey pour l'*Armée Volontaire*. Il adhère ultérieurement à L'Honneur de la Police, puis aux groupes Laflèche et Roby, enfin au NAP à travers le groupe Albert Sorel. Dès 1940, il fait passer la ligne de démarcation à Ouzain (Loiret) à des prisonniers évadés puis à des réfractaires, grâce à un marchand de vins local, avec qui il a été mis en contact par mademoiselle Nicolot, secrétaire de mairie du 14^e arrondissement. Par la même filière, il fera plus tard passer du courrier. Il héberge également chez lui des agents de liaison. Aux côtés de Mme Coffinet, assistée de Mmes Nicolot, Boisset et Joslin, Tellier est le co-leader du Centre Albert Sorel. Ce Centre recrute des jeunes gens désirant s'engager dans les FFI au maquis de Soisy-sous-Ecole et organise des centres de secours clandestins. Il collabore avec *Libération* et se livre aussi à la recherche de renseignements militaires. A la fin de 1943, la filière d'évasions mise en place dans les Pyrénées doit être réorganisée et se refonde à Tardets. L'adjoint de Norbert est alors l'inspecteur Quillet et il travaille avec le brigadier-chef Georges Houzelle⁸¹, un des responsables divisionnaires de L'Honneur de la Police. Il est remis en liberté, bien qu'on ait trouvé sur lui le texte du Manifeste de L'Honneur de la Police, que Robert Schumann lira avec émotion à la Radio de Londres. Norbert part en convalescence pour deux mois, et quand il reparaît, il doit changer trois fois d'adresse, car filé. Lors des combats pour la Libération, il reprend sa place de responsable du 12^e arrondissement. Robert Tellier prend sa retraite en mars 1953, homologué dans le grade de lieutenant et décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre. Son collègue André Léon Gabriel Bourny, né le 19 décembre 1910 à Saint-Pierre-la-Cour (Mayenne), gardien de la paix en décembre 1937, adhère rapidement à la Résistance au sein de l'Armée Volontaire en août 1942, par l'entremise de son collègue Marcel Le Vionnois⁸². Il fait partie comme son camarade Auguste Leduc des groupes Roby et Laflèche, et, ultérieurement tant du Front National de la Police que de L'Honneur de la Police. Dès juillet 1940, il organise des passages de la ligne de démarcation à Moulins pour des prisonniers évadés puis des réfractaires au STO, dont il héberge l'un d'eux de 1943 à la Libération. Bourny convoie aussi des parachutistes alliés et fournit des faux-papiers. Dans la nuit du 10 au 11 juin 1944, il fait partie de l'équipe de policiers qui pose des drapeaux tricolores sur la colonne de

⁸¹ Né le 30 septembre 1899, il est gardien en juin 1922, brigadier-chef en mai 1940. Cet important résistant prend sa retraite d'officier de paix en

⁸² Voir le fascicule 2009.

Ouelques résistants symboliques

la Bastille. En juin aussi, Bourny est de ceux qui organisent l'évasion du résistant *Charcot* de la gare de Lyon. Enfin, pendant les combats de la Libération, il participe à la prise du dépôt d'essence de Saint-Maur, le 17 août, puis à celle de Radio-Paris, avant de se jeter dans les combats de la porte de Charenton et de la Gare de Lyon. Inspecteur en novembre 1944, il prend sa retraite d'officier de police adjoint en avril 1966. Parmi les autres policiers qui font partie de ce groupe, on peut citer les gardiens **Auguste Gaston Leduc**⁸³, **Laurent Armangau** *Canigou*⁸⁴, le commis **René Rigal**⁸⁵ et le brigadier Juvénal Quillet.

Les scientifiques dans la mêlée

Raoul Jules Emile Gesteau est né le 1er septembre 1901 à Paris. Il devient commis-

saire inspecteur des installations classées en juillet 1928. Lors des hostilités, il est mobilisé comme pharmacien-capitaine. Libéré à titre sanitaire le 3 juillet 1940, il reste maintenu dans l'Armée, d'abord Royan, puis à l'Hôpital du Val-de-Grâce, au sein de l'Etablissement Central d'Electroradiologie de l'Armée, pendant toute la guerre, comme « indispensable au service de santé des camps de prisonniers ». Il forme les manipulateurs radiographes et dirige le service d'études. Pendant le conflit, adhérent au MLN^{86} , il soustrait des



matériaux aux Allemands pour faire fabriquer clandestinement des milliers de thermomètres médicaux par l'atelier spécialisé de l'Armée, il détourne du platine nécessaire aux bombardiers et aux sous-marins allemands – 1,5 kilos coulés en lingots scellés avec l'aide du père supérieur Larvor dans un mur de l'abbaye des Oblats de Pontmain en Mayenne sont récupérés fin 1944 –, et en cachette il remet en état des équipements sanitaires intéressant les troupes d'occupation. Il camoufle aussi dans un chai de Royan des caisses de matières premières, enfouit du mercure dans la cave d'une villa et cache une installation de soufflage de verre dans un local réquisitionné. Il rend possible finalement l'installation d'équipements radiologiques qui permettent de lutter contre la tuberculose dans des camps de prisonniers en Allemagne et en France, où il est une des rares personnes habilitées à y pénétrer (sur le sol français). Il prend après-guerre sa retraite de commissaire inspecteur divisionnaire des établissements classés. Son appartenance aux *FFI* est attestée au compte de la Résistance individuelle dès 1940. Le cas du professeur de chimie **Henri Bertrand Moureu** *Charles* est plus



original encore. Né le 2 août 1899 à Paris, il devient directeur du Laboratoire central de la PP en juillet 1941. A la tête d'un laboratoire avec Frédéric Joliot-Curie, au Collège de France, il avait alors déjà été un des protagonistes de la « Bataille de l'eau lourde⁸⁷ » : il réussit à en cacher un stock en provenance de l'usine Norsk Hydro de Rjukan en Norvège, qui avait été exfiltré de l'aéroport d'Oslo dans

⁸³ Né le 7 septembre 1890 à Saint-Quentin (Aisne), inspecteur en février 1929, relevé de ses fonctions en février 1942, réintégré en 1944. Il a pris sa retraite en février 1945.

⁸⁴ Né le 11 avril 1903, il est gardien de la paix en août 1926, membre de l'*Armée Volontaire* fin 1942. Inspecteur principal en décembre 1944, il prend sa retraite comme commandant principal en mai 1959 décoré de la Médaille de la Résistance.

⁸⁵ Né le 15 août 1902 à Montpellier (Hérault), il est membre du Service Français en 1942, de LibéNord en 1943 et du Front National de la Police en 1944. Il fait partie des policiers arrêtés dans l'opération du « 17 mars 1944 ».

⁸⁶ Mouvement de la Libération Nationale.

⁸⁷ Oxyde de deuterium.

des conditions rocambolesques, le 12 mars 1940. Deux avions de ligne devaient décoller simultanément, l'un vers Amsterdam et l'autre vers l'Ecosse. Devant les espions allemands, au dernier moment un énergumène arrivé en taxi fait irruption au bord des pistes exigeant de prendre encore l'avion pour Amsterdam. Les policiers finissent par le laisser passer : le véhicule s'arrête entre les deux avions et on charge le personnage et ses valises. Cependant que, camouflés dans des bagages anonymes, les bidons renfermant 185 litres d'eau lourde partent discrètement dans l'avion vers la France via Edimbourg. Arraisonné en cours de route par trois Messerschmidt qui le forcent à se poser à Hambourg, l'avion d'Amsterdam ne révèle qu'un chargement anodin. Tous les protagonistes étaient « de mèche » : directeur de l'usine de Rjukan, policiers, pilotes, passager et contrôle aérien... Le 2^e Bureau avait réussi un de ses plus beaux coups : les nazis n'auront jamais l'arme atomique. Les bidons arrivent dans les locaux de Moureu au Collège de France, et sont stockés dans ses sous-sols. Celui-ci fait partir l'eau lourde en juin 1940 vers Riom, à l'arrivée des Allemands. Au volant d'une camionnette, après un périple éprouvant, le professeur s'égare dans les rues de la ville, finit par rencontrer son contact88, et camoufle son chargement dans les souterrains médiévaux de la prison locale. L'envahisseur approchant, les bidons sont rechargés et conduits à Bordeaux d'où ils partent pour l'Angleterre. Pendant la suite des hostilités, Moureu se distingue par son courage tranquille dans les opérations de désamorçage des bombes ou de charges explosives. Il prend sa retraite de directeur honoraire en octobre 1964, officier de la Légion d'Honneur, décoré de la Croix de combattant volontaire de la Résistance et titulaire de nombreuses autres distinctions. Il est aussi membre de l'Académie des Sciences. A sa mort. le 14 juillet 1978, les divers articles de presse qui relatent l'évènement soulignent le rôle éminent de Moureu dans la lutte contre le Reich, fournissant à la Résistance de nombreux renseignements sur les moyens scientifiques mis en œuvre par l'Allemagne en guerre, dont les fusées V1 et V2. Ses renseignements sur les bases de lancement étaient très précis. Il faut rappeler que, le 8 septembre 1944 encore, vers 11 heures du matin, un V2 s'est abattu sur Charentonneau, suivi d'une vingtaine d'autres dans la période du 2 au 5 octobre, tirés sur le nord-est parisien, sans grands dommages. Le professeur Moureu contribue alors à reconstituer les engins, collaborant aux analyses faites par les britanniques. Il devient d'ailleurs président de la société française d'astronautique et maître de recherches au CNRS, occupant aussi de nombreuses autres fonctions prestigieuses. Au sein de la Résistance, il travailla au profit du 4e bureau technique du FN sous l'autorité de Joliot-Curie, il sabota des enquêtes et apporta

à Joliot des éléments d'explosifs saisis par la Police. Il confectionna également des « cocktails Molotov » lors des combats de la Libération. Moureu fut enfin en charge des mesures de protection techniques des centraux téléphoniques et des principaux sites politiques pendant l'insurrection parisienne. Pour sa part, le docteur **André Charles Marsault** est né le 23 février 1888 à Curçay (Vienne). Il est nommé médecin à la Préfecture de Police en octobre 1940,





Ouelques résistants symboliques

après y avoir été interne de 1913 à 1919. Résistant dès novembre 1940 dans le groupe Heurteaux⁸⁹ puis chez Hector, il est arrêté par la police allemande le 25 août 1941 et condamné à 20 mois de travaux forcés pour détention d'un arsenal de 60 fusils Lebel et un fusil-mitrailleur. Le docteur Marsault est interné et crée alors le centre de tri de Villeneuve-Saint-Georges. Son dossier est remis à l'instruction en avril 1942 pour imprimerie clandestine, édition et transport de journaux, transmission de documents en Angleterre et aide à évasions. Marsault ne pourra jamais envisager la fuite, son fils avant lui-même été arrêté au cours d'une liaison. Transféré à Compiègne, il s'y dévoue pour les internés, dont il essaie d'empêcher la déportation. En avril 1944, il a une violente altercation avec un commandant SS: il refuse le départ de quatre détenus malades intransportables, pour l'Allemagne. Le nazi hurle qu'il peut partir à leur place, ce que le docteur Marsault accepte : il part, déporté volontaire à Dachau, où il poursuit courageusement sa tâche. Il y soigne en particulier le futur ministre Edmond Michelet, atteint du typhus. A la libération du camp, il refuse de partir pour continuer à soigner ses camarades : ce sont ses deux fils, médecins, qui le relaient pour qu'il accepte d'être rapatrié en juin 1945. Il prend sa retraite de médecin chef de service honoraire de la Maison Départementale de Nanterre en juin 1954 et meurt en août 1970, Grand-Officier de la Légion d'Honneur et titulaire des Croix de guerre 14-1890 et 39-45. Il avait été homologué sous-lieutenant et avait conservé un cabinet à La Garenne-Colombes, dont il fut le maire, bien que revenu de déportation invalide à 101 pour cent.

Glanes

Quelques cas un peu anecdotiques restent révélateurs de comportements qui reflètent certains états d'esprits. Voyages organisés : si Marcel Augustin Chalon Noé (né le 22 mars 1909 à Affreville en Algérie) ne fut pas le résistant le plus constant de la PP, il fut du moins un résistant précoce. Gardien en mars 1930, il passe inspecteur dès l'année suivante : il est, à ce titre, lors de l'Occupation, un des responsables de la Brigade Nord-Africaine. Ainsi est-il amené à couvrir les déplacements résistants de son collaborateur Ali Sebti. Entre autres fonctions, Chalon doit assurer le rapatriement des Nord-Africains, voulu par les Allemands. Il utilise la facilité offerte par les trains ainsi envoyés en zone sud à la mi-1940 pour exfiltrer des prisonniers français évadés qu'il installe dans les convois et dote de faux-papiers. Ce système va fonctionner à quelques reprises, attirant à son inventeur la reconnaissance de ceux qui ont ainsi pu rejoindre les Forces Françaises en Afrique du Nord. Son combat contre les « nationalistes » d'origine algérienne, qui autour d'El Maadi⁹¹, ont opté pour la collaboration avec les nazis, lui vaudra assez curieusement après guerre la vindicte des Milices Patriotiques⁹². Celles-ci avaient en effet déjà récupéré ces égarés pour les futures luttes en faveur de l'indépendance après leur avoir évité les affres de l'épuration. Nommé commissaire à la Libération, Chalon prend alors la direction du Centre de Transit des Rapatriés et Réfugiés, quai de Valmy. Il était entré en mars 1930 à la Préfecture de Police comme gardien de la paix et devint Inspecteur en 1931. *In vino veritas* : le sort du gardien de la paix **Fernand Bonnin**, né le 4 juin 1900, se trouve, lui, scellé par un épisode d'ivresse. Gardien de la paix depuis 1925,

[®] Groupe de Résistance créé par Alfred Heurteaux, ancien chef de l'escadrille des Cigognes.

⁹⁰ Deux fois blessé et cina fois cité.

⁹¹ Ancien officier de l'Armée française, Mohamed El Maadi se lance dans une collaboration à outrance avec les nazis. Il aurait eu pour objectif de profiter de cette proximité pour obtenir l'indépendance de l'Algérie.

⁹² Police « privée » instituée par le PC en juin 1944 prétendument pour lutter contre les Allemands. Les excès des Mi'Pat conduisent à leur dissolution le 28 octobre 1944.

il est brigadier en 1937 à Noisy-le-Sec. Or Bonnin est suspendu le 16 février 1940 pour avoir, pris de boisson, menacé de tirer sur tous les «boches» qu'il rencontrerait. Réintégré un mois plus tard, son comportement passé le rend suspect dès l'arrivée des Allemands à Paris : le voilà révoqué le 22 juin 1940. Il part alors en Bretagne où il noue des contacts avec la Résistance. Ces liens conduisent à son arrestation par les Allemands le 30 avril 1944. Interné à la citadelle de Port-Louis, puis au camp de Compiègne, il est déporté le 9 juillet mais parvient à faire parvenir un mot à sa femme dans lequel il décrit elliptiquement ce qu'il a à cacher. Il meurt officiellement à Neuengamme en avril 1945, mais vraisemblablement dans le bombardement suivi du naufrage d'un des bateaux qui évacuaient les détenus : trois sur quatre furent coulés. Bonnin sera réintégré à la PP comme brigadier-chef à titre posthume le 24 juin 1946. Coup de sang : gardien de la paix en juin 1929 et secrétaire de police en décembre 1940, Joseph Henri Duez est né le 16 août 1905 à Laforest dans le Pas-de-Calais. Il est arrêté par les Allemands le 17 avril 1941 et emprisonné pendant deux mois au Cherche-Midi pour avoir vigoureusement rossé un collaborateur. A la Libération, nommé commissaire, il prend sa retraite de divisionnaire en 1963. Sauver les juifs et les résistants : le gardien de la paix Henri Emile Antoine est né le 11 mars 1896 à Leuglay (Côte d'Or). Il intègre la PP en mars 1921. Nommé au commissariat de Montreuil, il prévient des familles de juifs (dont la famille Katz, qu'il connaissait) de la rafle du Vél d'Hiv⁹³. Son fils, résistant, était interné à Sachsenhausen. Antoine prend sa retraite en juillet 1946. En septembre 1942, l'inspecteur stagiaire recruté en mars de cette année, Jacques Coudière94 doit arrêter treize personnes dans un immeuble. Décidant de s'en tenir à une seule, célibataire, il prévient⁹⁵ les douze autres. D'accord avec ses collègues, très bruyants, ils réveillent tout le monde et trouvent le célibataire assis sur sa valise qui leur dit ne pas s'être « dégonflé ». Le gardien Raymond Norgeot est né le 4 juillet 1914 à La Chaise-Baudouin (Manche) : recruté en février 1939, affecté à Colombes, il se fait remettre les instructions d'arrestations adressées à l'antenne des BS par le télégraphiste, et profite du délai pour prévenir les personnes menacées ou détruire leurs fiches en mairie. Norgeot est réformé comme inspecteur en mars 1962. De son côté, **Jules Fortuné Couennaux**⁹⁶, secrétaire de police, prévient les personnes menacées d'arrestation. Il est mis en cause par des « collègues » à la solde de Vichy. Nommé commissaire en septembre 1944, ce résistant rejoint le service de sécurité des Forces Françaises en Extrême-Orient. Il sera réformé en janvier 1957, atteint de tuberculose, et décoré de la Médaille Militaire⁹⁷. **Odette** Berthe Deffès, épouse Enard est née le 24 février 1902 à Saint-Lo. En fonctions à la Préfecture de Police depuis janvier 1931 comme rédactrice; en mars 1942 elle est une des responsables des Affaires juives. Elle joue un rôle important dans le sauvetage de juifs : son dossier déborde de témoignages de reconnaissance. Elle prévient certains des arrestations envisagées (cas Perlmuter, Margoulis, Lévy...), allant jusqu'à les faire conduire en zone libre par son beau-frère (cas Plotycki...), elle aide Alice Cogny à créer une « vraie œuvre protectrice des juifs » dont elle est « l'ange gardien », elle délivre des faux-documents et accueille à domicile des personnes menacées (cas Maissa...), elle fait sortir des famille de Drancy (cas Riedberger...) et les accueille chez elle (cas Gouberguitse...), elle contribue à

⁹³ Vélodrome d'hiver, rue Nélaton.

 $^{^{94}}$ Né le 22 avril 1920 à Corbeil, il prend sa retraite d'inspecteur divisionnaire en avril 1975.

⁹⁵ De nombreux cas identiques se rencontrent tel le gardien Maurice Moulin, né le 6 novembre 1914, qui truque des rapports et héberge lui-même des juifs. Il prend sa retraite en novembre 1969.

⁹⁶ Né le 21 septembre 1900 à Fougères.

⁹⁷ D'autres pourraient être cités : Georges Taupenas, Théodule Tonnelier...

Ouelques résistants symboliques

⁹⁸ Né le 28 janvier 1894 à Herbault (Loir-et-Cher), il est gardien en février 1922. Chesneau est emprisonné 35 jours en 1941. Il est membre de L'Honneur de la Police et de Police et Patrie: il livre aux Alliés les plans de l'usine SKF d'Ivry avec l'emplacement des machines qui seront sabotées; il aide aussi avec le gardien Bomme au ravitaillement de trois aviateurs américains. Au cours des combats de Paris, il est blessé à la main d'un coup de poignard, le 16 août 1944. Il prend sa retraite de brigadier-chef en novembre 1946.

99 Né le 26 septembre 1908, gardien de la paix depuis juin 1931, il prend sa retraite de brigadier-chef en février 1959.

¹⁰⁰ Né le 8 septembre 1907, gardien en janvier 1930, il prend sa retraite de brigadier-chef en octobre 1958.

¹⁰¹ Né le 15 juillet 1906 à Altillac, en Corrèze, gardien en février 1931, démissionnaire en octobre 1941, chef de sizaine à l'AS aux Nonards en Corrèze en décembre 1942, il participe à la réception de parachutages et assure des liaisons. Il est réintégré le 19 août 1944. Il prend sa retraite de brigadier-chef en février 1959.

102 De Jacques Audiard.

103 Dont le Syndic-chef principal André Hamaide Delorme, né le 11 septembre 1901, en charge des Forts des Halles: il participe aux combats des Halles centrales.

des évasions du camp de Beaune-la-Rolande (cas Perlumetter...), elle fait « aryaniser » des juifs (cas Martin...), elle fait disparaître des dossiers (cas Camalier...), elle sauve des réfractaires ou évadés en leur constituant des fauxdossiers médicaux (cas Flahaut...) etc. Elle prend sa retraite de sous-directeur en janvier 1961. Odette Enard meurt en août 1986, décorée du... Mérite Agricole! Commissaire de police, Edmond Cottin, né le 12 novembre 1892 à Pludual (Côtes du Nord) n'a jamais été membre de la Résistance. Ancien combattant, il termine la guerre de 14-18 comme adjudant, décoré de la Croix de guerre. Pendant le second conflit mondial, il protège des familles juives : ainsi aide-t-il l'écrivain Georgette Elgey quand, arrêtée à Orthez par les Allemands et soupçonnée d'être israélite, Cottin certifie l'authenticité de ses documents et de ceux de sa famille. En 1943, le commissaire Cottin fait l'objet d'une sanction administrative en raison de son inactivité contre les gaullistes et les communistes. Il prend sa retraite comme commissaire principal en 1949. Sabotages : on voit apparaître dans des dossiers individuels tant de mentions d'actes de sabotage commis sur des véhicules des forces d'occupation, qu'on les met en doute. Cette histoire montre pourtant la réalité de tels agissements. Les gardiens Hubert Chesneau⁹⁸, François Galopin⁹⁹, Paul Mariot¹⁰⁰ et Louis **Bétaillon**¹⁰¹ sont de patrouille le 24 mars 1941, quand ils décident de saboter une voiture allemande trouvée sur leur itinéraire. Pris en flagrant délit par les Allemands, Chesneau est arrêté sur place. Les autres s'enfuient : Galopin sera interpellé un peu plus tard. Tous sont révoqués le 5 avril 1941 et réintégrés en 1944. Un héros peu discret : le cas de l'inspecteur principal adjoint André Collin est exactement l'antithèse du « Héros très discret » décrit dans un film¹⁰². Né le 3 septembre 1898 à Semur (Côte d'Or), André Charles Collin est, dès avant la guerre, un gradé engagé. Ancien combattant de 14-18, deux fois blessé, titulaire de la Médaille Militaire, c'est un militant syndical actif au sein de la compagnie des Halles. Tout naturellement il glisse vers la Résistance et noue des contacts étroits avec le *FNP*, dont il va devenir le responsable local. Pendant la période de l'Occupation, avec beaucoup de constance et un courage frisant l'inconscience, André Collin s'avère un prosélyte convaincant de la cause de la Résistance, suscitant l'adhésion de nombreux policiers de son entourage et des Forts des Halles¹⁰³, qui le reconnaissent comme le leader incontestable au sein de l'unité. Ayant risqué sa vie tous les jours par cette absolue insouciance du danger, par la participation à des actions de bravade et par ce patriotisme intransigeant et public, Collin dysfonctionne au moment de l'insurrection. A partir du 14 août 1944, désemparé, il erre de lieu en lieu, au mépris du danger, à la recherche d'instructions qui ne viennent pas, pendant que ses recrues attendent, l'arme au pied, sans comprendre l'évanouissement dans la nature de celui qu'ils reconnaissaient comme leur chef naturel. Le 16 il revient dans son service pour contrer, par un discours énergique et apprécié, les ordres de la hiérarchie qui voulait empêcher toute action. Puis il re-disparaît, refait surface le 22 août, un peu décrédibilisé, malgré le courage dont il a toujours fait preuve, avec une totale abnégation, aussi à des moments où la majorité se faisait discrète. L'atypique comparait même pour son comportement devant la Commission d'épuration, qui reçoit ses explications avec une certaine surprise... Heureuse d'avoir vu survivre un « héros » aussi peu discret et contrasté, qui méritait quand même le respect! Collin prend sa retraite d'officier de police principal en avril 1953. Restent des «résistants anonymes» : ils n'ont parfois adhéré à aucun réseau, effectuant leur «petite» résistance personnelle. Des actes ponctuels, isolés, qui ne s'inscrivent dans aucun schéma, sauf le refus de se mettre à la botte de l'envahisseur. Avant guerre, Albert Priolet est un des policiers les plus célèbres de France. Au sein de la PP, avec son compère du Centre des Recherches¹⁰⁴, le commissaire Charles Faux-Pas-Bidet, il a arrêté de nombreux espions allemands, dont Mata-Hari. Il se distingue particulièrement en 14-18 dans le « camp retranché de Paris ». Il a aussi lutté contre la subversion communiste, perquisitionnant en 1923 le siège du PC et obtenant l'inculpation de plusieurs de ses dirigeants pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Priolet est né le 6 décembre 1882 à Saint-Germain-en-Laye, où une rue porte d'ailleurs son nom aujourd'hui. Secrétaire de police en 1908, commissaire en 1915, il est divisionnaire en 1934, directeur-adjoint de la Police Judiciaire de la PP en 1937 et l'offensive allemande le trouve chef de l'Inspection Générale des Services. C'est sous son autorité qu'est traitée l'affaire du Coq Gaulois¹⁰⁵. Mis à la retraite, il devient Président de la Société Amicale du Syndicat Général de la Police et des Anciens Combattants PP. Il est relevé de ses fonctions le 26 septembre 1941, car francmaçon. C'est en essayant de constituer un groupe de résistance en liaison avec Arsène Poncey que les Allemands, assouvissant leur vengeance, l'arrêtent. Déporté à Sachsenhausen en août 1942, ensuite à la prison de Hagen, comme interné administratif, puis à Oranienburg, il y meurt le 27 août 1942 « d'insuffisance cardiaque et d'un oedème aux poumons ». Il était officier de la Légion d'Honneur. L'exemple du *Groupe des Armes de la Ville*, permet d'illustrer cette résistance individuelle ou par petits groupes libres. A partir de septembre 1940, un rassemblement d'une quinzaine de personnes, dont une grosse moitié de membres de la Préfecture de Police se retrouve autour d'une table du café « Les Armes de la Ville » sur la place de l'Hôtel de Ville. Ce groupe diffuse des idées anti-collaborationnistes, collecte des informations qu'on fait passer à des structures résistantes, délivre des faux-papiers, assiste des résistants et aide dix-sept aviateurs tombés. Les patriotes se retrouvent dans une formation variable qui peut agréger, côté PP, Chaumet, Alexis Constant¹⁰⁶, Jeanne Dupuy¹⁰⁷, Charles Fontanié – sans doute le cas le plus attachant -108, Hautefort109, Monniot110, **Poncey**, Prache111, Rigal, **Daniel** Florentin¹¹²... Le groupe est sauvé d'une rafle allemande par le commissaire Desaunay¹¹³ qui vient au café prévenir Monniot et Fontanié de leur prochaine arrestation : le surlendemain tous les consommateurs



arrestation : le surlendemain tous les consommateurs installés à leur table habituelle sont en effet arrêtés puis relâchés. Le groupe se montrera plus discret par la suite, mais poursuivra son activité. Ainsi les membres du *groupe Morlot*¹¹⁴ obtiennent leurs faux-papiers par les *Armes de la Ville*. **Albert Léon Desaunay** *Emile* est un cas intéressant parmi ces résistants « isolés », puisqu'il n'adhère à *Béarn* sur la sollicitation de Brianza qu'après ses premiers actes de résistance « privés » : né le 21 juillet 1903 à Paris, il est inspecteur en novembre 1931 et commissaire en juin 1943

¹⁰⁴ Créé par le préfet Maunoury.

¹⁰⁵ Voir le fascicule 2009.

¹⁰⁶ Né le 12 mars 1894. Auxiliaire.

¹⁰⁷ Née le 4 avril 1915. Commis.

¹⁰⁸ Charles François Fontanié, né le 24 septembre 1888 à Paris se fait mettre à la retraite le 11 novembre 1942. Ancien combattant gravement blessé, membre de Vengeance, il est arrêté le 13 août 1944 à son domicile par neuf Allemands qui se font ouvrir la porte à coups de mitraillettes et le frappent sauvagement. Il échappe à la déportation le 15 août en gare de Pantin grâce à la Croix-Rouge qui plaide sa cause. Fontanié a en effet été gravement blessé à Fresnes où il a été torturé par les Allemands : dents défoncées et côtes cassées. Il était inspecteur depuis septembre 1922, puis était devenu contrôleur aux objets trouvés. Il est rappelé en août 1944 pour prendre sa retraite définitive en octobre 1948, titulaire de la Médaille de la Résistance.

¹⁰⁹ **Hautefort Marcel**, responsable du standard de la PP.

¹¹⁰ Fernand Stéphen Monniot est né le 20 mai 1893 à Dijon, il est rédacteur à la PP en mars 1921 et termine sa carrière en novembre 1956 comme directeur, décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre. Il avait été révoqué par le préfet Chiappe en décembre 1931, puis il le fut de nouveau en 1940 et démis de ses fonctions en tant que franc-maçon en mai 1942. Le 20 août 1944, il est arrêté par les résistants et enfermé au Vél d'Hiv avec les «collabos» avant de reprendre sa carrière ascendante, en étant réintégré le 1er septembre 1944.

¹¹¹ **Prache Jacques**, incarcéré le 16 janvier 1944, condamné le 27 juin à un an de prison.

¹¹² Directeur adjoint du Laboratoire Municipal de la PP, il transmet des courriers vers Alger: pendant les combats pour la Libération, il fournit aux policiers des « cocktails Molotov ».

¹¹³ Il se présente à eux une croix de Lorraine dans la main.

¹¹⁴ Les exécuteurs de Philippe Henriot, le ministre de l'information de Pétain.

Ouelques résistants symboliques

aux BS. Avec son collègue Portalès, il sauve en octobre 1943 Jean-Pierre Lévy¹¹⁵ au moment de son arrestation en minimisant les faits retenus à son encontre, puis en permettant son évasion, après une première tentative ratée, ponctuée de coups de feu. Cela vaut à Desaunay deux convocations successives par deux capitaines allemands des services de sécurité : Reiser et Maag. Dans l'affaire d'une importante résistante, mademoiselle d'Hannoncelles, arrêtée avec une valise d'armes et un poste radio, il parvient à la faire passer pour folle et à la faire interner. Il est convoqué par Boemelburg lui-même, qui flétrit ses insuffisances... Lors de l'arrestation du responsable du réseau Jade-Fitzroy, Claude Lamirault après le meurtre inutile d'un policier, Emile soustrait des documents compromettants avec son collègue René Levitre et ne prévient pas les Allemands de l'arrestation. C'est enfin Desaunay qui avise Brianza de sa prochaine arrestation. Ce résistant discret et solitaire prend sa retraite de commissaire divisionnaire en août 1960. Un autre exemple de cette Résistance atypique est donné modestement par le gardien Philippe Paul Borrel, né le 2 septembre 1920 à Saint-Martindu-Tertre. Nommé en 1942 à Gagny, il est déplacé par mesure disciplinaire pour avoir favorisé en gare une action de réfractaires partant vers l'est le 11 mai 1945. Il prend sa retraite en septembre 1975. Dans ce même registre peu visible, le commissaire Pierre Chassaignon¹¹⁶ a mis au point une technique sûre pour éviter

aumaximumd'arrêterdesréfractaires: il leur envoie une convocation à se présenter au commissariat, en précisant qu'ils peuvent se faire représenter... Il délivre aussi des faux-papiers pour la Résistance, et sauve un de ses inspecteurs arrêté par les Allemands. Chassaignon, gardien de la paix en 1937, est commissaire dès mai 1941, et prendra sa retraite de divisionnaire en juillet



1962, décoré de la Légion d'Honneur. **Edmond Marius Caspard**, né le 30 novembre



1906 à Besançon, gardien de la paix en 1929, est en poste dans le 18° arrondissement de Paris. Il est arrêté par la police française le 12 octobre 1942 pour complicité de détention d'armes : il n'avait pas dénoncé son concierge qui lui avait montré les armes qu'il détenait. Il est suspendu et son cas est transmis par le commissaire David, des Brigades Spéciales, aux Allemands. Ecroué à Fresnes le 14

novembre 1942, Caspard est déporté le 18 février 1943. Il meurt

début janvier 1945 dans le train entre Gross Rosen et Dora. Il a été réintégré à titre posthume dans les rangs de la Préfecture de Police comme brigadier en octobre 1947. Quant au gardien **Raymond Jacq**¹¹⁷, né le 28 avril 1922, il est rattrapé par son obligation de se soumettre au STO. Il est entré à la PP en février 1942, mais s'enfuit en province le 10 août 1943 et devient réfractaire



115 Le chef du grand mouvement Franc-Tireur.

¹⁶ Né le 12 juillet 1907 à Paris.

¹¹⁷ Notice établie par Stéphane Longuet, SHD.

comme tant d'autres Français. Réfugié en Bretagne, il est arrêté par les Allemands à une date ignorée et emprisonné à Quimper en septembre 1943. On retrouve sa trace à Paris à la prison de la Pépinière, puis il est envoyé en Allemagne à Gotha, où il est de nouveau arrêté pour refus de travailler. Transféré à Weimar le 2 avril 1945, il est massacré dans la forêt proche le 4 juillet 1945. Il est réintégré dans ses fonctions à titre posthume à la Libération. **Alexandre Vignaud**, natif d'Availles-

Limouzine (Vienne) le 28 mars 1901 a commencé une carrière de rédacteur à la PP en décembre 1936 : pendant les hostilités il est le chef du stratégique bureau des cartes d'identité françaises. Il prend ces fonctions à son retour de mobilisation : il est rentré le 6 août 1940 par un train spécial de démobilisés. Il devient en octobre 1943 le principal fournisseur de titres d'identité au profit des membres de la Délégation du Gouvernement Provisoire de la République Française, dont presque tous les membres reçoivent



de ses mains des documents authentiques. Il aide au même titre des résistants et des réfractaires au STO. Il prend sa retraite en décembre 1964, sous-directeur, décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre et titulaire de titres de reconnaissance américains et polonais.

Certains ne sont pas résistants : ils ne déparent pourtant pas dans cette galerie de patriotes en faisant leur métier de policier. Le cas du gardien Victor est symptomatique. **Marcel Désiré Victor** est né à Rennes le 14 septembre 1905. Gardien de la paix en 1937, il trouve la mort au cours d'une action de police le 4 juillet



1944. Appelé au 13 de la rue de Maubeuge où avait lieu une « perquisition irrégulière », Victor s'y rend avec un équipage Police-Secours¹¹⁸. A son arrivée, les individus prennent la fuite : pris en filature, leur voiture s'arrête devant le 27 boulevard des Italiens, siège du Parti Franciste, une formation collaborationniste. Au moment où les gardiens s'avancent pour interpeller les fuyards, ceux-ci tirent sur eux plusieurs rafales de mitraillettes, puis entrent dans l'immeuble. Les policiers ont été sérieusement blessés, et Victor meurt quelques heures plus tard à la Maison de santé du gardien de la paix. A la

suite de cette affaire, le chef du Parti, Marcel Bucard, est brièvement arrêté le 6 juillet par le commissaire Massu et ses hommes de la Brigade Criminelle sur l'ordre de Darnand¹¹⁹... Une affaire du même genre s'était produite le 21 mars : trois policiers sont intervenus sur des « policiers allemands » en action rue des Martyrs. Les inspecteurs Jann, Jolly et Bonnefoux arrêtent à la sortie de l'immeuble deux français qui avaient commis plusieurs vols en se faisant passer avec trois complices pour des policiers allemands procédant à des perquisitions. Tous étaient, là aussi, membres du parti franciste, et furent remis aux autorités allemandes. Quatre ans plus tôt, l'inspecteur Louis Joseph Corbet, sur les instructions de son chef, le commissaire **Charles Luce**¹²⁰, avait malicieusement

¹¹⁸ Avec l'IPPA Defrance et les gardiens Champremont et Patois, du 11e.

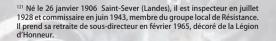
¹¹⁹ Joseph Darnand, Secrétaire Général au Maintien de l'Ordre.

¹²⁰ Né le 20 janvier 1896 à Saint-Ouen, il est promu commissaire en 1925. Il renonce en août 1941 à devenir directeur des Renseignements Généraux : pendant son intérim de trois mois, il refuse de donner à l'amiral Bard, préfet de police, la liste des politciers de sa direction susceptibles d'être relevés de leurs fonctions. Il refuse aussi la sous-direction des affaires juives. Luce est alors exilé dans un poste subalterne de la Défense Passive. Il prend sa retraite de directeur en janvier 1955, décoré de la Légion d'Honneur.

Ouelques résistants symboliques

inauguré la période de l'Occupation par un coup-fourré imparable porté aux Allemands. En novembre 1940, Luce recoit en effet la dénonciation par un service allemand d'une imprimerie de Clichy qui édite des tracts anglophiles. Bien informé, le commissaire sait que ces documents sont commandés par un autre service allemand, désireux de connaître l'impact de la propagande gaulliste : il les fait envoyer par la poste à des commerçants de Paris et de la banlieue, sous pli fermé et affranchi. Corbet et Luce se font un plaisir d'arrêter les imprimeurs, vite relâchés sur intervention des « Autorités Allemandes ». Enfin, l'affaire du commissaire Le Menn montre qu'en juillet 1944, les « corbeaux » étaient encore à l'œuvre. En poste à Pantin, Jean Léon Le Menn¹²¹ reçoit le 18 juillet un rapport du gardien René Parmentelot qui accompagne la mise à disposition de quatre agents SNCF accusés par un délateur, Casabonne, d'avoir dérobé un fusilmitrailleur aux Allemands. Parmentelot a l'intelligence de ramener tout le monde au service, pour éviter que l'affaire ne s'ébruite. Le Menn reçoit le dénonciateur, qui menace de saisir les autorités d'occupation : il réussit à intimider Casabonne, le persuadant de se taire, malgré la présence dans le commissariat d'une équipe de quatre miliciens chargés de surveiller les policiers.

Ayant ainsi parcouru un pan de la Résistance à la PP, dans toute sa diversité, il est temps de revenir vers les groupes organisés. Nous avons décrit en 2009 la création de deux des grands mouvements « maison » : L'Honneur de la Police et Police et Patrie. Sans vouloir revenir sur leur historique largement évoqué dans le fascicule précédent, il paraît néanmoins opportun d'évoquer quelques grands acteurs de ces importantes structures. Puis sera traitée la troisième organisation de Résistance spécifique à la PP : le Front National de la Police et de la Gendarmerie, dont la création et le fonctionnement n'avaient à ce jour guère été placés sous les projecteurs.



De l'*Armée Volontaire-groupe Valmy* à *L'Honneur de la Police*



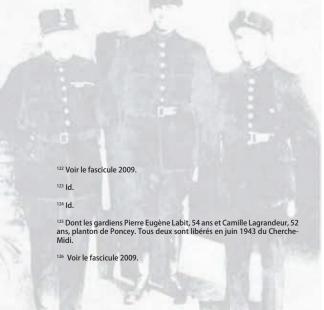
Si le *Coq Gaulois* fut la première structure de la Résistance policière, elle ne précède que de peu le *Groupe Valmy* de l'*Armée Volontaire*. La fin de la vie d'Arsène Poncey se confond avec celle de l'organisation qu'il a créée.

Arsène PONCEY

Sans doute un de plus grands résistants au sein de la Police, Arsène Emile Poncey est aujourd'hui tombé dans un oubli profond, même si une salle excentrée de la PP porte son nom. Né le 27 janvier 1894 à Passy (Haute-Savoie), il est devenu gardien de la paix en 1920. Vétéran de la Grande Guerre, le brigadier Poncey s'engage dès novembre 1939 et se distingue à Arcis-sur-Aube à la tête de sa section, réussissant à la dégager de son encerclement : il reçoit la Croix de guerre. Démobilisé, il préside l'Union des Combattants 1914-1918 qu'il entraîne dans une Résistance précoce. Il s'affilie aux *Bataillons de la Mort* de Dubois et porte,



le 1er septembre 1940, à l'ambassade américaine à Vichy, l'information recueillie sur écoutes téléphoniques de l'invasion en Grande-Bretagne programmée par les Allemands pour le 5 de ce mois. Dès octobre 1940, il met sur pied une filière de distribution de cartes d'alimentation au profit des prisonniers évadés des stalags. Poncey réussit à rejoindre le Comité Français de la Libération Nationale, qui lui demande d'organiser un mouvement résistant policier. Ce sera le Groupe Valmy, rattaché à l'Armée Volontaire à la création de laquelle il avait contribué aux côtés de René Lhopital en octobre 1940, élaborant de concert l'organisation future dans un café de la place Saint Sulpice. Poncey noue des contacts avec Albert Louis Lebon, le responsable du Coq Gaulois : ils resteront sans suite après l'arrestation de l'état-major du Coq, en janvier 1941122. L'action de Poncey, devenu le Capitaine Lapeyroux, repose sur les correspondants de l'Union des Combattants dans les services de police : disposant d'un bureau à la PP, il a accès au fichier du personnel. Des fidèles de l'association l'épaulent, tel Jules Feuillet, un gardien recruté en 1914, âgé de cinquante ans en 1940, amputé de guerre du bras gauche en 14-18, en charge des problèmes techniques. Dans la continuité de son action initiale, le groupe fabrique des faux-papiers et crée une filière d'évasion pour les prisonniers de guerre. Il recherche aussi des renseignements, transmis à Londres par Duffaud. Lhopital arrêté en avril 1941, Méresse et le Docteur Chanel lui succèdent à la tête de l'Armée Volontaire. Arrêtés à leur tour, Poncey prend le relais avec Gabriel Faillot. Il mandate Adrien Peltier¹²³ pour former des groupes relevant de Valmy dans les arrondissements et la banlieue. Interpellé une première fois avec les inspecteurs Orsini et Turgné, il est relâché, faute de preuves. Le commissaire Edmond Dubent¹²⁴ devient un de ses adjoints. Poncey est arrêté par les Brigades Spéciales des Renseignements Généraux de la Préfecture de Police, avec une partie de son état-major¹²⁵, le 11 mars 1943, sur dénonciation, sans doute de Coadou, exécuté par Le Vionnois¹²⁶. Trop tard : Coadou a déjà



introduit dans le réseau un agent de l'Abwehr, Duterty, qui fait tomber l'essentiel de l'*Armée Volontaire*. Coadou avait déjà provoqué l'arrestation de l'état-major de *Ceux de la Libération* et du chef du mouvement, Maurice Ripoche. Livré aux Allemands et déporté le 20 septembre vers Mauthausen, Poncey y meurt le 11 mars 1944 d'un érysipèle. Le rapport des BS précise que Poncey a reconnu ses relations avec l'*Armée Volontaire* et avec *Ceux de la Libération*¹²⁷. De sa détention, Poncey¹²⁸ a demandé sa mise à la retraite, pour garantir l'avenir de sa femme. Homologué commandant, il est décoré de la Légion d'Honneur. Il est reclassé officier de paix à titre posthume, puis sous-directeur à titre honorifique. Fournet, Peltier, Jobert et Dubent se partagent les restes de l'organisation. Le dernier prend rapidement l'ascendant et fédère ce qui reste de l'*Armée Volontaire* au sein de *L'Honneur de la Police*, qu'il crée progressivement à partir de fin mars 1943.

Marcel JOBERT

Si le rôle de Marcel Alexandre Jobert, né le 21 janvier 1907 à Paris, ne fut pas éminent au sein de la Résistance policière parisienne, l'intéressé fut néanmoins un des fondateurs de celle-ci. Répondant au pseudo de *Jojo*, il sera dès 1940 membre des *Bataillons de la Mort*, recruté par Dechy. Il fut un des collaborateurs de Poncey, puis de Dubent. Il avait rejoint la PP comme gardien de la paix en avril 1928. Brigadier en avril 1938, il meurt officier de paix en septembre 1957, décoré de la Croix de guerre.

Jules ORSINI

Le brigadier-chef d'inspecteurs Jules Félix Orsini est né le 8 avril 1896 à Sainte-Marie-Poggio (Corse). Il rejoint la Préfecture de Police en 1933 comme gardien de la paix. Il est arrêté avec Poncey et Paul Turgné, le 13 mars 1943, sous la suspicion d'avoir fait passer des juifs en zone non-occupée. Incarcéré jusqu'au 28 mars à la prison du Cherche-Midi il sera relâché avec ses compagnons, faute de preuves. Après la disparition du Groupe Valmy, Orsini adhère au N.A.P. et à L'Honneur de la Police. Il fait partie du Comité Directeur de cette dernière organisation, et participe, au premier étage du restaurant d'Octave Crohare, 3 rue de la Folie Regnault, à la réunion constitutive – présidée par Edmond Dubent – de la branche renseignement du groupe. Il est à nouveau arrêté le 13 avril 1943, sur ordre des Renseignements Généraux, par les agents du service des étrangers auquel il appartenait, et relâché le 30 juillet. Pendant les combats pour la libération de Paris, Jules Orsini, en tant que co-responsable du groupe-franc des R.G., fait partie de l'équipe qui investit les locaux des Renseignements Généraux. Il prend sa retraite comme inspecteur principal en 1952, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

Émile BRUCHON

Inspecteur de police à Charenton, recruté comme gardien de la paix en mai 1924, Emile Jean-Baptiste Bruchon est né le 3 mars 1902 à Saint-André-en-Terre-Plaine. Il rejoint le *SR-AV* en 1942, puis *L'Honneur de la Police* et *Défense de la France*. Il crée un sous-groupe de *Valmy* dans son commissariat et donne des renseignements sur les installations militaires et industrielles, et sur les



Vue du camp de Mauthausen : baraques



Certificat de validation des services de Jules Orsini

¹²⁷ Établis grâce au gardien Emile Savouret 1913-1954.

¹²⁸ Sa fille, employée au bureau des cartes d'identité est ultérieurement aussi dénoncée à l'IGS dans une affaire – restée sans suites – de fourniture de faux documents.

129 Voir le fascicule 2009.

130 Organisation Civile et Militaire.

31 Homme politique socialiste français

mouvements de troupes dans le sud-est parisien. Il est dénoncé par un réfractaire qui meurt en déportation et arrêté en même temps qu'Antoine Joly¹²⁹ le 6 avril 1944. Après Fresnes et Compiègne, Bruchon est déporté le 21 mai 1944 vers Neuengamme et le *kommando* de Wolbelin, d'où il est libéré le 11 mai 1945. Homologué sous-lieutenant, il prendra sa retraite en avril 1956.

Victor CHOQUET

Victor Charles Choquet voit le jour à Torcy-Poligny, en Côte-d'Or, le 21 janvier 1903. Le voici gardien de la paix à la Préfecture de Police en février 1931. Dès 1940, il fait partie de l'équipe qui emporte les dossiers des Renseignements Généraux vers Saintes et Pau, puis il aide, pendant trois nuits, à leur destruction. Dans les premiers mois de 1942, il est membre d'un groupe qui crée un garage clandestin rue Leibnitz. En juin 1942, Choquet rejoint l'*Armée Volontaire* d'Arsène Poncey puis suit Edmond Dubent dans *L'Honneur de la Police*, comme responsable du 18^e



arrondissement. Il adhère aussi à l'*OCM*¹³⁰ et surtout à *Ajax* où, sous le pseudonyme d'*Amarok*, il rend de grands services. A la Libération, le 16 août 1944, il fait partie du groupe qui devait enlever Edouard Herriot¹³¹ de l'Hôtel de Ville de Paris. Il participe aux combats pour la libération de la capitale, et défend en particulier la mairie du 18^e arrondissement. Il est membre des unités qui prennent, le 22 août, la caserne de Clignancourt et contribue à la prise de la centrale électrique d'Ivry. Victor Choquet prend sa retraite en février 1953 comme officier de paix, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

Georges AMODRU

Gardien de la paix depuis mai 1930, Georges Aimé Amodru, né le 8 juillet 1907 à Rans (Jura), est recruté en mai 1941 dans l'*Armée Volontaire* par Georges Vanner. En août 1941, une violente altercation l'oppose à l'hôpital Lariboisière à un Alsacien qui y travaille comme interprète. A cette occasion Amodru tient des propos violemment anti-allemands, et exerce même des voies de fait sur l'interprète. Convoqué à la *Feldgendarmerie*, 19 rue de la Victoire à Paris 19^e, il y est arrêté le 22 août 1941. Amodru est condamné à trois ans de prison par le Tribunal allemand. Il est successivement incarcéré au Cherche-Midi, à Fresnes, à Villeneuve-Saint-Georges, à Compiègne, puis déporté à Dachau. Transféré à Dietz-Lahn le 16 septembre 1942, il est libéré le 11 avril 1945 mais meurt à Trostberg le 7 mai. Il devient le 20 août 1944 brigadier-chef à titre posthume avec attribution de la Croix de guerre.

Ours LUCIANI

Ours Pierre Luciani mérite de figurer parmi les proto-résistants de la Préfecture de Police. Né le 25 mai 1908 à Pietroso (Corse), il devient gardien de la paix en janvier 1931. Membre de l'*Armée Volontaire* et du *Groupe XIII* en 1940, recruté

par l'inspecteur Nedelec, puis de l'*OCM*, il répond aux pseudos de *Lucchini* et d'*Anatole 1*. Luciani est aussi en contact avec le réseau du *Musée de l'Homme*¹³². Agent de renseignements et fournisseur de faux-papiers, il crée une antenne *Action* au sein de la PP en novembre 1940 et travaille pour plusieurs autres réseaux : *Andromède-Athénée*, *Overcloud*, *Franc-Tireur*. Il rejoint bien sûr *L'Honneur de la Police* quand celui-ci se crée : il fait partie du Comité Directeur. A la tête de deux véritables officines de faux-documents installées chez Madame Blain, 38 boulevard Saint-Germain et chez Monsieur Tarin, 3 rue de Coulmiers, Luciani fournit diverses organisations. Le 2 décembre 1942 à 8 heures, il est arrêté par les services de sécurité allemands à son domicile, puis torturé et relâché. Recherché à nouveau, il doit fuir le 9 janvier 1944 : il est révoqué le 26, devient agent P2 (clandestin) le 1^{er} mai. Il participe aux combats pour la libération de

Le Groupe TROLLÉ – Maurice TROLLÉ, Louis ROYGENS, Francis BOGEAT, Auguste VALLAUD¹³³

Paris à la tête d'un corps-franc. Homologué au grade de capitaine, il sera un des

rapporteurs de la commission d'épuration de la Préfecture de Police.

Ancien pompier de Paris, le gardien de la Paix Maurice Auguste Trollé est né le 11 octobre 1903 à Saint-Martin-les-Boulogne (Pas-de-Calais). Il rejoint dès 1940 l'*Armée Volontaire-Groupe Valmy*, où il prend la tête d'un petit groupe de policiers et milite aussi aux *Bataillons de la mort*. Il est arrêté à son domicile par les services allemands le 19 septembre 1942 à 5h30 : ceux-ci trouvent des papiers compromettants dans ses vêtements. Il est détenu à Fresnes jusqu'en mars 1943 : sa femme, Irène Neiryneil essaie de le voir. Les Allemands lui répondent que l'affaire est trop secrète et qu'elle devait revenir dans deux mois... Trollé est déporté entre-temps, le 25 mars 1943, vers Mauthausen-Gusen :



il meurt, libre, à l'hôpital américain le 18 mai 1945. Il était policier depuis 1931. On sait maintenant que Trollé fournissait des renseignements sur les points stratégiques allemands. Il est homologué sous-lieutenant et la PP le nomme chichement brigadier à titre posthume. Collègue de travail de Trollé, Francis Claudius Bogeat est né le 13 février 1904 à Montailleur (Savoie). Il est gardien de la paix en mars 1933, adhère à l'*Armée Volontaire* en 1942 et au *Groupe Rex-République*. Il devient chef de groupe d'un corps-franc et participe aux combats 134 de la Libération. Il est homologué adjudant et prend sa retraite de brigadier-chef en mars 1959. Le gardien Louis Henri Roeygens *Le gars Louis* est né le 12 avril 1907 à La Neuville-en-Hez (Oise). Il adhère successivement à l'*OCM*, à l'*Armée Volontaire* en 1942 et à *LibéNord*. Il aide les évadés et réfractaires, et donne des informations sur les occupants. Les renseignements qu'il fournit permettent au *Groupe Rex-République* de piller un camion d'armes ainsi que du ravitaillement près de l'église Saint-Vincent-de-Paul en janvier 1944. Chargé de conduire des

à L'Honneur de la Police



Attestation établie par Joël Le Tac pour Ours Luciani



Rapport relatif à la déportation de Maurice Trollé

- 132 Comme Gaston Pepermans, voir fascicule 2009.
- 133 Pour Vallaud, voir ci-dessus le Groupe Fabas
- 134 Ses aventures et celle de Roeygens seront évoquées dans le fascicule de 2011.

sabotages, il est aussi le chef d'un corps-franc très actif en août. Il est décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

Roger PAULY

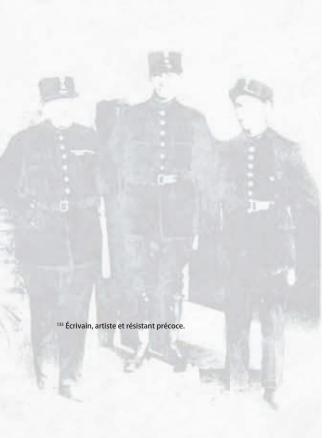
Roger Léon Pauly, né le 15 décembre 1909 à Paris, est gardien de la paix depuis juillet 1937. Il rejoint l'*Armée Volontaire* en 1942, puis l'*ORA*, le *NAP* et *L'Honneur de la Police* en 1943. Recruté par Bennezon, il devient responsable du 9^e arrondissement pour cet organisme, et prend la tête du corps-franc. Comme agent de renseignements, il fournit d'importantes informations sur les rampes et dépôts de V1 en Seine-et-Oise et dans l'Eure, sur les emplacements souterrains dans les carrières de Taverny et sur les mouvements



des unités allemandes. Il identifie le siège de l'Etat-Major allemand pour l'Ile-de-France et la Normandie dans un collège de Saint-Germain-en-Laye. Pauly participe aussi à deux évasions ; il contribue à celle du chef du *FN Police* et organise celle d'un sous-lieutenant tenu à la disposition de la Milice au commissariat de la rue Ballu, le 11 août 1944. Pendant la période de la Libération, il participe aux actions contre la Kommandantur de l'Opéra et contre l'hôtel Continental. Pauly se dégage avec sa troupe de la mairie du 9° où il était assiégé le 19 août. Il prend sa retraite comme commandant de gardiens de la paix en novembre 1965, décoré de la Croix de guerre.

Aristide BABIN

Le cas d'Aristide Marcel Babin, Briscard, R2686, fut longtemps contesté : né le 15 février 1900, il devient gardien de la paix en mars 1922. Le 5 août 1941 il est relevé de ses fonctions de brigadier et mis à la retraite d'office. Il rejoint Arsène Poncey au sein de l'Armée Volontaire, puis contacte fin 1941 le résistant Jacques Yonnet¹³⁵ : il travaille avec lui au réseau *Hunter*. Babin a la particularité d'avoir connu Lafont et Clavié, membres de la « Gestapo française », longtemps avant la guerre : ils étaient garagistes. Il met ces relations anciennes à contribution pour obtenir la libération de communistes arrêtés ou pour sauver des juifs (docteurs Gutman et Angial et leurs familles). Il leur donne des papiers fournis par Lafont. Il évite des déportations de condamnés à mort par le même canal (affaires Quenard ou Francine Sébastien). Au sein de Hunter, il aide à faire passer en Espagne des officiers français évadés. Il recrute aussi des policiers pour son réseau. A partir du 16 août 1944, Babin se met à la disposition de la Résistance pour participer aux combats dans la PP. Il revient aux RG durant deux mois à la Libération à la demande de Lamboley, puis est arrêté trois mois par la commission d'épuration. En juin 1946 il attend encore sa réintégration qui n'intervient qu'en avril 1953. Il prend sa retraite en mars 1955.



à L'Honneur de la Police

L'Honneur de la Police

Comme Poncey pour l'*Armée Volontaire*, les derniers mois de liberté d'Edmond Dubent¹³⁶ se confondent avec l'histoire de *L'Honneur de la Police*, le mouvement qu'il a créé. L'ont secondé dans son entreprise nombre d'anciens de l'*Armée Volontaire* au sein de laquelle lui-même était chef de secteur. Ces hommes avaient vu dans la nouvelle structure le prolongement naturel de leur engagement initial. Dubent fait de son groupe la plus importante structure de Résistance de la PP : *L'Honneur de la Police* a compté quelques 1200 membres, le *Front National de la Police* 800, et *Police et Patrie* 450¹³⁷. Si les relations entre *L'Honneur de la Police* et *Police et Patrie* peuvent être considérées comme « fraternelles », celles qui existaient entre ces deux groupes et le *Front National Police* étaient, disent les sources, « difficiles » et « moins nombreuses ».

Octave CROHARE

Octave Pierre Crohare est né le 16 février 1901 à Paris. Gardien de la Paix en novembre 1932 puis inspecteur spécial en avril 1938, il est déclaré démissionnaire d'office de ses fonctions le 16 septembre 1942, pour appartenance à une société secrète (Loge Diogène du Grand Orient de France) et fausse déclaration. Pour survivre, il achète un café, qui sert rapidement de point de rendez-vous à son activité résistante. La partie renseignements de L'Honneur de la Police se constitue dans les murs de son établissement, 3 rue de la Folie-Regnault, dans le 11e arrondissement. Il y héberge de nombreux réfractaires ainsi que son collègue Paul Turgné, après une de ses évasions. Adhérent précoce à Turma début 1941, Crohare, membre très actif de L'Honneur de la Police, en devient vite un des



éléments-clé. Le 13 juin 1944, il est arrêté à son domicile par les services de police allemands. Sa femme interpellée aussi, est emprisonnée à Fresnes. Ses deux fils de quinze et seize ans s'enfuient et s'engagent dans le maquis de Montmorillon. Octave Crohare lui-même sera interné et maltraité rue des Saussaies, emprisonné à Fresnes, puis à Compiègne. Son périple s'achève au camp de Péronne, dont il est libéré par la 1ère Armée américaine, à la disposition de laquelle il se met immédiatement pour nettoyer les points de résistance allemands, du 1er au 5 septembre 1944. Ayant vécu quelque temps aux Etats-Unis, le policier résistant sert d'interprète aux Américains et sera ainsi un des premiers à pénétrer dans Péronne. Il travaille avec les services US de janvier à août 1945. Réintégré comme commissaire dans les rangs de la Préfecture de Police, Crohare termine sa carrière commissaire principal, chef des services spéciaux, chargés de la protection des hautes personnalités, en mars 1958. Il est alors officier de la Légion d'Honneur, décoré de la Médaille de la Résistance avec rosette, de la Croix de guerre et de la Medal of Freedom.



Octave Crohare : citation pour la Médaille de la Liberté (Medal of Freedom)



¹³⁸ Né le 3 mars 1898 à Vermenton (Yonne): inspecteur en 1920, il dirige des groupes-francs lors de la libération d'Issy et prend sa retraite d'officier de police principal en mars 1955, décoré de la Médaille Militaire et de la Croix de querre.

Léon GIRARDET

Inspecteur principal technique, Léon Albert Ernest Girardet est né à Genève le 27 décembre 1898. Membre des réseaux Jade-Amicol et Cohors-Asturies depuis janvier 1942, il s'illustre surtout dans deux autres structures au sein desquelles il joue un rôle éminent : L'Honneur de la Police et le NAP. Répondant aux pseudos de Bertin et de RK 438, Girardet est, aux côtés d'Edmond Dubent, le principal responsable de la branche renseignements au sein de son organisation policière de résistance. Il est arrêté, le 28 juin 1943 avec son collègue Gagné, dans les jardins des Tuileries dans le cadre d'une affaire relative à un « trafic » de cartes de ravitaillement, dont il parvient à se dégager. Il est aussi, avec le même Armand Gagné¹³⁸, l'artisan du rapprochement entre Dubent et son collègue de la Police Nationale Charles Henri Porte, tout comme il jouera un rôle capital dans les contacts entre L'Honneur de la Police et le NAP. Avec Dubent, il effectue des déplacements en Suisse, vers Genève, où il garde de nombreux contacts profitables à L'Honneur de la Police. Il trouve aussi un terrain pour un parachutage qui était attendu pour les premiers jours de 1944. Après l'arrestation de Dubent, Girardet se plaint de l'inaction du successeur auto-proclamé, Armand Fournet, dont il ne suit pas le chemin aléatoire et complexe. Il dit n'avoir redécouvert la survie de L'Honneur de la Police que peu avant la Libération, début juin 1944, pour constater ses profondes divergences avec ledit Fournet et son équipe. De son côté, il se rapproche davantage du NAP, au sein duquel il crée le Groupe Bertin¹³⁹ composé d'une soixantaine de policiers de la Police Judiciaire et des Renseignements Généraux. Grâce à un esprit méthodique et à un contact privilégié avec Bernard de Chalvron, chef du NAP, il lui fournit de nombreuses informations. Quand, à proximité de la Libération, Yves Bayet est désigné¹⁴⁰ pour prendre la responsabilité du NAP en Ile-de-France, il ne se tourne pas vers cette branche de L'Honneur de la Police pour représenter le groupe, mais se rapproche de Fournet, qui ressuscite vaille que vaille l'organisation de Dubent grâce aux fondations que ce dernier avait solidement posées. Girardet, de son côté, échappe aux errances d'après-guerre de L'Honneur de la Police : ayant rejoint les groupes-francs de Paul Mathieu, comme adjoint de celui-ci, il participe aux combats de la Libération. C'est le Groupe Bertin qui fournit, avec Béarn, au colonel Lizé¹⁴¹ les inspecteurs en charge de la sécurité de grands leaders de la Résistance comme Bidault¹⁴², Saillant¹⁴³ et Jean-Pierre Lévy. Girardet termine la guerre chargé de mission de 1ère classe, décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance avec rosette et de la Croix de guerre. Il avait intégré la Préfecture de Police comme gardien en octobre 1923, et était devenu inspecteur en janvier 1927. Il meurt, toujours inspecteur principal technique le 9 décembre 1952. Son épouse Suzanne Latriche était associée à son activité résistante.

Georges MARTIN

Le gardien de la paix Georges Martin s'avère un résistant particulièrement précoce, puisqu'il rejoint en 1940 les *Bataillons de la Mort* du Colonel Dubois, qui le charge de créer un groupe franc policier. Devant recruter dans la police et dans l'administration, Martin doit aussi transmettre à la Résistance les numéros d'immatriculation des véhicules allemands qu'il repère. Il est plus tard de

¹³⁹ Assisté de plusieurs collègues, dont François Célestin Goret, né à Saint-Malo le 19 octobre 1910, qui est gardien en avril 1933 et prend sa retraite d'officier de police principal en novembre 1964, reconnu chargé de mission de 3° classe, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

¹⁴⁰ Sur la recommandation de son père Albert, un important résistant.

¹⁴¹ Le colonel de Marguerittes, chef des FFI de la Seine.

¹⁴² Georges Bidault est le successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil National de la Résistance.

¹⁴³ Louis Saillant, de *LibéNord*, représentant de la CGT au Conseil National de la Résistance.

ceux qui coupent le câble téléphonique Paris-Bretagne. Au passage, il héberge aussi longtemps chez lui un alsacien incorporé de force dans l'armée allemande, Joseph Kempel. Devenu membre de *L'Honneur de la Police*, recruté par Luciani, un radio anglais émet quelque temps depuis son domicile. Lors de la libération de Paris, Martin est responsable du commissariat de Gentilly et combat sur place. Né le 15 mai 1897 à Fontenoy-le-Château, il était devenu gardien en décembre 1922 avant d'être révoqué en juin 1944. Réintégré, il prend sa retraite en juillet 1947.

Roger BATAILLARD

Le gardien Roger Bataillard est né le 12 juin 1918 à Sèvres. Dès octobre 1941, il rejoint l'*Armée Volontaire* puis *LibéNord* en 1942. Il milite à Suresnes, distribue un journal clandestin et des tracts, informe sur les arrestations projetées et fournit des informations sur les troupes d'occupation, ainsi que des fauxpapiers. Soupçonné et recherché par la *Feldgendarmerie* d'avoir, avec un collègue, agressé de nuit des militaires des troupes d'occupation en se faisant passer pour des agents des Allemands, ce père d'une fillette est arrêté par la Police Judiciaire le



18 novembre 1943 au cours d'une mission. Bataillard est condamné, pour ses activités clandestines à un an de détention en forteresse par la justice allemande. D'abord détenu au Cherche-Midi, il est déporté à Buchenwald où il meurt le 8 avril 1944. Il sera réintégré dans ses fonctions à titre posthume.

René JOLY

Né le 31 mai 1921 à Sedan, le gardien de la paix recruté en février 1943 René Maurice Joly rejoint *L'Honneur de la Police* cette même année, par l'entremise de Lacure. Il a d'abord milité dans un groupe de la Montagne-Sainte-Geneviève. Il aide ainsi un parachutiste à fuir en l'emmenant chez lui, le cache au musée Galliera, et l'accompagne finalement à Moulins. Il est arrêté à son retour par les services allemands le 3 octobre 1943 à l'hôtel où il résidait, dénoncé par une voisine, et condamné par le tribunal militaire de la rue Boissy d'Anglas à deux ans de réclusion pour aide à la désertion et propagande gaulliste. Il meurt du typhus à la forteresse de Siegburg le 19 mars 1945. Joly sera titularisé à titre posthume et décoré de la Croix de guerre.

René DURIEUX

René Abel Léon Durieux, *Clavier*, est né le 10 novembre 1899 à Vervins (Aisne). Il devient gardien de la paix en février 1929. En juin 1943 il est recruté dans les rangs de *L'Honneur de la Police* par Fournet, sur la recommandation de **Louis Nadermann**¹⁴⁴: il en devient responsable divisionnaire. Mais Durieux avait déjà fait acte de résistance avant cette date. Le 22 novembre 1940 vers 21 heures au poste des Batignolles, dénoncé par une Française qu'il devait faire passer, il est arrêté par les Allemands pour avoir essayé de faire évader plusieurs personnes



De l'Armée Volontaire-groupe Valmy...



Acte de condamnation de René Durieux



Diplôme de reconnaissance des USA (Banlier)

¹⁴⁵ Louis Jules Perrin est né le 6 février 1898 à Montrevel (Jura). Gardien en juillet 1921, puis inspecteur, il est un des créateurs du *Groupe Valmy*. Il est arrêté par les Allemands le 27 décembre 1943 et écroué au Cherche-Midi, d'où il est libéré le 26 janvier 1944. Homologué sous-lieutenant, il est décoré de la Médaille de la Résistance et il prend sa retraite d'officier de police principal en juillet 1954.

146 Ernest Ferrand est né le 17 février 1901 à Surgy (58). Il est gardien en 1928 et inspecteur en 1942. Il prend sa retraite d'officier de police principal en février 1956, décoré de la Médaille de la Résistance. vers l'Espagne et pour détention d'arme. Il est condamné le 6 janvier 1941 à deux ans de prison par le tribunal militaire allemand de Paris, remis en liberté par anticipation en décembre 1942, après avoir purgé sa peine au Cherche-Midi, au fort de Villeneuve Saint-Georges et à la centrale de Clairvaux, il est révoqué en janvier 1943. Membre du *MLN*, pour lequel il est le responsable de deux arrondissements, il fournit des renseignements sur les rampes de lancement de V1 et sur les mouvements de troupes. Il prend part aux combats de la Libération, en particulier à l'assaut contre l'hôtel des miliciens rue Alphonse de Neuville. Il est réintégré officier de police en octobre 1944 et décoré de la Croix de guerre. Il prend sa retraite en mars 1953.

Joseph TEYSSIER

Joseph William Teyssier, né le 17 juin 1904 à Cogulot (Dordogne) est nommé gardien de la paix en août 1928. En juillet 1943 Jacob le recrute pour *L'Honneur de la Police*. Il s'avère un bon agent de renseignements, à l'origine notamment du bombardement de péniches d'essence à Choisy-le-Roi. Il participe aussi à un coup de main contre un dépôt de munitions repéré par ses soins à Cormeilles-en-Parisis. Révoqué le 12 mars 1944, il est convoqué le 17 par les services allemands de la caserne de la Pépinière, et s'enfuit en sautant par la fenêtre. Teyssier ne revient chez lui que le 29 août, après avoir participé aux combats de l'avenue Paul Doumer et du pont de Neuilly. Réintégré, il meurt le 19 janvier 1955.

Georges BANLIER

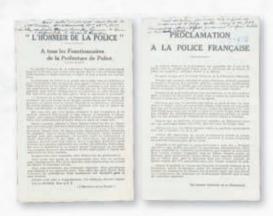
Le gardien de la paix Georges Banlier, *Jo 22*, est né le 30 mars 1911 à Nanteuil (Deux-Sèvres). Nommé dans ses fonctions en mars 1938, il devient un membre important de L'*Honneur de la Police*. Il aide à la fuite d'aviateurs récupérés, distribue des faux-documents, héberge des réfractaires. Il cache longuement un chef de maquis recherché, Georges Beau et une condamnée à mort, Marie-Thérès Hebting. Il participe à des actions pour se procurer des armes et prépare des terrains de parachutages et des dépôts d'armes dans la forêt de Malnons, à La Queue-en-Brie, à Chennevières ou dans un local qu'il loue à Créteil. Son logement est perquisitionné par les BS qui font semblant de ne pas voir des armes entreposées dans sa cave. Banlier participe aux combats de la Libération et à la prise de Radio-Paris. Il terminera sa carrière en janvier 1960 comme officier de paix, décoré de la Médaille de la Résistance.

Raymond BOUDIER

L'inspecteur Raymond Georges Boudier a joué un rôle de premier plan au sein de *L'Honneur de la Police*. Ce proche d'Edmond Dubent est né le 13 mars 1906 à Courgenay (Yonne). Recruté à la PP comme gardien de la paix en 1930, il devient inspecteur spécial en 1939. Révoqué le 14 juin 1940, réintégré à la Police Judiciaire le 15 avril 1941, il héberge à deux reprises un parachutiste allié, détourne des armes qu'il stocke dans son garage, et constitue un fort noyau de résistance à la PJ, avec les inspecteurs Perrin¹⁴⁵ et Ferrand¹⁴⁶. Raymond Boudier est chargé par Dubent de convoyer les tracts fabriqués à Montrouge par l'imprimerie de Rudder. Il livre aussi des faux-documents et des tickets d'alimentation

imprimés par une officine de L'Honneur de la Police sise rue de Coulmiers, et par la Mairie du 14^e arrondissement. Arrêté le 28 mars 1943, Boudier retrouve la liberté. Le 28 décembre, il fait partie de l'équipe qui entoure le commissaire Dubent: le voilà arrêté en même temps que lui et l'inspecteur Turgné à la brasserie Zimmer. Du côté du commissaire Porte¹⁴⁷, deux de ses collaborateurs civils sont arrêtés aussi : Marcel Pruvost et Raymond Micheli. Il s'évade avec eux et Turgné du train qui les emmène en déportation. Le 28 janvier 1944, à hauteur de Vitryle-François, les quatre hommes sautent du wagon après avoir creusé au couteau une ouverture dans le bois. Boudier, sérieusement blessé à la tête, à la jambe droite et aux reins sera hébergé par le docteur Laurent, maire d'Etrepy dans la Marne. Il ne peut revenir à Paris qu'en septembre 1944. Réintégré, ce père de deux enfants termine la guerre comme inspecteur principal, décoré de la Médaille de la Résistance avec rosette, et homologué chargé de mission de 3^e classe. Il prend sa retraite en mai 1958. Le même soir de décembre 1943 est arrêté l'inspecteur **Amédée Henri Level**, alors en charge de prévenir les familles des arrestations survenues. Level est interpellé alors qu'il s'acquitte de cette mission auprès de madame Turgné. Ce policier résistant est né le 17 octobre 1899 à Béthune. Déporté le 25 janvier 1944 vers Buchenwald et Bergen-Belsen, il en réchappe et rentre le 29 avril 1945. Homologué sous-lieutenant et décoré de la Médaille Militaire, il avait commencé sa carrière d'inspecteur en décembre 1933, et prendra sa retraite d'officier de police principal en mai 1955.

Parmi les agents de L'Honneur de la Police qui ont joué un rôle de quelque importance, plusieurs noms émergent. A commencer par l'inspecteur Louis Antoine Aman, Cousin, né le 11 mars 1914 à Chambon. Nommé gardien en janvier 1937, venant de l'Armée Volontaire il est membre du noyau de policiers qui pose les fondations de L'Honneur de la Police. Spécialiste des faux-documents, il est aussi le créateur des groupes de combat de la banlieue sud : Ivry, Sceaux, Montrouge et Vanves. Ayant en outre apporté son aide à des juifs et à des réfractaires, il prend sa retraite en mars 1969, avec le grade d'officier de police principal et décoré de la Médaille de la Résistance. Maurice Paul Bleuchot est né le 24 octobre 1910 à Chargey-les-Port (Haute-Saône). Gardien de la paix en décembre 1936, il devient inspecteur en décembre 1942. Emile Marbouty¹⁴⁸ le recrute alors pour L'Honneur de la Police. Intégré au corps-franc de Marbouty, Bleuchot se bat pour la Libération. Révoqué lors de l'épuration, Bleuchot recomparaît et peut établir avoir contribué au sauvetage du commissaire Albouy en cachant des documents lors de la perquisition et évité des arrestations, dont celles d'un résistant (Lacroix) dénoncé quatre fois et de Destrées¹⁴⁹ en 1943. Il est réintégré à la PJ et il reçoit la Médaille de la Résistance et la Croix de guerre. Membre de L'Honneur de la Police et de Centurie, le brigadier Jean Louis Bebengut meurt à Dora le 27 décembre 1944. Né le 10 avril 1903 à Salviac (Lot) il avait intégré la police en 1926. En mars 1941, il est rétrogradé pour des propos hostiles aux Allemands et aux collaborateurs. Affecté à la Brigade Spéciale du 8^e arrondissement, il doit procéder à des interpellations de communistes : en particulier celle de René Visse en 1943. Celui-ci est trouvé porteur d'un poste émetteur : cette arrestation en entraîne trois autres. Bebengut est appréhendé à son domicile pour son activité



Tracts de L'Honneur de la Police



Attestation d'appartenance à la DGER de Jean Bebengut

¹⁴⁷ Voir le fascicule 2009

¹⁴⁸ Né le 27 juin 1909 à Meuzac (87). Inspecteur aux RG.

¹⁴⁹ Marcel Renet, dit Jean Destrées, fondateur du mouvement Résistance.

De l'Armée Volontaire-groupe Valmy...



Attestation d'appartenance aux FFC de Georges

150 Né le 13 juin 1904 à Saint-Valérien (Yonne), il prend sa retraite de commissaire en février 1949, décoré de la Médaille de la Résistance.

151 Il sera évoqué, avec les suivants, en 2011.

152 Né le 30 septembre 1910 à Dôle, gardien en 1936, il termine inspecteur principal en janvier 1953, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

¹³³ Né le 29 septembre 1899 à Clohars-Fouesnant (Finistère), gardien en avril 1922, l'inspecteur Nedelec, Marius, Tintin, Anatole, est membre des réseaux Wisigoths, Lorraine, Les Bataillons de la Mort et de l'Armée Volontaire. Il organise des « convois » pour faire passer les fugitifs en Espagne par le Pays Basque d'où sa femme était originaire. Il entrepose aussi des armes, et est un spécialiste en faux-papiers. Il participe aux combats de la Libération. Nédélec prend sa retraite d'inspecteur principal en mai 1948.

154 Né le 28 juin 1920 à Paris, gardien en décembre 1941.

 $^{\rm 155}$ Max, Leroy, né le 9 février 1904 à Paris, gardien en janvier 1926, il devient officier de paix à la Libération.

156 Denfert est né le 2 février 1903 à Sarreguemines: c'est un ancien du SR-AV. Gardien de la paix en mars 1935, il devient officier de paix en octobre 1944. Il prend sa retraite en janvier 1953.

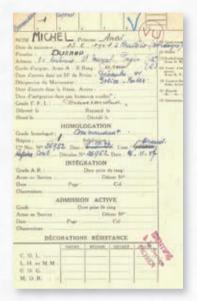
157 Le point, délicat, sera évoqué en 2011.

résistante le 4 juin 1944 : on trouve chez lui le plan d'un poste émetteur et une fausse carte d'identité. Déporté le 15 août. Il sera réintégré inspecteur principal à titre posthume, assimilé sous-lieutenant et décoré de la Croix de guerre. D'autres noms retiennent l'attention. Le brigadier Maurice Meunier¹⁵⁰ fait partie de l'état-major de *L'Honneur de la Police* : recruté en 1942, il organise la 4^e puis la 3^e division et apporte son aide aux réfractaires et aux juifs. Il participe en août 1944 aux combats de l'Hôtel de Ville. Pierre Laurent Héry a aussi tenu une place importante au sein du Comité directeur : né le 10 novembre 1900 à Vannes, il est inspecteur depuis avril 1938 et prendra sa retraite d'officier de police principal en mars 1957, décoré de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre. On peut encore citer Philippe Pruchon¹⁵¹, Georges Valette, Georges Bréchat, Gaston Guillaume Blondinet, Brillant¹⁵², Corentin Nedelec¹⁵³, André Delecole¹⁵⁴, Robert Bomme¹⁵⁵, Georges Vanner¹⁵⁶.

La fin de *L'Honneur de la Police* se confond avec les dernières années de la vie administrative d'Armand Fournet et de Lucien Piednoir¹⁵⁷.

De *LibéNord Police* à *Police et Patrie*





Fiche d'André Michel au bureau de la résistance

La création et le rôle de *LibéNord* et de *Police et Patrie* ont été décrits dans la notice sur les Services Techniques publiée dans le fascicule de 2009, en particulier à travers l'action du gardien Jean Straumann. Plusieurs cas individuels permettent d'illustrer l'activité de ce groupe¹⁵⁸.

André MICHEL

André Michel, Durand, est, après Straumann qui l'a recruté, le résistant emblématique de *Police et Patrie* dont il est un membre fondateur. Né le 13 juin 1901 à Brantôme, il est gardien de la paix en 1924, brigadier en 1937, puis il est un temps détaché au Syndicat Général des gardiens de la paix avant d'intégrer la Défense Passive. Il devient un des organisateurs de LibéNord Police puis de Police et Patrie. Travaillant avec Priou-Valjean, le bras droit de Ribière à Libé-Nord, il structure le groupe en sections de dix agents, organise la résistance à la Défense Passive où il camoufle aussi des armes et met en place d'importantes liaisons avec la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne qui auront un rôle capital lors des combats pour la Libération. Michel travaille aussi avec Ajax et avec Rafale-Andromède, auxquels il fournit en particulier des renseignements sur l'aérodrome de Villacoublay et les rampes de lancement ou les usines allemandes de V1 grâce à un contact avec un officier d'origine viennoise hostile à Hitler. Michel fournit également des faux-papiers à des prisonniers évadés, à des réfractaires et à des juifs. Il est arrêté par les Allemands puis relâché. Lors des combats de la Libération, on le retrouve aux côtés de Straumann pour des opérations conduites boulevard de l'Hôpital. Nommé commissaire en septembre 1944, il est détaché au cabinet d'Henri Ribière au sein du futur SDECE159 et prend sa retraite en février 1949, décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre. Il est homologué dans le grade de commandant.

Pétrus DELORME

Recruté en septembre 1942 au sein du groupe *Libération Police* de *LibéNord*, membre ultérieurement de *Police et Patrie*, où il fait partie du comité directeur, Pétrus Delorme est né le 4 mars 1902 à Romanèche-Thorens (Saône-et-Loire). Gardien de la paix en juin 1924, il crée un groupe de résistance à Villejuif et joue un important rôle de recruteur. Il constitue un dépôt d'armes au fort des Hautes-Bruyères et œuvre aux côtés de son collègue Le Corvaisier. A la Libération, Delorme devient brigadier et prend sa retraite comme brigadier-chef en avril 1957, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

Octave MESLIER

L'inspecteur principal Octave Jules Meslier, *Max*, est né le 24 mai 1887 à Percy, dans la Manche. En 1942, il est chargé du contrôle des étrangers : il refuse des missions et quitte la Police. Meslier est membre de *LibéNord* puis de *Police et Patrie*, comme chef de groupe. Il s'occupe principalement de la PJ et des RG, héberge une famille juive : les Bernolle, à qui il procure aussi des faux-papiers, ainsi que quatre parachutistes alliés récupérés à Wissous. Il accueille également des réunions de son groupe dans son appartement du 7 rue des Wallons. Dénoncé, Meslier est arrêté le 9 août 1944 par les Allemands à son domicile : briè-



à Police et Patrie



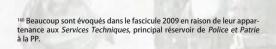
Homologation des services d'Octave Meslier

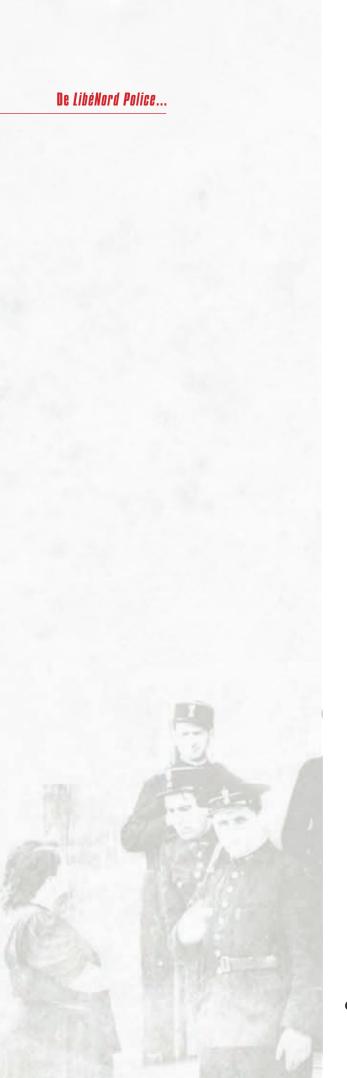
vement détenu à Fresnes, il sera déporté le 15 août à Buchenwald, et mourra le 5 octobre à Dora des suites de mauvais traitements qui ciblaient spécifiquement sa qualité de policier. On lui attribuera la Légion d'Honneur et la Médaille de la Résistance à titre posthume. Il est homologué lieutenant. Meslier est remplacé dans ses fonctions au sein de *Police et Patrie* par **René Auguste Gresset**, né le 21 juillet 1908 à Paris. Celui-ci, devenu inspecteur en février 1933, prendra sa retraite d'officier de police principal en août 1963.

Léon CAMPENET

Né le 5 février 1898 à Bucy-les-Gy (Haute-Saône), Léon René Campenet est inspecteur en février 1942. Recruté par *Police et Patrie*, il joue un rôle non-négligeable en fournissant de nombreux renseignements sur les industries de pointe grâce à un contact dans ce secteur (madame Béranger). Il est aussi aux côtés de Michel un des principaux organisateurs de la Résistance dans les services de la Défense Passive. Pendant les journées de la libération de Paris, il combat à la tête de son corps-franc de la DP. Il prend sa retraite comme officier de police principal en mars 1954, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

Parmi les autres agents de LibéNord et de Police et Patrie avant joué un rôle notable¹⁶⁰ on peut noter l'inspecteur spécial **Armand Rapin**, né le 9 février 1908 à Tonneins (Lot-et-Garonne). Gardien en mars 1933, il est chargé de la mise en place et de la conservation d'un dépôt d'armes au commissariat du 18^e, qui sert lors de la Libération. Rapin est aussi un des agents de liaison du groupe, il fournit des faux-documents, participe aux combats d'août 1944. Résistant dès décembre 1940, il travaillait également pour le réseau Brett-Morton et pour Action R2 Corse. Il prend sa retraite en janvier 1963 comme officier de police principal, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre. **Dominique** Antoine Césari est né le 17 août 1900 à Aullène (Corse) : en janvier 1935, recruté comme inspecteur, il rejoint la Résistance en 1941, à LibéNord, puis à Rafale-Andromède. Recherché par les Allemands, il doit quitter son poste le 24 juillet 1944 : il devient clandestin et poursuit la guerre au sein des FFI, puis à la DGER pour la recherche des criminels de guerre. Son épouse est arrêtée comme otage et déportée. Césari, nommé officier de police principal, prendra sa retraite en septembre 1955. Il était décoré de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre. Né le 21 mars 1896 à Charnas (Ardèche), le gardien Louis Henri Barou rejoint la PP en avril 1920. C'est un ancien combattant de 14-18, deux fois blessé, décoré de la Croix de guerre avec trois citations et fait prisonnier en 1918. Il rejoint le MLN groupe Sébatopol en 1941, mais se montre surtout actif à LibéNord dès novembre 1942, participant en particulier à l'aide aux évadés et aux réfractaires. Il prend sa retraite d'officier de paix en janvier 1952.





De France Combattante au Front National de la Police et de la Gendarmerie



Lors de l'entrée en guerre de la France, l'attitude ambigüe de l'appareil du Parti Communiste français, calé sur la politique de Moscou, ne fait que renforcer l'hostilité déjà ancienne de la police à son égard. La lutte contre le Parti constitue en effet un de ses leitmotivs et une priorité gouvernementale dès l'avant-guerre, comme en attestent les « décrets Daladier ». La haine entre gardiens de l'ordre et militants rêvant d'en instaurer un autre s'avère donc tenace. Les appels au meurtre de policiers fleurissent dans les feuilles du « Parti des Travailleurs », et la police « chien de garde de la bourgeoisie » ne fait pas de cadeaux non plus. La création dès 1941 au sein de la Préfecture de Police de Brigades Spéciales chargées de traquer les militants du Parti apparaît comme une suite logique, sinon naturelle aux épisodes antérieurs. La poursuite de meurtres de policiers souvent sans discernement par le PC, la simple appartenance à la « maison » pouvant servir d'avis de décès, vont envenimer les rapports au long de la guerre. Tout comme l'a fait la lutte sans merci livrée par les BS au PC et à d'autres structures de résistance. Il ne faut dès lors pas s'étonner de ne trouver au début du conflit dans les effectifs de la police en général, et de la PP en particulier, qu'un nombre marginal de policiers sympathisants communistes. Des hommes contraints de se cacher, car considérés comme des traîtres par leurs collègues. La volte-face du PC lors de l'entrée en guerre tardive de l'URSS dans les rangs des Alliés ne change cet état de fait qu'aux marges, le PCF continuant à apparaître comme avide d'éliminer ses rivaux aussitôt l'envahisseur chassé. La police reste dès lors l'ennemi naturel à réduire. Quand, fort de son appareil clandestin bien rôdé, le PCF décide finalement de se ranger lui aussi aux côtés de la France Libre, il n'en devient pas pour autant un allié commode. Sa décision de pratiquer des attentats individuels contre certains Allemands sur le sol français sera durement condamnée par le général de Gaulle. Elle entraîne en outre des centaines de morts, otages des occupants. Si cette démarche reste controversée, elle n'en a pas moins contribué à mobiliser les Français contre les nazis. Rangé sous la bannière de la Résistance, le PCF ressent rapidement la faiblesse que représente sa quasi absence des rangs de la police. Il décide donc de bâtir presque ex-nihilo sa propre structure de résistance policière. Ne pouvant compter sur la présence de membres de l'appareil au sein de la PP, il confie la direction de la résistance au sein de l'institution à des apparatchiks extérieurs sûrs, aguerris, et dévoués au Parti. D'où l'atypisme de la Résistance policière d'obédience communiste, toujours dirigée par des non-policiers.

De fait, c'est à un membre de l'appareil du Parti Communiste, Denis Morin, que revient la création de la première ébauche d'une résistance policière sous l'égide communiste. Cet ajusteur-outilleur prépare puis met en place en mai 1943 le « Service spécial » (de son nom officiel Comités de la France Combattante des Administrations Publiques et de la Police de la Région Parisienne, vite abrégé en France Combattante). C'est donc de cette structure que relèvent les premiers policiers recrutés. Parfois anciens déjà dans l'action clandestine, ils rédigeront vite un journal, Les Policiers de la France Combattante. Cette date ne signifie d'ailleurs pas qu'aucune résistance d'obédience communiste n'a existé avant : les premières esquisses d'une organisation sortant du parcellaire sont apparues vers mai 1942, à l'initiative de policiers. Morin se réserve rapidement le « reste » de

l'Administration, et transfère à **Arthur Airaud** *Montigny*¹⁶¹ la fraction « Police », avec l'accord du Parti. Un processus difficile : ancien responsable syndical des cheminots de la région Paris-ouest, Airaud est alors persona non grata au sein de l'appareil, dont il avait été écarté. Arrêté pour ses activités politico-syndicales d'avant-guerre à la tête d'une section syndicale de cheminots, et bien que jeune retraité, il avait en effet été interné au Fort-Barraux près de Grenoble, d'où il était sorti après avoir signé un engagement de ne plus militer, attitude contraire aux consignes du Parti... Sa proposition de créer un Front National de la Police lui permet de rentrer en grâce, même si on coiffe cet élément à surveiller par un autre apparatchik, responsable « interrégional », Alfred Michaud, un retraité du *Ministère des Finances*¹⁶². Airaud trouve vite le petit noyau de sympathisants policiers qui l'accompagnent dans l'essor du FNP au point d'en faire 163 la deuxième organisation en importance numérique de la Résistance à la PP, après L'Honneur de la Police. Ce sont principalement les anciens de la France Combattante qui, dans un premier temps, rallient le FNP. Roger Herlaut, un des rares policiers membres avoués du PCF, Lucien Saintier, Robert Fourrier, Robert Delavenne, Léon Pierre, Raymond Turpin¹⁶⁴, Auguste Lelièvre et Michel Dubois sont de ceux qui génèreront cet essor. Le PC cible principalement l'infiltration de tous les services qui peuvent lui procurer du renseignement « utile » et en particulier les BS, son ennemi naturel. Il essuie sur ce front des échecs répétés. Jusqu'à l'intervention de Raymond Levasseur, qui contourne astucieusement l'obstacle en recrutant des policiers chargés de garder les détenus des BS. En 1942-43, le FNP dispose d'autres sources d'information. Il est par exemple tenu étroitement informé des actions de la PP par une correspondante au sein de la Direction de la Sûreté Générale, Melle Lafleur. Celle-ci donne entre autres à Chouteau des renseignements détaillés sur les convois qui emmènent l'or et les fonds de la Banque de France vers Rennes, ce qui permettra d'en attaquer un avec succès.

Roger HERLAUT

Roger Louis Herlaut, Léandre, Jean, Pataud, Latour, est né le 27 avril 1920 à Beauvais (Oise), pupille de la Nation. Adhérant du Parti Communiste c'est sur ordre qu'il devient gardien de la paix en mai 1942. Il figure parmi les premiers organisateurs de la France Combattante, à laquelle il associe immédiatement les gendarmes qui se sont rangés aux côtés du général Capdevielle. Prévenu d'une arrestation imminente, Herlaut disparaît du commissariat du 8e arrondissement le 23 février 1944. Remplacé un temps par Gérard Demarche¹⁶⁵, il devient le vrai n°2 du FNP, assurant l'intérim d'Airaud¹⁶⁶, et réorganisant promptement l'organisation décimée, avec l'aide de Saintier. Le 15 août, Roger Herlaut se rend seul dans prison de la Santé pour négocier la libération des détenus politiques. Échec! Le 16 à 5h30, il est à la tête de ceux qui veulent investir à nouveau les lieux selon ses plans, mais il doit abandonner car l'alarme est donnée. Herlaut est promu officier puis secrétaire de police à la Libération, chef du cabinet d'Arthur Airaud à l'IGS. N'avait-il pas fédéré la cinquantaine d'acteurs de tous les horizons de la Résistance qui ont libéré le chef du FNP quelques semaines plus tôt? Au moment de la guerre froide, il est révoqué à la suite d'un incident controversé survenu en mars 1952. On l'accuse d'avoir ouvertement

¹⁶¹ Né le 3 juillet 1895 à La Chapelle-Saint-Etienne (Deux-Sèvres). Il finit la guerre homologué colonel, Préfet, Directeur de l'Inspection Générale des Services. Révoqué en 1947, il décèdera en novembre 1975.

¹⁶² Né le 19 février 1902, contrôleur de l'enregistrement, secrétaire du Comité Pleyel-Amsterdam des Deux-Sèvres, il adhère au PCF le 6 février 1934. Révoqué le 6 octobre 1940, il est condamné à six mois de prison avec sursis pour activités communistes.

¹⁶³ Pas toujours à visage découvert : un certain nombre d'adhérents n'a découvert qu'à la Libération que le mouvement auquel ils avaient adhéré était d'obédience communiste.

¹⁶⁴ Raymond Henri Aimé Turpin, né le 30 janvier 1911 à Clacy-et-Thierret (Aisne), inspecteur spécial en 1941, il est suspendu le 17 juin 1943, arrêté par son commissaire pour avoir donné un faux-document à un juif, il est condamné à huit mois de prison mais relâché après trois mois à Fresnes, révoqué et réintégré en janvier 1945, il prend sa retraite en tant qu'officier de police principal en mai 1976.

¹⁶⁵ Né le 28 décembre 1919 à Bitry (Nièvre), gardien en février 1942, devenu Chef de groupe, il sabote avec cinq collègues en 1943 une camionnette chargée de matériels d'aviation. Il est aussi du coup de main contre le garage des Batignolles. Demarche est inspecteur spécial à la Libération et prend sa retraite en décembre 1972.

¹⁶⁶ Dont le nom a été livré aux BS par Jacques Pruja en janvier 1944.

soutenu pendant sa garde à vue Ali, le fils du leader nationaliste algérien Messali Hadj, arrêté pour insoumission. Sa femme, devenue folle, se suicide. La carrière d'Herlaut fera justement l'objet d'une reconstitution au début des années 1980 : elle lui permettra d'atteindre le grade de commissaire principal. Il est titulaire de la Médaille de la Résistance.

Léon PIERRE

Le gardien de la paix Léon Pierre, *Dupuy*, *Serge*, *Nicolas*, se trouve dès 1941 à la tête d'un petit groupe de policiers proche du PC. Cette structure rallie d'abord la *France Combattante* puis le *FNP* à l'instigation d'Airaud. Pierre est né le 24 novembre 1903 à Paris, pupille de l'Assistance Publique. Résistant précoce, il devient un des adjoints directs d'Airaud pour la Police, et il recueille Roycourt chez lui, rue Rosa Bonheur, quand celui-ci est traqué par les BS en juilletaoût 1944. Après guerre, Pierre sera néanmoins mis en cause par d'autres résistants pour avoir



rédigé un rapport¹⁶⁷ sur la Résistance policière qui, cette même année, provoqua leur arrestation : seuls les noms des membres du *FNP* apparaissent codés, les autres étant en clair... Tombé entre les mains des BS, le document devait entraîner des arrestations qui conduisirent ces policiers résistants dans le camp d'internement de Jargeau. Pierre représentant du *FNP* à la réunion tripartite qui décida de la grève de la police, fut en tous cas un des organisateurs de la défense de la PP dans les jours qui suivirent. Bien que nommé commissaire divisionnaire à la Libération, il demande en 1945 la « reconnaissance des services rendus à son pays »... Il termine la guerre décoré de la Légion d'honneur, de la Médaille de la Résistance avec rosette et de la Croix de guerre.

Lucien SAINTIER

Lucien Ulysse Saintier, *Cartier*, *Godard*, est né le 4 février 1909 à Saint-Martin-de-Nigelles (Eure-et-Loir). Gardien de la paix en décembre 1931 et membre précoce dès mai 1941 de la Résistance communiste, il réunit sous son égide un petit groupe en mars 1942, qui rallie ensuite la *France Combattante* puis le *FNP*, dont il est alors responsable divisionnaire et membre du Comité directeur. Saintier est aussi un fournisseur de faux-papiers, qu'il obtient par le truchement de son collègue **Jean Husson**¹⁶⁸. En juillet 1943, de service de nuit, Saintier sabote avec deux cheminots des signaux sur une voie ferrée et se fait tirer dessus sans dommages par les sentinelles allemandes. Responsable du 18^e arrondissement, il a aussi hébergé durant trois semaines deux Alsaciens déserteurs, qui seront intégrés dans les *FTPF* dont lui-même fait partie. En janvier 1944, il effectue sur sa bicyclette un transport d'armes de vingt kilos pour un groupe de résistance d'Aubervilliers. Le 19 février échappant de justesse aux BS, il devient clandestin. Sous l'autorité de Roger Herlaut qui assure alors l'intérim d'Airaud, les réunions du Comité se tiennent dans la petite chambre dont Saintier est le propriétaire. En août, il

¹⁶⁷ II se trouve dans les archives de la PP.

¹⁶⁸ Né le 3 décembre 1912, Husson devient gardien en janvier 1937. Il est suspendu le 9 novembre 1943, réintégré en 1944, et prend sa retraite en mars 1955.

Front National de la Police et de la Gendarmerie

NOTIFICATION

NOTIFICATION

NOTIFICATION

A SACTOR

NOTIFICATION

A SACTOR

NOTIFICATION

A SACTOR

A SACT

Notification du grade d'assimilation de Michel Dubois



Certificat américain pour services rendus de Raymond Levasseur



Roger Lesauce

¹⁶⁹ Né le 28 octobre 1916, gardien en avril 1942, il a pris sa retraite en mai 1967.

¹⁷⁰ Né le 2 décembre 1910, il est gardien en septembre 1934.

¹⁷¹ Né le 30 octobre 1906 à Grainville-Languanerie (Calvados), il est gardien en avril en 1929 et prend sa retraite d'inspecteur principal en mars 1953. Marcel Jean Touzeau était membre de *Police et Patrie*.

¹⁷² Né le 28 mars 1911, il est tué d'une balle dans la tête le 20 novembre 1945, en essayant d'arrêter une équipe de cambrioleurs, boulevard Péreire.

¹⁷³ Né le 19 octobre 1914 à Rochefort-sur-Mer, il devient gardien en août 1942 et prend sa retraite d'officier de police adjoint en janvier 1963.

participe au combat de la caserne de Clignancourt, où il est sérieusement blessé à la cuisse. Révoqué à la date du 22 janvier 1944, il sera réintégré en septembre en tant qu'officier de paix. Lucien Saintier prend sa retraite comme commandant de gardiens de la paix : il est décoré de la Médaille de la Résistance, homologué capitaine et il remplit les foncions de liquidateur de son réseau, responsabilité qui montre bien sa place dans le dispositif *FNP*. Déjà muté à Charenton en novembre 1947 pour motif disciplinaire, il va être mis en cause lors de la manifestation du 1^{er} mai 1951. A cette occasion, des gardiens de la paix sont en effet agressés par des manifestants nord-africains, dont un est arrêté. Saintier intervient alors en apostrophant ses collaborateurs et laisse s'enfuir l'interpellé. En mars 1953, il est poussé hors de la PP par « dégagement des cadres », mais sa carrière sera ultérieurement reconstituée jusqu'en 1965, date de sa retraite officielle.

Michel DUBOIS

Le gardien de la paix Michel Dubois, *Jacques*, *Pasquier*, *Matou*, est né le 2 octobre 1919 à Paris. Il a intégré la police en mai 1942, et tombe entre les mains des BS dans l'affaire Estrade. Responsable de trois divisions de la PP, il a été trouvé en possession d'une liste de souscriptions anonymes. Son interrogatoire permet aux inspecteurs des BS de remonter à Saintier. Questionné dans la nuit du 22 au 23 février par le chef des RG en personne, le commissaire Rottée, ce dernier évoque la prochaine arrestation d'Herlaut. Des propos imprudents surpris par le gardien **Alphonse Legros**¹⁶⁹, lequel fait prévenir l'intéressé par le brigadier **Raymond Guillaume**¹⁷⁰, lui permettant de fuir. Emprisonné, révoqué en avril 1944, Dubois est libéré le 18 août 1945 et nommé inspecteur spécial en septembre de la même année.

Raymond LEVASSEUR

Raymond Levasseur est approché au début de 1943 par Daniel Chouteau et Léon Pierre pour rallier le FNP. Cheminot, devenu gardien de la paix en 1941 aux compagnies de circulation, Levasseur, adhérent de LibéNord depuis la fin 1942, a déjà monté à cette époque un groupe de Résistance au sein des Anciens Combattants de la Préfecture de Police. Cette même année 1943, Levasseur parvient à infiltrer les BS en se servant des facilités offertes par sa fonction de délégué de l'Orphelinat Mutualiste qui lui permettent de repérer des gardiens sympathisants. Il note les noms des détenus et recueille leurs messages, aidé par des collègues, dont principalement Prévot, Chouteau et Marcel Touzeau¹⁷¹. Il entreprend aussi d'organiser un corps-franc avec les gardiens Roger Lesauce¹⁷² et Charles Loiseau¹⁷³. Levasseur est arrêté sur dénonciation le 13 septembre 1943 pour avoir écouté la radio anglaise, mais relâché faute de preuves. Il entre dans la clandestinité en août 1944, et fait partie des libérateurs de la Santé le 17 août. Le 20, blessé à la tête par un éclat d'obus, il reprend le combat. Raymond Henri Charles Levasseur, Métrault, était né le 18 juin 1916 à Paris. Il devient commissaire de police en octobre 1944 et prend sa retraite de commissaire divisionnaire en juin 1975, titulaire de la Légion d'honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.



Fiche de fouille d'Arthur Airaud aux brigades spéciales

174 Voir infra.

Roger VARLET

Au 1 rue Olivier Noyer à Paris, se trouvait le logement du gardien de la paix Roger Varlet (né le 7 octobre 1904 à Paris) : là s'est souvent réuni le Comité directeur du *FNPolice*. Varlet a rejoint la PP en octobre 1932 et les structures résistantes du PC en janvier 1942. Lors de l'arrestation d'Airaud, c'est lui qui fait disparaître des documents compromettants de son domicile. Il garde chez lui les fonds, les codes et les documents du groupe. C'est à nouveau chez lui qu'ont lieu les contacts entre le *FNP* et *LibéNord*. Il devient brigadier-chef en décembre 1944 et prend sa retraite en mars 1953.

L'affaire Estrade

L'affaire Estrade, du nom d'une jeune militante du PC, a démarré sur une simple dénonciation anonyme. Elle survient moins d'un an après l'affaire Quillent-Brossard¹⁷⁴ pour laquelle les arrestations se sont échelonnées tout au long de 1943. L'identification de Pierre Brossard en mars 1943, quand une de ses agentes de liaison avec le réseau Béarn, Lucie Gratadoux par ailleurs collaboratrice directe du numéro un du PCF clandestin, Jacques Duclos, a été arrêtée par la BS1, a entraîné la disparition d'une partie de la structure résistante au sein des Brigades Spéciales. Puis la chute d'Airaud et de 34 membres de l'équipe directrice du FNP¹⁷⁵ en février 1944 résulte directement de la même inféodation étroite du FNP à l'appareil du PC. C'est en effet comme dans le cadre de l'affaire Brossard¹⁷⁶, que, en surveillant une militante, agent de liaison avec l'échelon central du PC, Renée Estrade née Fonty Claire résidant à Choisy-le-Roi, que les inspecteurs des BS aboutissent à Alfred Michaud Moreau¹⁷⁷. C'est en filant celui-ci qu'ils mettent à jour l'essentiel du dispositif de la Résistance communiste au sein de la PP : Airaud, Monsieur République, est arrêté au domicile de sa maîtresse, madame Veuve Marcelle Dubois¹⁷⁸ née Hervy, 6 rue Dunois, le 18 février 1944. En se présentant devant la porte légèrement entrebâillée, vers 20h45, il est mis en joue par trois inspecteurs des BS, fouillé et menotté, emmené au bureau 45 de la BS1 et soumis à de très brutaux interrogatoires, dont il ressort des côtes cassées et un tympan crevé. Il avait déjà échappé de justesse aux enquêteurs quelques jours plus tôt, porte d'Orléans vers 8 heures du matin. Dès lors les arrestations se succèdent. Le gardien de la paix Pierre Jean Baptiste Grandjean, né le 10 avril 1908 à Vaires (Haute-Saône), membre du FNP et des FTPF, responsable du 2^e arrondissement, est arrêté le 19 février 1944 à son domicile. Il sera ensuite délivré lors des combats de la Libération, le 17 août. Révoqué dès son arrestation, il sera réintégré à son retour en liberté, sans avoir jamais parlé. Il avait été nommé gardien de la paix en novembre 1931, et a pris sa retraite comme brigadierchef en février 1962. Son collègue Louis Marcel Filleton, né le 24 décembre 1910 à Saint-Just-en-Chevalet (Loire) suit son sort. Gardien de juin 1937, membre du *FNP*, il est arrêté le 19 février 1944 à domicile à 11h15. Ne parlant pas il est remis en liberté. Or Filleton, membre du réseau Action d'Artagnan, a aménagé une cave camouflée chez lui pour stocker des armes parachutées. Elle ne sera pas découverte par les enquêteurs. Décoré de la Croix de guerre, le policier résistant prend sa retraite comme brigadier-chef en janvier 1967. Le gardien Louis François Veyssière, né le 7 août 1914 aux Nonards en Corrèze,

¹⁷⁵ La sécurité des réunions du FNP est assurée par un groupe dirigé par le gardien Victor Barossi, né le 11 septembre 1914 à Paris. Il est recruté en mars 1942, et il sera promu inspecteur spécial en septembre 1944.

¹⁷⁶ Du nom du responsable des cadres du Parti.

¹⁷⁷ On trouve sur lui un projet d'insurrection nationale qui prévoyait aussi de « faire encadrer les flics par les FTP ».

¹⁷⁸ La mère du gardien Michel Dubois

Front National de la Police et de la Gendarmerie



Fiche de remise au Dépôt de membres du FNP

DELLATIONAL Robert not le 27-4-1915 au Touquet (P.-deC. Gardien de le pair -IDame Arresté le 16-8-té sur la V.P. à le suite d'un readen-vous qu'il venit d, avoir sere le militant "Micheud" egalement arrésté par sillers.

Bur lui il a été trouvé diver documents etablissant son act ivité clandestine.

Chen lui il a été decouvert 3 grandes.

Kairt en lisions avec les né Micheud et Fournier.

Reconneit expertenir à 1,000 minutions de responsable ne Ifonctions de depot le 28-2-1644 pour infrarection à la lot de Ic Fevrier ID4-101 (N°56et aubeid airesent au decret èn 36-2-101 àffaire Katrode (Micheud.)

Fiche des brigades spéciales de Robert Delavenne

pris dans la même vague d'arrestations, sera interpellé dans une station de métro, porteur d'un carnet d'adresses. Gardien de la paix depuis juillet 1938, il prendra sa retraite d'officier de police adjoint en avril 1959. Tombe aussi Ernest Roger Nivault (né le 21 février 1903 à Verruyes dans les Deux-Sèvres), gardien de la paix depuis février 1926, interpellé dans les locaux du poste de police de La Chapelle à 11h30, le 19 février 1944. Il ne parle pas, mais est révoqué. Il a fourni des faux-papiers pour les réfractaires et résistants, se livrant par ailleurs à des sabotages dans les souterrains de la porte de la Chapelle et de Clignancourt. Incarcéré aux Tourelles, réintégré à la Libération, Nivault participe aux combats de la Caserne de Clignancourt et de Saint-Denis. Il prend sa retraite en 1950. Il était au FNP l'adjoint de Delavenne. Ce denier apparaît en procédure sur la base de certaines déclarations de Robert Fourrier¹⁷⁹ qui avoue lui avoir remis trois grenades et un pistolet, retrouvés chez lui. Le gardien Robert Delavenne, né le 27 avril 1915 au Touquet, est arrêté dès le 18 février 1944 sur la voie publique après un rendez-vous avec Michaud, détenteur d'un carnet qui détaille les mesures à prendre par les membres du FNP en cas d'insurrection. Des notes permettent d'identifier d'autres adhérents du mouvement. Il était alors responsable du 18^e arrondissement. Dans la même foulée on arrête au commissariat de Gentilly l'inspecteur **André Blaise Trinque**, né le 5 avril 1900 à Suresnes. Cet ancien militant radical-socialiste est trouvé porteur d'un papier qu'il essaie de détruire. Y figure en effet l'adresse d'une usine de roulements à billes d'Asnières, ainsi que le nom et l'adresse d'un dénonciateur de douze prisonniers évadés. Trinque terminera sa carrière comme officier de police. Albin Charles Maistre est né le 23 janvier 1903 à Bannes (Ardèche) : gardien de la paix en mars 1928, révoqué le 14 juin 1940, et réintégré un an plus tard, il adhère d'abord à *LibéNord* en février 1943, en devient agent de liaison, puis rejoint Police et Patrie et le FNP, pour lequel il prend en charge le 19e arrondissement. Arrêté le 19 février 1944, à nouveau révoqué, il est libéré en août, et prend sa retraite comme officier de paix en mars 1953. Enfin il faut rappeler l'arrestation simultanée du gardien Maurice Jules **Titeux**¹⁸⁰. Deux inspecteurs recrutés par Airaud lui-même « tombent » aussi dans l'affaire Estrade : Henri Eugène Albespy¹⁸¹, pourtant cité à la radio de Londres comme collaborateur, et **Marcel Brimont**¹⁸², amené par le Dr Devaux, un ancien des Brigades Internationales. Les deux policiers sont arrêtés au service le 9 mars 1944. Le gardien René Marcel Labranche¹⁸³ échappe à la rafle : il a pourtant eu une activité importante au profit du FNP, en particulier en matière de renseignement et d'aide aux juifs et aux patriotes. Il sera décoré de la Croix de guerre.

Robert MARTEAU

Robert Armand Marteau, *Masse*, est né le 8 septembre 1913 à Saint-Nazaire. Gardien de la paix en en mars 1941, travaillant dans les services de la Police Judiciaire, il adhère à *l'Armée Volontaire* et à *France Combattante* en 1942 ; il travaille aussi pour *L'Honneur de la Police*. Recruté au *FNP* par le gardien Lucien Saintier, il est lui-même chargé des recrutements au sein de la PJ. En janvier 1943 le voici suspendu pour avoir fermé les yeux sur un trafic de viande. Réintégré, il tombe le 7 mars 1944 entre les mains des BS pour « menées antinationales ». Une conséquence de la chute de Morin, l'agent auquel il avait remis

¹⁷⁹ Né le 13 février 1904 à Paris, il est entré dans la Résistance en septembre 1942, puis aux FTP. Au sein du FNP, il est responsable d'une division. Des réunions ont lieu chez lui. Gardien en avril 1928, il est réintégré après sa libération, promu inspecteur spécial, et prend sa retraite comme commissaire adjoint en mars 1957, décoré de la Médaille de la Résistance.

¹⁸⁰ Né le 11 mai 1913 Blérancourt (Oise), gardien en 1938, recruté au FNP par le gardien Pauchard, suspendu le 22 février 1944, promu inspecteur en novembre, il prend sa retraite en mai 1968.

¹⁸¹ Né le 16 septembre 1910 à Saint-Maur-des-Fossés, gardien de la paix en avril 1937, membre de *CND-Castille* en août 1943.

¹⁸² Né le 12 janvier 1912 à Hauteville (Pas-de-Calais), inspecteur spécial en septembre 1941. Il appartient au corps-franc Mathieu, avec lequel il combat.

183 Né le 18 juin 1912, il est gardien en septembre 1947 et prend sa retraite en juillet 1967.



Notice d'envoi au dépôt d'Auguste Lelièvre

184 Le gardien Roger Puydebois est né le 30 décembre 1903. Recruté en mars 1926, il tient une place importante dans l'appareil du FNP. Il est promu officier de paix en octobre 1944 et prend sa retraite en mars 1953. le dossier Brossard prélevé par ses soins dans les archives de la PJ à la demande d'Airaud, pour tenter de prévenir de nouvelles arrestations comme il l'avait déjà fait à diverses autres reprises. Il est contraint de confirmer ce fait devant les enquêteurs des BS. Une deuxième perquisition est faite à son domicile, par la police allemande, le 27 avril 1944. Marteau est libéré de la Santé le 17 août lors de la prise de la prison. Responsable d'un groupe, il participe aussitôt aux combats autour de la Cité. Il prendra sa retraite d'officier de police principal en septembre 1968.

Auguste LELIÈVRE

L'inspecteur PJ Auguste Lelièvre *Lapin*, *Guérin*, nait le 16 mars 1899 à Paris. Il devient gardien de la paix en janvier 1921, inspecteur spécial en juillet 1933 et brigadier-chef en juin 1941. Franc-maçon à la loge « La rose du parfait silence » jusqu'en juin 1940, il rejoint la Résistance communiste en octobre 1942 pour y devenir un des adjoints directs d'Airaud. Responsable *FN* pour la PJ et les RG, membre du Comité directeur, il est arrêté le 18 février 1944 vers 17 heures par la BS1 lors d'un rendez-vous au restaurant « Chez Jaby » 88 rue du Mont-Cenis, avec le responsable interrégional



Michaud *Moreau*. Trouvé porteur d'un rapport concernant le résistant Oreste Dufour du réseau *Brutus* et d'un document reproduisant les termes d'une lettre remise par Otto Abetz à Pétain, il est révoqué le 22 février. Lelièvre est alors écroué à la Santé du 3 mars au 17 août, d'où il sera délivré pendant les combats de la Libération. Il prend aussitôt part à ceux-ci. Fait prisonnier le 21 août par les Allemands boulevard Magenta alors qu'il se trouve dans une auto transportant des armes, il parvient à s'évader deux jours plus tard, avec la complicité de deux soldats allemands d'origine polonaise. Après-guerre, Lelièvre sera nommé commissaire et rapporteur de la commission d'épuration. Décoré de la Médaille de la Résistance, il prend sa retraite de commissaire principal en février 1949.

Vers la Libération

Serge Lefranc *Gérard* succède à Airaud le 1^{er} avril 1944 : il sera pour le *FNP* un des trois représentants de la Résistance policière qui, le 14 août rue Chapon dans le 3^e, décident de l'insurrection policière. Le 13 août déjà, au 13 rue Vulpian, une réunion entre Roycourt, Pierre, Saintier, Herlaut, Puydebois¹⁸⁴, Bracquard¹⁸⁵, Millet¹⁸⁶ et Lefranc avait fixé les actions qu'entendait mener le *FNP*. Les sympathies de Lefranc pour les policiers qu'il dirige sont à l'aune de celles que son parti leur voue : dans ses déclarations ultérieures il témoignera d'un mépris prouvant surtout son incompréhension d'un monde qu'il n'a pénétré que par raccroc! Ses assistants sont heureusement de qualité : le plus immédiat se trouve être Clément Roycourt. Préparant la Libération, les policiers du *FNP* votent pour qu'Airaud soit désigné comme Préfet de Police. Mais dans leur tentative de s'imposer dans les Administrations, les communistes commettent l'erreur de ne pas prioriser leurs actions

¹⁸⁵ Des Services Techniques: voir le fascicule 2009.

¹⁸⁶ Marceau Millet, né le 9 avril 1900 : son cas sera évoqué en 2011.

vers les lieux du pouvoir. ils sont ainsi pris de vitesse par le *NAP*, dont c'était un objectif majeur. Après la guerre, une partie de l'appareil du *FNP* continuera à poursuivre d'une animosité vivace quiconque, résistant ou pas, va lui déplaire ou le desservir. Et les communistes s'opposeront vigoureusement à ceux qui, quoique vrais grands patriotes, ont été amenés, de par leurs fonctions, à lutter contre eux. Par exemple certains inspecteurs résistants des BS ou le commissaire Porte¹⁸⁷.

Clément ROYCOURT

Le gardien de la paix Clément Gaston Roycourt est né le 29 octobre 1918 à Moulins (Allier). Blessé en juin 1940, hospitalisé à Loudun, il s'évade sous le fauxnom de Deshaye, pour rentrer à Paris. Hospitalisé à nouveau au Val-de-Grâce, il y participe à la création d'une filière d'évasions. En octobre 1940, il contribue au départ vers l'Angleterre, organisé par le groupe Victor Hugo, de cinq aviateurs britanniques blessés et exfiltrés de l'hôpital, à bord d'un avion pris au Bourget. Dès la mi-1941, il établit un contact avec Honoré d'Estienne d'Orves¹⁸⁸ : il relate sa participation sous ses ordres avec trois complices à la destruction du sémaphore du terrain d'aviation de Chartres. Revêtus de capotes et d'insignes de la Luftwaffe, et dotés de faux ausweis, les résistants entrent dans le camp en voiture du côté du bois de Champhol. Ils posent rapidement des détonateurs réglés à trois minutes, et sortent de l'autre côté du terrain, vers Dreux. Pris en chasse par deux motards de la Feldgendarmerie, ils les laissent approcher, les mitraillent, et réussissent à se dégager pour prendre le train de cinq heures au départ de Versailles vers Paris. Roycourt, intégré dans la police en octobre 1941, avait rejoint la Résistance proche du PC en août 1942, par l'entremise de Daniel Chouteau. Il héberge de 1943 à la Libération une juive dont le mari meurt déporté. Les renseignements qu'il centralise sont transmis vers Londres par *Félix*, le radio d'un réseau Action britannique Buckmaster. Roycourt répond aux pseudos de Couroy, Regnier, Rivière, et crée en juillet 1943 une section armée au sein du FNPolice. Il enseigne le maniement des armes reçues de Londres, par groupes de trois patriotes, dans les sous-sols des Halles, de la Préfecture de Police, du Val-de-Grâce ainsi que dans les Catacombes. Il devient de fait le principal organisateur¹⁸⁹ des actions armées que mène le FNP. C'est lui qui coordonne la remarquable évasion du lieutenant Gélin du BOA, arrêté par les BS à la gare de l'Est avec trente kilos d'explosifs et condamné à mort par les Allemands. En janvier 1944, il a de premiers contacts avec les représentants de L'Honneur de la Police (Jean Bataillard) et de Police et Patrie (Pétrus Delorme), en vue de futures actions communes. Fin juin, les Allemands essaient de l'arrêter à domicile et défoncent sa porte à la mitraillette. Il entre dans la clandestinité ce qui lui vaudra une révocation. Clément Roycourt, titulaire de la Médaille de la Résistance, sera homologué capitaine des FFI. Retraité comme inspecteur spécial en janvier 1969, il meurt le 13 septembre 1990.

Daniel CHOUTEAU, Marcel MAILLARD, Léon DUSSART

Daniel Camille Chouteau est né le 3 janvier 1913 à Valençay (Indre). Gardien de la paix en février 1937, il sera promu brigadier-chef en décembre 1944.



Attestation américaine pour services rendus par Clément Roycourt

¹⁸⁷ Voir le fascicule 2009 : il fut harcelé encore longtemps après son retour de déportation.

188 Lieutenant de vaisseau, envoyé en mission en France, il crée fin 1940 en Bretagne le réseau Nemrod. Arrêté, il est fusillé fin août 1941 en représailles du meurtre d'un officier allemand par le colonel Fabien.

189 Avec Houllier, Roger, Prévot, Coste et Hamerstehl (Fernand, né le 14 mai 1912 à Venarey-le-Laumes, en Cote-d'Or; gardien de la paix en décembre 1934, il prend sa retraite comme brigadier-chef de la Musique en juin 1967).



CHOUTERU

Il entre dans la Résistance en adhérant au *Front de l'indépendance Belge*, *groupe Mathias René*, dès août 1941. Il est alors sous les ordres de l'inspecteur principal adjoint Marcel Maillard, qui l'aiguille vers le *FNP* dont il devient le responsable des compagnies de circulation et de la musique. Il a auparavant adhéré au réseau d'Estienne d'Orves. Il est décédé le 13 mars 1966, titulaire de la Médaille de la Résistance. Marcel Maillard est né le 3 décembre 1913 à Paris. Il est en fonctions successivement au Service de santé et au commissariat du Raincy. Maillard est en contact avec le réseau d'Estienne d'Orves et a en charge, pour le *FNP*, les services centraux. Il fournit des résistants en faux-

papiers et participe au coup de main sur la prison de Meaux. Avec Chouteau et le gardien **Roger Warin**¹⁹⁰ (alors à *LibéNord*), il organise la destruction, en janvier 1941, de lignes téléphoniques et d'avions de camouflage sur des aérodromes dans le Nord de la France. A la tête de son groupe, il participe ultérieurement aux combats de la Libération. Parmi les coups portés au *FNP* par les BS, il convient de signaler l'arrestation le 8 juin 1944 sur dénonciation, consécutivement à des diffusions de journaux illégaux au sein de son service, du gardien de la paix Léon Dussart¹⁹¹, né le 25 septembre 1910 à Quarouble (Nord). Adhérent du *FNP* en juillet 1942, il participe au recrutement de policiers résistants, distribue des tracts et collecte des fonds destinés aux familles des résistants emprisonnés ou entrés dans la clandestinité. Il est interné à Fresnes, déporté à Weimar, puis à Buchenwald et à Dora. Il meurt des suites de mauvais traitements à Nordhausen le 28 février 1945. Dussart est décoré de Médaille de la Résistance. Il était devenu gardien de la paix en janvier 1942 et un de ses enfants exerçait les mêmes fonctions à la Préfecture de Police.

Enogat CHATELAIN

Révoqué en juin 1940 pour s'être engagé sans autorisation, le gardien de la paix Enogat Serge Chatelain est né le 4 août 1909 à Auchel (Pas-de-Calais). Réintégré un an plus tard, il a alors treize ans d'ancienneté : il s'engage dans la future *France Combattante* en octobre 1942 et devient responsable adjoint du commissariat de Colombes. Il subit deux sanctions pour son comportement résistant : le 25 septembre 1941, pour avoir tenu des propos gaullistes, et le 23 juillet 1942 pour avoir critiqué un défilé de la *LVF*¹⁹². En 1943, de garde nocturne devant un bureau de travail allemand, il y pénètre et s'empare de dossiers qu'il détruit. Il prévient un peu plus tard un réfractaire de l'imminence de son arrestation. Interpellé peu après, l'intéressé avoue avoir été avisé par un policier. Il arrive au commissariat entre deux gendarmes accompagnés par un officier, où tous les agents défilent devant le dénonciateur qui fait mine de ne pas reconnaître Chatelain. En mai 1944, celui-ci participe à un coup de main raté contre un train de munitions en gare d'Argenteuil. Puis en juin, avec un collègue, **Constant Belleville**¹⁹³, il sauve un aviateur allié blessé et le fait soigner. Il participe aussi à

¹⁹⁰ Son cas sera traité en 2011.

¹⁹¹ Notice établie par Stéphane Longuet et Eric Dumartin, SHD.

¹⁹² Ligue des Volontaires Français contre le Bolchévisme.

¹⁹³ Né le 1er septembre 1910 à Saint-Pierre d'Albigny, ce gardien quitte la PP le 14 juin 1940 pour s'engager. Révoqué, il est réintégré un an plus tard et rejoint *LibéNord* en octobre 1942 puis le FNP. Il effectue des transports d'armes, et, le 24 août, participe à un coup de main contre les Allemands.

des transports d'armes au cours desquels deux de ses camarades, les inspecteurs Charpentier et Morlevat¹⁹⁴, sont arrêtés : ils sont remis en liberté le 7 août. Pendant les combats de la Libération, le 17 août, il fait prisonniers avec son groupe dix allemands d'une pièce de DCA installée sur une digue de la Seine. Il prend part également à la défense de son commissariat et de la mairie. Le 24 août, informé de ce que deux Allemands à moto tirent sur les passants, il se rend sur place avec quatre hommes : le gardien André Sarre est mortellement blessé, mais un des Allemands est fait prisonnier et l'autre s'enfuit avec la moto. Chatelain est promu brigadier en décembre 1944. Il prend sa retraite de brigadier-chef en mars 1959, décoré de la Croix de guerre.

La Musique

La Musique de la PP fut un important lieu de la Résistance policière, presque entièrement entre les mains du Front National. De quoi contrebalancer les 49 concerts que, sur ordre préfectoral, la musique 195 des gardiens de la paix dut fournir au profit de Radio-Paris, à la demande de l'intermédiaire allemand, Sulzdorf. Parmi les membres les plus emblématiques, on peut citer le gardien Georges Michel Prévot¹⁹⁶, arrêté le 11 août 1944 suite à la trahison du *capitaine Jack*¹⁹⁷. Son activité s'avère soutenue dans l'organisation des évasions d'aviateurs alliés et il accueillera à son domicile du 20 boulevard de Sébastopol de nombreuses réunions du groupe ainsi qu'un véritable atelier de faux-papiers. Il détenait chez lui des cachets dérobés et logeait parachutistes et réfractaires. Arrêté avec sa sœur résistante, Geneviève Rochet, il était aussi agent de liaison avec CDLR¹⁹⁸ et fut homologué sous-lieutenant. André Aimé Houllier, né le 3 mai 1909 à Lens (Pas-de-Calais), devient gardien de la paix en juin 1938. Il fait partie en mai 1942 des premiers membres de ce qui sera la France Combattante, dont il figure parmi les créateurs du journal. Il organise au sein de la Musique deux corps-francs et héberge lui-même des membres de la Résistance. Houllier participe à la plupart des coups de main organisés par Roycourt, dont il est, avec Coste, l'adjoint au sein de la Musique. Le jour de l'arrestation de Prévot, il doit fuir avec sa femme, qui est aussi résistante. Le groupe participe en août 1944 à la libération des détenus du Dépôt et de la Santé. André Houllier prend sa retraite en juin 1965, comme brigadier-chef de la Musique. Un de ses principaux complices est le gardien de la paix Marius Victorin Coste, né le 15 janvier 1907 à La Garde, dans le Var. Il rejoint la PP en mars 1931. Recruté par Houllier, il héberge lui aussi des patriotes, leur fournit des faux-papiers, puis les convoie en zone libre¹⁹⁹. Il dirige à la Libération un des corps-francs de la Musique, assisté du gardien de la paix André François Chasset²⁰⁰. Brigadier en mars 1946, il prendra sa retraite comme officier de paix tambour-major en février 1962. Son second adjoint est le gardien de la paix François Mérou, né le 9 mars 1907 à Bélesta (Pyrénées-Orientales), qui rejoint la future France Combattante en mai 1942. Fournisseur de fauxpapiers²⁰¹, Mérou héberge des prisonniers évadés auxquels il fait passer la ligne, et installe même une famille juive dans sa maison de Saint-Estève près de Perpignan. Pendant les combats de la Libération, c'est lui qui organise la garde des prisonniers allemands à la PP, et il est un des responsables du ravitaillement. Mérou prend sa retraite de brigadier-chef en décembre 1967.

¹⁹⁴ Marcel Morlevatest né le 25 novembre 1909 à Autun, il rejoint LibéNord en mars 1942. Dès sa libération, malgré une santé délabrée, il participe aux combats.

 $^{^{\}rm 195}$ Le chef de la Musique, Félix Coulibeuf a lui-même adhéré à la Résistance en 1942.

¹⁹⁶ Voir fascicule 2009.

¹⁹⁷ Guy de Marcheret.

¹⁹⁸ Ceux de la Résistance.

¹⁹⁹ Il recrute un résistant de l'Inspection Générale des Services, l'inspecteur principal adjoint Gabriel Pascal Maigre, né le 23 mai 1906, retraité en juin 1961.

²⁰⁰ Né le 5 mai 1957, il devra quitter la PP en mars 1948.

²⁰¹ Y compris à son collègue de la Musique Adrien Servières.



Mémoire de proposition de Croix de guerre pour Louis Bernard

- $^{\rm 202}$ Il participe aussi à la prise de deux péniches d'essence et fait fonction d'officier de liaison.
- ²⁰³ Né le 18 novembre 1912 à Deville (Ardennes).
- ²⁰⁴ Né le 18 février 1915, gardien en décembre 1940, retraité comme brigadier en février 1970.
- ²⁰⁵ Né le 23 février 1902 à Paris, gardien en avril 1933, il héberge aussi des résistants
- ²⁰⁶ Note établie par Stéphane Longuet et Eric Dumartin, SHD
- ²⁰⁷ Né le 23 février 1904 à Lassigny (Oise), devenu gardien en mai 1926, il est brigadier-chef à la Libération, et prend sa retraite d'officier de paix principal en mars 1959.

Autres résistants de la Musique²⁰² : le gardien **André Piétot**²⁰³, avec ses collègues **Alfred Voisart**²⁰⁴, **Raymond Pinquet**²⁰⁵ et Fernand Hamerstehl. Tous participent au réseau dévasions mis en place par Prévot. Et Emile Sitterlin et Philippe Chevrier laissèrent leur vie dans les combats de la Libération.

C'est la Musique des gardiens de la paix qui jouera la première *Marseillaise* dans Paris libéré, devant le général de Gaulle.

Max JOGUET²⁰⁶

Le gardien Max Jean Joguet est une victime collatérale de l'affaire Quillent-Pateau. Né le 14 octobre 1911 à Seur (Loir-et-Cher), il devient gardien en février 1938 à Saint-Denis. Membre du Parti communiste, il met son activité militante entre parenthèses de son recrutement à 1941. Il fournit alors des renseignements au PCF, cache des évadés et héberge des réfractaires au STO. Il transporte aussi des armes, distribue des tracts et journaux clandestins et trouve du travail à Blois pour un militant communiste parisien recherché. Au moment de son arrestation à son domicile, le 7 mars 1943 à 8 heures par les BS, il est membre de trois organisations : *France Combattante*, *OCM* et *L'Honneur de la Police*. Lors de la perquisition une lettre d'un militant communiste détenu au camp de Pithiviers est retrouvée. Après des séjours à la Santé, au Cherche-Midi et à Fresnes, sous l'inculpation de propagande communiste, il est déporté le 20 septembre 1943. Il meurt à Mauthausen le 4 avril 1944. Homologué adjudant, il sera décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre. Ce père d'un enfant de trois ans avait été recruté par son collègue Marcel Delnef²⁰⁷.

Louis Henri BERNARD et Clovis DAILLAND

Les cas de Bernard et de Dailland constituent des cas communs, représentatifs du comportement de nombreux agents de la PP : ils montrent ce que pouvait être la tâche d'un résistant de base. Gardien de la paix en décembre 1920, et inspecteur principal en 1940, Louis Henri Bernard, Palissy, est né le 5 mai 1896 à Paris. Travaillant au 3e arrondissement et il est en contacts dès 1940 avec la grande résistante de l'*OCM* Yvonne Pagniez et transmet par elle des informations pour Londres. En octobre 1943, il rejoint le FNP qu'il informe sur les rafles projetées et auquel il fournit des faux-papiers. Les enquêtes qu'il sabote débouchent sur la remise en liberté d'agents arrêtés. Il distribue aussi des tracts et des journaux, cherche des informations sur les troupes allemandes. Il rejoint les FFI du groupe Les Ardents. Bernard est titulaire de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre 14-18. Clovis Alexandre Dailland, né le 16 avril 1944 à Cruzy-le-Châtel (Haute-Vienne) est gardien de la paix en février 1922 et rejoint la Résistance en mars 1942. Le 14 juillet 1944 à 15 heures, il est arrêté et frappé dans les locaux de la LVF où il avait été amené, pour avoir voulu défendre un patriote que ces collaborateurs arrêtaient. Livré aux Allemands, il est relâché à 22h30, et convoqué pour le 4 août devant le Tribunal allemand. Il quitte alors le service et fait l'objet d'une révocation. Réintégré à la Libération, il est promu brigadier et prend sa retraite en mai 1954.

Georges CLERGEOT

Le brigadier-chef Georges Louis Emile Clergeot *Yaya*, *Zochig*, a joué un rôle important dans la Résistance comme dans l'immédiat après-guerre. Né le 30 mai 1898 à Champlitte (Haute-Saône), il intègre la Préfecture de Police en janvier 1924. Au moment de sa révocation comme franc-maçon, le 26 septembre 1941, il fait partie, comme brigadier-chef, de l'encadrement de l'Ecole pratique des gardiens de la



paix implantée sur le site de Beaujon, laquelle fut une importante structure de résistance policière. Vite membre de la Résistance, il intègre Zadig après avoir déjà adhéré au FNP, faisant la liaison entre les deux organisations ainsi qu'avec LibéNord. Chef de groupe au sein du FNP, dont il fut parfois l'éminence grise, il était spécialisé dans la fourniture de faux-papiers, mais fut aussi l'artificier dans certains attentats. Les premiers tracts du FNP sont tirés chez lui. En mai 1943 il réussit un sabotage de pylônes dans l'Oise, où il réside. Son fils est fusillé après avoir été pris en mission pour la Résistance le 10 novembre 1943. Clergeot devient commissaire divisionnaire en 1944, et prend sa retraite en 1949, décoré de la Légion d'honneur, de la Médaille de la Résistance, et de la King's Medal for Courage. A la Libération, on l'a désigné comme membre de la Commission d'épuration au sein de laquelle il joue souvent un rôle modérateur, freinant le zèle vengeur d'Airaud, totalement étranger à la chose policière. Il meurt le 27 juillet 1968. Une salle de la PP porte son nom, ainsi qu'une rue de Notre-Dame-de-l'Isle (Eure).

René COSTES

Le gardien de la paix René Paul Costes *Freddy* est né le 13 janvier 1906 à Paris : il a rejoint la Préfecture de Police en juin 1931. Révoqué en juin 1940, il est réintégré en avril 1941. Sept mois plus tard, il met fin à son stage, pour être à nouveau réintégré en octobre 1946. Il démissionne une nouvelle fois en avril 1947. Pendant l'occupation, Costes est membre du *FNP* et de l'*Armée Secrète* dès juillet 1943. Il se distingue en incendiant des bancs d'essai de moteurs BMW dans les locaux de la société *Lorraine* à Argenteuil, puis en détruisant par explosifs une citerne d'essence de 16 000 litres dans la même usine. Avec ses complices, il désarme les gardiens du site et récupère sept armes.

Henri LOMBARD

Le gardien de la paix Henri Joseph Lombard est né 15 octobre 1913 à Saint-Ours (Savoie). Il rejoint la police en février 1938, et se rapproche de la Résistance communiste en mai 1942. Engagé dans un corps-franc, il lacère des affiches, tout en distribuant journaux et tracts. Il est arrêté par la « Gestapo française » alors qu'il se rend à une réunion de résistants le 1^{er} octobre 1942, dans une affaire de fourniture de fausses cartes d'alimentation à des réfractaires. La révocation suivra





208 Tous collaborent au groupe créé par Levasseur.

209 Né le 1er mai 1915 à Moulins (allier), il est aussi membre du réseau *Bourgogne*. Il entre dans la clandestinité le 9 août 1944.

210 Né le 1^{er} février 1911 à Saint-Germain-d'Arcé (Sarthe). Recruté en février 1942, ce policier adhère à la Résistance en mai 1942 au sein du groupe où milite Longueville. Il a hébergé deux prisonniers évadés. Il prend sa retraite en mars 1967.

211 Voir le fascicule 2009.

212 Joseph Grün sera évoqué dans le fascicule de 2011.

213 Ancien camp d'internement.

214 Avec le gardien Francis Favier, Georget, né le 23 mai 1909 à Meurcourt en Haute-Saône. Il est nommé en août 1933 et promu brigadier-chef en décembre 1944. presque aussitôt. Lors de son arrestation, Lombard est blessé par balle au visage, puis interné au Cherche-Midi. Transféré à Compiègne, il part en déportation en décembre 1943, et meurt à Sachsenhausen-Oranienburg le 7 août 1944 d'une septicémie occasionnée par sa blessure. Il sera réintégré modestement au grade de brigadier.

Raymond LONGUEVILLE

Gardien de la paix en décembre 1930, Raymond Longueville, *Désiré*, né le 24 février 1903 à Paris, fait partie des premiers à esquisser les prémices du *FNP*. Il joue ultérieurement un rôle clé dans le transfert d'Airaud à l'Hôtel-Dieu. En effet les tortionnaires du cheminot communiste à la BS, après l'avoir frappé jusqu'à mettre sa vie en danger sous prétexte de « rébellion », ont refusé que des soins lui soient donnés. Longueville, avec son adjoint Guéron et ses collègues²⁰⁸ chargés de la garde nocturne des détenus, font alors transférer Airaud. Assisté par les gardiens **Jean Gilblas**²⁰⁹ et **Félix Guérin**²¹⁰, le même Longueville fut d'ailleurs un membre actif de la chaîne d'évasion mise en place par Prévot. Il récupère ainsi avec celui-ci et Chouteau un parachutiste qui avait abouti dans un café d'Antony, le fait héberger chez la sœur de Prévot, puis le remet à la filière d'évasion *Pat O'Leary*²¹¹, qui l'achemine en Angleterre. Il fait aussi partie de l'équipe de policiers qui a déposé une gerbe sur le tombeau du soldat inconnu le 11 novembre 1943. Officier de paix à la Libération, il prend sa retraite en 1953.

Marcel PERSON, Roger LESPRILLIER

Marcel Jules Person, *Destal*, est né le 27 septembre 1900 à Chiry (Oise). Gardien de la paix, il adhère au *FNP*, aidant aux franchissements de ligne vers la zone nonoccupée, grâce à une filière installée à Savonnières (Indre-et-Loire). Il fait aussi partie de ceux qui, à l'issue d'une souscription, déposent la gerbe sous l'Arc de Triomphe en 1943, en compagnie de plusieurs collègues, dont Grün²¹², Guéron, Longueville et Lesprillier. Ce dernier, né le 12 octobre 1908 à Neuilly-sur-Seine, est devenu gardien de la paix en septembre 1941. Recruté dans la *France Combattante* par Guéron. Il informe les familles de résistants arrêtés et délivre des faux-papiers. Dénoncé au début de 1944, Roger Albert Lesprillier rejoint les rangs des *FTPF*, puis s'engage dans l'armée régulière. Il devient « officier de rapatriement », avec le grade de sous-lieutenant, au centre d'hébergement soviétique de Casseneuil²¹³ (Lot-et-Garonne), puis à Verdun et à Metz pour l'organisation, en avril 1946, des convois de personnes déplacées vers la Pologne et la Tchécoslovaquie. Il est démobilisé le 3 mars 1947, mais ne rejoint pas la PP dont il a démissionné en mai 1946.

Louis PONZI

Le gardien Louis Hugues Ponzi, *Louis*, est né le 2 mai 1904. Policier depuis février 1935, il rejoint les groupes qui constitueront la *France Combattante* en mars 1942. Le 13 août il participe à un attentat contre un garage allemand, avenue de Saint-Mandé. Le 18 juillet 1943, Ponzi fait partie du groupe de protection lors de l'attentat contre le bureau de placement allemand de la rue Saint-Antoine. Le 3 juillet 1944, il prend part²¹⁴ à l'opération qui libère Airaud, et le 27 il est de

ceux qui réalisent l'attentat contre Air Liquide à Boulogne-Billancourt. Responsable de la 4° division, il recrute au printemps de 1944 pour le maquis du Loiret implanté dans la ferme du By près de la Ferté-Saint-Aubin. Entré en clandestinité le 31 juillet, il est sérieusement blessé lors d'une attaque de chars allemands contre la PP, puis hospitalisé. Décoré de la Médaille Militaire, de la Médaille de la Résistance, et de la Croix de guerre, il devient officier de paix après le conflit et prend sa retraite en mars 1947.

Serge ROGER

Serge Georges Roger, né le 25 mai 1989 à Mézières (Ardennes) est gardien de la paix en mai 1936. Il travaille au bureau de commandement de la Police Municipale et peut informer la Résistance de toutes les opérations projetées. De 1943 à 1944, il prélève des armes pour elle dans les sous-sols de la PP parmi celles remises par les Parisiens et falsifie les bulletins de livraison aux fins de destruction. Il participe à plusieurs sabotages, dont ceux, en 1943 des usines Panhard et Hotchkiss, puis en juillet 1944 il prend part aux actions contre le garage des Batignolles²¹⁵ où sont enlevés dix-sept camions chargés de fournitures livrées aux maquis de la Sarthe et de Bretagne, et contre Air Liquide à Boulogne. Le 21 août, plusieurs de ses collègues, dont Lesprillier et lui, sont attaqués par l'équipage d'un camion allemand, qu'ils mettent en fuite, et le 22 ils surprennent une patrouille de huit Allemands quai Conti : ils en blessent deux et les autres s'enfuient. Roger devient brigadier à la Libération.

François ROUVE

François Simon Rouve, né le 1^{er} décembre 1911 à Montagnac (Hérault), devient gardien de la paix en août 1937. Il s'engage rapidement dans l'action syndicale et mutualiste, et la poursuit dans la Résistance, au sein du *FNP*, recruté par le responsable du 19^e arrondissement Albin Maistre. Il aide en particulier des juifs, en cache dans sa maison de l'Hérault. Puis il participe aux combats de la Libération en tant que chef de groupe aux barricades du pont de Flandres et aux abattoirs de la Villette. Il poursuit après guerre une carrière syndicale, qui le conduit à être révoqué en 1962 suite aux positions qu'il a prises lors de l'affaire de Charonne. Réintégré, il prend sa retraite en 1966. François Rouve meurt en 1978.

Brieuc LE CORVAISIER, Antoine FILIPPI

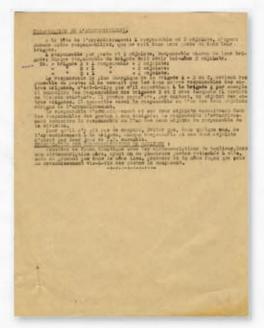
Le gardien de la paix Brieuc Hyacinthe Le Corvaisier *Jean-Loup* est en poste à Gentilly quand il intègre la Résistance. Né le 5 novembre 1909 à Rennes, policier en 1938²¹⁶, déjà vétéran de la *France Combattante*, il intègre le *Front National de la Police*. Le Corvaisier abrite des agents de la Résistance et il héberge mi-mars 1944 à son domicile de Villejuif une équipe fortement armée qui vient de «braquer» des tabacs. Contraint de se cacher après l'arrestation d'un résistant de son entourage, *Paulot* (Paul Pascaud), appréhendé après avoir tiré sur une femme à Bicêtre. Il est révoqué à la date de sa non-reprise de service, le 26 avril 1944. Au maquis, Le Corvaisier prend part à un combat contre la Milice à Esclottes (Lotet-Garonne) le 12 avril. Le 21, il détruit avec son groupe le dépôt de carburant de Monbazillac. Il commande en second le groupe *Anic* (41 hommes) et,



Fiche de recherche d'Antoine Filippi

- 215 Action organisée par Clément Roycourt et à laquelle participent le lieutenant Merchadou et ses résistants de la Garde.
- ²¹⁶ Son licenciement fut proposé car il souffrait d'un ulcère chronique

De France Combattante au...



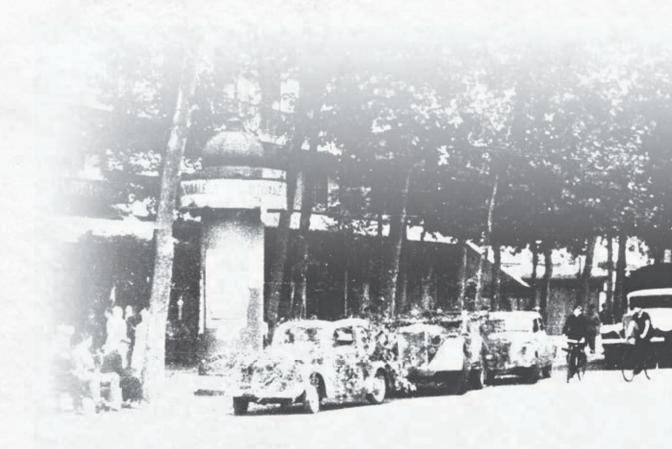
Organisation territoriale du FNP reconstituée par les brigades spéciales

recherché par les services de Vichy, il doit se réfugier près de Bergerac. Séparé du maquis avec son chef et cinq de ses hommes en raison d'une panne de voiture, il est découvert le 8 mai 1944 vers 14h30 par les Allemands dans la ferme du Viguier au lieu-dit Jean Bart à Saint-Aubin-de-Cadelech. Le feu est mis à la ferme à coups de mortier servis par des renforts appelés par les assiégeants : Le Corvaisier contre-attaque avec trois hommes et se défend jusqu'à l'épuisement des munitions. Arrêtés, torturés, Le Corvaisier et ses camarades seront assassinés sauf deux qui parviennent à s'enfuir. Ce père de deux enfants sera réintégré dans ses fonctions à titre posthume, au grade de brigadier en... 1969! Il a été décoré de la Légion d'Honneur et de la Croix de guerre. Antoine Filippi *Toni*, collègue de Le Corvaisier, vient à son domicile chercher de ses nouvelles : c'est lui qui, contraint et forcé, avait arrêté Paulot. Convoqué au commissariat, il fait sa déposition, puis disparaît comme son ami : il est révoqué le 7 avril 1944. Filippi était né le 12 avril 1915 à Bastia, et admis comme gardien de la paix en 1941 à Gentilly. Engagé dans la Résistance, le voilà chef d'un groupe de protection des actions (sabotages par ex). Ayant rejoint le maquis, il est blessé à la tête le 12 juin 1944 au combat de Lormes. Le 17, il transporte avec les FFI du Maguis Iulien du 1^{er} bataillon du 2^e régiment du Morvan un important lot d'armes parachutées, quand il est attaqué, avec son escorte, par un fort détachement allemand. Filippi est tué à ce combat, mené aux Etangs du Merle à Crux-la-Ville (Nièvre). Il faisait l'objet d'une fiche de recherche du 19 juin de la Police Municipale pour « s'être soustrait à une mesure d'internement administratif ». Il a été reconnu, à titre posthume, comme chargé de mission de 3e classe (sous-lieutenant) du réseau Action Mission Lemniscate, décoré de la Croix de guerre et réintégré dans la police.

Une des surprises que réserve la Résistance protéiforme à la PP réside dans la présence de fortes composantes policières parisiennes dans certains des grands réseaux nationaux. Nous avons en 2009 évoqué la place de *L'Alliance* au sein de la « maison » : certaines structures ont largement fait appel aux policiers. Dans d'autres, cette présence aura été plus symbolique, ou en tous cas plus difficilement identifiable.



Béarn, Patriam Recuperare et les Brigades Spéciales



La BS1²¹⁷ se met en place à la mi-1941, sur les bases d'une structure ébauchée dès mars 1940. Elle supplante rapidement la BS qui avait été créée au sein de la PJ. La violente répression engagée par les Brigades Spéciales des Renseignements Généraux contre les communistes, et à un degré moindre contre les autres résistants et contre les juifs, en a fait inéluctablement les cibles de ses victimes potentielles. Cibles en termes de règlements de comptes sur la personne des membres de ces brigades : plusieurs ont été l'objet d'attentats. Cibles aussi dans l'espoir d'en pénétrer les secrets. Quelques organisations se sont essayées à infiltrer les BS. Seul le réseau *Béarn* a rencontré dans cette tâche un succès exceptionnel. Les autres n'y ont obtenu que des réussites ponctuelles, à l'exception de *Patriam Recuperare* d'une part, et du *FNP* d'autre part qui, au lieu de recruter au sein des BS a habilement ciblé les gardiens qui venaient y assurer la surveillance des détenus.

Marcel QUILLENT

La recrue de la Résistance qui a fait couler le plus d'encre est membre d'un autre réseau que *Béarn*: l'inspecteur Marcel Georges Quillent, néle 13 mai 1908 à Paris, est gardien de la paix en avril 1931 et inspecteur spécial depuis octobre 1942; il est alors père de trois enfants. Il a d'abord traqué les porteurs de croix de Lorraine et les communistes, puis il a adhéré à *Patriam Recuperare* en octobre 1942, recruté par Robert Masspacher, une relation d'avant-guerre. Parmi les coups portés par Quillent à sa propre « maison » figure la transmission à la Résistance de la liste des



inspecteurs des BS, qui est lue à la radio de Londres en 1942. Il fournit aussi les résultats des interrogatoires, ce qui permet par exemple d'épargner une partie du groupe Valmy de l'Armée Volontaire, dont il sauve aussi la documentation. Quillent livre à Patriam un réseau d'espionnage allemand composé d'agents de l'école de TSF envoyés ensuite en Afrique du Nord. Certaines de ses informations transitent par mademoiselle Imbert, qui travaille sur le Marché aux Fleurs; toutes remontent au commissaire de police Gaston Pateau²¹⁸ de la Police Nationale qui fait le tri et agrège d'autres éléments avant de transmettre les documents au Docteur René Quenouille, chargé par Jean Moulin des relations avec le FN et avec le PC. Pateau est d'ailleurs une plaque tournante du réseau : il reçoit nombre de résistants dans son bureau de la gare de Lyon. Grâce à Maurice Emile Nebreda²¹⁹, commis au cabinet du préfet de police, Quillent a accès à des informations privilégiées et à des cachets qui proviennent de la Direction de la circulation et des transports. Il fournit également des fausses cartes d'identité pour les Juifs. Le 27 février 1942, Lucie Gratadoux²²⁰, une militante communiste proche de Brossard, le responsable des cadres du parti, et agent de liaison du réseau *Frédéric* est arrêtée, porteuse de rapports dont il est vite établi qu'ils proviennent de la BS2. Les inspecteurs des BS identifient trois de leurs collègues comme suspects de la fuite, dont Quillent. Celui-ci est alors arrêté. Interrogé, il se dit à la fois

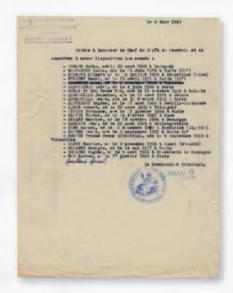
²¹⁷ Brigade Spéciale n°1.

²¹⁸ Né le 11 mars 1907 à Ruages, le commissaire Pateau est un agent actif de plusieurs réseaux : c'est lui qui recrute les inspecteurs Quillent et Dumaine des BS. Il meurt à Mauthausen le 15 janvier 1944.

²¹⁹ Né le 25 novembre 1898 à La Rochelle, il est commis en juillet 1937, et prend sa retraite comme adjoint administratif en décembre 1963.

²²⁰ Voir supra

et les Brigades Spéciales



Envoi au Dépôt des protagonistes de l'affaire Quillent

« anti-allemand » et « anti-communiste », puis parle parce que découvrant qu'il a travaillé en fait pour les communistes : le doute l'assaille. En outre, le voici face à la certitude que les enquêteurs trouveront chez lui, en évidence dans son entrée, les documents compromettants qu'il a tapés à son domicile sur sa machine personnelle. Il livre alors quelques noms de résistants, veillant à ne donner, à une exception près, que des gens qu'il savait à l'abri de l'arrestation si toutefois ils respectaient les règles de sécurité. Ces personnes échappent d'ailleurs aux investigations à la notable exception de son chef direct, Robert Masspacher, dont Quillent a hébergé le frère André durant plusieurs mois lors des rafles de juifs de 1942. Masspacher se trouve au confluent des réseaux Patriam et Frédéric. Il ne respecte pas pour autant les consignes de sécurité : il est arrêté par les BS à la brasserie Dreher, place du Châtelet²²¹, où il avait rendez-vous avec Quillent. Celui-ci est condamné à la prison à perpétuité par le Tribunal d'Etat allemand de l'avenue Foch. Détenu un mois au Cherche-Midi, puis cinq mois à Fresnes, il part alors pour l'Allemagne, et emprisonné un mois à Sarrebrück. Enfin il sera déporté à Mauthausen pour ne rentrer en France que le 27 juin 1945. A son retour de déportation, Quillent est mis en accusation, arrêté et suspendu à nouveau²²² par la commission d'épuration pour avoir livré un large pan du réseau. De plus Robert Masspacher l'accusait de n'avoir servi la Résistance que pour de l'argent. Il fallut à Quillent un long combat judiciaire, les appréciations élogieuses du chef de Patriam, Albert Kirchmeyer et une enquête rigoureuse, pour être largement innocenté. Il est en effet établi que c'est Masspacher lui-même qui avait abondamment parlé, livrant les membres du réseau, et détourné des fonds (20 000 francs) de son réseau, ne donnant à Quillent qu'un dédommagement de 3000 à 5000 francs pour les frais qu'il engageait aux fins de fourniture de fauxpapiers. La solution de l'affaire mène Robert Masspacher au suicide en juin 1947. On sait aujourd'hui que c'est bien ce dernier qui a livré entre autres trois correspondants de Quillent : les commissaires Pateau²²³, Aldou²²⁴ et Albouy, ainsi que ses propres chefs de réseaux, le colonel Henri Manhès et Kirchmeyer. Un autre résistant de la Police Nationale, le commissaire Roger Revoil, échappe de peu à l'arrestation. Mais c'est Quillent qui dut se battre vingt ans en Justice pour se voir reconnaître la qualité de déporté-résistant ! Il est vrai que son collègue Dumaine fut la victime directe de sa déposition, mais Quillent pouvait-il l'éviter? En dernier ressort, la commission compétente a jugé que non. Il prendra sa retraite en juin 1953.

Eugène DUMAINE

L'inspecteur Eugène Louis Dumaine, *Dudu*, est né le 9 août 1901 à Saint-Germain-la-Campagne, dans l'Eure. Gardien de la paix en avril 1931, il devient inspecteur spécial en octobre 1942. Membre de la BS2, il est la vraie victime de la déposition de Quillent lors de son arrestation. C'est en effet ce dernier qui l'a introduit auprès de Robert Masspacher au cours d'une entrevue à la brasserie Zimmer, place du Châtelet. Résistant exemplaire



²²¹ Masspacher de son côté voyait les commissaires Pateau et Albouy à la brasserie Zimmer.

²²² Il avait bien sûr été préalablement révoqué par Vichy.

²²³ Il est arrêté à son domicile à Villeneuve-Saint-Georges.

²²⁴ Il est informé le 2 mars 1943 par Pateau, avec lequel il avait travaillé à la gare de Lyon, de l'arrestation de Robert Masspacher. Célestin Aldou est arrêté le 4 mars 1943 à son domicile de Rouen, où il travaillait pour Martini-Rossi après son éviction de la Police Nationale car franc-maçon. Il meurt à Sachsenhausen en juillet 1944.

²²⁵ René Albouy se présente volontairement aux BS le 5 mars 1943 à 18h30 après avoir échappé une première fois à ses « collègues ». Albouy rentrera de déportation en 1945 et deviendra médecin.

DUMPINE Engene. Louis
no le 9 Mont 1901 à 1 Germainla Campagne (hue)
de faces Julie et de Morario Main.
Marie à Jacquerau principal enfant.
Inspecteur special à la P.P.
- Complier de Gerallent Marial
egalement archée. Chelans d'in report
traces des sur avec militant communes
A 19. BROSSARD
Brownge au dépot le 23 4 03

Envoi au Dépôt de Eugène Dumaine

- 226 **René Jean Dubessay** *RUA-667*, est né le 18 septembre 1914 à Bellerive-sur-Allier. Gardien en mars 1938, inspecteur en août 1942, il fait partie des agents arrêtés lors de l'affaire du 17 mars 1944. Il est libéré de la Santé le 18 août 1944 et décoré de la Croix de guerre, homologué sergent-chef. Il meurt commissaire-adjoint le 7 avril 1960.
- 227 Georges Fretet, est né en 1913 dans la Creuse : gardien en 1937 et inspecteur spécial en 1942, il est versé d'office avec plusieurs autres promus dans les BS.
- 228 Né le 9 avril 1913 à Escolives (Yonne) : il est gardien en décembre 1937, inspecteur spécial en août 1942 et prend sa retraite de commissaire principal en avril 1970.
- 229 **Albert Joseph Désert**, *Bébert*, est né le 25 novembre 1908 à Troisvilles dans le Nord. Il est gardien en juillet 1932, inspecteur en octobre 1939, et prend sa retraite d'officier de police principal en 1963.
- 230 Gustave François Deprez, Gust, né le 23 juillet 1913 à Sains-en-Gohelle (Pas-de-Calais) devient gardien de la paix en juin 1937 et inspecteur spécial en mars 1940. Il est révoqué en juillet 1944. Bien que reconnu adjudant par la DGER, il est amené à guitter la police en mars 1945.
- 231 Henri Robert Thilloux RUA-675 est né le 13 octobre 1910 à Rouvresles-Bois (Indre). Gardien en octobre 1937, il prend sa retraite d'officier de police en mai 1957, après avoir appartenu à Béarn et à Kasanga et été homologué sous-lieutenant. L'importance de son rôle est soulignée par le commandant de Stael.
- 232 **Gérard Augustin Lemoine** est né le 24 novembre 1920 à Saint-Nicolas-de-Redon (44) : il est inspecteur en mars 1942 et prend sa retraite de commissaire divisionnaire en novembre 1979.
- 233 Italo René Odin est né le 31 août 1942 à Paris. Il est gardien de la paix en septembre 1937, et inspecteur spécial en avril 1941. Il cesse ses fonctions en mars 1945. Outre Béarn, il a travaillé aussi pour Vengeance.
- 234 Alfred Jouhanneau, né le 8 février 1909 à Libourne (Gironde) avait été recruté par Ulver le chef du réseau, qu'il était chargé d'arrêter pour le compte de la 1^{re} Brigade de Police Mobile.
- 235 Raymond Charles Rochet, né le 2 mai 1912 à Paris, est inspecteur spécial en octobre 1939, et secrétaire de police à la BS1 en juin 1943. Il est agent P0 à *Béarn* et à *Jade-Fitzroy* en juillet 1943. Sujet de controverses, Rochet quitte la police le 23 mars 1945.

dès 1940, Dumaine a obtenu le bombardement d'une usine de produits chimiques et de gaz de Sevran qui travaille pour les Allemands. Il évite de nombreuses arrestations : il occupe en effet un poste stratégique aux archives des BS. Ami du commissaire Pateau, qui est destinataire des documents qu'il prélève aux RG, il est à Patriam Recuperare depuis longtemps. Arrêté le 28 février 1943 dans son bureau par le commissaire David lui-même, Dumaine est alors membre aussi de Ceux de la Libération. Bien qu'ayant livré son collègue, Quillent essaie d'en minimiser le rôle, disant qu'il n'a recu de lui que des « informations orales ». Les documents découverts sur Lucie Gratadoux auraient, avec une quasi-certitude permis d'identifier Dumaine, comme en étant la seule origine possible même sans le témoignage de Quillent. Il est plus tard remis aux Allemands et déporté le 13 septembre 1943 à Bergen-Belsen, malgré l'intercession de sa femme qui souligne que son mari venait d'être opéré d'un cancer au pied dont il n'était pas guéri, puis il est transféré à Buchenwald, où il meurt le 19 décembre. Lors de son interrogatoire, Dumaine se dit anti-communiste, mais se revendique gaulliste car de Gaulle « est le chef du mouvement qui doit sauver la France ». Il est homologué dans le grade de sous-lieutenant, et réintégré dans ses fonctions à titre posthume comme brigadier-chef d'inspecteurs.

Béarn

Le réseau Béarn entre en scène par une démarche de l'inspecteur Angélot vers son collègue Albert Bourgeon. Angélot souhaite quitter la BS dans laquelle il ne supporte pas de travailler. Bourgeon lui demande de surmonter sa répugnance et de rester, dans l'intérêt de la Résistance. Bourgeon sait de quoi il parle : il a rencontré en août 1941 une anglaise, la comtesse de Bellissen, et, par elle, a eu accès à l'Intelligence Service. Dès ce moment, les notes de Vichy, dont une instruction secrète du ministre Peyrouton sur la surveillance de l'ambassade américaine et des informations sur des sites stratégiques fuitent vers Londres soit par ce canal, soit via *LibéNord*. En ces premiers mois d'existence des BS, les communistes demeurent souvent dans l'incertitude sur la conduite à tenir : quand ils sont convoqués par ces policiers, la plupart défère. Une attitude qui n'empêche pas qu'un réel malaise s'empare rapidement d'une part non-négligeable des agents affectés dans l'unité : au cours de l'année 1942, Angélot recrute pour Béarn les inspecteurs Dubessay²²⁶, Fretet²²⁷ et **Georges Perraut**²²⁸, qui cooptent Désert²²⁹ et Deprez²³⁰ à la BS1, puis Lozinguez et Chabot à la BS2. Plus tard les rejoignent successivement Curinier, Thilloux²³¹, Lemoine²³² et Odin²³³, qui cherchent des contacts dans la Résistance. La plupart seront arrêtés en 1944. Le commissaire Jouhanneau²³⁴ de la 1^{re} Brigade de police de Sûreté de la Police Nationale à Paris, personnage central au sein de Béarn pour les affaires de Police et de Justice, et qui gère à ce titre les résistants des BS recrute de son côté l'inspecteur Rochet²³⁵. Le gardien Lesec en fait de même avec Brianza. Certains enfin ne trouvent place nulle part et mènent leur résistance personnelle, tel l'inspecteur Marché avec son alter ego Chabot pourtant membre de Béarn. Outre la fourniture d'informations sur les affaires en cours, ces policiers sont vite sollicités pour des tâches qui s'inscrivent dans la logique d'une forme d'Etat clandestin que la Résistance s'efforce de mettre en place. Ils sont ainsi amenés à protéger les réunions de

et les Brigades Spéciales



René Debessay



Georges Perraut

²³⁶ La Confrérie Notre-Dame, le réseau maieur du Colonel Rémy.

²³⁷ Conseil National de la Résistance.

²³⁸ Main d'Oeuvre Immigrée, formation de résistants FTP d'origine étrangère, rendue célèbre par le *groupe Manouchian*.

²³⁹ Il sera malgré tout arrêté plus tard.

²⁴⁰ Charles Victor Lesec, né le 11 mars 1898 à Saint Etienne-sous-Bailleul (Eure): il quitte Paris en novembre 1943, car il risque d'être arrêté pour de bon. Membre de Béarn et de Frédéric, il est réintégré à la PP en juin 1945 et termine sa carrière comme brigadier-chef en octobre 1947.

²⁴¹ Solange Hource.

²⁴² Qui sera arrêté

réseaux comme la CND^{236} ou de structures officieuses tel le CNR^{237} . De quoi les mettre dans le collimateur de leurs propres confrères : Angélot, devenu suspect, finit par être arrêté chez lui le 14 mars 1944 après avoir « cassé » successivement trois affaires d'apparence facile. Il avait auparavant accompli avec ses collègues une œuvre de sabotage considérable. Il a pu éviter à la mi-1942 l'arrestation de Joseph Davidowitz, le responsable de la MOI²³⁸, en lui faisant passer un mot : « la flicaille à Laval va vous arrêter ». Quelque temps après, l'action du groupe Barrachin de la BS1 contre la MOI est signalée sans qu'il en soit tenu compte : Davidowitz est arrêté. Il livre alors son réseau. Parmi les autres affaires sabotées, figure cette de Georges Wodli²³⁹, le secrétaire syndical des cheminots d'Alsace-Lorraine, à la mi-1941 : les policiers résistants avaient prévenu les proches de Wodli tels sa femme, mais aussi ses camarades Violette ou Le Coz. Puis le fils du professeur Langevin sur le point d'être arrêté est prévenu et s'enfuit. En filant Pozzo di Borgo, les inspecteurs résistants des BS remontent tout un réseau soviétique et font capoter le dossier. En octobre 1943, ils signalent l'indicateur Migdal, qui est exécuté. Dans l'affaire Brossard, les policiers résistants préviennent de l'existence de l'indicateur communiste Deudon qu'ils retrouvent aussi dans d'autres dossiers. Ce sont des dizaines d'indics et de dénonciateurs qui sont ainsi identifiés et signalés. La « Gestapo française » de la rue Lauriston reste une des cibles du groupe : ses agents sont filés, identifiés et « logés ». Cela permet de signaler les personnages, parfois d'en faire éliminer, mais aussi de les arrêter rapidement à la Libération. Ainsi sont repérés les Fels, Clavié, Loiseau, Ferrari, Henaud, Clarke, Guillemot, Vassereau, madame Moucheboeuf membre du PC et maîtresse d'un agent allemand, et bien d'autres, ainsi que l'équipe des séides nord-africains. Des policiers ou des juifs menacés d'arrestation, prévenus, peuvent échapper aux BS qui les poursuivent. L'affaire du gardien Lesec²⁴⁰ se voit sabotée en octobre 1943 : l'intéressé est arrêté brièvement, mais ses dossiers compromettants sont déménagés la même nuit. Ainsi a pu également être empêchée l'arrestation précoce de Bourgeon et d'un important agent de liaison²⁴¹. Car Bourgeon est devenu la clef de voûte du dispositif de résistance au sein des BS, où il crée avec les inspecteurs Curinier et Angélot l'emblématique et important groupe Auto-Défense. Grâce à des contacts au secrétariat du préfet de police, il reçoit très rapidement des informations confidentielles, souvent avant le préfet lui-même. En juin 1943, en raison d'une traîtrise, un rapport global sur l'activité des BS établi par Bourgeon est saisi au secrétariat de LibéNord, rue Chardon-Lagache. Plus tard, quand un de ses contacts est arrêté, Bourgeon réussit à sortir les documents et matériels importants que celui-ci détient dans sa cave, 42 rue Denfert-Rochereau. Il donne aussi au colonel Villers²⁴² du Mouvement *Résistance* d'importantes informations fournies par le gardien Zinck sur des installations de DCA allemandes et sur des dépôts de V1 à Neufchâtel-en-Bray, Esclavelles, et Les Rayons. Grâce à d'autres policiers tels Bardies de l'état-major de la police municipale qui l'informe sur les impacts des bombardements alliés, ou Laforêt qui le renseigne sur les travaux dans le Cotentin, il fournit la Résistance en données d'une importance vitale. Avec l'aide d'un autre inspecteur résistant, Maxime Masure, il transmet des rapports vers Londres sur des affaires en cours ou à partir des informations recueillies. Bourgeon avait établi pour son réseau



René Goude

243 Surtout le 14

²⁴⁴ Née le 7 décembre 1910 à Paris.

²⁴⁵ Né le 6 février 1914 à Saint-Benin d'Azy (Nièvre), il est gardien en mai 1937. Membre du réseau Action PP d'Artagnan dès novembre 1942 en tant qu'agent de renseignement, il est suspendu en mars 1944, et gagne le maquis en juillet. Il termine la guerre au sein de la Mission Interalliée. Il meurt officier de police en août 1956, décoré de la Croix de guerre.

au sein des BS une importante boîte aux lettres qui a joué un rôle primordial dans la transmission des renseignements : chaque jour, une livraison se faisait dans les locaux du serrurier Richard, 30 rue des Fossés-Saint-Bernard. Ceux-ci avaient la particularité d'avoir deux autres issues vers le 21 de la rue du Cardinal Lemoine et vers le café Marius, 28 rue des Fossés-Saint-Bernard. Les documents étaient déposés dans un tas de ferraille dans la cour du serrurier, où un agent de liaison les récupérait. Le soir, un autre mode de transmission des plis était mis en place : les documents étaient placés dans un journal plié, qui changeait de main en montant dans une rame de métro à une heure de pointe. Sur plusieurs jours²⁴³ de mars 1944, un coup de filet a cependant raison d'Angélot, de Dubessay, Lozinguez, Perraut et Bourgeon. Sept autres agents sont arrêtés deux mois plus tard. La rafle est la conséquence directe de l'affaire Boulanouar, arrêté en possession des plans du PC du général Rommel que les inspecteurs résistants avaient fait disparaître. Angélot fait dans cette affaire des faux rapports de surveillance avec Perraut, mais, doublés par une seconde équipe de la BS, ils voient leur rôle mis à jour.

Albert BOURGEON

Albert Bourgeon Bernard, Germain, RUA-50, né le 24 mars 1907 à Verneix (Ain). Gardien de la paix en octobre 1934, est inspecteur spécial en avril 1939. Il devient membre précoce de la Résistance au sein du SR de Résistance, puis à LibéNord et à Béarn où il succède au commandant Fayard quand celui-ci est arrêté. Bourgeon décrit dans ses rapports le mode d'emploi vicieux des dénonciateurs : leurs lettres sont envoyées en double exemplaire, le second destiné aux Allemands. Souvent les policiers français font leur enquête « sérieusement », rencontrant les mis en cause, les concierges, les voisins, affirmant leur prochain retour dans l'espoir que les gens comprendront ce qu'ils ont à faire. Ceux-ci hélas attendent souvent passivement le retour des policiers... Bourgeon réussit à placer madame Rose Le Jeanne²⁴⁴ comme femme de ménage au 16, boulevard Flandrin, siège d'un tribunal allemand : elle y trouve des informations sur les affaires en cours. La résistante fournit aussi à Bourgeon l'heure d'arrivée d'Himmler au Bourget fin 1943. Il déniche des informations sur les aérodromes de Villacoublay et d'Orly ainsi que sur l'activité des avions allemands. Il fournit les plans de la défense de Cherbourg et ses environs ainsi que celui des bases sousmarines de Saint-Nazaire. Entre ses mains transitent aussi les plans de l'avion stratosphérique expérimenté par les Allemands. Le policier résistant trouve des informations cruciales sur la station radio chargée de guider les sous-marins allemands et qui a été installée dans l'immeuble du cinéma Napoléon avenue de la Grande Armée. Bourgeon identifie aussi un traître qui a infiltré son entourage : Cisa. Le gardien René Guillaume Goude²⁴⁵ Christian, Mallard, est chargé de l'exécution avec une matraque en plomb qui lui est fournie. Le félon est attaqué un soir de mars 1944 vers 21 heures, à l'angle des rues Lecourbe-Convention : la matraque plie. Goude tire alors sur lui avec le 6,35 de Bourgeon, mais les balles ricochent sur la cotte de mailles portée par Cisa, qui s'en tire avec trois fêlures aux côtes et au crâne, secouru par un car de police-secours. Bourgeon, soupçonné, quitte la PP le 29 janvier 1944 : il est révoqué le 15 du mois suivant. Son arrestation s'ensuit le 17 mai sur dénonciation alors que, pour le compte de *Béarn*, il réunit au 30 bis boulevard de la Bastille les responsables du réseau pour l'Eure-et-Loir, le Maine-et-Loire et la Seine-et-Marne. On trouve chez lui un rapport remis par Bardiès sur le réservoir d'eau et l'usine élévatrice pour locomotives de Lagny-Chelles. Bourgeon est accusé d'avoir donné les informations qui ont permis le bombardement de la gare de Villeneuve-Saint-Georges et de l'aérodrome de Coulommiers. Torturé à la baignoire rue des Saussaies, il est envoyé à Compiègne, puis déporté le 18 août 1944 à Buchenwald, où il sera soigné pour une pneumonie par un médecin français et où il va participer à la libération du camp le 27 avril 1945 au sein du corps-franc *Vanbremersch*. Il est homologué chargé de mission de 3^e classe, décoré de la Légion d'honneur, de la Médaille de la Résistance, de la Croix de guerre et de la *King's Medal for Courage*. Albert Bourgeon prend sa retraite d'officier de police principal en avril 1962.

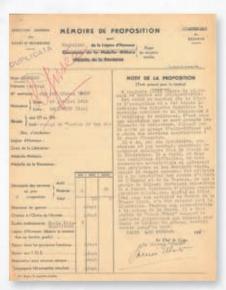
Alfred ANGÉLOT

Né le 25 juillet 1910 à Marignieu (Ain), l'inspecteur Alfred Louis Eugène Angélot, Dupa, Fredo, RUA-698, est en poste à la BS2. Il rejoint officiellement Béarn en juillet 1943, tout en restant membre du réseau franco-polonais F2. Parmi les informations fournies par Angélot, certaines sont stratégiques telles celles sur le dépôt de munitions de Cassan ou sur les dépendances de l'Arsenal de Brest dans les champignonnières d'Houilles. Même depuis la prison il fait échouer une arrestation dans son réseau. Après son interpellation à son domicile, il est incarcéré à la Santé, où il fait partie du corps-franc qui se crée dans l'établissement pour libérer la prison. Cette libération intervient le 17 août 1944. Angélot s'empresse d'arrêter huit collaborateurs des Brigades dont le commissaire Bizoire et l'inspecteur principal Barrachin. Cet épisode marque aussi le début de ses ennuis. Angélot comparaît deux fois devant la commission d'épuration incapable d'admettre qu'il ait dû arrêter des gens pour pouvoir rester en fonctions au profit de la Résistance. Il peut alors compter sur l'appui de Bourgeon, qui a heureusement survécu à l'épreuve des camps de concentration. Alfred Angélot, reconnu chargé de mission de 3^e classe, meurt en février 1992, après avoir pris sa retraite d'officier de police principal en février 1965. Il avait été recruté en février 1935 comme gardien de la paix et était devenu inspecteur spécial en mai 1938.

Albert LOZINGUEZ

L'inspecteur spécial Albert Jacques Joseph Lozinguez est né le 23 mars 1915 à Marconnelle dans le Pas-de-Calais. Membre de la BS2, ce résistant précoce adhèrent dès 1941 à *Défense de la France*, rejoint *Béarn* en juillet 1943: il y est successivement agent P1 puis P2²⁴⁶. Dans le cadre de son travail, il est amené à faire partie de l'équipe qui arrête le responsable communiste Arthur Dallidet. Mais pour la Résistance, il fournit parallèlement un travail considérable, en subtilisant des documents, en prévenant des personnes recherchées ou en fournissant

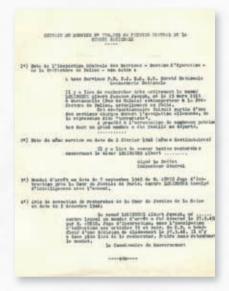




Proposition de Légion d'Honneur pour Alfred Angélot

246 Employé à plein temps

Béarn. Patriam Recuperare...



Les péripéties judiciaires d'Alfred Lozinguez

des faux-papiers. Intégré dans la vague d'arrestations de mars 1944, interpellé le 14 à 6 heures à son domicile, il partage le sort de ses collègues à la prison de la Santé. Il était alors père d'une fillette qui venait de naître. A la Libération, il doit prendre la fuite, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt, qui sera classé. Lozinguez était membre du *groupe Auto-Défense* et travaillait à ce titre aussi pour le *MLN*. Homologué adjudant, il avait intégré la PP comme gardien de la paix en juin 1937, et était devenu inspecteur en avril 1941. Il cesse ses fonctions le 24 mars 1945.

Joseph CURINIER

L'inspecteur Joseph Félix Curinier, *Cointreau*, *RUA-666*, est né le 13 novembre 1919. Gardien de la paix en 1937, il devient inspecteur aux Renseignements Généraux en 1939. Affecté aux BS, il procède à de nombreuses arrestations, parfois violentes, qui conduisent certains militants communistes vers la mort. Il rejoint la Résistance en 1942, presque simultanément dans plusieurs réseaux : *Béarn*, *Gallia*, *SR* du *MLN* et *Kasanga*, et sauve de nombreux résistants dont le colonel Dumont. Il subtilise aussi le registre des affaires



traitées par les BS, qu'il remet à la Résistance. Il passe en octobre 1944 devant la commission d'épuration, où il est durement pris à partie. Il ressort pourtant qu'il n'est resté en poste, assisté des inspecteurs Thilloux et Brianza que sur ordre exprès de la Résistance, alors qu'il souhaitait vivement résilier ses fonctions. Malgré le témoignage du commandant Pagès (Georges de Stael²⁴⁷), chef du *SR-MUR* en zone Nord, qui dit de lui que Curinier fut « un des fonctionnaires de la PP ayant rendu le plus de services à la Résistance dans une activité dangereuse et sans gloire », et le soutien de résistants policiers aussi indiscutables que l'inspecteur Migeon, il doit attendre 1946 pour voir son dossier classé et être difficilement réintégré²⁴⁸ dans ses fonctions, à la Brigade Criminelle. Il n'obtient l'annulation des deux années de suspension qu'avait arraché à son encontre le vindicatif Airaud qu'en 1956 et prend sa retraite d'officier de police principal en décembre 1967.

Georges BRIANZA

Georges Arsène Brianza, *Daniel*, est né le 7 février 1913 à Bonnevaux (Doubs). Gardien de la paix en juillet 1936, il est inspecteur spécial en avril 1941 nommé d'office aux BS. Il rejoint *Béarn* en juillet 1943, co-crée à la BS2 le *groupe Auto-Défense*, homologue de celui de la BS1 et devient agent P2 en mars 1944 sur une décision de Georges Ulver, le chef du réseau *Béarn*. Après son départ, il est traqué jusqu'en Haute-Saône par de jeunes inspecteurs recrutés pour détecter ceux qui résistent au sein des BS. Brianza rejoint alors le maquis Bourgogne-Franche-Comté, où il crée un service de renseignements



pour les FFI d'Aigney. Lors de la libération en Côte-d'Or, il est arrêté de nuit en

²⁴⁷ Qui passe pour avoir été un agent soviétique. Son témoignage était appuyé par ceux du commandant Viguié et surtout de Jean Gemähling, aprien chef du SR du MIN

²⁴⁸ Nombreux sont les authentiques résistants qui n'ont jamais pu être réintégrés : malgré les services qu'ils ont rendus, leur activité policière parfois médiocre – l'a toujours emporté dans l'esprit de leurs censeurs : ce fut le cas pour Jean Aubel – né le 17 septembre 1916 à Decazeville –, résistant depuis fin 1943. D'autres ont plus de chance, comme Auguste Chapon, né le 4 décembre 1913, qui termine commissaire principal en décembre 1968, ou Alfred Désiré Bernier Mickey, André Beaulier, né le 5 mai 1907 à Ormes dans la Vienne, qui prend sa retraite d'inspecteur en juin 1959. Membre du groupe André Colson dont il est l'adjoint à Neuilly, il a fait franchir la ligne à plusieurs prisonniers évadés et fut un agent de renseignement efficace. En août 1944, il combat à Neuilly, au bois de Boulogne où il s'empare dans l'avenue de Madrid avec son groupe d'une citerne d'essence et d'un car allemands. Suspendu à la Libération, il est incarcéré du 11 octobre 1944 au 15 mars 1946 à la Santé, puis innocenté et demande encore sa réintégration en 1947. Il était pourtant homologué sergent.

pleine campagne par des Allemands, mais réussit à se disculper grâce aux documents de police encore en sa possession. Il est suspendu le 15 février 1944 et réintégré le 30 novembre. Cette décision n'est pas exécutée, la révocation étant maintenue. A ce moment d'excès de la commission d'épuration alors dominée par des anciens du *Front National de la Police*, Brianza décide de fuir : il est arrêté et emprisonné au début de 1945. Le voici condamné à la surprise générale à dix ans de prison, dans un brouhaha indescriptible alors que la salle d'audience est envahie par ses camarades résistants mécontents. Cependant il est vite libéré etamnistié, mais jamais réintégré à la PP. Il est homologué chargé de mission de 3° classe (sous-lieutenant).

Jean PORTALÈS

Jean Portalès est né le 22 mars 1901 à Grabels (Hérault). Inspecteur en décembre 1937, il intègre les RG, puis la BS1 dont il est le secrétaire. Il rejoint *Franc-Tireur* et le *BCRA* en mars 1942 sous l'indicatif *RP58117*. Outre les informations et les faux-papiers qu'il fournit ou les armes et journaux qu'il transporte, Portalès héberge en septembre 1943 un aviateur canadien et lui fait rejoindre l'Angleterre via Rennes. Ce même mois, il est en mesure d'intervenir au profit de Jean-Pierre Lévy²⁴⁹ lors de son interpellation, en contribuant à restreindre son inculpation à l'usage d'un faux-document uniquement et en ne transmettant pas le dossier aux Allemands. Il protège et héberge des membres de *Franc-Tireur* qui passent par Paris : ainsi d'Antoine Avinin ou d'Albert Bayet. Décoré de la Croix de guerre, il prend sa retraite d'officier de police adjoint en mai 1955.

Maurice LEGAY

Membre du réseau Béarn sans relever des BS, Maurice Alfred Legay, Fredy, RUA-575, est né le 30 juillet 1902 à Paris. Il est secrétaire de police en 1932 et commissaire en 1937. Il rejoint la Résistance et il sera un de ceux qui vont annoncer les premiers l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS, grâce aux relations qu'il a développées, sur ordre, avec Marcel Déat²⁵⁰ et certains Allemands. Suspect à ceux-ci, ils obtiennent sa mutation de la Brigade Mondaine vers la Police Municipale en février. Au service des garnis, malgré la présence fréquente d'agents allemands, Legay parvient à en freiner l'activité contre les résistants. Il est arrêté le 9 juin 1944 à son domicile, en même temps qu'un groupe de résistants qui comprend aussi le député de Madagascar, Georges Boussenot. Interné, il sera déporté le 18 juin vers Dachau, où il rejoint le Kommando d'Allach. Il en réchappe le 26 mai 1945, invalide à 106 pour cent et revient en France où il est homologué chargé de mission de 3^e classe (sous-lieutenant). Il termine sa carrière comme directeur général de la Police Municipale en 1965 malgré les avatars de la commission d'épuration, où on lui reprocha d'inévitables arrestations de résistants.

Pierre LE BLANC

Le gardien de la paix Pierre Gaston Le Blanc naît à Lingreville (Manche) le 14 mai 1912. Il rejoint la PP en octobre 1935. Comme son collègue des BS Curinier, il lutte contre les communistes²⁵¹ avec vigueur mais est recruté à la fois par *Béarn*

²⁴⁹ Le créateur de Franc-Tireur.

²⁵⁰ Ex-ministre socialiste, devenu chef du Rassemblement National Populaire, collaborationniste.

²⁵¹ C'est lui qui identifie Gilbert Brustlein dans l'affaire de rue Debidou (affaire Losserand).

et par le commandant de Stael responsable du *SR* des *MUR*. Il quitte son service sur ordre le 23 janvier 1943 et se trouve révoqué. On retrouve sa trace dans la Manche où, devenu le *sous-lieutenant Laforêt*, il est un des artisans de premier plan du débarquement allié. Ainsi relève-t-il pour la Résistance les plans des défenses côtières de la Manche, des aérodromes, du port de Cherbourg, des dépôts d'essence, et il suit les mouvements des troupes allemandes dans le Cotentin. Le Blanc ne sera jamais réintégré : outre la rancune de certains anciens adversaires, il va affronter les conséquences d'un dérapage personnel, puisqu'il est impliqué dans une affaire de droit commun pendant l'occupation de l'Autriche. Pierre Le Blanc est décoré de la Croix de guerre.

Armand BARDIÈS

Armand Bardiès est né le 12 février 1910 à Saint-Martin-de-Caralp (Ariège). Il rejoint la PP comme gardien de la paix et il est brigadier en mai 1942. Sa nomination dans une structure d'état-major lui permet de recueillir nombre d'informations sur les voies de communication, les déplacements de troupes et les résultats des bombardements. Il livre des documents d'identité vierges, détruit ou égare des documents, et s'empare du plan de défense de la PP pour le livrer à la Résistance. Membre du réseau *Béarn* depuis octobre 1943, il avait cependant commencé une action de résistance plus précoce puisque fin 1940, il esquissait déjà un système d'auto-défense qui devait permettre de détecter les collaborateurs au sein de la PP. Décoré de la Croix de guerre, il prend sa retraite en mars 1965 comme officier de paix principal.

Henri MARCHÉ et Lucien CHABOT

Le cas de l'inspecteur Henri René Marché reste atypique dans l'histoire des Brigades Spéciales. Né le 6 novembre 1912 à Tours, il devient gardien de la paix en juillet 1936 et inspecteur spécial en avril 1941. Il passe une partie de la guerre à chercher une structure résistante de rattachement, mais n'est jamais accueilli, tant son appartenance aux BS fait craindre une manœuvre d'infiltration²⁵². Il n'en apasmoinsrégulièrementinformédesrésistants qui croisaient son chemin sur l'activité de son service et sauvé nombre de « terroristes » avec son collègue Chabot, tout en contribuant par



ailleurs à de nombreuses arrestations. Dès juin 1941, Marché sabote une enquête sur une cellule communiste dénoncée 7 rue Sadi Carnot à Puteaux. En novembre 1941, lors d'une perquisition chez un membre de *L'Alliance*, avenue de Clichy, il découvre dans la cave des documents qu'il laisse détruire par la femme de l'agent. Lors d'une autre perquisition au cours de la même affaire, il autorise la compagne du résistant à renverser un récipient sur des documents enfouis dans la poubelle, sous les ordures ménagères ; il ne « voit » pas non plus un appareil photo de haute précision. Prévenu deux fois dans la journée de sa

 252 L'attestation établie le 28 mai 1945 par Marie-Madeleine Fourcade, chef de L'Alliance montre bien les raisons de ces réticences.

venue, le résistant en question rentre quand même chez lui le soir et est arrêté. Dans la même affaire, Marché va avertir à 6 heures du matin un agent, radio du groupe, demeurant rue de Paris à Saint-Denis de son arrestation imminente. Il avise aussi un responsable de la structure, l'ingénieur Mauren, de tout ce qu'il sait et le laisse fuir. Il se cache à la Libération puis est arrêté le 8 novembre 1945 à la demande de la commission d'épuration chez la veuve d'un résistant fusillé. Révoqué il sera libéré fin février 1946. Son équipier est l'inspecteur Lucien Pierre Chabot, né le 5 mai 1912 à Pouligny-Saint Pierre dans l'Indre, gardien en mars 1937, et inspecteur spécial en janvier 1942, affecté d'office au sein de la BS2. Il rejoint Défense de la France en mars 1942, puis devient Thuillier au sein du réseau Béarn. En charge de suivre, avec Marché, la mère de Jacques d'Andurain²⁵³, un important résistant, laquelle transporte une valise de documents et se voit arrêtée à la ligne de démarcation par les Allemands, ils font en sorte de la faire libérer et continuent à la filer jusqu'à Annecy, d'où elle passe en Suisse dans la voiture du préfet²⁵⁴. Quand elle rentre, ils partent derrière elle à Saint-Gervais où la famille a une résidence, et s'y font abondamment remarquer des proches. Quand ils se présentent trois jours plus tard pour l'arrêter, l'intéressée a disparu... Un rapport de gendarmerie signale d'ailleurs la présence voyante des deux inspecteurs. Marché contacte madame d'Andurain à son retour à Paris, après quoi elle se réfugie chez Emmanuel d'Astier de la Vigerie²⁵⁵. Dans l'affaire du meurtre du commissaire Tissot²⁵⁶, Chabot et Marché sont chargés de surveiller le contact d'un membre du réseau qui a procédé à l'exécution avec un indicateur qui se trouve aussi être un responsable régional du Parti Communiste, arrêté par les Allemands et retourné par les BS. Ils filent l'indic et non le contact jusqu'à son adresse dans un hôtel de la rue Aristide Briand à Champigny. Cassant ensuite une filature après un nouveau rendez-vous, ils seront « sortis » de l'affaire au profit du groupe que dirige l'inspecteur Barrachin. Marché va alors à l'hôtel de Champigny, fouille la chambre du traître et découvre des plis pour les responsables communistes qu'il fait contacter via Chabot et Béarn : l'affaire est ainsi « coulée ». Dans un autre cas, le meurtre d'un étudiant, le duo identifie un indic qui réside 15 rue du docteur Jacquemaire Clémenceau dans le 15e et qui avait infiltré un réseau, l'information remonte de même vers la Résistance. En mai 1944, Marché et Chabot sont chargés, dans une affaire signalée, d'arrêter un nommé L'Hoir, 4 rue Valérien à Asnières. Marché s'isole pendant la perquisition avec la maîtresse de l'intéressé et lui suggère de l'inciter à fuir et à rompre ses contacts : conviée aux RG, elle dénonce Marché, qui est convoqué par sa hiérarchie, et mis en garde, car soupçonné depuis quelque temps. Tous deux font partie des agents chargés d'enquêter pour Béarn sur les collaborateurs de la rue Lauriston ou de l'environnement de Marcel Bucard. En mars 1944 ils sont contactés par l'inspecteur Marc Dellatana²⁵⁷ des BS, de la part de Marchand²⁵⁸, un des responsables de la résistance policière en région parisienne pour la Police Nationale, qui cherchent des correspondants à la PP. Le 14 août 1944, Marché apprend le projet de la Feldgendarmerie de Saint-Maurice de désarmer et d'arrêter tous les agents du commissariat de Charenton : ce sera un des éléments secondaires déclencheurs de la grève de la police parisienne. Les résistants des BS évoquent l'engagement très fort de Chabot au profit de son réseau : toujours disponible, il file les

²⁵³ Un des responsables du Mouvement Libération-Sud

²⁵⁴ M. Trémeaud, ultérieurement arrêté et déporté.

²⁵⁵ Fondateur du Mouvement Libération-Sud.

²⁵⁶ Un des patrons des BS.

²⁵⁷ Antoine, du NAP.

²⁵⁸ Le secrétaire de police de la Police Nationale Ernest Marchand sera en 1944 le répondant des résistants de son Administration auprès du colonel Lizé lors des combats pour Paris.

membres de la « Gestapo française » jusque sur son temps de repos. Il se fait ainsi remarquer par un membre de l'équipe nord-africaine qui protège le 72 avenue Foch : il est arrêté, remis aux Allemands, puis relâché au bénéfice de son appartenance aux BS. Son efficacité au service de la Résistance est considérée comme exceptionnelle par ses pairs, tels Thilloux, Curinier, Dubessay ou Perraut avec lesquels il travaille, en raison du fait qu'il faisait partie des moins soupçonnés de gaullisme au sein des BS. En 1944, Chabot effectue une perquisition chez une femme qui trahissait la Résistance, dans le 10^e arrondissement, au moment où quatre patriotes qui venaient exécuter cette personne font irruption et ouvrent le feu. Chabot ne riposte pas. Il se fait convoquer et sermonner par sa hiérarchie. Avec Marché, tous deux participent peu après à la protection de Jean-Pierre Lévy, le patron de Franc-Tireur, après son évasion du 12 juin 1944 et travaillent pour Lizé et Alexandre Parodi²⁵⁹, au sein du groupe d'Action immédiate Morlot, auquel Marché a pu adhérer enfin début 1944. Puis, ils participent aux combats de la rue de Seine et à l'attaque du parc d'artillerie de Saint Thomas d'Aquin qui permet la récupération d'un important matériel. Rien de cela n'empêche néanmoins la comparution des deux inspecteurs devant la commission d'épuration. Marché bien que décoré de la Croix de guerre, est poussé à quitter ses fonctions le 4 novembre 1945. Chabot est révoqué, arrêté et écroué en février 1945 : il passe quatre mois en prison... Il était, c'est vrai, particulièrement visé en raison de sa participation à l'affaire qui se termina par la mort du militant communiste Raymond Losserand²⁶⁰ en octobre 1942. Le non-lieu qu'il obtient conduit à sa réintégration... comme gardien de la paix : il termine sa carrière comme commandant de gardiens de la paix en mai 1968.

Jules ZINCK

Le gardien de la paix Jules Zinck est né le 13 février 1913 à Soufflenheim (Bas-Rhin), entre en fonction en février 1938 et intègre *Béarn* dès 1941. Il est arrêté par le commissariat aux affaires juives puis suspendu et révoqué le 3 avril 1942. Après avoir travaillé à la BS locale, profitant de ses fonctions de responsable du service des cartes d'identité au commissariat de Boulogne-Billancourt, il a en effet délivré des faux-papiers et des faux certificats de démobilisation à des juifs et à des prisonniers évadés. Il écope de quinze mois de prison qu'il



purge à la Santé. Libéré le 11 mars 1943, il part travailler sur les côtes françaises de Normandie et du Pas-de-Calais pour une entreprise allemande sur ordre de son réseau, auquel il continue à fournir des informations. Il est arrêté à deux reprises par la *Feldgendarmerie* au cours de missions de renseignements. Il trouve des informations sur les rampes de lancement de V1 et sur les emplacements de DCA et des dépôts de munitions de la région de Neufchâtel-en-Bray. A son retour de réquisition, Zinck est emprisonné sept mois et mis en cause avec virulence par la commission d'épuration pour des arrestations de communistes effectuées pendant la période... d'avant juin 1941. Réintégré en mai 1945, Zinck est réformé en août 1962. Il est homologué sergent et décoré de la Croix de guerre.

²⁵⁹ Délégué général du *Comité de Libération Nationale* en zone occupée.

²⁶⁰ Un des fondateurs de l'*Organisation Spéciale* du PC, qui deviendra les *FTPF*. Arrêté en mai 1942.

Pierre ROBIC

Le gardien Pierre Robic, né le 10 mars 1915 à Paris. Il est recruté en mars 1941, puis enrôlé par LibéNord, puis par Défense de la France, dont il devient le responsable pour L'Hay-les-Roses, et l'adjoint pour Versailles. Mais il travaille surtout pour Béarn, sous les pseudonymes de Pierrot et RUA-259. Nommé à Gentilly, il fournit des informations sur les implantations militaires allemandes : Villacoublay, Orly, les gares de Villeneuve-Saint-Georges, Juvisy et Brétigny. Il quitte l'administration en juin 1944 emportant arme et munitions. Révoqué le 17 juin, il fait l'objet d'un arrêté d'internement. Interpellé par les services de sécurité allemands le 5 juillet lors d'un rendez-vous avec d'autres résistants chez le tailleur Bidal, place du Théâtre Français, interné à Fresnes, Robic est déporté à Buchenwald le 15 août 1944. Arrivé le 16 décembre, il meurt au kommando d'Ellrich dès le 18 décembre. Conducteur d'un tracteur, il est victime d'un surveillant tchèque. Celui-ci rassemble tous les détenus pour vérifier s'ils ne portent pas d'autre vêtement que la tenue rayée. Or Robic avait enroulé autour de son corps à même la peau un sac de ciment vide : il faisait moins 18 degrés. Le surveillant lui fait enlever le sac : en posant sa veste à terre Robic doit se baisser et reçoit deux violents coups de canne sur les reins. Atteint par la fièvre dans la nuit, il meurt le lendemain à l'infirmerie. Ce père d'un enfant de trois ans est nommé brigadier à titre posthume, et décoré de la Croix de guerre avec trois citations.

Parmi les autres policiers membres de *Béarn*, on peut encore citer les inspecteurs jumeaux **Albert** et **Maurice Broussolle**²⁶¹, **Guy Caignard**²⁶², **André Cosson**²⁶³, **Robert Renault**²⁶⁴ ou **Robert Demay**²⁶⁵. Autre cas notable que celui de l'inspecteur **Henri Joseph Ricordeau**, *Henri*, *RUA-728*, pupille de la Nation, né le 4 avril 1912 à Saint-Etienne-de-Montluc (Loire-Atlantique). Inspecteur à la Brigade Mondaine, il renseigne *Béarn* sur les activités des agents allemands. Arrêté une première fois en mars 1941, il est interpellé le 26 juin 1944 par Pierre Loutrel, *Pierrot le Fou*, membre de la *Carlingue* de la rue Lauriston, qu'il essayait d'empêcher de commettre un hold-up. Torturé, il est abattu de trois balles dans le ventre et une dans le cou, et abandonné dans un bois. Ricordeau survit après 556 jours d'hôpital, mais reste invalide à 85 pour cent. Il prend sa retraite d'officier de police principal en juin 1962, décoré de la Légion d'Honneur et de la Croix de guerre, homologué sous-lieutenant²⁶⁶.

On peut dire que presque tous les résistants des BS ont été bien mal récompensés des risques qu'ils ont volontairement courus. Travaillant sur ordre dans « la marmite du diable », ces hommes ont, sans discernement, souvent été assimilés à lui. Car posons-nous la question : comment être résistant dans les BS sans faire un minimum de travail de police ? Et cette autre aussi : jusqu'où aurait été l'efficacité renforcée des BS sans ces informateurs au courage singulier ? Or quasiment tous, poursuivis par la haine de certains de leurs confrères ou de leurs anciens adversaires, furent oubliés des distinctions ou des avancements. La plupart a du quitter la police, comme si on voulait exorciser l'institution en se

²⁶¹ Pseudos: *Rosay* et *Maurice*. Ils sont nés le 6 août 1913 à Paris.

²⁶² Pseudo: *Raymond*. Il démissionne en juin 1942.

 $^{^{263}}$ $\it RUA-526,\, \rm n\acute{e}$ le janvier 1913 à Paris, il prend sa retraite d'officier de police principal en novembre 1967.

²⁶⁴ Né le 10 octobre 1908 à Quarré-les-Tombes (Yonne), arrêté en avril 1942, puis relâché. Il est titulaire de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

²⁶⁵ Roger, né le 19 juin 1902 à Saint-Maixent (Deux-Sèvres).

²⁶⁶ Un cas atypique fut celui du commissaire Georges Labaume, chef de la 1^{rc} section RG-PP, en charge du fichier communiste. Arrêté en août 1944, emprisonné deux ans, son procès donne lieu au curieux spectacle de témoins à décharge qu'il avait sauvés, sensiblement plus nombreux que ceux à charge. Relâché, invité à choisir entre une reprise du service avec le galon de divisionnaire ou une retraite comme principal, il choisit cette dernière solution. Il est mort en 1987, âgé de 88 ans.

Béarn, Patriam Recuperare...

débarrassant de ces « pestiférés ». Or beaucoup avaient voulu quitter leur poste sans pouvoir le faire : soit l'institution les retenait, faute de candidats pour les remplacer, soit leurs chefs dans la Résistance leur demandaient de rester pour ne pas perdre de telles sources d'informations. Caractéristique fut aussi la réticence de nombre de membres des BS à rejoindre la Résistance « organisée » : ils étaient trop bien placés pour ignorer l'amateurisme de la plupart des réseaux en matière de sécurité, et dès lors s'en méfiaient. Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient presque tous rejoint *Béarn*, dont les aspects « police » étaient entre les mains de policiers authentiques et chevronnés : Jouhanneau, Bourgeon et Angélot.

La libération de Paris à peine entrée dans les faits, le préfet de police Charles Luizet, fraîchement nommé par de Gaulle, « recycle » les BS et fait travailler une section information élargie sur les communistes, car inquiet « de la force acquise et la menace constituée »... Le changement dans une forme de continuité, la guerre n'ayant même pas constitué une parenthèse... sauf pour les victimes des BS ou pour les policiers résistants en leur sein eux-mêmes victimes de la mauvaise réputation, justifiée, de celles-ci.

AJAX - ZADIG



il redoutait les failles dans son dispositif de sécurité. Recrutant plus spécifiquement dans les rangs policiers, le réseau s'étend rapidement à tout le territoire, remplissant un double rôle de service de renseignements et de prestataire de services au profit des autres structures de résistance en matière de sécurité. La croissance rapide d'Ajax conduit Peretti, futur Compagnon de la Libération, à organiser son super-réseau en trois structures distinctes : Candide, en zone sud, Micro*mégas*, réseau transversal spécialisé dans le contre-espionnage, et, en zone nord, Zadig. Couvrant entre autres la région parisienne, ce dernier réseau se met en place grâce aux relations de Peretti au sein de la Préfecture de Police. C'est en effet Emile Pouliquen, qui met le futur président de l'Assemblée Nationale en relations avec celui qu'il a recruté et qui sera le chef de Zadig, André-Jean Godin et avec ceux qui seront ses collaborateurs directs, dont le commissaire Marie-Joseph Pons²⁶⁷. Parti voir Peretti à Lyon avec Godin, c'est Pouliquen qui propose celui-ci pour prendre la tête du réseau, que l'intéressé organise rondement. Pouliquen devient le patron de la centrale de Zadig. Pons sera, avec Michel Sonnet, en charge de la centralisation et du tri des informations, qui sont transmises à Londres via Lyon, siège de la centrale d'Ajax, grâce à Torricini²⁶⁸. Parmi les exploits de Zadig, on compte la fourniture de nombreux renseignements relatifs aux V2 qui menaçaient Londres. Huit agents font une fois par semaine la liaison avec le siège des centres territoriaux : Lille, Châlons-sur-Saône, Strasbourg, Angers, Rouen, Amiens, Saint-Quentin, Versailles, Reims, Nancy, Besançon, Dijon, Avallon.... La liaison se fait aussi avec Micromégas, dirigé par le commissaire de la Surveillance du Territoire Simon Cottoni.

Le commissaire de la Police Nationale Achille Peretti, crée le réseau *Ajax* en juin 1943 par démembrement du réseau *Ali* dont il était l'adjoint, et dont

Émile POULIQUEN

Pupille de la Nation et rédacteur à la Préfecture de Police, Émile Pouliquen Saïd est né le 2 février 1912 à Carjiaca, en Corse. Il fait la connaissance de Peretti à Toulouse, chez son beau-frère Poggioli. Il devient le chef du principal secteur de Zadig : la région Ile-de-France. Il en dirige aussi la centrale. Profitant de son relationnel étendu, Pouliquen recrute largement au sein de la PP, à commencer par Godin, Pons, Poupaert et Redon : au total, quelques 150 agents. Au bout de quelque temps, Pouliquen est soupçonné par les Allemands. Invité sans succès par Peretti à quitter ses fonctions au sein de l'institution policière, Emile Pouliquen travaille avec le brigadier-chef de la Préfecture de Police Georges Clergeot qui cumule les rôles au sein de Zadig et du Front National de la Police parisienne. Une coopération s'établit par exemple pour trouver des tenues destinées à des agents en mission pour la Résistance : ils font ainsi évader deux détenus de l'hôpital de la Pitié. C'est personnellement le chef du secteur Ile-de-France de Zadig, qui obtient les informations qui conduisent au bombardement de la gare de Vayres. Pouliquen manque de peu d'être arrêté en mai 1944, lors d'un contrôle de police dans un café de la place Saint-André-des-Arts : mais à la vue de leurs cartes de police, les gardiens de la paix laissent la liberté au quatuor de résistants, qui comptait aussi le successeur de Peretti à la tête d'*Ajax*, le commissaire Léon Théus, le commissaire Valentin futur directeur de la direction centrale de la

²⁶⁷ Voir p. 97.

²⁶⁸ Proche collaborateur dans la Résistance du commissaire Michel Hacq, l'inspecteur de la Police Nationale **Paul Torricini** *Tomi* est né le 12 janvier 1903 à Rive-de-Gier (Loire). Traqué par les Allemands, il doit quitter son poste à Toulon en juillet 44. C'est lui qui trouve à Lyon l'appartement où s'installe la centrale d'*Ajax*. Il est un des promoteurs de *Zadig* et sera son patigisale course. Police Judiciaire, et André-Jean Godin lui-même. Emile Pouliquen, titulaire de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre (deux fois cité), termine sa carrière en octobre 1975 comme directeur-adjoint de la circulation, des transports et du commerce à la Préfecture de Police.

André-Jean GODIN

André-Jean Godin *Mahomet* ou *Antoine* est né le 11 juillet 1900 à Alger ; son père était préfet, procureur général de la Cour des comptes, président en 1926 du Conseil municipal de Paris et ancien directeur du cabinet civil de Georges Clémenceau. En 1926 il est détaché à la direction générale des Finances du Maroc dont il devient en 1927 chef de cabinet. Sous-préfet en 1928, il sert comme chef-adjoint au cabinet d'André Tardieu, ministre de l'Intérieur (1928-1930). En 1930, André-Jean Godin devient chef de cabinet du préfet de police puis, deux ans plus tard, directeur adjoint, chargé



du service du matériel et des bâtiments, à la Préfecture de Police. Affecté au moment de la guerre comme attaché d'intendance au G.O.G., il est démobilisé aussitôt après l'armistice et reprend ses fonctions à la PP. Dès septembre 1940, il organise, avec le commissaire Roger Pellevoizin²⁶⁹, responsable des Services Techniques, la récupération d'un grand nombre de fournitures de valeur consignées par les Allemands et considérées comme prises de guerre. Il contribue dès le mois d'octobre 1940 au recueil de nombreux renseignements sur l'ennemi - notamment des plans d'aérodromes autour de Paris, toujours avec Pellevoizin et s'efforce, par ses collaborateurs Michel Sonnet et Sarah Rosier, membres d'un groupe de Résistance, de les faire parvenir aux Alliés, via les Pyrénées. Il participe ainsi à la mise sur pied de ce qui constitue sans doute la première structure de recherche de renseignements au sein de la Préfecture de Police : une section du Groupe Frise²⁷⁰, lequel devint le réseau Georges France, dont la section Ilede-France est dirigée par Sarah Rosier. Le 24 janvier 1941, une dizaine de membres²⁷¹ sont arrêtés, et l'organisation disloquée. Le silence de Sarah Rosier protège son chef officiel : elle avait recruté André-Jean Godin au sein du groupe. Son attitude courageuse la fait condamner à mort par les Allemands, puis, sa peine commuée, à partir en déportation²⁷². Elle entraîne bien involontairement le préfet de police Roger Langeron, qu'elle n'estimait guère, dans sa chute. Godin n'en continue pas moins son activité. Il tire d'affaire des réfugiés politiques étrangers en particulier grâce à l'aide du responsable du service des étrangers, Émile Redon, et assure le transit à Paris d'officiers de réserve ou du SR belges en route vers l'Angleterre. Il participe, d'autre part, à la diffusion de tracts et de journaux, et notamment du journal Résistance. Le 1er octobre 1941, il est relevé de ses fonctions, puis, en 1942, se voit considéré comme démissionnaire d'office en tant que franc-maçon. Par Emile Pouliquen, Godin entre en contact au mois d'octobre 1943 avec le commissaire Peretti fondateur du réseau *Ajax*, et y adhère immédiatement. Il s'assure au sein de la PP des agents dans de nombreux



Demande de réintégration d'André-Jean Godin

²⁶⁹ Voir fascicule 2009.

²⁷⁰ Créé par Marguerite Gorge *Madame Louis*.

²⁷¹ Quelques collaborateurs de Mme Rosier peuvent poursuivre le combat: ainsi Paul-Louis Beaumont, professeur de dessin et décorateur à la PP passe à AJax. Le commis Joseph Flori se distingue pendant la libération de Paris en distribuant de barricade en barricade des cocktails Molotov. Enfin Emile Sauret devient un des responsables de la sécurité d'Eleuthère: il est décoré de la Croix de guerre.

²⁷² Voir le fascicule 2009.

services et fonde des filiales dans différentes administrations en vue d'y développer la résistance et la recherche de renseignements. Il transmet, pour Ajax, des informations vitales vers Londres, sur les unités allemandes, les terrains d'aviation, les défenses côtières, les transports, les matériels fabriqués pour les Allemands ou en matière politique. C'est en janvier 1944 qu'il sera nommé officiellement chef du réseau Zadig, avec le grade de chef de mission de 2^e classe. Il résulte de son rapport d'activités, qu'il a développé diverses actions, organisé des secours aux victimes des persécutions (évasions, changements d'identité, etc.), participé, entre le camp de Drancy et les familles des internés, à une filière par laquelle passent, pendant des mois, colis, correspondance et renseignements. André-Jean Godin fait passer la ligne de démarcation à des Juifs (particulièrement des enfants) et distribue des fausses cartes d'identité et des cartes d'alimentation. Selon le même rapport, affilié aussi au Mouvement national contre le racisme (MNCR), il se spécialise dans la recherche des renseignements susceptibles d'être utilisés par les groupes armés de la région parisienne. Pour lui également, il a monté, à la PP, un système d'informations et d'alerte qui semble avoir assuré la sécurité de nombreux groupements et sauvé nombre de personnes, comme dans l'affaire de la MOI (Main d'œuvre immigrée). Il peut aussi prévenir ses camarades des aveux du responsable de la MOI, Davidowitz, arrêté et fort prolixe. La future femme de Godin, employée aux archives, a fourni à son mari d'abondantes informations cruciales, qui permettent de dresser un tableau précis des implantations allemandes à Paris. Pendant la période qui précède immédiatement la Libération, il prend contact avec le Conseil National de la Résistance (CNR) et les délégués régionaux du général de Gaulle. Le 19 août 1944, il prend ses fonctions de secrétaire général à la Préfecture de Police où il participe à la libération de Paris. Un groupe relevant de son réseau et dirigé par André Caillette prend la mairie de Neuilly. Il organise aussi grâce au professeur Moureu une équipe de trois enseignants du Collège de France qui fabriquent des cocktails Molotov dans les locaux de la PP.

André-Jean Godin stigmatise avec force le comportement du préfet Roger Langeron, comme le font d'autres résistants de la première période (Albert Lebon, Sarah Rosier...). Il semble en effet que le préfet ait coopéré sans trop d'arrière-pensées avec les autorités allemandes²⁷³. Son arrestation concomitante de celle de Mme Rosier le 24 janvier 1941 lui a donné une aura de résistant. Or son interpellation résulte clairement d'une confusion faite par les forces d'occupation par le recrutement récent de Godin, qui apparaît comme étant «l'autorité» proche du réseau *Georges France* recherchée par les Allemands et signalée par un « indic ». Godin est, après la guerre, préfet, député de la Somme (1946-1955) puis, proche de Pierre Poujade, il devient vice-président de l'Assemblée nationale (1951-1955). Il est par la suite administrateur de sociétés. André-Jean Godin est décédé le 27 août 1989 à Paris. Il a été inhumé en Gironde. Il était Commandeur de la Légion d'Honneur, Compagnon de la Libération, titulaire de la Croix de Guerre 39-45 avec 3 citations, de la Médaille de la Résistance avec rosette et de la *King's Medal for Courage*.

²⁷³ Gustave Dallier, directeur de cabinet de Langeron, a témoigné que celui-ci a déclaré en janvier 1941 que Prenestini, le délateur du Coq Gaulois, avait « fait tout son devoir » en dénonçant ses collèques.

Marie-Joseph PONS

Marie-Joseph Léon Pons intègre la Préfecture de Police à l'âge de 24 ans – il est né le 7 mai 1901 à Aumont (Lozère) -, comme secrétaire de police²⁷⁴. Commissaire en 1936, il rallie rapidement la Résistance, rejoignant successivement plusieurs réseaux. Il est membre du groupe R (Renseignements) du Régiment d'Infanterie Coloniale du Maroc, rattaché au réseau F2 dès décembre 1940. Puis il devient Peyre à l'Organisation de Résistance de l'Armée, et en juin 1943 Sidi-Moussa chez *Ajax*. Au début de la guerre, il a été détaché à la Censure, qui se replie le 9 juin 1940 vers Tours. Pons entame alors une épuisante course pour rejoindre son service qui a toujours un temps d'avance dans son repli... Il aide dès les premiers mois de l'Occupation au rapatriement d'aviateurs alliés en perdition, puis développe son action autour du renseignement et de l'information des personnes recherchées, fédérant son personnel du commissariat de la Porte Saint-Denis. Il fait personnellement passer la frontière espagnole à des fugitifs, camoufle armes et munitions, prévient les résistants menacés, centralise des informations pour Ajax et accueille des clandestins. C'est lui qui recrute en 1943 le futur directeur de la Police Municipale, Georges Maurice. Après-guerre, Pons devient directeur des Renseignements Généraux et prend sa retraite en 1958. Il était titulaire de la Légion d'honneur, de la Médaille de la Résistance avec rosette et de la Croix de guerre.

Émile REDON

Émile Léon Elie Redon nait à Saint-Félix-de-Sorgues (Aveyron) le 7 avril 1892. Il est gravement blessé en août 1914 et fait prisonnier. Amputé d'un bras, on le rapatrie en mars 1915. L'année suivante, il devient expéditionnaire à la Préfecture de Police, chef de bureau en avril 1934. En fonction à la tête du service des étrangers de la PP, il sabote des dossiers de dénaturalisation et régularise nombre de situations de juifs et autres personnes en situation irrégulière. Il rejoint Ajax en novembre 1943, recruté par Pouliquen, puis Zadig sous le pseudo de Bamou en mars 1944, concrétisant ainsi un engagement déjà ancien dans les activités résistantes, qu'il exerçait avec son épouse, elle-même arrêtée fin 1943 pour appartenance à un groupe gaulliste. Elle avait donné asile au domicile conjugal à des résistants recherchés pour avoir envoyé à Londres les plans de défense aérienne du port de Gennevilliers. Sa libération le soir-même fait partie des bonnes actions à mettre au crédit du fameux ferrailleur Joseph Joinovici. En 1947, les soupçons pesant sur celui-ci vaudront à Emile Redon d'être brièvement suspendu avant d'être totalement innocenté. Il avait connu un sort identique à la mi-1943, après avoir été soupçonné de trafic de cartes de séjour, sur dénonciation d'un de ses collaborateurs. Émile Redon termine sa carrière comme directeur de la police générale, commandeur de la Légion d'Honneur, Médaillé Militaire, titulaire de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre avec deux citations.

Jean POUPAERT

Intégrant la PP en juillet 1935 comme secrétaire de police, Jean Henri Poupaert est né le 20 février 1912 à Paris. Nommé commissaire en juillet 1941, il milite rapidement dans les rangs de la Résistance, au sein du *SSMF-TR* sous le pseu-



donyme de *Pegy*. Lors de l'arrestation de son chef direct, il est contraint d'interrompre temporairement son action d'officier de renseignements. Sa spécialité était alors la recherche des informations sur les collaborateurs, n'hésitant pas non plus à livrer à son réseau des pans entiers des archives de son service. Proche de Pouliquen et de *Zadig*, il adhère ultérieurement à *Nestlé-Andromède*, puis il passe à la branche *Rafale* du même réseau en avril 1944. Il y devient capitaine et responsable du service de sécurité. Titulaire de la Croix de guerre, il prend sa retraite comme directeur en février 1972.

Michel SONNET

Né le 25 avril 1895 à Courpalay en Seine-et-Marne, Michel Sonnet *Mostefa* participe à la guerre 14-18, au cours de laquelle il est gravement blessé à la mâchoire et au bras lors des combats en Champagne. Il est doublement rescapé de ce conflit : Sonnet a en effet du fait de sa blessure, échappé au torpillage du *Provence 2*, qui engloutit presque tout son régiment. Il intègre la Préfecture de Police comme rédacteur en janvier 1923 puis épouse la carrière de Godin, qu'il rejoint officiellement au sein de *Zadig* en février 1944, après avoir déjà durablement collaboré avec Pouliquen auquel il fournit des renseignements. Il termine sa vie active en 1960 comme directeur général à la Préfecture de Police et meurt en janvier 1970. Il était décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille Militaire et de la Croix de Guerre.

Pierre GOBIN

Le commissaire Pierre Maurice Gobin est né le 7 juin 1906 à Saint-Mandé. Secrétaire de police en avril 1924, il devient commissaire en août 1937. Déchargé de ses fonctions le 24 avril 1942, il est déclaré démissionnaire d'office car francmaçon. Il rejoint *Zadig* dès sa création, étant de ceux qui assurent les contacts avec *LibéNord* par l'intermédiaire de son collègue de la Sûreté nationale, le commissaire divisionnaire Albert Marie Biget, et avec le *Front National Police*, par l'intermédiaire du gardien de la paix **Louis Pioche**²⁷⁵. Réintégré en mai 1944 comme directeur-adjoint de la Police Municipale, il termine sa carrière en juillet 1965 comme directeur.

Octave PILLARD, Charles MOREL

Le brigadier-chef Octave Auguste Pillard nait le 2 mars 1903 à Ousson, dans le Loiret. Il devient gardien de la paix à la Préfecture de Police en mars 1928. Dix ans plus tard, en juillet 1938, c'est un jeune brigadier-chef, responsable du bureau des transmissions au sein de la Police Municipale. Dans ce poste, il rend des services à la Résistance, la renseignant sur tout ce qui passe par la salle radio. Il officialise son action en adhérant en mars 1944 à *Zadig*, puis participe aux combats pour la libération de Paris. Il prend sa retraite en octobre 1958 comme commandant des gardiens de la paix. Proche est le cas du gardien de la paix Charles Marius Morel²⁷⁶, né le 9 mai 1901 à Ferfay (Pas-de-Calais). En poste à l'état-major, il est arrêté par les Brigades Spéciales le 2 janvier 1944 pour avoir détourné un document pour la Résistance. Considéré comme démissionnaire en avril 44, réintégré, il prend sa retraite comme officier de paix en mai 1956.

²⁷⁵ Né le 11 juin 1895 à Combeaufontaine (Haute-Saône), retraité comme officier de paix en avril 1950.

²⁷⁶ Il n'apparaît pas comme étant membre d'un réseau.

René BIBÈS

Né le 27 novembre 1911 à Fécamp, le brigadier de police René Léonard Bibès est entré à la Préfecture de Police comme gardien de la paix en mars 1926. Nommé gradé en mars 1935, il entre tôt dans la Résistance, d'abord à l'*Armée Volontaire*, puis à *Ajax* et *Thermopyles*, sous le pseudo de *Choubonne* et l'indicatif *RZ* 2053. Ce père de cinq enfants assure l'hébergement de parachutistes, mais sert aussi d'agent de renseignements et établit des faux-documents. Nommé commissaire en septembre 1944, il est placé à tête du 18^e arrondissement. Extrêmement courageux, il est plusieurs fois blessé en action, et perd l'œil gauche. Il prend sa retraite en juin 1949, titulaire de la Légion d'Honneur et de la Croix de guerre.

Louis MIGEON, Robert GILLES

Brigadier-chef d'inspecteurs depuis octobre 1940, Louis Maurice Migeon est alors un policier qui a fait ses preuves. Né à Cosne, dans la Nièvre, le 31 décembre 1899, il est gardien de la Paix à la Préfecture de Police en juillet 1922, et inspecteur en janvier 1927. Il adhère dès février 1943 à SSMF-TR²⁷⁷, puis à Ajax et au Groupe Bertin, rattaché au NAP²⁷⁸. Il a sous ses ordres un petit groupe de résistants, dont Robert Gilles. Migeon est avec son collègue Marcel Deliry²⁷⁹ un des collaborateurs du commissaire Paul Emile Martz pour assurer la sécurité du général Revers, chef de l'ORA²⁸⁰ quoique résistant tardif. Il prend part aux combats de la Libération au sein du corps-franc des Renseignements Généraux et de la Police Judiciaire dirigé par l'inspecteur principal Paul Mathieu. Aprèsguerre, il défend courageusement son collègue résistant des brigades spéciales Joseph Curinier, en butte à la vindicte d'Emile Airaud à la tête de la Commission d'épuration. Décoré de la Légion d'Honneur, il prend sa retraite en février 1955 comme officier de police technique. Un de ses informateurs est donc Robert Gilles, né le 20 août 1917 à Juvisy-sur-Orge, en Seine-et-Oise : ce rédacteur rejoint la PP en avril 1941 et devient sous-chef du bureau du Cabinet. Il assure aussi deux fois l'intérim du service des internés politiques, où il obtient une quarantaine de libérations. Il communique à Migeon des informations sur les partis, les collaborateurs, les circulaires confidentielles, des informations militaires, les listes de miliciens. Gilles est sous-directeur en octobre 1944 et termine sa carrière comme directeur de la circulation.

²⁷⁷ Service de Sécurité Militaire, camouflé par le colonel Paillole en *Travaux*

²⁷⁸ Noyautage des Administrations Publiques.

²⁷⁹ Né le 21 novembre 1901 à Paris.

²⁸⁰ Organisation de Résistance de l'Armée.

Turma-Vengeance Ceux de la Libération





Proposition de Croix de guerre pour Yves Sabourin

- ²⁸¹ Roger Coquoin, devenu le successeur de Maurice Ripoche à la tête de CDLI
- 282 Elles figurent aux archives nationales.
- ²⁸³ Voir le fascicule 2009
- ²⁸⁴ Voir le fascicule 2009

Turma-Vengeance fait partie des réseaux, qui, tels L'Alliance ou Béarn ont largement recruté dans les rangs de la police. Cela est sans doute du au fait qu'un des créateurs de Turma aux côtés du Docteur Victor Dupont Vic-Dupont était un policier retraité : le commissaire Henri Bénézech. Celui-ci a embauché parmi ses anciens collègues : ultérieurement rattaché à Ceux de la Libération, Turma a dès lors joué un rôle éminent au sein de la résistance policière à la Préfecture de Police.

Henri BÉNÉZECH

Le 3 décembre 1943 à 9h30, le professeur de chimie Coquoin-Lenormand²⁸¹, chef de Ceux de la Libération est tué de deux balles en s'échappant du domicile de Bénézech, investi par les services de police allemands. Une réunion du réseau avait été programmée dans les locaux du 3 rue des frères Périer occupés par le cabinet de contentieux dont le commissaire retraité avait repris la gestion : elle se terminait ainsi tragiquement. Gabriel Henri Marie Bénézech, Capitaine Antoine, Benoît, est né le 2 mars 1879 à Paris. Il est secrétaire de police en juin 1901. Commissaire en avril 1908, il a pris sa retraite en septembre 1927 en raison de lourds problèmes de santé. N'acceptant pas la capitulation de son pays, il fait partie des fondateurs de Turma dès 1941 : la structure est plus tard complétée par les groupes-francs de Vengeance. Il fournit à son réseau des analyses remarquables²⁸² et détaillées sur les policiers au niveau national, cas par cas. Son cabinet où il est assisté par sa secrétaire S. Bachelet, devient le lieu de réunion habituel du réseau, et les références des membres de celui-ci sont noyées parmi les dossiers des assurés. Cela n'empêche pas les limiers allemands d'en identifier une bonne partie. Au sein du réseau, Bénézech est assisté par des policiers pour la confection de faux-papiers: Antoine Joly²⁸³, secrétaire aux Services Techniques de la PP, est le responsable de la section, avec l'aide d'Emile Bruchon du Groupe Valmy puis de L'Honneur de la Police. Bénézech longuement torturé ne parle pas et part le 4 juin 1944 pour Compiègne puis en déportation, d'où il ne revient pas : il est mort le 20 décembre à Bergen-Belsen. Il sera chichement homologué souslieutenant.

Yves SABOURIN

Le commissaire Yves Gérard Sabourin²⁸⁴, né le 4 novembre 1896 à Saint-Savinsur-Gartempe (86), est secrétaire en mai 1922 et commissaire en janvier 1933. Il adhère à *Turma* et au *SR-Air*, en charge de la sécurité des réseaux. Héros de la guerre de 14-18, Sabourin est détenteur de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre avec quatre citations. Un des responsables de la Défense Passive au sein de la Préfecture de Police, il est aussi impliqué au profit de *Turma-Vengeance* dans un système de faux-papiers et de fournitures de renseignements concernant en particulier les résultats de bombardements. Dénoncé par une lettre anonyme, il est arrêté dans son bureau par trois Allemands le 14 mars 1944. Emprisonné à Fresnes, puis à Compiègne, il est déporté le 12 mai vers Dora, Buchenwald, puis Nordhausen, d'où il sera libéré fin avril 1945 par les Américains, invalide à 100 pour cent. Sabourin est homologué dans le grade de lieutenant et décoré de la Croix de guerre. Devenu directeur-adjoint, il meurt le 25 août 1953.

Jacqueline LAFLEUR

Élisabeth Jacqueline Lafleur, *La Souris*, née à Paris le 14 octobre 1910 est recrutée à la PP comme rédactrice en mars 1938 : elle occupe des postes stratégiques qui permettent à cette résistante précoce de fournir, avec son amie dactylo **Louise Teyssandier**²⁸⁵ qui tape les rapports en sept ou huit exemplaires, de nombreuses informations à des structures de Résistance de tous horizons. Parmi les dossiers qu'elle transmet figurent les rapports hebdomadaires des Renseignements Généraux. Elle détruit dès 1940 des courriers de dénonciation et brûle chez elle des dossiers relatifs à des anti-vichyssois. Elle héberge un parachutiste anglais, et en fait transiter d'autres par une filière qui part de l'Hôtel-Dieu, prêtant même sa carte de service. Lafleur réussit cependant à ne pas être repérée et termine la guerre décorée de la Légion d'Honneur et de la Médaille de la Résistance avec rosette, promue sous-chef de bureau. Elle termine sa carrière comme administrateur civil. Elle a épousé après-guerre un autre résistant, Robert Gilles. Jacqueline Lafleur meurt le 27 décembre 1962.

Achille CROSNIER

Membre des corps-francs de *Vengeance*, le gardien de la paix Achille Crosnier est né le 26 mars 1907 à Saint-Cyr-du-Gault (41). Gardien de la paix en avril 1931, il est révoqué le 15 février 1941. Au sein du réseau, il est en charge de la section *Vengeance-Évasions*, et mène à bien de nombreuses missions, dont le rapatriement en septembre-octobre 1943, de neuf aviateurs alliés recueillis dans la région d'Evreux. Arrêté le 15 janvier 1944, écroué à Fresnes, il fait partie du « convoi des tatoués » du 27 avril : sans doute une erreur à l'occasion de laquelle les membres d'un convoi de non-juifs sont tatoués lors d'un détour par Auschwitz-Birkenau. Il rejoint ensuite Buchenwald où il est affecté au *kommando* de Weimar. Il aurait été tué au cours d'une évasion, lors du bombardement du camp le 14 mars 1945 et sera réintégré à titre posthume.

Jean SCHIRA

Recruté en juin 1935 à la PP comme secrétaire de police, commissaire en mai 1942, Jean Marie Dominique Schira, *Baptiste*, était né le 25 septembre 1899 à Lyon. Lieutenant de réserve, décoré de la Légion d'Honneur, il est fait prisonnier pendant la campagne de France, puis relâché en septembre 1940.



Il est alors sollicité par Riou pour prendre part à la tentative avortée de créer un groupe de Résistance à la PP. Il travaille avec l'*Union des Israélites de France* et, agent P1 en juin 1941 chez *Ceux de la Libération*, devient un des proches collaborateurs de Bénézech auquel il donne les plans de défense de Paris. Schira assure les contacts avec la Commission d'armistice allemande, et tente de soustraire des réfractaires au STO en les faisant incorporer dans la police. Il donne des formations paramilitaires à des policiers au dernier étage du Pavillon Neuf des

²⁸⁵ Née Duval, le 12 mai 1899 à Paris, dactylo en août 1914, elle devient rédacteur en septembre 1944.

Halles et rédige une notice sur les combats de rue bientôt approuvée par Londres. Il recrute l'inspecteur Mehr²⁸⁶, détaché auprès de la police criminelle allemande qui l'informe de tout ce qui s'y passe. Le jour de l'arrestation de Bénézech, il arrive en retard au rendez-vous, repère deux tractions avant au pied de l'immeuble et assiste au meurtre de Coquoin. Il poursuit alors son chemin. Lors de la libération de Paris, il se place sous les ordres de Chassagnette, le responsable de la défense de la caserne de la Cité, et en devient l'adjoint. A la Libération il se trouve renvoyé de la direction de l'École Pratique des gardiens de la paix, victime de membres de la commission d'épuration avec lesquels il s'est vivement affronté dans la cour de la PP. Il prend sa retraite de commissaire divisionnaire en avril 1958.

Gabriel BOTHELOT

A la Libération, Gabriel Félix Eugène Bothelot, né le 3 décembre 1909 à Vermand (Aisne), passe devant la commission d'épuration pour « avoir tenu des propos pro-allemands » et pour avoir arrêté de nombreuses personnes à la gare de Bercy pour les remettre aux Allemands. Sanctionné, il repasse ultérieurement devant la commission, où il peut faire prendre en compte des faits déjà communiqués au rapporteur lors de la première comparution, sans qu'ils soient examinés. Bothelot adhère successivement à Vengeance puis au réseau Samson. En mai 1942, avec un collègue, il va à Toury chercher des aviateurs américains qu'il ramène à Paris, pour les connecter avec une filière d'évasions. Il travaille avec le lieutenant Alfred Philippe des services de renseignements anglo-saxons. Parachuté en France, celui-ci est venu à Paris en mai 1941, et Bothelot lui est donné comme contact. Philippe se fait embaucher comme acheteur par l'état-major allemand, ayant ainsi toute liberté pour circuler dans nombre d'installations. Il est même désigné par Oberg pour détecter les trafiquants qui constituent des stocks pour les revendre au marché noir aux Allemands. Philippe en identifie successivement sept, qu'il signale alors à Bothelot qui se rend sur place avec des collègues, lesquels bloquent marchandises et individus avant de les arrêter et de les livrer aux occupants. Ceux-ci ne peuvent que constater qu'il s'agit de leurs propres collaborateurs... Philippe est arrêté le 29 mars 1943 et condamné à mort par les Allemands. Il parvient à s'évader et trouve refuge chez Bothelot²⁸⁷, qui lui fournit des faux-papiers. A la Libération, ce dernier est invité par les « résistants » de la Brigade de Voie Publique de la PP à rester chez lui. Il a plus de chance avec la Résistance de Pont-sur-Yonne, avec laquelle il a noué de nombreux contacts. Il prend sa retraite comme officier de police principal en janvier 1965, décoré de la Croix de guerre.

Gabriel LACURE et Léon PRON

Né le 24 octobre 1901 à Puyréaux (Charente), gardien de la paix en septembre 1923, l'inspecteur de police adjoint du 8° arrondissement Gabriel Lacure, *Bonaventure*, a joué un rôle prépondérant dans *Turma-Vengeance*, et plus globalement dans la Résistance au sein de la PP : il est des premiers adhérents au *groupe Valmy* et un agent recruteur de talent. Il participe dès le 21 février 1942 à la disparition des listes des membres de l'association de collaboration

²⁸⁷ Il est assisté par l'inspecteur spécial Jean Pinson, né le 23 août 1908 à Saint-Priest-les Fougères en Dordogne, qui prend sa retraite d'officier de police principal en juillet 1963.



Gabriel Lacure

Le Coq Gaulois, 28 avenue des Champs-Elysées. Il est arrêté à son domicile, mais libéré faute de preuves. Le 10 juin 1942, il participe, armé d'une mitraillette Sten, au commando qui attaque la mairie de Nogent-sur-Marne pour y voler des tickets d'alimentation. Deux coups de feu partent : une personne est tuée. Lors de l'arrestation de Bénézech, Lacure monte l'escalier pour se rendre à la réunion : par une porte entrebâillée, il voit ce qui se passe chez son chef. Il grimpe au 6e étage et s'enferme dans les WC. Responsable du 8e arrondissement, Lacure est assisté par le brigadier Léon Pron, un ancien de l'Armée Volontaire et de la France Combattante. Tous deux sont arrêtés

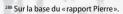
le 8 janvier 1944 par le commissaire David²⁸⁸ et révoqués : internés au camp de Jargeau, ils s'en évadent et rejoignent le maquis *solognot*, au sein duquel ils se battent à la tête d'un groupe-franc composé de policiers. Lacure mène ses hommes au combat de telle manière que leur rôle est décisif lors du combat de La Luzière à La Ferté-Saint-Aubin le 19 août 1944 : il reçoit la Croix de guerre et il est cité deux fois. Homologué lieutenant, il est aussi décoré de la Médaille de la Résistance. Réintégré en tant que commissaire de police, il prend sa retraite le 24 février 1949. Léon Jean Marcel Pron était né le 3 avril 1901 à Pompey, en Meurthe-et-Moselle. Gardien en octobre 1929, révoqué en janvier 1944 et réintégré en septembre, il termine sa carrière comme commissaire principal en avril 1970, titulaire de la Médaille des évadés.

Georges BRÉHERET

Le gardien de la paix de Noisy-le-Sec Georges Joseph Bréheret, Lefort, est né le 31 août 1895 à Fenou, dans le Maine-et-Loire. Nommé dans son grade en 1926, il rejoint plusieurs réseaux de Résistance pendant l'Occupation : Ceux de la Libération, Castille, l'OCM et les fournit en faux-papiers. Homologué P1 en septembre 1942, dénoncé pour la détention d'un poste émetteur, Bréheret est arrêté dans les locaux du poste de police de Villemomble le 13 novembre 1943, vers 20 heures, par les services allemands à bord de deux véhicules appartenant à Violette Morris et au PPF. Les Allemands s'étaient présentés à son domicile dans l'après-midi de la part de « Alain », que Bréheret dit ne pas connaître : deux ou trois coups de feu sont tirés sur lui, mais les Allemands repartent et Bréheret va au poste de police déclarer les faits. C'est là qu'il est interpellé. Sa femme et son fils réussissent à fuir. Bréheret avait en fait déposé un émetteur radio chez un voisin. Interné à Fresnes, puis déporté, il meurt à Mauthausen le 4 mai 1945. Réintégré à titre posthume dans les rangs de la PP comme brigadier-chef, Bréheret est aussi homologué lieutenant, et décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.



Citation: Gabriel Lacure



Nom LETAQUE
Homi
Grade Agent 9'
Date at New the enterance French (Net 11)
Date at lieu de sull'ament 1-1-1993 am
B: action Vorgenuer .
Care or . 13.637
Acres 7 June Paul Velloution
terria . or Boliguy (Seine)
D.H.C
SEAR C
30.962
IDENTIFIE .
A Li con
Report Strike R

Henri Letaque

4	WENGERY
Pránoma	Finde \
Grade	agent P!
Date at New da half	mes 24-12-1916
	S! DENIS.
Dute et lieu de rail	
	R. Burma . Vargeouse
	11.085
Corte nº	57.744
Diplôme of	1.140
Adresse 44	Rue du Martys
	Pani 118
D.M.C	
-	- Property
30,921	2 ort
	当日の
170	
9	A Ma
CHARLES OF THE PARTY OF THE PAR	The View of the Vi
leujor - \$,671	-
ndré Wenger	

Le Groupe MORANDON

Les policiers regroupés autour de Paul Albert Morandon, Jardin, relèvent en nombre du commissariat de Pantin. Morandon est né le 21 juillet 1914 à Longchamp-sur-Aujon (Aube): gardien de la paix en mars 1938, il est arrêté par les BS le 24 janvier 1944, révoqué, puis réintégré en août. Il est alors chef d'un groupe Action de Vengeance. Pressenti par son responsable direct Georges Cléret, un «civil» boucher de son état, pour alimenter des réfractaires, il a organisé avec son groupe de policiers l'attaque – sans armes – du centre de distribution de tickets de ravitaillement de Pantin. Les résistants reçoivent à cette fin des loups pour se masquer les visages... Morandon procède au repérage des lieux, monte son équipe et organise le coup. Le 18 novembre 1943 vers 19h50, le véhicule du groupe se gare rue de Paris, à proximité du centre. Dans les lieux, un gardien complice, Outhier, et un civil requis sont neutralisés, désarmés, ligotés et bâillonnés: les policiers-braqueurs se sont fait ouvrir la porte en annoncant qu'ils apportaient le « casse-croûte ». Sur un coup de sifflet, le reste du groupe entre : ils coupent les fils téléphoniques, et emportent dans leur camionnette les armoires pleines de tickets. Elles seront forcées ultérieurement par le gardien Letaque dans la cour d'un complice, M. Laurenceau. Les sacs remplis de titres sont placés sur une charrette à bras et transportés chez Cléret, revêtu pour l'occasion d'un képi et d'une pèlerine laissant émerger un canon (sans fusil), qu'il tient caché. Les titres sont ensuite chargés dans des valises pour être livrés le lendemain à la station de métro Villiers. L'affaire se termine par un « pot » pris chez Cléret, qui récompense le succès de l'expédition. L'opération s'achève vraiment par l'interpellation des policiers qui y ont participé : un membre du réseau, arrêté en train de revendre des tickets, a « donné » le groupe. Morandon est interpellé le 2 janvier 1944 vers 17 heures à son domicile, par des agents de la BS2, pistolet au poing. Il prend le maximum de responsabilités à sa charge, mais il a commis l'imprudence de conserver sur lui un papier qui permet d'identifier ses complices. Paul Morandon, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre, termine sa carrière en décembre 1962. Le gardien Eugène **Outhier**, *Émile Noël*, né le 10 mars 1920 à Courchaton (Haute-Saône) a été nommé gardien de la paix en juillet 1942. Comme ses collègues, il est révoqué en janvier 1944, puis réintégré à la Libération. Il a rallié *Vengeance* en août 1943 et est arrêté au pied de son immeuble, en rentrant du travail. Dès sa libération de la Santé, le 19 août 1944, il reprend le combat. Il est retraité en novembre 1968, homologué sous-lieutenant. Henri Ernest Letaque, Trouvé Ernest, né le 10 avril 1906 à Frouard (Meuthe-et-Moselle) devient gardien de la paix en décembre 1942 : il prend sa retraite comme brigadier en octobre 1956, homologué sous-lieutenant et titulaire de la Médaille de la Résistance. Il est arrêté le 2 janvier 1944 sur son lieu de travail au commissariat de Pantin. Gardé deux jours menotté avec des chaînes aux pieds, il sera particulièrement malmené pendant son incarcération, dont il résulte une invalidité à 90 pour cent. Cela ne l'empêche pas de prendre une part active aux combats de la Libération avec les FFI de Pantin. Le gardien André Louis Wenger, Pierre Duchemin, né le 24 décembre 1916 à La Plaine-Saint-Denis, est entré dans la police en février 1942. Il rejoint les corps-francs de Vengeance en août 1943 : il est arrêté en possession d'une arme. Wenger réussit à s'évader

en août 1944 du camp de Jargeau, et rejoint le maquis de Sologne, avec lequel il pour suit le combat. Fortement maltraité lui aussi, Wenger, invalide à 85 pour cent, prendra sa retraite comme officier de police principal en septembre 1971. Il est homologué sous-lieutenant. Autre membre de l'équipe, François Marie Guenver, Le Breton, est né le 8 février 1912 à Locmaria-Berrien dans le Finistère. Gardien de la paix en décembre 1937, il rejoint Vengeance en juillet 1943 et prend sa retraite de brigadier-chef en juillet 1958, homologué sous-lieutenant. Léon Alfred Le Saint est né le 10 décembre 1918 à Poix-du-Nord (Nord) : il devient gardien à la PP en mai 1942, est révoqué comme ses collègues, et réintégré en août 1944. Il participe alors à des actions contre les chemins de fer à Bobigny et au Bourget, et attaque avec d'autres FFI deux camions allemands près de Stains, faisant quatre prisonniers. Le 15 août il participe au combat des « Grandes Murailles » à Aubervilliers. Il prend sa retraite en juin 1968, décoré de la Croix de guerre et homologué sous-lieutenant. Auguste Jaouen, Gu, Jamin, Pierre, est né le 15 mai 1912 à Ploudaniel (Finistère) : gardien de 1938, membre de Turma-Vengeance il est aussi révoqué en janvier 1944. Menacé d'être interné à Jargeau, il rejoint le groupe LibéNord de Bais en Mayenne. Avec son collègue Gérard, il créent un groupe de Résistance à Assé-le-Béranger. Il est réformé en décembre 1953. Son collègue Jean Auguste Gérard, né le 12 octobre 1911 à Vay (Loire-Inférieure) suit un moment son destin. Il était devenu gardien de la paix en février 1938, a rejoint le groupe LibéNord de Drancy en mai 1941, puis, recherché en janvier 1944, il se réfugie à Nantes. Il devient inspecteur dans la Police Nationale en juin 1945. Avec Jaouen, ils s'étaient spécialisés dans les faux-documents et dans l'hébergement des fugitifs, avec l'aide du gardien Robert Fernand Melaye²⁸⁹. François Marius Chassagne, né le 27 avril 1912 à Saint-Etienne-au-Clos en Corrèze, est recruté comme gardien en mars 1938. Révoqué en janvier 1944, il reprend ses fonctions à la Libération, et prend sa retraite de brigadier-chef aux Services Techniques en mai 1967. Il était membre du réseau de renseignements de Vengeance. Georges Albert Couturier, né le 14 juillet 1909 à Saint-Aignan-de-Versillac, dans le Gers, gardien en octobre 1937, suit la même trajectoire : révoqué, réintégré, il termine officier de paix en mai 1962. Le gardien Raymond Dondaine, Azor, Nono, est né le 23 février 1913 à Paris. Recruté en février 1941, il aide et héberge des juifs. Il est aussi suspendu en janvier 1944. Arrêté et interné au camp de Jargeau, il s'en évade le 11 août 1944, et rejoint le maquis de Sologne. Il terminera sa carrière comme commandant principal de gardiens de la paix en février 1969. On peut citer encore le gardien Marius Charles Morel, né le 9 mai 1901, de la Police Municipale, qui s'enfuit début 1944 pour rejoindre le maquis du Cher. Le gardien Georges Augustin Picot²⁹⁰, né le 26 juillet 1913 à Captainville (Seine-et-Oise) est aussi arrêté et emprisonné au camp de Jargeau, d'où il s'évade le 11 août 1944, avec son collègue Norbert Jourdain²⁹¹, né le 24 janvier 1903 à La Ferté-Gaucher, en Seine-et-Marne pour participer aux combats de La Luzière. Ce sont au total vingt-trois policiers qui sont arrêtés dans cette affaire, presque tous membres de *Turma*.

Parmi les policiers de *Turma* dont le rôle mérite d'être rappelé, il faut citer l'inspecteur de la Police Judiciaire Charles Eugène Rubie. Né le 3 novembre 1920



Léon Alfred Le Saint



Avis de recherché d'Auguste Jaouen

²⁸⁹ Né le 26 mai 1914 à Morienval, dans l'Oise, il était gardien depuis octobre 1937.

²⁹⁰ Gardien de la paix en avril 1938, il prend sa retraite en septembre 1964, décoré de la Croix de guerre et homologué sous-lieutenant.

²⁹¹ Gardien de la paix en mars 1932, il prend sa retraite en décembre 1958, avec les mêmes distinctions.

Turma-Vengeance

à Paris, Rubie est recruté en mai 1943, puis il rejoint le sous-réseau *Arc-en-Ciel* et devient agent P2 en décembre et héberge des résistants. Arrêté le 22 mai 1944 en sortant de son bureau, suite à l'exécution place Saint-Michel du traître Jean Albert Vouillard, *Karl*, il est incarcéré à Fresnes, puis déporté le 15 août 1944 pour Dora et Buchenwald. Envoyé à Nordhausen le 3 mars 1945, on perd sa trace. Le gardien de la paix **Jean-Charles Vialard**, né le 28 février 1909 à Paris a joué un rôle obscur mais essentiel : recruté en mars 1939, au poste sensible de responsable du fichier des réfractaires au STO, camouflant un maximum de cas et informant des arrestations programmées. Membre des corps-francs de Vengeance, lors des combats pour la libération de Paris, il traverse les lignes allemandes pour rejoindre son poste. Décoré de la Croix de guerre, il prend sa retraite comme brigadier-chef en mars 1964²⁹².

292 Le cas de l'interprète Paul Durrenberger a été évoqué supra et celui de Louis Culiez sera traité en 2011. Dhalenne et Gaget, cités dans le 1er fascicule, étaient aussi adhérents à Turma.

Autres réseaux



L'Alliance²⁹³

Le gardien de la paix puis inspecteur Max Millet, Taret, né le 12 janvier 1909 à Paris, intègre la police en mai 1931. Faisant fonctionner à son domicile à Saint-Cloud une école d'opérateurs radio, il organise au sein de la PP la réception quotidienne des messages destinés à L'Alliance dont il est devenu le chef radio. Il prend sa retraite d'officier de police principal en février 1964. Georges Maurice Marcel Guillot, Dromadaire, est né le 17 janvier 1910. Gardien de la paix en décembre 1937, il est révoqué en décembre 1941. Il fait partie du groupe de résistants qui se crée fin 1940 au sein du commissariat du 18^e arrondissement, avec Ernest Siegrist²⁹⁴, Henri Just²⁹⁵ et **René Ducros**²⁹⁶. Ces hommes disposent d'une liaison avec Londres par un poste radio-émetteur détecté début novembre 1941 par les Allemands, qui interviennent en pleine émission. Prévenus par Ducros les membres de l'équipe peuvent s'enfuir, à l'exception de Just, interpellé à son arrivée au commissariat par un de ses « collègues » qui le remet aux Allemands. Guillot travaille pour L'Alliance où il assiste Siegrist pour la sécurité du réseau et, avec sa femme, il assurait les passages vers l'Espagne. Il œuvre aussi pour F2 et l'inspecteur René Mouzillat (de la Police Nationale), ainsi qu'avec Lejeune. Réintégré officier de police principal en août 1944, il prend en avril 1953 sa retraite de commissaire adjoint.

Ceux de la Libération

Pendant la guerre Jean Louis Bonnaire exerce les fonctions de contrôleur technique des services de la Défense Passive. Il est né le 28 février 1901 et rejoint la Préfecture de Police en novembre 1932 comme secrétaire administratif adjoint. Il est cité pour avoir le 14 juin 1940 été chercher du ravitaillement pour son unité à Paris, malgré les troupes allemandes déjà omniprésentes. Il travaille dès décembre 1941 pour CDLL : il participe dès ce moment à un transport d'armes, fournit des faux-documents, il camoufle des résistants dans ses services et soustrait des techniciens qualifiés au STO. Il participe aussi à la libération d'Airaud et met sa voiture à disposition pour son transport. Depuis l'abri de commandement de la Défense Passive, contrôlé par les Allemands, il informe en temps réel la centrale Zadig pour renseigner Londres du développement des raids aériens. Il réussit, avec Daniel Florentin du Laboratoire Municipal, l'exploit de s'emparer pour la Résistance d'un appareil allemand secret destiné à désamorcer les fusées des bombes à pièges en l'exfiltrant de l'hôtel Continental. Il participe aux sabotages des installations de BMW installées dans les carrières d'Issy-les-Moulineaux et de celles de Messerschmidt cachées dans les souterrains du métro Mairie d'Ivry. Pendant la libération de Paris, il relaie les informations sur les mouvements des troupes allemandes fournies par le service de renseignements qu'il a mis en place au central téléphonique Provence, il est en charge aussi des sections sanitaires et il transporte les munitions vers les points les plus menacés. Jean Louis Lucien Ladislas Bonnaire prend sa retraite d'administrateur civil, en février 1966, officier de la Légion d'Honneur, décoré de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre. Ancien grand blessé de 14-18, le commis René Chossefoin est né le 8 avril 1892, et il a pris son poste en juillet 1937. Il rejoint CDLL-Vengeance en septembre 1943 et remplit des fonctions

²⁹⁴ Voir le fascicule 2009.

²⁹⁵ Voir le fascicule 2009.

²⁹⁶ Né le 11 mars 1910, il prend sa retraite de commissaire adjoint en avril 1966.

d'agent de renseignements. Il est aussi agent de liaison pour le service « évasions » du réseau entre Melun et Paris. Son fils est également engagé dans la Résistance : il est arrêté. Son père s'était réfugié à Conflans-Sainte-Honorine, où il apprend l'évènement : il se livre alors aux Allemands le 21 février 1944. Emprisonné à Fresnes, il est à Compiègne le 27 avril, et il est déporté successivement à Auschwitz, Buchenwald puis Dora-Sangerhausen le 12 mai. Il est libéré de son camp de concentration le 20 avril 1945. Il est assimilé sous-lieutenant et il prend sa retraite d'adjoint administratif en mai 1957.

Ceux de la Résistance

Gardien de la paix en novembre 1931, secrétaire de police en avril 1940, Jean-Claude Nectoux est né à Paris le 2 novembre 1908. Commissaire à Aubervilliers, il rejoint Ceux de la Résistance dès son entrée en fonction en janvier 1944, prenant contact avec le chef local du mouvement. Le 16 février 1944 le bureau clandestin de faux-documents de CDLR est démantelé par les policiers de la 1ère Brigade Mobile. Sur 28 personnes arrêtées, 21 sont retenues au commissariat d'Aubervilliers : Nectoux les remet en liberté. Cinq autres sont libérées sur la base de son rapport. Il réussit dans la foulée à empêcher l'arrestation d'Henri Manigart, le chef régional de CDLR, en mai 1944. Le 19 mai, il participe au sabotage de l'usine de roulements à billes Malicet et Blin, et fait libérer les deux personnes arrêtées sur place. Le 14 juin, Nectoux reçoit la dénonciation d'une livraison d'essence vers les maquis de l'Eure : il vient sur place avec ses hommes, déclarant n'avoir rien trouvé. Il s'agissait d'une plaisanterie, prétend-il. Le 24 juin, arrêté par les Allemands lors d'une mission dans la Nièvre, il fait disparaître les documents en sa possession, et se trouve relâché au bout de 24 heures. Le 7 juillet il est à nouveau arrêté après plusieurs opérations qu'il a conduites pour contrer la Feldgendarmerie de Saint-Denis et la Kommandantur de Neuilly. Remis en liberté faute de preuves, son chef veut le faire partir avec sa famille après l'exécution d'un gendarme allemand. Nectoux refuse, et réussit à faire libérer successivement les 50 otages arrêtés. Membre du Groupe Henry, il participe à des coups de main et aux combats de la Libération. Il est décoré de la Croix de guerre. Ernest Maurice Prével né le 9 avril 1902 à Paris, recruté comme auxiliaire aux écritures en octobre 1932, est secrétaire de police en mai 1937 et commissaire six ans plus tard. Adhèrent précoce à Ceux de la Résistance, il délivre des fauxdocuments dès la fin de 1940, accompagne juifs et prisonniers évadés pour rejoindre des lieux d'hébergement, et organise un site de réparation pour les postes radio de son réseau. Dans son bureau de la PP sont préparés des tracts et c'est là qu'est traduit celui qui appelle en août 1944 les Allemands à la reddition. Il prend sa retraite de divisionnaire en mai 1957, décoré de la Légion d'Honneur.

Darius

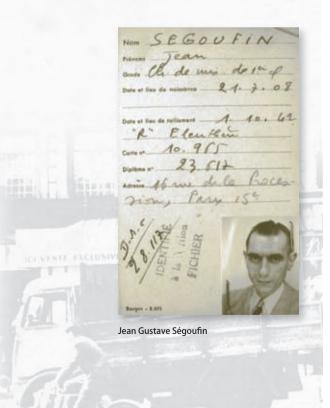
Plusieurs policiers de la PP et de la Police Nationale appartiennent à *Darius*. Le cas le plus atypique est sans doute celui de l'inspecteur principal adjoint **Fernand Dominique Gatti**, *Le grand prévôt de San Martino*, né le 21 juillet 1894 à Bastia, et intégré dans la police en octobre 1934. Indiscutable résistant qui rejoint *Darius* en juin 1943, il réussit à obtenir les plans d'une nouvelle torpille sous-marine alle-



Jean-Claude Nectoux : citation



Agrément allemand à la nomination d'Ernest Prével



mande et soustrait des clandestins aux arrestations. Il est poussé hors de la police pour une faute vénielle en août 1945, malgré l'homologation de 21 mois dans les Forces Françaises Combattantes, et ne sera jamais réintégré. Roger Pierre Démarest est né le 25 janvier 1911 à Sceaux. Il rejoint simultanément (en mars 1943, en ayant réussi au concours de janvier 1939) la Préfecture de Police comme secrétaire et le réseau Darius comme boîte aux lettres. Dans cette dernière fonction il reçoit les informations provenant des départements de la Somme, du Pasde-Calais, de l'Eure, du Calvados et de l'Eure-et-Loir, qui sont remises à un agent de liaison avec Lyon. Avant cette phase, Démarest a connu une période agitée. Mobilisé comme adjudant chef d'une section de pièces anti-chars au 32^e Régiment d'artillerie, il est fait prisonnier le 18 juin 1940 à Verreysous-Salmaize, après avoir livré de durs combats et franchi le dernier les ponts sur la Marne et le canal de la Marne au Rhin à Tours-sur-Marne, avant leur destruction. Il est enfermé au camp provisoire de Semur-en-Auxois, puis à Longvic. Il s'évade le 30 décembre 1940 à 19 heures, caché dans le coffre d'un fourgon hippomobile qui doit être conduit dans un hangar situé hors du camp. La porte du coffre est ouverte à 400 mètres de là par le conducteur : vêtu d'une veste noire et d'un pantalon bleu de mécanicien, Démarest se réfugie chez les sœurs de Cluny, rue Chabot-Cluny à Dijon. Elles lui fournissent cache-col, chapeau et imperméable. Il trouve asile ensuite chez un responsable des Messageries Hachette qui lui fait confectionner une fausse carte d'identité. C'est dans un camion de cette société qu'il rejoint Paris : il trouve une cachette chez une boulangère de Vincennes, près de sa famille, puis dans le 12^e arrondissement. Il franchit finalement la ligne de démarcation près de Bléré (Cher) avec la complicité du fils d'un notaire local, puis gagne Lyon, où il se fait démobiliser, avant de revenir à Paris. Il termine sa carrière comme commissaire de police.

Eleuthère-Praxitèle

L'inspecteur de la Police Judiciaire Jean Gustave Ségoufin, Michon, est né le 21 juillet 1908 à Paris. Ce solide gaillard d'un mètre quatre-vingt-deux, père de trois enfants et officier de réserve de l'Armée de l'Air, eût le curieux destin, pour un policier, de succéder au célèbre écrivain de livres d'espionnage Pierre Nord. Celui-ci, de son vrai nom Colonel André Brouillard a en effet été le prédécesseur de Ségoufin dans le rôle aussi éminent que délicat d'officier liquidateur du réseau. Pour sa part, Ségoufin a rejoint la Résistance en août 1942 : il remplit d'abord une fonction d'officier de liaison, puis stocke des armes à son domicile et au commissariat où il exerce. Il crée ensuite deux sous-réseaux, dont Villars qu'il dirige lui-même. Quand les responsables d'Eleuthère sont arrêtés, il est celui autour duquel l'édifice se reconstitue. Ségoufin remplit les fonctions de chef adjoint du 2^e bureau de *LibéNord*. Il finit la guerre homologué dans le grade de capitaine avec une ancienneté de FFI à compter de juin 1943, décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre, deux fois cité. Il est aussi promu commissaire adjoint. Il avait été recruté à la PP comme auxiliaire au matériel en septembre 1933 et était devenu inspecteur en août 1941. Jean Ségoufin prend sa retraite en août 1964.

France Libre

Léon Michel Llorca est gardien de la paix depuis juin 1924 quand il est arrêté par les Renseignements Généraux de la Préfecture de Police. Né le 29 juillet 1900 à Arquettes-en-Val (Aude), Llorca est interpellé début octobre 1941. Pendant la perquisition chez un ami chez lequel il résidait occasionnellement 25 rue de la Villette au Pré-Saint-Gervais, il réussit à bousculer et à faire chuter le commissaire qui, accroupi, fouillait un buffet et à s'enfuir. Llorca travaillait pour le groupe *La France Libre*, dirigé par un agent de la RATP, Lucien Noël, chef de la station de métro Pelleport, où le groupe se rencontrait. Détaché comme électricien aux Services Techniques, Llorca était chargé de l'achat d'armes pour le groupe et voulait quitter la police car il « en avait marre ». Révoqué à la date de son arrestation, l'intéressé est réintégré à la Libération et prend sa retraite en août 1955.

Le Front National du Tréport

Le gardien de la paix **Pierre Jules Ferdinand Casado** est né le 15 janvier 1920 dans la Somme, à Sainte-Maxence. Gardien de la paix à la Préfecture de Police en avril 1943, il est interpellé au début d'avril 1944 par la BS1 puis remis aux Allemands. Son arrestation en entraîne douze autres au Tréport et sept en région parisienne. Lui-même est « tombé » à la suite d'arrestations en Seine-Maritime : Casado avait reçu pour mission de son réseau de rattachement, le Front National 5^e compagnie FTP du Tréport, de le ravitailler en armes. Pour ce faire il sollicite l'assistance de deux de ses collègues, Guiard et Filliau. Le premier provoque la fin du groupe en essayant d'acheter sa mitraillette à un milicien pour 17 000 francs. La Milice, venue au rendez-vous, l'arrête, ce qui conduit la BS1 à Casado, puis à Filliau. Celui-ci est né le 20 août 1919 à Huisseau-sur-Cosson (Loir-et-Cher). Comme Casado il est alors encore gardien stagiaire. Filliau est soupçonné aussi d'être impliqué dans un trafic de fausses cartes de pain, dans lequel sa mère aurait été complice. Arrêté le 9 avril 1944, écroué à la Santé, il est relaxé le 9 juin : Bernard Filliau ne réintègre pas la PP. Casado a derrière lui un passé de résistant, puisque dès mars 1941 il participe au sabotage de cinq locomotives au dépôt du Tréport. Il a aussi livré six revolvers et fourni des cartes de rationnement à son groupe. Après son arrestation, torturé puis interné à Fresnes et à Compiègne, il est déporté le 4 juin 1944. Il meurt à Bergen-Belsen le 15 avril 1945. Il travaillait alors au kommando de Stocken au coulage de batteries pour les sous-marins. Sur les 250 Français arrivés avec lui au camp, seuls deux survivront. Lui-même meurt de dysentrie trois semaines après la libération des lieux : comme beaucoup d'autres, il se jette goulument sur la nourriture et sur l'eau et en meurt, alors qu'il faisait partie des dix-sept qui avaient survécu à l'évacuation vers Bergen-Belsen. Pierre Léon Guiard est né le 9 février 1913 à Hermeray (Seine-et-Oise) et il est gardien de la paix au 3e arrondissement lors des faits. Guiard a livré à son collègue deux cartes de presse pour des responsables de la Résistance normande ainsi que des fausses cartes de pain. Son frère Emile et sa sœur Alphonsine sont aussi arrêtés. Il meurt en déportation à Ellrich le 15 octobre 1944.



Léon Michel Llorca



Pierre Jules Casado



Bernard Filliau



Raymond Paul Landais

$F2^{297}$

Membre de base de F2 dès juin 1942, le gardien de la paix Louis François Goumillou est né le 4 juin 1893 à Surdoux en Haute-Vienne. Il a intégré la PP en juillet 1920. Au sein de son réseau il est plus particulièrement chargé des transports d'armes, de radios, de matériels parachutés. Goumillou fournit aussi tous les renseignements qu'il peut glaner sur l'activité des services et sur les troupes allemandes, ainsi que sur le trafic de la grande ceinture de Paris. Il fait office de boîte aux lettres pour son réseau. Il prend sa retraite en juillet 1947. Il est décoré de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre 14-18.

Hector²⁹⁸

Louis Maximilien Nicolas Bernard est né le 14 mai 1897 à Hautmont (Nord) ; gardien de la paix depuis 1931, il est en fonction au commissariat du 10e arrondissement. Il rejoint le réseau *Hector* en février 1941 et y dirige un groupe. Il héberge aussi des aviateurs alliés qu'il fait passer en zone libre et fournit des renseignements sur les mouvements de troupes. Père de quatre enfants, Bernard est arrêté à son domicile par les Allemands le 22 juin 1942 pour avoir hébergé un officier du BCRA et interné à Fresnes puis déporté le 21 janvier 1943. Sa femme Louise Durieux est aussi arrêtée le 7 septembre 1942 et déportée le 8 janvier 1943 à Ravensbrück et Mauthausen: elle rentre en France le 15 mai 1945. Sa fille Yvonne fut également interpellée le 17 juillet 1942 et internée à la Santé et à Fresnes jusqu'au 17 mars 1943. Louis Bernard est condamné à mort et décède au camp de Gross Rosen le 31 octobre 1944 des suites de mauvais traitements. Nommé brigadier à titre posthume, il sera homologué dans le grade de souslieutenant et décoré de la Croix de guerre. Dans le même réseau, Raymond Paul Landais, né le 19 mars 1902 à Paris, est à la PP depuis mars 1927. Il rejoint Hector dès décembre 1940. Ce père d'un enfant est brigadier motocycliste aux Services Techniques quand il est arrêté le 9 octobre 1941 à la Préfecture de Police, consécutivement à l'arrestation de son chef de groupe. Déporté à Hagen puis à Hinzert pour avoir fourni des informations militaires sur les emplacements de DCA et les mouvements de troupes allemandes, il est libéré le 15 août 1942. A son retour il adhère à *Brutus* : il fournit à ce réseau les schémas des impacts des bombardements et des faux documents. Il prendra sa retraite de commandant des gardiens de la paix en avril 1958, homologué sous-lieutenant, décoré de la Médaille de la Résistance et invalide à 100 pour cent. Marcel Louis Gaucher est sous-chef de bureau à la direction du personnel, de la comptabilité et du matériel à la PP au moment de la guerre. Né le 29 septembre 1894 à Paris, il est dignitaire de la loge « L'Effort » du Grand Orient de France, et, à ce titre, il est relevé de ses fonctions le 26 septembre 1941, puis déclaré démissionnaire d'office le 16 mai 1942. Arrêté à son domicile avec son fils le 9 octobre 1941, il est incarcéré à Fresnes, puis déporté à Hagen, Torgau puis Gross Rosen où il décède le 24 décembre 1944. Il était membre du réseau Hector depuis octobre 1941, assimilé sous-lieutenant. Il est décoré de la Médaille de la Résistance.

²⁹⁷ Le cas plus intéressant de Lejeune a été traité en 2009. F2 est un

Iade-Amicol

Le réseau *Jade-Amicol* avait fortement infiltré les Renseignements Généraux de la PP, sans qu'il soit possible d'indiquer précisément l'action de renseignement de ses agents, dont les inspecteurs Raymond Clément, Pierre David, Marius Guillemin, **François Lebitter**²⁹⁹, **Roger Neveu**, **Constant Requet**³⁰⁰ et le chauffeur Robert Courat. Le cas de Neveu mérite que l'on s'y attarde : né le 23 décembre 1912 à Jallois (Maine-et-Loire), il prête son logement pour les émissions radio de *Jade*. Il appartient aussi au *NAP-Groupe Bertin*. Membre du *corps-franc Mathieu*, il tue un officier allemand lors des combats de la Libération. Il est chargé de mission de 4^e classe, décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre. Il prend sa retraite d'officier de police principal en décembre 1960.

Marie-Odile

Jules Lefèbvre³⁰¹ est né le 10 juin 1896 à Masnières (Nord). Il devient gardien de la paix à la Préfecture de Police en février 1921. Au moment de la guerre, il fait fonction d'inspecteur dans le 11^e arrondissement. Membre du service évasions du réseau *Marie-Odile*, il est arrêté le 9 octobre 1941 par les services de sécurité allemands pour propagande gaulliste. Il est emprisonné à Fresnes puis déporté le 19 décembre en Allemagne à Hagen, d'où il est libéré le 28 février 1943. Revenu à Paris, il adhère à l'*OCM* en juin : bien que toujours sous surveillance allemande il procure des faux documents et héberge des parachutistes alliés. Il est mis à la retraite en décembre de la même année. Son arrêté de mise à la retraite est rapporté à la Libération. Jules Lefèbvre meurt le 6 mars 1945, des suites des mauvais traitements dont il a été victime. Il est homologué sous-lieutenant.

NAP

Peu de policiers de la Préfecture de police ont été adhérents directs au *NAP* avant l'arrestation d'Edmond Dubent: L'Honneur de la Police avait noué des contacts avec cette structure, qui rendaient inutiles des adhésions directes. Les incohérences dans la gestion du groupe de résistance policier à partir de janvier 1944, ont conduit Léon Girardet Bertin, le vrai continuateur de l'œuvre de Dubent, à rapprocher du NAP son équipe ciblée sur la PJ et les RG. Le groupe Bertin³⁰² finit par constituer une composante majeure du NAP en région parisienne, Girardet ayant amené avec lui plus de soixante agents, dont les plus importants se sont distingués au préalable au sein de L'Honneur de la Police. Parmi ces nouveaux venus il est difficile d'évaluer le rôle individuel de chacun, malgré la place éminente que le NAP de la région parisienne accorde à l'évidence à ce groupe. Pour le NAP stricto sensu seul s'impose le nom de Maxime François Masure, Marcel. Né le 18 mai 1911 à Roubaix (Nord), gardien de la paix en août 1937, inspecteur spécial en novembre 1939, il rejoint le NAP en juin 1943, avant d'adhérer au réseau Pierre-Jacques, pour lequel il assure la liaison avec Roubaix. Il joue un rôle important dans le dispositif résistant PP par sa collaboration avec Bourgeon, il distribue le journal *Résistance* et se spécialise dans le renseignement relatif aux mouvements collaborationnistes, dans l'élaboration de faux-documents, et le sauvetage des juifs. Il réussit aussi à exfiltrer deux parachutistes vers l'Angleterre. Il prendra sa retraite d'officier de police principal en novembre 1966, homologué

²⁹⁹ Né le 22 septembre 1910, il rejoint Jade en mars 1942. Membre également du réseau Saint-Jacques, il renseigne surtout sur les groupements collaborationnistes

³⁰⁰ D'autres membres seront évoqués dans le fascicule 2011.

³⁰¹ Notice établie par Stéphane Longuet et Eric Dumartin, SHD

³⁰² Son appellation officielle au sein du NAP



Ange François Piétri



Andrée Griotteray : attestation d'appartenance aux FFC

- ³⁰³ Avec son collègue Démétrius Fontanarosa, qui sera chargé de mission de 2º classe. Celui-ci est né le 13 août 1909 à Corte, et prend sa retraite d'officier de police adjoint en septembre 1964.
- 304 Geoffroy «Fred » Scamaroni est sous-préfet, créateur du réseau Copernic en Corse. Arrêté par les services italiens, il se suicide dans sa cellule en mars 1943.
- 305 Le futur ministre de la Ve République.

sous-lieutenant, et décoré de la Médaille de la Résistance. Le cas d'Ange François Piétri, Angelo, né le 24 avril 1912 à Marseille, mérite aussi d'être évoqué. Recruté comme auxiliaire au service des étrangers en février 1936, il est licencié puis réintégré en 1941. Il devient en mars 1942 inspecteur aux RG, membre du réseau Action R2 Corse³⁰³, recruté par Fred Scamaroni³⁰⁴ qui transmet vers Londres ses premiers rapports de renseignements et du NAP sous l'égide de Léon Girardet. Il participe aux combats de la libération de Paris au sein du corps-franc de l'inspecteur Mathieu. Décoré de la Légion d'Honneur et de la Croix de guerre, il rejoint le service de sécurité du Président de la République et prend sa retraite de commissaire principal en avril 1970. Le rôle de Jean Bataillard, né le 15 février 1898 à Baneins (Ain) fut également essentiel. Devenu l'adjoint direct de Girardet dans le *Groupe Bertin*, Bataillard a rejoint l'*Armée Volontaire* en 1940, puis adhéré à Turma-Vengeance, à L'Alliance et au NAP. Entré à la PP en novembre 1922 comme gardien de la paix, il fournit des renseignements à ses différents « employeurs » et héberge chez lui deux aviateurs blessés. Bataillard associe son fils à son activité résistante : celui-ci devient lieutenant FFI ; arrêté début août 1944, il meurt dans le train vers l'Allemagne. Jean Bataillard prend sa retraite de brigadier en juillet 1949, homologué sous-lieutenant et décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre. Enfin Maurice Henri Simonessa, né le 16 novembre 1913, est nommé inspecteur en 1942. Membre du NAP-Groupe Bertin, il est interpellé le 4 août 1944 place du Châtelet par les Allemands, sur dénonciation de personnes arrêtées par eux : il avait hébergé des aviateurs américains. Il était chargé du port des plis des RG vers les services Allemands de la rue des Saussaies... Conduit d'abord dans ces locaux, Simonessa est condamné à mort le 6 août et écroué à Fresnes, d'où il sera libéré par les FFI. Il prendra sa retraite d'officier de police principal en novembre 1968.

Orion

La sœur du créateur du réseau *Orion*, Alain Griotteray³⁰⁵, fut employée à la Préfecture de Police. **Andrée Griotteray** épouse White, née le 29 août 1920 à Ville d'Avray, rejoint la PP en octobre 1939 au service des passeports. Rapidement associée aux activités résistantes de son frère, elle tape pour lui des articles pour son journal clandestin *La France* et l'imprime dans son bureau. Plus tard, elle devient agent de liaison, transportant même des postes émetteurs pour *Orion*. La chance a voulu que la seule fois qu'elle a été arrêtée, à Bordeaux, Andrée Griotteray n'ait rien de compromettant sur elle. Elle recueille à son domicile des résistants évadés, devient agent P2 en décembre 1942 et démissionne de son emploi au moment de sa désignation comme « chef de liaison » pour tout le réseau. Elle termine la guerre homologuée sous-lieutenant, décorée de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance, de la Croix de guerre, puis de l'Ordre National du Mérite.

Phratrie

Secrétaire de police à la déclaration de guerre depuis mars 1936, **Georges Bouchet**, *Victor*, *Opale*, est né le 31 janvier 1912 à Clichy (Seine). Il rejoint le réseau *Phratrie* en mars 1943 et devient chef de la centrale de faux-papiers quand elle est

déménagée de Grenoble. Il doit alors trouver des photographes, des imprimeurs, des locaux, des documents originaux. La tâche est immense car sa centrale dessert les réseaux *Goélette*, *Hunter*, *Jonque*, *Canoë*, *Corvette*, *Vedette*, *Brick* et *Pique*, soit 40 à 50 documents à fournir chaque jour ! Il apporte aussi des informations sur l'action de la Police, sur les emplacements de la DCA ou sur l'activité de la SNCF. Il réussit à tirer deux agents des mains des BS. P2 courant 1943, il termine la guerre chargé de mission de 1^{re} classe (capitaine) et commissaire de police. Décoré de la Croix de guerre, il prend sa retraite de commissaire divisionnaire en janvier 1972.

Plutus

Le gardien de la paix Robert Daniel Girard, Perrier, Tissandier, né le 17 octobre 1913, rejoint l'OCM fin 1941 et travaille pour Plutus pour lequel il recrute plusieurs policiers. Girard est responsable du groupe Travail qui entrave le STO. Sa femme Marie, associée à son œuvre, la poursuit après le départ de son époux, quoique trois fois interrogée et perquisitionnée. Girard héberge le sous-chef du réseau OCM parisien Jean Lincker quand celui-ci doit fuir. Il retourne alors chez lui pour récupérer des documents tout en sachant les lieux surveillés et réussit, bien que les Allemands aient tiré sur lui. Il remplace alors Lincker. D'autres fugitifs sont hébergés chez lui ou dans un appartement loué au nom de Tissandier, 294 rue Lecourbe. Girard tente aussi sans succès d'abattre un commissaire collaborationniste. Dénoncé sous la torture par un membre du réseau, il doit fuir. Suspendu le 26 avril 1943 pour absence irrégulière, il entre dans la clandestinité. Il passe alors dans l'Armée Secrète du Bas-Berry (Indre-Est). Il apparait pour avoir abattu avec son groupe un responsable de la police allemande, de jour, en plein cœur de Châteauroux. Il commande la compagnie qu'il a formée lors des combats de Saint Christophe-en-Boucherie et de Mennetou-sur-Cher. Il réussit à contenir les Allemands qui ont encerclé son unité, et à la ramener. Il participe à plusieurs autres combats, et contribue à la libération du lieutenant Jacques Boris³⁰⁶ détenu par les Allemands à l'hôpital de Châteauroux. Promu inspecteur principal à la Libération, Robert Girard est titulaire de la Médaille Militaire, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre avec trois citations. Il est homologué dans le grade de capitaine. A Paris, il est remplacé par le gardien Jacques André Legros, Leroy, Gros, né le 25 juillet 1902 à Béthésy-Saint-Pierre (Oise). Recruté par la PP en mai 1930, Legros rejoint l'OCM en mai 1942, puis adhère à L'Honneur de la Police. En charge des faux-papiers, il rejoint le corpsfranc du réseau Plutus en juillet 1943. Legros héberge aussi une petite juive de cinq ans dont les parents sont partis, ainsi que des collaborateurs de Ravanel³⁰⁷. Il prend sa retraite en juin 1957, décoré de la Croix de guerre et homologué chargé de mission de 3^e classe.

Samson

L'inspecteur **Jean Claude Fichard**, *Humbert*, *Craumer*, *Duplessis*, est né à Chens (Haute-Savoie) le 19 janvier 1919. Entré en fonctions en août 1943, il appartient à l'*OCM* et à *Samson* depuis novembre 1942, en charge des faux-papiers pour Paris et pour l'état-major national des *FFI*. Au sein du réseau *Maurice* il prend



Convocation de Robert Girard à la SiPo



Avis de recherche de Robert Girard

306 Il sera arrêté plus tard et tué

307 Serge Asher



Marguerite Charlotte Larue



Roger Cyrille Aimable Caplain

en compte le contre-espionnage, avec des collègues de la PP. P2 en décembre 1943, arrêté par les Allemands le 19 août 1944, en possession de l'ordre d'attaque des locaux des services des forces d'occupation et trouvé porteur d'une arme, il parvient à s'échapper. Il terminera la guerre homologué lieutenant, quitte la PP, et s'engage dans l'Armée. Il est décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre.

Shelburn

Marguerite Charlotte Larue est née le 10 avril 1906 à Paris. Elle est « Dame employée » puis rédactrice à la Préfecture de Police en mars 1931. Pendant la guerre, elle adhère au réseau *Shelburn* auquel elle fournit des faux-documents. Elle cache et héberge des personnes recherchées ou parachutées : elle convoie de Livry-Gargan à Paris un aviateur britannique. Elle abrite aussi pendant un an un poste émetteur. Au sein de la PP, elle se trouve suspendue pendant un mois pour ne pas avoir obtempéré à des ordres allemands. Elle prend sa retraite d'administrateur civil en juillet 1961, chevalier de Légion d'Honneur.

SSMF-TR

Successeur du commissaire Marc Lanteaume, l'inspecteur **Paul Emile Martz** prend son relais dans la Résistance. Né le 4 juillet 1893 à Paris, il est inspecteur depuis janvier 1920, brigadier-chef en décembre 1932 et inspecteur technique aux RG en octobre 1942. Il a commencé la guerre en accompagnant les archives de la « maison » à Roanne, où il reste jusque fin 1941 pour garantir leur protection. Il travaille pour l'*ORA*, le *NAP* et *SSMF-TR*. Il termine la guerre commissaire de police et prend sa retraite en mai 1948.

SR-Kléber

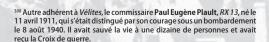
Roger Cyrille Aimable Caplain se fait remarquer dès juillet 1941 : il écope d'un blâme pour avoir, par « manque de rigueur », laissé s'échapper du Dépôt 21 détenus communistes qui avaient scié les barreaux. Il devra intenter un recours après la guerre pour obtenir l'effacement de cette sanction! Né le 15 septembre 1901 à Saint-Denis, Caplain est secrétaire de police en octobre 1928, puis commissaire en février 1937. Au moment de l'Occupation, il est commissaire principal, après avoir été mobilisé comme lieutenant. Blessé le 15 juin 1940 devant Troyes à la tête de son unité, il est fait prisonnier le 17. Il s'évade le 6 juillet et rejoint Paris. Il travaille pour *Brutus*, puis, recruté par *Kléber-Chabor*, Caplain aide aux passages de la ligne de démarcation, délivre des renseignements et de nombreux fauxdocuments, et sauve un de ses collègues accusé de résistance, Raoul Farge, qu'il fait libérer. Il est arrêté par les Allemands dans son bureau le 9 juin 1944, dans la même rafle que Legay, dénoncé par le gardien Nicod pour «relations avec les mouvements de Résistance et activité antiallemande». Après un passage à Compiègne, il sera déporté le 18 juin à Dachau-Allach, puis à Augsbourg d'où il est libéré le 27 avril 1945. Décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de guerre, il meurt commissaire contrôleur général en mai 1958.

Vélites-Thermopyles

Son recrutement fut un coup d'essai et un coup de maître : si le comportement de Paul André Chevallier, RX 1273, au sein des RG parut parfois ambigu, voire contestable, son patriotisme reste néanmoins hors de doute et son engagement dans la Résistance un véritable exploit. Né le 16 juin 1911 à Paris, gardien de la paix en juin 1932 et inspecteur trois ans plus tard, Paul Chevallier est promu secrétaire puis commissaire au début de la guerre. Dans ces fonctions, il occupe la place éminemment sensible de secrétaire et bras droit du commissaire Rottée, le très vichyste directeur des Renseignements Généraux de la PP. S'il participe de ce fait à nombre d'affaires sensibles, sur ordre de Rottée, il devient surtout un agent essentiel du réseau Vélites-Thermopyles qu'il renseigne depuis longtemps sur toute l'activité des RG. Désireux de quitter son poste, il se voit opposer un refus formel par son employeur clandestin représenté par Georges Loirat et Pierre Piganiol, le chef du réseau, lequel témoignera en sa faveur devant la Commission d'épuration. Car Chevallier a en particulier été amené à participer à des arrestations impliquant des policiers telle l'affaire Morandon, où il fait d'ailleurs disparaître une boîte de cartouches lors de la perquisition, ce dont la victime se plaint lors de l'instruction, mettant Chevallier en mauvaise posture... Révoqué le 5 mai 1945, il est réintégré officier de police en septembre 1948, puis commissaire en novembre 1955, quand les esprits sont devenus plus sereins. Décoré de la Croix de guerre³⁰⁸, il prend sa retraite de commissaire divisionnaire en juin 1969.

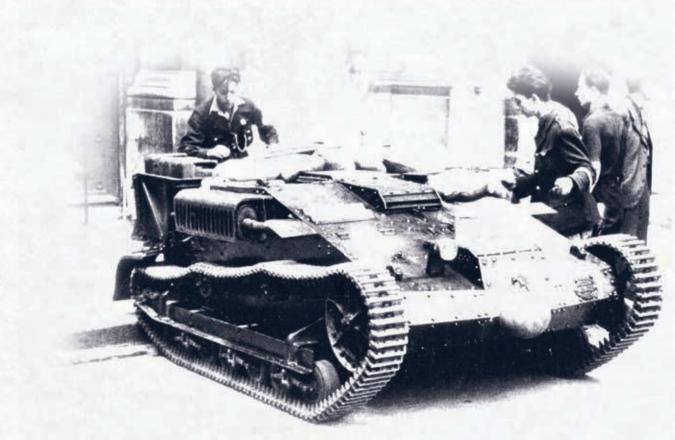
Vermillon

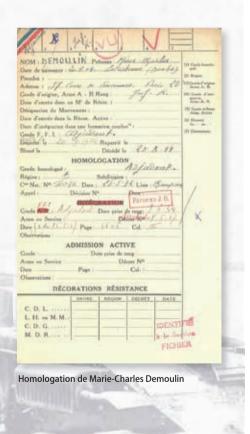
L'inspecteur **Jean Charles Pierre Poulet** est né le 9 juin 1909 à Saint-Brancher (Yonne). Gardien en septembre 1931, il devient inspecteur spécial en mars 1943, adhère au réseau *Vermillon* en juillet 1942. Arrêté le 7 juillet 1944 vers 20 heures par les Allemands, dans une souricière qu'ils ont tendue au siège d'une boîte aux lettres du réseau, 12 rue du Loing à Paris, le traquenard fait suite à l'arrestation du chef du réseau. Ce père de deux jeunes enfants est d'abord détenu à Fresnes ; il arrive à Weimar le 20 août 1944, puis part pour Dora. Il y est admis à l'infirmerie en janvier 1945. Il meurt à Nordhausen le 9 mars. Il sera décoré de Croix de guerre à titre posthume.





Les Justes





³⁰⁹ Jean Antoine Bastien, né le 1^{er} mars 1892 à Noisy-le-Sec, retraité commandant principal en janvier 1969.

Louis Marie Tertre, né le 30 août 1914, brigadier en décembre 1944,

il prend sa retraite de brigadier-chef en août 1966.

Avant que l'institution policière reconnaisse leurs actions, *Yad Vashem* a commencé à rechercher et honorer les personnes qui ont sauvé des juifs : en l'occurrence des policiers. Cette structure de mémoire poursuit son action aujourd'hui pour continuer à découvrir et à récompenser ceux qui se sont ainsi distingués par leur altruisme.

Georges BELBÉOC'H

L'inspecteur Roger Georges Belbéoc'h, né le 26 juillet 1921, entre dans la police en 1942 comme auxiliaire de police, pour l'infiltrer, en accord avec le Parti Communiste au sein duquel son père jouait un rôle. Inspecteur en mai 1943, il met ses fonctions au commissariat de Bel Air à profit pour délivrer renseignements et faux-papiers, participant aussi à des actions de sabotage, ou à la réception de parachutages. Il prévient par ailleurs des juifs des actions programmées contre eux et établit des faux-papiers, ainsi à Mme Hermoza, épouse d'un chrétien. Conduite au poste, Belbéoc'h obtient sa libération, tout comme il le fait pour son mari, Joseph Mezan, catholique accusé... d'héberger une juive! Belbéoc'h aurait été interrogé et maltraité en 1942 par la Police aux Questions Juives. Survivant à la guerre, il termine sa carrière comme inspecteur divisionnaire en février 1975. Il était membre du *Front National Police*.

André CAILLOU

André Caillou, né le 15 février 1920 à Paris, est engagé volontaire le 2 juin 1940 à la Base Aérienne d'Uzès. Inspecteur auxiliaire à la Préfecture de Police en juin 1942, il est titularisé en février 1945 ; ses services dans la Résistance sont homologués au *NAP* et à l'*OCM* à compter d'octobre 1943. Caillou prévient les juifs des rafles : en janvier 1944 il essaie d'aviser la famille Rabinovitch un soir vers 23 heures. On ne lui ouvre pas. Un peu plus tard, il vient pour les arrêter et leur laisse dix minutes pour fuir. Caillou fait aussi partie de la mission de sabotage qui permet la destruction du dépôt de coton de l'armée allemande. Fin 1943 il est membre de l'équipe de protection d'une importante réunion des responsables de l'*OCM*, «Chez Grand'père», rue des bois à Vincennes. Il fournit de nombreux faux-papiers et aide à évacuer des aviateurs alliés, puis il participe aux combats pour la libération de Paris. Il prendra sa retraite comme inspecteur divisionnaire en 1975, titulaire de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre.

Marie-Charles DEMOULIN

Le 19 août 1944 est arrêté par les Allemands, le gardien de la paix Marie-Charles Demoulin, né le 20 janvier 1904 à Estrabonne (Doubs). Il sera fusillé le lendemain au fort de Vincennes avec plusieurs de ses collègues. Envoyé par les responsables du groupe de Résistance de la 3º Division, Albin Maistre et l'inspecteur principal Jean Bastien³⁰⁹, assisté du gardien Louis Tertre³¹⁰, il venait en renfort de la caserne de la Cité avec son groupe de dix hommes, quand il a été fait prisonnier. Il sera homologué dans le grade d'adjudant. Membre du *FN Police*, responsable adjoint du 19º arrondissement, Demoulin a, lors de la rafle du 16 juillet 1942, fait prévenir par sa femme Simone leurs voisins juifs, les Sztern, qu'il ne connaissait pourtant pas. Les Demoulin les accueillent une semaine à

domicile, puis gardent leur fille Catherine chez eux pendant toute la guerre. Le brigadier-chef à titre posthume Demoulin, entré dans la police en décembre 1928 comme gardien, fut fait chevalier de la Légion d'Honneur.

Paul GIBAUD³¹¹

Paul Gibaud est né le 14 décembre 1906 à Paris, où il exerce dès août 1928 comme gardien de la paix. Inspecteur spécial aux Renseignements Généraux en avril 1938, il prendra sa retraite comme officier de police principal le premier janvier 1962. Côté Résistance, il fait partie du *NAP* à compter du 1^{er} avril 1944, comme agent P1, en charge du renseignement et contribue au sauvetage de juifs. Il meurt le 31 août 1973.

Georges LABBÉ

A Paris, en juillet 1944, l'inspecteur Georges Labbé, né le 11 octobre 1921 à Radepont en Eure-et-Loir, prévient la famille d'un ami de son fils, les Goldschmidt, de la rafle imminente. Ceux-ci se réfugient chez lui, puis, par manque de place, deux membres sont reçus dans la famille de Mme Labbé. Une partie des Goldschmidt sera hélas arrêtée et assassinée. Labbé peut faire passer les deux survivants en zone non-occupée. Membre du *FNPolice*, il est interné à titre politique. Il prendra sa retraite d'inspecteur en octobre 1976.

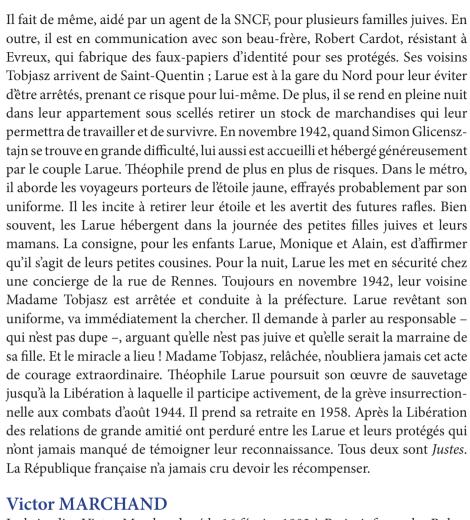
Roger LANIER

A Paris, l'inspecteur spécial Roger Lanier, né le 7 mars 1913, connaissait la situation difficile de la famille Taklender, des juifs polonais qui travaillaient dans la confection. Il va les chercher en catastrophe le jour de la grande rafle, et amène les trois personnes chez lui à Courbevoie. Dans l'immeuble où il habite, sa mère gère un troisième appartement vide. Les Taklender y resteront jusqu'à la Libération : leur second enfant va y naître. Lanier prévient aussi d'autres juifs et va jusqu'à les ravitailler. Nommé inspecteur principal adjoint en 1953, il a pris sa retraite en mars 1968. Sa femme Daisy est aussi *Juste*.

Théophile LARUE

Au numéro 2 de la rue du Sabot, à Paris 6°, vivaient Théophile Larue, né le 28 août 1903 à Ainay-le-Vieil (Cher), gardien de la paix depuis novembre 1930, sa femme Madeleine, et leurs deux enfants, Monique et Alain. Dans le même immeuble, demeuraient plusieurs familles juives. Grâce à son statut de policier en uniforme, épaulé par son épouse Madeleine, Théophile Larue sauve de nombreux juifs durant toute la période de l'occupation. Il est en outre engagé dans le mouvement *Ceux de la Résistance* en 1943. Révoqué le 20 juin 1940, il est réintégré le 16 juillet 1941. Dès le mois de mai 1941, époque des premières rafles, les Larue accueillent chez eux Léon Osman, lui évitant d'être envoyé au camp de concentration de Pithiviers. Ils l'hébergent jusqu'en juillet 1942, date de son départ en zone libre. Le 15 juillet 1942, Larue prévient tous ses voisins juifs de l'imminence d'une rafle importante. De plus, les Larue cachent chez eux durant une semaine Mme Lichtensztajn et sa fille Fanny. Pour faciliter leur départ en zone libre, Larue les accompagne d'ailleurs lui-même à la gare d'Austerlitz.





Le brigadier Victor Marchand, né le 16 février 1903 à Paris, informe les Bulwa d'une rafle programmée. Il emmène toute la famille dans son logement. Elle pourra ultérieurement franchir la ligne de démarcation et se sauver. La femme de Marchand et sa fille Micheline sont aussi *Justes*. Brigadier-chef en 1954, il prend sa retraite en mars 1958.

Henri SERENNES

Le 9 octobre 1942, à Soissons, des gendarmes et des membres des services de sécurité allemands tentent vainement d'arrêter le docteur Gabriel Fried à l'hôpital de Soissons. Une assistante sociale, Jeanne Jauquet, aide le praticien à fuir. Elle l'envoie en lieu sûr à Paris, chez Henri et Marie-Thérèse Serennes. Fried réside chez eux jusqu'en avril 1943, avant de devoir partir, avec l'aide de Mme Jauquet, vers la Marne. Henri Gustave Serennes, né le 22 novembre 1910 Sainte-Pazanne (Loir-Inférieure), est devenu gardien de la paix en mars 1939. Détaché inspecteur en novembre 1944, il prendra sa retraite comme officier de police principal en décembre 1965. Serennes était aussi membre du réseau *Béarn* sous le pseudo de *Chartier*.

le second volume permet de mesurer la diversité et la relative intensité de la Résistance au sein de la Préfecture de Police. Administratifs et policiers ont, dès avant les combats de la Libération, largement payé leur écot pour bouter les Allemands hors du pays. Tous les cas de résistants précoces ne sont pas pour autant épuisés. Beaucoup trouveront leur place dans le fascicule de 2011, en raison du rôle éminent qu'ils ont aussi joué pendant les combats pour la Libération. Ils n'occultent pas pour autant la collaboration institutionnelle qui a régné. Redisons-le : la France vivait une époque où rien n'était simple. Le problème communiste sert de révélateur au dilemme. Pendant plus de dix ans, pour les policiers, les communistes ont été l'ennemi désigné. Pendant près de deux ans, fidèles aux consignes de Moscou, ils sont apparus comme rangés aux côtés des nazis. Puis ils sont redevenus fréquentables en un jour car rangés soudain aux côtés des Alliés, sans avoir pour la plupart renié leur ambition révolutionnaire. Vers elle allait d'ailleurs pour certains la priorité de leur engagement, quand jusque devant les fusils pointés sur eux leur dernière pensée n'allait pas vers leur patrie, mais s'exhalait dans un ultime cri : « Vive le Parti Communiste ». L'ambiguité même d'un « patriote » réputé exemplaire comme Guy Môquet³¹² reste évidente : la priorité de ce jeune homme dont nul ne conteste le courage et la grandeur d'âme était celle de la lutte contre la guerre « impérialiste » et non la Résistance! Côté police, comment imaginer que, du jour au lendemain, tous comprendraient que, en quelques heures l'ennemi irréductible d'hier était devenu un ami ? Alors même que ni les propos révolutionnaires, ni les comportements n'ont changé ? Un patriote incontestable d'avant-guerre comme le commissaire Sainte-Roye, qui avait vu en 39-40 à Boulogne-Billancourt les ravages occasionnés par les consignes de sabotage du Parti, à travers les chars qui tombaient en panne face aux Allemands ou les munitions défectueuses, n'a pas su comprendre cette volte-face, poursuivant contre les communistes une lutte féroce : eux-mêmes n'avaient-ils pas répété à l'envie que cette guerre n'était pas la leur ? L'Histoire a donné justement tort à sa conception trop statique du patriotisme. Son attitude était-elle pour autant incompréhensible à l'époque, alors que c'était celle de nombreux Français qui, croyant au patriotisme du Maréchal, étaient peu enclins à soutenir les Allemands ? Un lecteur retiendra les policiers qui ont résisté. Un autre ceux qui ont fait leur « travail ». Beaucoup ont dû vaille que vaille poursuivre ce « travail » tout en résistant, quitte à prendre des risques et des coups des deux côtés. « Couler » toutes les procédures s'avérait impossible. Eviter toute arrestation l'était autant. Certains ont choisi la voie étroite de la résistance passive, sur la corde raide, tel le commissaire Georges Ballyot³¹³, sans qu'il ait toujours pu éviter ce qu'il aurait souhaité. Fallait-il que tous les policiers quittent leur emploi pour échapper au dilemme? Rappelons deux propos et une analyse pour permettre un jugement objectif. Selon Georges Bidault, successeur tout de même de Jean Moulin à la tête du Conseil National de la Résistance, « la police française, fortement noyautée, n'était pas très redoutable : on arrivait assez souvent à esquiver l'arrestation. Avec les Allemands, il devait en être tout autrement ». Un membre de l'état-major allemand rédige aussi le 19 août 1943 un rapport qui analyse le comportement de la police française. On y lit une longue énumération nominative de policiers qui ont collaboré...



Georges Ballyot

³¹² Militant communiste de dix-sept ans, arrêté en distribuant des tracts condamnant la guerre, fusillé comme otage le 22 octobre 1941 à Châteaubriant.

³¹³ Né le 8 janvier 1903 à Yerres, retraité comme sous-directeur en janvier 1963, officier de la Légion d'Honneur. Il est membre des réseaux SR-Kléber et Centurie depuis décembre 1942 et fournit de nombreux faux-papiers. Il est titulaire de la Croix de guerre.

314 150 000 selon Bousquet.

³¹⁵ Denis Peschansky donne, sur une période proche, des chiffres nettement supérieurs.

³¹⁶ Selon les déclarations d'Helmut Knochen, le n°2 de la *Gestapo* en France. Ces chiffres ne tiennent pas compte des effectifs de l'*Ordnungs-polizei*, relativement faibles et surtout impliqués dans le maintien de l'ordre. A noter que la *Gestapo* stricto sensu était quasiment absente du territoire national, se contentant de quelques postes d'encadrement supérieur et laissant principalement la place à la *Sipo – Sicherheitspolizei –*, à la *Feldepadamerie*, à la *Geheime Feld polizei*, au *Sicherheitsdienst* ou à l'*Abwehr –* le contre-espionnage.

³¹⁷ Préfet, Secrétaire Général de la Police de Vichy. Son autorité sur la PP n'était que partielle. Mais les mêmes commentaires vaudraient pour le Préfet de Police Amédée Bussière et ses adjoints.

318 Il a été quasiment absous de ses actes par les tribunaux, avant de rencontrer tardivement la justice « privée » des hommes. Il est enterré sous le drapeau tricolore, avec sa Légion d'Honneur. Ceux qu'il a commandés et qui ont obéi – parfois avec le zèle attendu – ont, eux, souvent été condamnés lourdement. Le cas est commun, un certain nombre de cadres de la police ont été fusillés à la Libération: les donneurs d'ordre ont rarement subi le même sort.

319 Qu'en Belgique et en Hollande.

avec la Résistance. L'officier y trouve la pleine justification de son total manque de confiance à l'égard de nos forces de l'ordre. De tels documents existent aussi localement, ainsi à Nancy ou à Marseille. Enfin Robert Paxton relève des chiffres qui interpellent et lève une partie du voile : en 1943, 120 000 policiers³¹⁴, gendarmes et auxiliaires arrêtent 9000 personnes³¹⁵, patriotes, juifs, réfractaires, évadés, parachutés... C'est certes trop! La même année, les 2500 à 3000 policiers allemands³¹⁶ qui sont sur notre sol avec quelques centaines d'auxiliaires en interpellent 35 000! Un René Bousquet³¹⁷ trouvait là la justification de sa politique qu'il disait souverainiste mais qui n'était que collaborationniste³¹⁸ : imaginons néanmoins les ravages qu'auraient commis dix fois plus de policiers allemands. Knochen lui-même l'a dit indirectement : « Si nous avons pu avoir en France une police moins nombreuse³¹⁹, c'est parce qu'il existait un gouvernement établi et une police officielle, au lieu d'une police auxiliaire comme dans les autres pays ». Même si l'efficacité des services classiques n'était pas au rendez-vous. Fallait-il pour autant que des politiciens ou des hauts-fonctionnaires, sous le prétexte d'un patriotisme qui acceptait l'inhumanité, se lancent ainsi dans le dévoiement et attirent durablement l'opprobre sur des institutions ? Alors qu'eux-mêmes tiraient parfois, sans peine ni compassion pour leurs collaborateurs qu'ils talonnaient, leur épingle d'un jeu qu'ils avaient faussé? Il est vrai que Bousquet, Leguay ou Cado professaient à l'égard des policiers un superbe mépris. Selon les propos d'un de leurs proches collaborateurs : «Les flics ne sont pas malins. On leur dit de faire quelque chose, ils obéissent ». Sans doute : mais leurs chefs oubliaient dans leur suffisance que c'est aux Allemands qu'eux-mêmes obéissaient! Comme pour certains des policiers qu'ils ont commandés, le patriotisme fourvoyé ne saurait tout excuser.

En 2011, nous continuerons notre travail sur la Résistance à la Préfecture de Police, puis nous porterons notre attention sur le rôle des policiers dans les combats pour la libération de Paris et de sa couronne : rares sont les auteurs qui l'ont évoqué dans sa réalité et son ampleur.

Luc RUDOLPH

Mes remerciements et ma reconnaissance vont à Rémy Kauffer, qui m'a apporté son aide avisée pour l'élaboration de ce document.

Conclusion

NOTA : Si les Archives de la Préfecture de Police réservent au chercheur de nombreuses surprises de qualité, il y trouve aussi quelques mécomptes, qui peuvent l'orienter vers des conclusions faussées. Ainsi, les dossiers relatifs au personnel de cette période de guerre sont-ils fâcheusement amputés. Un lointain administrateur de ce service, mal inspiré, a estimé sans intérêt les chemises des agents de la Préfecture de Police d'un grade inférieur à ceux de l'encadrement supérieur. Cette fâcheuse conception des archives conduit à des manques conséquents et évidents. Pour une administration qui compte plus de 70 pour cent de policiers, ceux-ci représentent moins de 30 pour cent des dossiers individuels. Le moindre médecin surnuméraire, architecte temporaire ou agent administratif assurant un rôle d'encadrement y a son dossier. Mais nulle trace (ou presque) de policiers inférieurs au grade de commissaire adjoint ou des employés administratifs de la base : leur place dans les archives se réduit au meilleur des cas le plus souvent à une fiche de format 10x20, avec quelques informations sommaires sur la carrière. Le chercheur non-informé pourrait déduire des seuls dossiers individuels que les cadres administratifs ont été plus résistants que les policiers ou les agents administratifs ou techniques de la base, alors que la conclusion résulterait simplement de la suppression des dossiers des agents estimés subalternes (même les inspecteurs principaux ou les officiers de paix n'y figurent pas). Ceux-ci peuvent néanmoins être retrouvés par ricochet. Plusieurs sources permettent de pallier partiellement aux lacunes : les témoignages de résistants figurant dans les dossiers préservés, les affaires traitées par les Brigades Spéciales, qui n'épargnaient pas leurs « collègues », et surtout les archives de l'épuration, où on trouve la trace, directe ou indirecte de policiers résistants comme de collaborateurs. Enfin, le Bureau Résistance du Service Historique de la Défense constitue une source essentielle d'informations, même si d'évidents résistants n'y ont parfois pas de dossier, faute de démarches de leur part.



Le régiment de sapeurs-pompiers de Paris...



George Gaunay

- 321 Un des grands mouvements de la résistance intérieure française.
- 322 Suite à l'attaque sur Pearl Harbor de la flotte américaine par le Japon.
- 323 De Soultrait est l'adjoint de Marc O'Neill, officier d'active dégagé des cadres, chargé à partir du mois d'octobre 1942 de l'organisation et du commandement d'OCM pour la région parisienne.
- 3º4 Né le 31 juillet 1913 à Larochemillay dans la Nièvre, Georges Gaunay débute sa carrière militaire le 4 août 1931. Admis à l'Ecole militaire de l'infanterie et des chars de combat (E.M.I.C.C.) de Saint-Maixent, il sont de l'école en 1937. Au cours de la campagne de 1940 il prend sur sa demande, le commandement du groupe franc du 1º bataillon du 23º régiment de tirailleurs Algériens. Séparé du gros de son unité par l'avance rapide des troupes allemandes, il réussi avec une centaine de ses hommes à gagner la région de Maubeuge où le commandement du secteur fortifié lui confie la mission de défendre le pont de Boussiéres sur Sambre. Pendant deux jours, Gaunay tient le pont avec opiniâtreté, résistant aux attaques répétées des colonnes motorisées allemandes, supérieures en nombre et en matériel. Les munitions du groupe franc étant épuisées et le tiers de ses hommes tués, le lieutenant Gaunay fait déposer les armes le 19 mai en fin de journée. Prisonnier de guerre, il rejoint en février 1941 son nouveau corps d'affectation : le régiment de sapeurs-pompiers de Paris.
- 325 Compagnie d'incendie.
- 326 Né le 17 janvier 1904, ancien élève de l'Ecole du service de Santé de Lyon, le médecin capitaine (1^{se} classe) Jean Gros recrute pour le compte de l'OCM au cours de l'année 1943 plusieurs officiers : le lieutenant Van Nerris; le capitaine Rousselle ; le capitaine Auzace (Gendarmerie de Reims) ; le capitaine Meyer (Garde Républicaine).
- ³²⁷ Pendant l'occupation, la résistance à l'occupant menée au sein du Régiment prend une forme particulière dans son mode opératoire et ce, en raison de la situation de la capitale. La région parisienne, du fait de la densité de ses usines, reste le premier fournisseur en produits divers pour l'économie de guerre allemande. Connaître ce qui s'y fabrique ou s'y prépare est de la plus haute importance pour les alliés afin d'en réduire le rendement et d'en limiter les livraisons grâce aux vagues de bombardements. C'est pourquoi le renseignement reste la première des activité pour laquelle de nombreux sapeurs-pompiers oeuvrent. Ces derniers remettent ainsi une infinité d'informations précieuses : la situation géographique des usines, les destructions résultants des bombardements...
- ³²⁸ Capitaine Beltramelli; lieutenant Potier; lieutenant About; lieutenant Ferquel; lieutenant Jacquemin; lieutenant Mouchonnet; lieutenant Durand; adjudant Pierre; adjudant Bideaux; sergent-chef Concaret; sergent-chef Tardieu.
- ³²⁹ Approché par De Soultrait et **Robert Le Balle**, professeur à la faculté de droit de Paris (agent de l'*OCM*), le sapeur de 1[™] classe **André Deguin**, employé de bureau à la compagnie hors rang (CHR), a déjà à son actif plusieurs faits de résistance dont le suivi de la fabrication de faux timbres allemands et de fausses cartes d'identité fabriqués par des dessinateurs du bureau des plans du Régiment.
- ou bureau des plans du Regiment.
 Aldé de l'adjudant Pierre, le 1" classe Deguin est chargé de recruter dans chaque compagnie d'incendie parmi les sous-officiers et les hommes du rang (caporaux et sapeurs) un correspondant. Celui-ci recrute à son tour un camarade dont il est sûr, respectant ainsi la règle impérative du cloisonnement. Ainsi le 1" classe Deguin met sur pied une filière qui collecte de nombreuses informations concernant les troupes d'occupation: unités, lieux de stationnement, déplacements, trafics routier et ferroviaire, armement, stocks...

Le régiment de sapeurs-pompiers de Paris et l'Organisation civile et militaire (1942-1944)

L'Organisation civile et militaire (OCM)³²¹ est fondée à Paris en décembre 1940, quelques mois après l'armistice, par Maxime Blocq-Mascart, conseiller économique d'un groupe industriel, vice-président de la confédération des travailleurs intellectuels et Jacques Arthuys fils d'officier, ancien combattant volontaire de la guerre 1914-1918, capitaine de réserve et industriel.

Les civils, membres de professions libérales, universitaires, ingénieurs des travaux publics, industriels, qui rejoignent le mouvement de résistance acceptent d'être commandés par un « état-major » classique comptant de nombreux officiers.

La propagande patriotique de l'*Organisation civile et militaire*, combinée au recrutement de forces clandestines, trouve un encouragement et une justification par l'entrée en guerre des États-Unis en décembre 1941³²², la résistance menée par l'Union des républiques socialiste soviétiques face à l'invasion allemande ainsi que la politique du gouvernement de Vichy qui tend à devenir nettement pro-allemande.

En novembre 1942 le lieutenant Ménard, officier à la 28° compagnie du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, rencontre le chef d'escadron De Soultrait³²³ (alias *Desloges*) organisateur militaire d'*OCM* pour la ville de Paris. Ménard lui indique les noms des officiers du Corps susceptibles de rejoindre les rangs de l'organisation. De Soultrait, par une « politique de noyautage », souhaite recruter parmi les officiers de futurs cadres pour le réseau régimentaire et parallèlement des sous-officiers et militaires du rang afin de former des groupes opérationnels sûrs et entraînés. Le recrutement va être d'autant plus facilité que de nombreux sapeurs-pompiers retrouvent dans ce mouvement de résistance des méthodes de pensée et d'action militaire.

A la fin de l'année 1942, le chef d'escadron de Soultrait rencontre le lieutenant Gaunay³²⁴ qui est affecté à la 5^e compagnie³²⁵. Il reçoit de ce dernier de précieuses informations sur le Régiment, son fonctionnement, ses cadres ainsi que la possibilité de former dans les compagnies d'incendie des sections pour effectuer des opérations de sabotage et de renseignement. Le lieutenant Gaunay profite de cette rencontre pour solliciter l'entrée dans le réseau régimentaire d'*OCM* du médecin-capitaine Gros³²⁶. Celui-ci est présenté à De Soultrait au cours d'un rendez-vous fixé dans un café de la place des Ternes au début de l'année 1943. Incombe pour Gaunay et Gros de « noyauter » le rang des officiers du Régiment, de centraliser les renseignements³²⁷ mais aussi d'assurer les liaisons avec l'extérieur. Parallèlement, les officiers et sous-officiers³²⁸ du Corps entrés ultérieurement dans le réseau régimentaire de l'*OCM* encadreront le reste des effectifs³²⁹.

et l'*Organisation civile et militaire*



Jean Gros

Au début du mois de décembre 1943 le lieutenant About, officier à la 6° compagnie, signale au lieutenant Gaunay la visite à la caserne de Grenelle (située place Violet dans le 15° arrondissement) de *Michel*³³⁰, chef du réseau *Résistance*³³¹ à Paris. Au cours de l'entretien qu'il a avec lui, Gaunay ³³² précise qu'il appartient à un mouvement de résistance et qu'à ce titre il lui est impossible d'œuvrer pour une autre formation. Néanmoins, étant sans nouvelles depuis le mois d'août du chef d'escadron de Soultrait, Gaunay se ravise et demande à *Michel* de revenir le voir à la fin du mois. C'est ainsi que *Michel* fournit au lieutenant quelques fusils mitrailleurs pour effectuer un coup de main sur un dépôt d'armes du Parti Populaire Français (P.P.F) situé au n°130 bis, boulevard de l'Hôpital dans le 13° arrondissement. Néanmoins l'opération échoue. Le lieutenant accompagné du 1^{re} classe Deguin, s'aperçoit au cours d'une mission de reconnaissance à proximité du dépôt que l'armement a été transféré.

Le jeudi 6 janvier 1944, le médecin-capitaine Gros invite chez lui le lieutenant Gaunay. L'officier y retrouve le chef d'escadron De Soultrait, accompagné du commandant Vidal qui annonce que les groupements de résistance vont être prochainement réunis sous un commandement unique.

Le vendredi 8 janvier, le lieutenant Gaunay et le médecin capitaine Gros sont présentés par De Soultrait au commandant Canot (alias *Chalis*) ancien officier du 51° régiment d'infanterie est membre de l'*Organisation de résistance de l'armée*³³³. La question des effectifs du réseau régimentaire de l'*OCM* est abordée. Pour le lieutenant Gaunay et le médecin-capitaine Gros, il semble possible de rassembler au sein du réseau mille deux cents sapeurs-pompiers³³⁴ sans que cela ne nuise au bon fonctionnement du service incendie. Le commandant Canot³³⁵ donne donc des instructions aux deux officiers pour mettre sur pied des groupes encadrés qui seront ultérieurement armés. Après une demi-heure d'entretien De Soultrait et Vidal quittent les deux officiers du Régiment sans omettre de fixer un nouveau rendez-vous le vendredi 14 janvier à 17h30.

Entre-temps, le lieutenant Gaunay s'entretient avec *Michel* du réseau *Résistance*, que le commandant Canot connaît bien³³⁶. Par téléphone, ce dernier lui fixe une nouvelle rencontre chez le *docteur Montalan*³³⁷, le dimanche 9 janvier à 11 heures, rendez-vous auquel les Gaunay et Gros se rendent.

Alors que les échanges verbaux touchent à leur fin, deux hommes sonnent à la porte de l'appartement. Il s'agit de *Georges* et *Jacques*³³⁸ présentés par *Michel* comme étant deux adjoints.

Le jeudi 13 janvier les officiers Gaunay et Gros reçoivent la visite du commandant Canot et du colonel Blanc³³⁹. Ces derniers leur demandent la répartition et le nombre exact des sapeurs-pompiers qui ont rallié le réseau régimentaire de l'*OCM* puis remettent aux deux officiers une carte vierge afin de la renseigner. Canot et Blanc proposent ensuite à Gaunay et Gros une somme de 20 000 francs destinée aux dépenses de première urgence pour l'équipement et les frais liés aux déplacement des sapeurs-pompiers faisant du renseignement.

330 Non identifié.

³³¹ Au moyen de groupes paramilitaires constitués, *Résistance* « rayonne » sur Paris, la banlieue et une vingtaine de départements de la zone occupée. Apolitique, *Résistance* est une organisation rigoureusement cloisonnée, encadrée et structurée. C'est par ailleurs un véritable réseau d'information qui dispose de son propre journal.

332 En dehors de son activité d'officier de liaison de l'Organisation civile et militaire au sein du Régiment, le lieutenant Gaunay est en contact avec monsieur Pruvost des PTT. Celui-ci est chargé du sabotage des liaisons téléphoniques de la région Parisienne. Gaunay lui fait parvenir les plans détaillés d'une dizaine de bâtiments de communication et de transmission.

333 L'Organisation de résistance de l'armée (ORA) est créée le 31 janvier 1943 après l'invasion de la zone libre par l'armée allemande en novembre 1942. Organisation apolitique, elle regroupe d'anciens militaires français déterminés à résister de façon active contre l'occupant. Fondée par le général Frère (arrêté en 1943, déporté et mort au Struthof le 13 juin 1944) l'ORA est dirigée par le général Verneau (arrêté le 23 octobre 1943 avant de mourir en déportation à Buchenwald le 14 décembre 1944), puis par le général Revers.

L'ORA se développe rapidement en zone Sud, grâce aux cadres et à l'armement camouflé par l'Armée d'armistice. Elle fusionne en février 1944 avec l'Armée secrète (AS) et les Francs tireurs et partisans (FTP) pour former les Forces françaises de l'intérieur (FFI) tout en conservant son autonomie. Pour l'ORA la situation en zone Nord (et qui plus est la capitale) d'une unité militaire constituée tel que le régiment de sapeurs-pompiers de Paris, représente un atout important.

334 Le Régiment compte un effectif de six mille deux cents hommes.

335 Alors que le commandant Canot est dans l'attente d'un parachutage programmé d'armes à Saint-Germain (en Laye?), le lieutenant Gaunay et le médecin capitaine Gros étudient les problèmes afférant à leur transport et à leur stockage.

336 Michel souhaitant rencontrer le commandant Canot, Gaunay et Gros l'invitent à se rendre à la réunion fixée au vendredi 14 ianvier.

³³⁷ Pseudonyme portée par une jeune femme appartenant à la Résistance et habitant au n° 16 rue Théodore de Banville dans le17e arrondissement.

338 Non identifiés

339 Pseudonyme Malon. Non identifié

Dénoncés par *Jacques*, agent de la Gestapo, le lieutenant Gaunay et le médecincapitaine Gros sont arrêtés à l'état-major Champerret³⁴⁰ le vendredi 14 janvier, à 17h25 :

«(...) deux civils se présentent au poste de garde et demandent à voir le médecincapitaine Gros et le Lieutenant Gillet. Le chef de poste répond que le médecincapitaine Gros est à Champerret et que le Lieutenant Gillet est inconnu à l'état-major. Les deux civils sortent du poste. A 17h30, alors que le chef de poste inscrit l'heure de sortie des militaires de repos, deux autres civils, revolvers au poing, entrent précipitamment. Ils ordonnent de ne pas se servir du téléphone et à quiconque de sortir du poste (...). Les personnes qui entrent ou sortent de l'étatmajor sont immédiatement dirigées sur le poste de garde où elles reçoivent comme consigne particulière, après avoir remis leur pièce d'identité, de ne plus bouger. Au même moment un civil entre dans le bureau du service général. Il sort un fusil mitrailleur caché sous son imperméable et fait comprendre par geste à deux officiers et un sapeur de se mettre face au mur les mains sur la nuque.

Successivement, deux chefs de bataillon, deux lieutenants, six sous-officiers, une vingtaine de caporaux et sapeurs ainsi que le colonel [commandant le Régiment] descendu de son appartement pour venir se rendre compte de la situation, se trouvent réunis, sous la menace de l'arme, dans le bureau du service général (...). A 17h35, le médecin-capitaine Gros, menottes aux mains, est entraîné brutalement au poste de garde (...). Le lieutenant Gaunay est arrêté par deux civils dans un bureau de la 5º compagnie avant d'être emmené dans un bureau de l'état-major. Aucun témoin n'assiste aux échanges qui s'y tiennent. Vers 18h00, un groupe de civils accompagnés par un chef de bataillon montent à l'appartement du médecincapitaine Gros. Ils y pénètrent revolvers au poing, visitent l'ensemble des pièces, fouillent les meubles et les effets d'habillement. A 18h30, le médecin-capitaine Gros et le lieutenant Gaunay sont emmenés hors de l'état-major (...) tandis que la liberté est rendue aux personnes regroupées dans le bureau du service général. »³⁴¹

Les deux officiers sont emmenés en voiture au siége de la Gestapo, 84 avenue Foch (16^e arrondissement) où ils subissent un interrogatoire brutal. Ils reconnaissent parmi les tortionnaires *Jacques* rencontré quelques jours auparavant chez le *docteur Montalan*.

Niant faire partie d'un quelconque mouvement ou réseau de résistance, les deux officiers sont dirigés le dimanche 16 janvier à Fresnes. Ils y croupissent soixante dix jours sans subir d'interrogatoire. Le 24 mars, libérés grâce à l'intervention de M. Bartha de Hémespan, chef de la clinique Le Pelletier³⁴², Gaunay et Gros se présentent à 18h00 à l'état-major du Régiment.

«A mon retour à Champerret, je suis surveillé étroitement par la Gestapo. Évitant de sortir de la caserne, je fais dire au lieutenant Potier³⁴³ par le caporal-chef Piot de la 5^e compagnie que le commandant Canot et Michel ont été déportés en Allemagne et qu'il faut éviter de venir me voir ou de me téléphoner afin de ne rien révéler aux agents nazis (...)³⁴⁴ ».

³⁴⁰ Situé au n°1 place Jules Renard dans le 17e arrondissement.

³⁴¹ Compte rendu non signé (Archives de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris).

 $^{^{342}}$ Située au n° 12 rue de la Victoire dans le 9e arrondissement.

³⁴³ Le lieutenant Gaunay rencontre régulièrement le lieutenant Potier, officier à la 12e compagnie du Régiment. Il lui transmet de nombreux renseignements, notamment ceux concernant les aérodromes de la région parisienne. De son côté le lieutenant Potier recueille le docteur Fourre (alias Franklin), ami du lieutenant Gaunay et chef d'une équipe de rapatriement de soldats et d'agents alliés.

³⁴⁴ Lieutenant Gaunay.

et l'Organisation civile et militaire

Le 20 avril 1944, le colonel Cornet, commandant le Régiment, est informé par ordre du chef supérieur des SS, Carl Oberg³⁴⁵, commandant la police de l'ordre³⁴⁶ dans la circonscription des forces militaires en France, que le médecin-capitaine Gros et le lieutenant Gaunay ne peuvent plus servir au Régiment. La Direction du service de Santé et la Direction du personnel au secrétariat d'état à la Défense ayant donné leur accord, la mutation des deux officiers est prononcée.

Prévenu le 28 avril, le médecin-capitaine Gros se rend à Millau le 5 mai où il est affecté à la Direction du service de Santé. Sur sa demande, il est nommé trois mois plus tard³⁴⁷ comme médecin des *Forces françaises de l'intérieur (FFI)* du Larzac³⁴⁸.

Le lieutenant Gaunay, remis quant à lui à la disposition du secrétariat d'état à la Défense le 1^{er} mai 1944, est placé après une période de permissions dans la position de non disponibilité. Il se retire à Louvigné-du-Désert en Ile-et-Vilaine. Dés son arrivée en Bretagne, le lieutenant au dévouement inlassable et obstiné, se met en liaison avec le capitaine de réserve Frémont (alias «Louvain») commandant les *Forces françaises de l'intérieur* du secteur «Nord» d'Ile-et-Vilaine. Adjoint de Frémont, Gaunay (alias *Géo*) participe aux opérations pour la libération du département³⁴⁹. Le 25 août 1944, il rentre à Paris dans les rangs du deuxième détachement blindé de la division Leclerc pour être réaffecté au régiment de sapeurs-pompiers de Paris trois jours plus tard³⁵⁰.

Capitaine (R) Emmanuel RANVOISY Conservateur du musée de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris

³⁴⁵ Höherer SS und Polizeiführer im Bereiche des Militärbefehlshabers in Frankreich, Carl Oberg contrôle par l'entremise de police de l'Ordre, le recensement de l'effectif du Régiment ainsi que les mesures appliquées à son personnel.

³⁴⁶ Ordnungspolizei

³⁴⁷ 22 août 1944.

³⁴⁸ Gros sera réaffecté au Régiment le 8 septembre 1944 grâce à l'intervention du lieutenant-colonel Camus, commandant le Régiment, et du chef de Bataillon Curie.

³⁴⁹ Le 3 août 1944 le lieutenant Gaunay, en service commandé pour les autorités américaines d'occupation, est blessé au bras droit.

³⁵⁰ Réaffecté au Régiment le 28 août 1944 (à la 27e compagnie), le lieutenant Gaunay est nommé capitaine le 25 décembre 1944.

Crédits photographiques

Archives de la préfecture de police Archives nationales Service historique de la défense Mémorial de la Shoah Fonds photographique du musée de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris

Une contribution historique... au-delà des idées reçues



Les accords Bousquet-Oberg de 1942, puis la nomination de Joseph Darnand comme responsable du maintien de l'ordre à la fin de 1943 – dernier épisode de la politique de plus en plus répressive de Vichy –, dessillent les yeux de ceux qui ont pu être jusque-là égarés par les ambiguïtés du gouvernement de Pétain. L'évolution de la guerre et les appels de Londres au ralliement de la police en 1943 pour empêcher l'envoi d'ouvriers en Allemagne se traduisent par l'inertie ou la passivité à exécuter des tâches, dénoncées par l'amiral Platon dans un rapport à Pétain.

Entre 1943 et 1944, le Noyautage des Administrations Publiques (NAP) se développe sous l'égide du journaliste radical Albert Bayet, les policiers étant à même d'établir des documents d'identité, des autorisations de circulation, des faux papiers, des cartes de rationnement comme de fournir des renseignements précieux sur les collaborateurs, les dénonciations, les arrestations et les rafles projetées ; ainsi le gardien Théophile Larue, fait « Juste parmi les Nations ».

Christine Levisse-Touzé, *Dictionnaire de la France Libre*, p. 1175-1176 Bouquins Robert Laffont, 2010

